

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 645

[99/09060]

**22 DECEMBRE 1998**

### Loi modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la procédure de naturalisation (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

#### Art. 2

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 12bis du Code de la nationalité belge, inséré par la loi du 13 juin 1991 :

1° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, première phrase, les mots « pour avis » sont insérés entre les mots « communiquée » et « par l'officier de l'état civil »;

2° au § 2, les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans un délai de deux mois à compter de l'accusé de réception, le procureur du Roi peut émettre un avis négatif sur l'acquisition de la nationalité belge lorsqu'il y a un empêchement résultant de faits personnels graves.

Lorsqu'il estime ne pas devoir émettre d'avis négatif, il envoie une attestation à l'officier de l'état civil, signifiant l'absence d'avis négatif. La déclaration est immédiatement inscrite et mentionnée conformément à l'article 22, § 4.

A l'expiration du délai de deux mois et à défaut d'avis négatif ou de transmission d'une attestation signifiant l'absence d'avis négatif, la déclaration est inscrite d'office et mentionnée conformément à l'article 22, § 4.

Notification de l'inscription est faite à l'intéressé par l'officier de l'état civil.

La déclaration a effet à compter de l'inscription. »;

3° les §§ 3 et 4 sont remplacés comme suit :

« § 3. L'avis négatif doit être motivé. Il est notifié à l'officier de l'état civil et, par lettre recommandée à la poste, à l'intéressé par les soins du procureur du Roi.

Le procureur du Roi communique à l'intéressé que, sauf si celui-ci demande la saisine du tribunal conformément au § 4, l'officier de l'état civil transmettra son dossier à la Chambre des représentants, de sorte que l'intéressé puisse déposer un mémoire en réponse au greffe de la Chambre des représentants, dans un délai d'un mois.

L'officier de l'état civil communique le dossier de l'intéressé ainsi que l'avis négatif du procureur du Roi à la Chambre des représentants ou, en application du § 4, au tribunal de première instance. La communication à la Chambre des représentants tient lieu de demande de naturalisation, sur laquelle la Chambre des représentants statue conformément à l'article 21, § 4.

§ 4. Dans les quinze jours suivant la date de réception de l'avis négatif visé au § 3, l'intéressé peut inviter l'officier de l'état civil, par lettre recommandée à la poste, à transmettre son dossier au tribunal de première instance.

Après avoir entendu ou appelé l'intéressé, le tribunal de première instance statue sur le bien-fondé de l'avis négatif. La décision doit être motivée.

La décision est notifiée à l'intéressé par les soins du procureur du Roi. Dans les quinze jours de la notification, l'intéressé et le procureur du Roi peuvent interjeter appel de la décision, par requête adressée à la cour d'appel.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 645

[99/09060]

**22 DECEMBER 1998**

### Wet tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wat de naturalisatieprocedure betreft (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### Art. 2

In artikel 12bis van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, ingevoegd bij de wet van 13 juni 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, eerste zin, worden tussen de woorden « onmiddellijk » en « overgezonden » de woorden « voor advies » ingevoegd;

2° in § 2 worden het tweede, derde en vierde lid vervangen door de volgende bepalingen :

« De procureur des Konings kan, binnen twee maanden te rekenen vanaf de ontvangstmelding, een negatief advies uitbrengen inzake de verkrijging van de Belgische nationaliteit wanneer er een beletsel is wegens gewichtige feiten, eigen aan de persoon.

Indien hij meent geen negatief advies te moeten uitbrengen, zendt hij een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. De verklaring wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Bij het verstrijken van de termijn van twee maanden en bij ontstentenis van een negatief advies of overzending van een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht, wordt de verklaring ambtshalve ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Van de inschrijving wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand kennis gegeven aan de belanghebbende.

De verklaring heeft gevolg vanaf de inschrijving. »;

3° de §§ 3 en 4 worden vervangen als volgt :

« § 3. Het negatieve advies moet met redenen zijn omkleed. Het wordt aan de ambtenaar van de burgerlijke stand en, bij een ter post aangetekende brief, aan de belanghebbende betekend door toedoen van de procureur des Konings.

De procureur des Konings deelt aan de belanghebbende mee, tenzij deze de aanhangigmaking bij de rechtbank vraagt overeenkomstig § 4, dat zijn dossier door de ambtenaar van de burgerlijke stand zal worden overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, zodat de belanghebbende bij de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers een memorie van antwoord kan indienen binnen een maand.

De ambtenaar van de burgerlijke stand zendt het dossier van de belanghebbende, alsook het negatieve advies van de procureur des Konings, over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers of, bij toepassing van § 4, aan de rechtbank van eerste aanleg. De overzending aan de Kamer van volksvertegenwoordigers geldt als naturalisatieaanvraag waarover de Kamer van volksvertegenwoordigers beslist overeenkomstig artikel 21, § 4.

§ 4. Binnen vijftien dagen na de ontvangst van het negatieve advies bedoeld in § 3, kan de belanghebbende bij een ter post aangetekende brief aan de ambtenaar van de burgerlijke stand vragen zijn dossier over te zenden aan de rechtbank van eerste aanleg.

De rechtbank van eerste aanleg doet, na de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen, uitspraak over de gegrondheid van het negatieve advies. De beslissing wordt met redenen omkleed.

De beslissing wordt aan de belanghebbende ter kennis gebracht door toedoen van de procureur des Konings. De belanghebbende en de procureur des Konings kunnen binnen vijftien dagen na de kennisgeving hoger beroep instellen tegen de beslissing, bij een aan het hof van beroep gericht verzoekschrift.

Celle-ci statue, après avis du procureur général, et après avoir entendu ou appelé l'intéressé.

Les citations ou notifications se font par la voie administrative.

Le dispositif de la décision définitive d'abrogation de l'avis négatif est envoyé à l'officier de l'état civil par les soins du ministère public. La déclaration est immédiatement inscrite et mentionnée conformément aux dispositions de l'article 22, § 4. Le § 2, alinéas 5 et 6, est également d'application. »;

4° le § 5 est abrogé.

### Art. 3

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 15 du même Code :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé comme suit :

« La déclaration d'option est faite devant l'officier de l'état civil du lieu de la résidence principale du déclarant; une copie de la déclaration est communiquée pour avis par l'officier de l'état civil au parquet du tribunal de première instance du ressort. »;

2° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « pour avis » sont insérés entre les mots « communique » et les mots « au parquet »;

3° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est remplacé comme suit :

« Le procureur du Roi transmet sans délai un accusé de réception. »

4° les §§ 2 et 3 sont remplacés comme suit :

« § 2. Dans les quatre mois à compter de la date de l'accusé de réception, le procureur du Roi peut émettre un avis négatif sur l'agrément de l'option, lorsqu'il y a un empêchement résultant de faits personnels graves, qu'il doit préciser dans les motifs de son avis, ou s'il y a des raisons, qu'il doit également préciser, d'estimer que la volonté d'intégration du déclarant est insuffisante, ou que les conditions de base, qu'il doit indiquer, ne sont pas remplies.

Lorsqu'il estime ne pas devoir émettre d'avis négatif, il envoie une attestation à l'officier de l'état civil, signifiant l'absence d'avis négatif. La déclaration d'option est immédiatement inscrite et mentionnée conformément aux dispositions de l'article 22, § 4.

A l'expiration du délai de quatre mois et à défaut d'avis négatif ou de communication d'une attestation signifiant l'absence d'avis négatif, la déclaration d'option est inscrite d'office et mentionnée conformément aux dispositions de l'article 22, § 4.

Notification de l'inscription est faite à l'intéressé par l'officier de l'état civil.

La déclaration a effet à compter de l'inscription.

§ 3. L'avis négatif doit être motivé. Il est notifié à l'officier de l'état civil et, par lettre recommandée à la poste, au déclarant par les soins du procureur du Roi.

Le procureur du Roi communique au déclarant que l'officier de l'état civil transmettra son dossier à la Chambre des représentants, de sorte que le déclarant puisse déposer un mémoire en réponse au greffe de la Chambre des représentants, dans le délai d'un mois, à moins qu'il ne demande la saisine du tribunal conformément à l'article 12bis, § 4.

L'officier de l'état civil communique le dossier ainsi que l'avis négatif du procureur du Roi à la Chambre des représentants ou, en application de l'article 12bis, § 4, au tribunal de première instance. La communication à la Chambre des représentants tient lieu de demande de naturalisation sur laquelle la Chambre des représentants statue conformément à l'article 21, § 4. ».

Dit hof doet uitspraak na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen en de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen.

De dagvaardingen en kennisgevingen geschieden langs administratieve weg.

Het beschikkend gedeelte van de onherroepelijke beslissing waarbij het negatieve advies wordt opgeheven, wordt door toedoen van het openbaar ministerie aan de ambtenaar van de burgerlijke stand gezonden. De verklaring wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4. Paragraaf 2, vijfde en zesde lid is eveneens van toepassing. »;

4° paragraaf 5 wordt opgeheven.

### Art. 3

In artikel 15 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« De verklaring van nationaliteitskeuze wordt afgelegd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de belanghebbende zijn hoofdverblijfplaats heeft; een afschrift van de verklaring wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand voor advies overgezonden aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied. »;

2° in § 1, tweede lid, worden tussen de woorden « haar » en « over aan het parket » de woorden « voor advies » ingevoegd;

3° paragraaf 1, derde lid, wordt vervangen als volgt :

« De procureur des Konings geeft hiervan onverwijld ontvangstmelding. »

4° de §§ 2 en 3 worden vervangen als volgt :

« § 2. De procureur des Konings kan binnen vier maanden te rekenen vanaf de ontvangstmelding, een negatief advies uitbrengen inzake de inwilliging van de nationaliteitskeuze wanneer er een beletsel is wegens gewichtige feiten, eigen aan de persoon, die hij in de motivering van zijn advies dient te omschrijven, of als er redenen zijn, die hij eveneens dient te omschrijven, om te oordelen dat de integratiewil van de belanghebbende onvoldoende is, of als de grondvoorwaarden, die hij moet aanduiden, niet vervuld zijn.

Indien hij meent geen negatief advies te moeten uitbrengen, zendt hij een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. De verklaring van nationaliteitskeuze wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Bij het verstrijken van de termijn van vier maanden en bij ontstentenis van een negatief advies of verzending van een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht, wordt de verklaring van nationaliteitskeuze ambtshalve ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Van de inschrijving wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand kennis gegeven aan de belanghebbende.

De verklaring heeft gevolg vanaf de inschrijving.

§ 3. Het negatieve advies moet met redenen zijn omkleed. Het wordt aan de ambtenaar van de burgerlijke stand en bij een ter post aangetekende brief aan de belanghebbende betekend door toedoen van de procureur des Konings.

De procureur des Konings deelt aan de belanghebbende mee dat, tenzij de belanghebbende de aanhangigmaking bij de rechtbank vraagt overeenkomstig artikel 12bis, § 4, zijn dossier door de ambtenaar van de burgerlijke stand zal worden overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, zodat de belanghebbende bij de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers een memorie van antwoord kan indienen binnen een maand.

De ambtenaar van de burgerlijke stand zendt het dossier van de belanghebbende alsook het negatieve advies van de procureur des Konings over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, of, met toepassing van artikel 12bis, § 4, aan de rechtbank van eerste aanleg. De verzending aan de Kamer van volksvertegenwoordigers geldt als naturalisatieaanvraag, waarover de Kamer van volksvertegenwoordigers beslist overeenkomstig artikel 21, § 4. ».

## Art. 4

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 21 du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995 :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé comme suit :

« La demande de naturalisation est adressée à l'officier de l'état civil du lieu où l'intéressé a sa résidence principale ou à la Chambre des représentants. »;

2° le § 1<sup>er</sup> est complété par l'alinéa suivant :

« Le formulaire de demande est signé par le demandeur qui fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Je déclare vouloir acquérir la nationalité belge et me soumettre à la Constitution et aux lois du peuple belge. »;

3° les §§ 3 et 4 sont remplacés comme suit :

« § 3. Si la demande de naturalisation est adressée à l'officier de l'état civil, celui-ci transmet la demande de naturalisation ainsi que les pièces visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, qui lui ont été communiquées, à la Chambre des représentants dans le délai de quinze jours suivant la réception de la demande de naturalisation.

Lorsque le dossier du demandeur est complet, la Chambre des représentants transmet la demande de naturalisation au parquet du tribunal de première instance de la résidence principale du demandeur, à l'Office des étrangers et au service de Sûreté de l'Etat, pour avis à fournir dans un délai de quatre mois, sur les critères prévus à l'article 19 et les conditions et circonstances prévues à l'article 15, § 2, ainsi que sur tout autre élément dont la Chambre souhaite être informée. Si l'intéressé a sa résidence principale à l'étranger, la demande d'avis est adressée au parquet près le tribunal de première instance de Bruxelles.

Les instances visées à l'alinéa 2 transmettent sans délai un accusé de réception.

A défaut d'observations dans les quatre mois suivant la date des accusés de réception, l'avis est réputé favorable.

La Chambre des représentants statue sur l'octroi de la naturalisation selon les modalités déterminées dans son règlement.

§ 4. Lorsque le demandeur a fait, conformément aux articles 12bis et 15, une déclaration de nationalité faisant l'objet d'un avis négatif du procureur du Roi, la Chambre des représentants statue sur l'octroi de la naturalisation.

La Chambre des représentants peut inviter le demandeur, s'il ne l'a pas fait d'office, à déposer un mémoire en réponse à l'avis négatif. Dans ce cas, la Chambre des représentants peut charger les instances visées au § 3 de procéder dans les deux mois à une enquête complémentaire sur les motifs qui ont fondé l'avis négatif et sur les éléments invoqués par le demandeur dans son mémoire en réponse. A l'expiration du délai de deux mois ou lorsque le demandeur n'a pas déposé de mémoire en réponse dans ce délai, la procédure se poursuit. ».

## Art. 5

L'article 24, alinéa 2, du même Code est remplacé comme suit :

« Si cette dernière condition n'est pas remplie ou si la perte de la nationalité belge procède d'une renonciation, le procureur du Roi peut néanmoins juger ne pas devoir émettre d'avis négatif, après avoir apprécié les circonstances dans lesquelles le déclarant a perdu la nationalité belge, ainsi que les raisons pour lesquelles il veut la recouvrer. ».

## Art. 4

In artikel 21 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Het verzoek om naturalisatie wordt gericht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de belanghebbende zijn hoofdverblijfplaats heeft of aan de Kamer van volksvertegenwoordigers. »;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het aanvraagformulier wordt door de aanvrager ondertekend. De handtekening wordt voorafgegaan door de volgende, door de aanvrager met de hand geschreven vermelding « Ik verklaar Belgisch staatsburger te willen worden en de Grondwet en de wetten van het Belgische volk te zullen naleven. »;

3° de §§ 3 en 4 worden vervangen als volgt :

« § 3. Indien het verzoek tot naturalisatie gericht is aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, zendt deze het verzoek tot naturalisatie, alsook de stukken, bedoeld in § 1, derde lid, die hem zijn toegezonden, over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de ontvangst van het verzoek tot naturalisatie.

Indien het dossier van de belanghebbende volledig is, zendt de Kamer van volksvertegenwoordigers het verzoek tot naturalisatie over aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg waar de verzoeker zijn hoofdverblijfplaats heeft, aan de dienst Vreemdelingenzaken en aan de dienst Veiligheid van de Staat, om een advies te verstrekken binnen een termijn van vier maanden, met betrekking tot de in artikel 19 gestelde vereisten en de in artikel 15, § 2, bedoelde voorwaarden en omstandigheden alsook met betrekking tot ieder gegeven waarover de Kamer wenst te worden ingelicht. Heeft de belanghebbende zijn hoofdverblijfplaats in het buitenland, dan wordt het verzoek om advies gericht aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

De in het tweede lid bedoelde instanties geven hiervan onverwijld ontvangstmelding.

Zijn er geen opmerkingen binnen vier maanden vanaf de ontvangstmeldingen, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De Kamer van volksvertegenwoordigers beslist over het verlenen van de naturalisatie op de wijze bepaald in haar reglement.

§ 4. Heeft de aanvrager overeenkomstig de artikelen 12bis en 15 een nationaliteitsverklaring afgelegd waarover de procureur des Konings een negatief advies heeft gegeven, dan beslist de Kamer van volksvertegenwoordigers over het verlenen van de naturalisatie.

De Kamer van volksvertegenwoordigers kan de aanvrager verzoeken een memorie van antwoord op het negatieve advies in te dienen, zo hij dat al niet ambtshalve heeft gedaan. In dit geval kan de Kamer van volksvertegenwoordigers door de in § 3 bedoelde instanties een verder onderzoek laten uitvoeren binnen een termijn van twee maanden betreffende de redenen waarop het negatieve advies steunt en over de gegevens die de aanvrager in zijn memorie van antwoord heeft aangevoerd. Bij het verstrijken van de termijn van twee maanden of indien de aanvrager binnen dezelfde termijn geen memorie van antwoord heeft ingediend, wordt de procedure voortgezet. ».

## Art. 5

Artikel 24, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Indien deze laatste voorwaarde niet is vervuld of indien het verlies van de Belgische nationaliteit het gevolg is van afstand, kan de procureur des Konings toch menen geen negatief advies te moeten uitbrengen, nadat hij de omstandigheden heeft beoordeeld waarin de belanghebbende de Belgische nationaliteit heeft verloren, alsmede de redenen waarom hij die wil herkrijgen. ».

## Art. 6

Dans le même Code, il est inséré un chapitre *Vbis*, intitulé « Compétence d'avis du parquet » et comprenant l'article *24bis*, libellé comme suit :

« Art. *24bis*. — Le Ministre de la Justice arrête les directives concernant les modalités selon lesquelles le parquet près le tribunal de première instance mène l'enquête en vue de la présentation d'un avis tel que prévu dans la présente loi, après consultation du collège des procureurs généraux. Ces directives sont contraignantes pour tous les membres du ministère public. Pour les missions qui doivent être accomplies afin de permettre au procureur du Roi d'émettre les avis requis, les services de police sont soumis à l'autorité de celui-ci. Le collège des procureurs généraux exerce le contrôle sur les modalités selon lesquelles les parquets exécutent les missions définies dans la présente loi. ».

## Art. 7

La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soi revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

—————  
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi du 17 décembre 1997 déposée par MM. Michel, Duquesne, Reynders et de Donnée, n° 1334/1. — Amendements, n°s 1334/2 à 10.

*Session ordinaire 1998-1999.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Rapport du 21 octobre 1998 de M. Vandeurzen, n° 1334/11. — Texte adopté par la commission, n° 1334/12. — Amendement, n° 1334/13. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1334/14.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 27 et 29 octobre 1998.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1130/1. — Amendement, n° 1-1130/2. — Rapport du 27 novembre 1998 de M. Vandenberghe, n° 1-1130/3. — Texte corrigé par la commission, n° 1-1130/4. — Amendement, n° 1-1130/5. — Décision de ne pas amender, n° 1-1130/6.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 9 et 10 décembre 1998.

## Art. 6

In hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk *Vbis* ingevoegd met als opschrift « Adviesbevoegdheid van het parket » en houdende het artikel *24bis*, luidend als volgt :

« Art. *24bis*. — De Minister van Justitie legt de richtlijnen vast met betrekking tot de wijze waarop het parket bij de rechtbank van eerste aanleg het onderzoek verricht met het oog op het verlenen van een advies zoals bepaald in deze wet nadat hij het advies heeft ingewonnen van het college van procureurs-generaal. Deze richtlijnen zijn bindend voor alle leden van het openbaar ministerie. Voor de opdrachten die vervuld moeten worden teneinde de procureur des Konings in staat te stellen de vereiste adviezen te verstrekken, zijn de politiediensten onderworpen aan zijn gezag. Het college van procureurs-generaal houdt toezicht op de wijze waarop de parketten de opdrachten zoals beschreven in deze wet, uitvoeren. ».

## Art. 7

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de zesde maand volgend op die in de loop waarvan zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

—————  
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsvoorstel van 17 december 1997 ingediend door de heren Michel, Duquesne, Reynders en de Donnée, nr. 1334/1. — Amendementen, nrs. 1334/2 tot 10.

*Gewone zitting 1998-1999.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Verslag van 21 oktober 1998 van de heer Vandeurzen, nr. 1334/11. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1334/12. — Amendement, nr. 1334/13. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1334/14.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 29 oktober 1998.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1130/1. — Amendement, nr. 1-1130/2. — Verslag van 27 november 1998 van de heer Vandenberghe, nr. 1-1130/3. — Tekst verbeterd door de commissie, nr. 1-1130/4. — Amendement, nr. 1-1130/5. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 1-1130/6.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 9 en 10 december 1998.

F. 99 — 646

[C — 99/09155]

**28 FEVRIER 1999. — Arrêté royal relatif à l'évaluation du personnel des greffes et des parquets des cours et tribunaux et aux chambres de recours**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est présentement soumis à votre Majesté tend à mettre à exécution les articles 287ter et 287quater du Code judiciaire, par lesquels il est instauré, d'une part, une évaluation périodique pour les membres des greffes et des secrétariats de parquet de même que pour les membres du personnel des cours et tribunaux et, d'autre part, par la création de chambres de recours, un appel administratif contre aussi bien un bulletin d'évaluation donné que contre les avis émis sur un candidat dans le cadre d'une procédure de nomination en cours.

Dans un souci de permettre une gestion convenable et efficace des greffes et des parquets des cours et tribunaux, le législateur a instauré un système d'évaluation du personnel. La procédure fixée par l'article 287ter inséré dans le Code judiciaire par la loi du 17 février 1997 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets, doit offrir toutes les garanties requises, tout en permettant un déroulement rapide du processus.

L'évaluation a pour but de fournir pour chaque membre du personnel un état de service objectif, reflétant ses capacités et son dévouement. Il convient, à l'aide de critères simples - la simplicité et la clarté devant exclure tout risque d'arbitraire - d'établir de la manière la plus précise les mérites respectifs de chaque membre du personnel.

Le présent projet que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté a pour objectif de définir les modalités d'attribution des mentions finales traduisant l'évaluation telles que définies à l'article 287ter du Code judiciaire. Le système adopté est largement inspiré de celui récemment instauré pour les agents des administrations de l'Etat, tout en tenant néanmoins compte de la spécificité de la structure judiciaire.

La loi du 17 février 1997 précitée a de plus, compte tenu des principes relatifs à la publicité de l'administration et aux droits de la défense, veillé à la transparence des procédures de nomination en cours (notification de la conclusion finale à tous les candidats, droit de regard sur leurs avis), ainsi que de l'évaluation (notification du bulletin de signalement définitif au membre du personnel concerné). La transparence de cette procédure impliquait l'instauration d'une possibilité d'appel, ce qui fut réalisé avec l'insertion de l'article 287quater du Code judiciaire (création d'une chambre de recours nationale et de chambres de recours dans le ressort de chaque cours d'appel). Le présent arrêté royal fixe les critères pour la désignation des membres de ces chambres, détermine quels membres siègent en fonction de la catégorie de personnel à laquelle le requérant appartient et fixe les modalités de fonctionnement des chambres de recours.

L'arrêté en projet tient compte des remarques que le Conseil d'Etat a formulées dans son avis du 5 novembre 1998. Les accords requis ont été obtenus, de telle sorte que les exigences de forme fixées dans l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire sont remplies. Le préambule de l'arrêté est adapté au déroulement de la procédure telle qu'elle a été esquissée par le Conseil d'Etat dans ses remarques préalables.

CHAPITRE Ier. — *De l'évaluation*

Article 1<sup>er</sup>.

Cet article définit les notions d' "évaluateur" et de "membre du personnel" en se référant aux dispositions légales qui fixent le déroulement de la procédure d'évaluation pour chacun des différents grades au sein de l'ordre judiciaire.

Les dispositions légales en la matière prévoient qu'un bulletin de signalement est établi pour tous les membres du personnel, aussi bien ceux qui sont revêtus d'un grade repris dans le Code judiciaire (grades de qualification générale) que ceux nommés à un grade de qualification particulière (créé en vertu de l'article 185 du Code judiciaire). De plus, il est formellement stipulé que, outre les membres du personnel nommés à titre définitif, le personnel engagé sous contrat de travail est également soumis à la procédure d'évaluation.

N. 99 — 646

[C — 99/09155]

**28 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de beoordeling van het personeel van de griffies en de parketten van de hoven en rechtbanken en de raden van beroep**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat heden aan Uwe Majesteit wordt voorgedragd strekt tot de uitvoering van de artikelen 287ter en 287quater van het Gerechtelijk Wetboek, waarbij enerzijds een periodieke beoordeling wordt ingevoerd voor de leden van de griffies en parketsecretariaten alsmede voor de personeelsleden van hoven en rechtbanken en anderzijds, door de instelling van kamers van beroep, wordt voorzien in een administratief beroep tegen zowel een gegeven beoordelingsstaat als tegen adviezen uitgebracht over de kandidaten in het kader van een lopende benoemingsprocedure.

Om een goed en efficiënt beheer van de griffies en de parketten van de hoven en van de rechtbanken mogelijk te maken heeft de wetgever een beoordelingssysteem van het personeel ingevoerd. De procedure vastgesteld bij artikel 287ter ingevoegd in het Gerechtelijk Wetboek bij de wet van 17 februari 1997 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en de parketten, moet niet alleen de vereiste waarborgen bieden, maar ook een snel verloop van de processus toelaten.

De beoordeling heeft tot doel een objectieve dienststaat van elk personeelslid te leveren, die een beeld geeft van zijn bekwaamheid en inzet. Het komt er hierbij op aan om met behulp van eenvoudige criteria - waarvan de eenvoud en de klaarheid elk gevaar voor willekeur horen uit te sluiten - op de meest nauwkeurige wijze de respectieve verdiensten van elk personeelslid vast te stellen.

Het huidige ontwerp dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit's goedkeuring voor te leggen heeft dan ook tot doel de wijze vast te stellen waarop de eindvermeldingen worden toegekend die de beoordeling inhouden zoals bedoeld in artikel 287ter van het Gerechtelijk Wetboek. De weerhouden regeling is grotendeels geïnspireerd op deze die recent werd ingesteld voor de personeelsleden van de Rijksbesturen, niettemin rekening houdend met de eigenheid van de gerechtelijke structuur.

Vermelde wet van 17 februari 1997 heeft voorts, de beginselen inzake openbaarheid van bestuur en de rechten van verdediging indachtig, oog gehad voor de doorzichtigheid van lopende benoemingsprocedures (kennisgeving eindconclusie aan alle kandidaten, inzagerecht in hun adviezen) alsook van de beoordeling (kennisgeving van de definitieve beoordelingsstaat aan betrokken personeelslid). Het open verloop van deze procedure impliceerde tevens de instelling van een beroepsmogelijkheid, die werd verwezenlijkt met de invoering van het artikel 287quater van het Gerechtelijk Wetboek (instelling van een nationale raad van beroep en de raden van beroep bij het rechtsgebied van ieder hof van beroep). Voorliggend koninklijk besluit bepaalt de criteria voor de aanwijzing van de leden in deze raden; bepaalt welke leden van de raden zitting nemen volgens de categorie van personeel waartoe de verzoeker behoort en stelt nadere regels samen voor de werkwijze van de raden van beroep.

Het ontworpen besluit houdt rekening met de opmerkingen die de Raad van State formuleerde in zijn advies van 5 november 1998. De nodige formele goedkeuringen werden bekomen zodat werd voldaan aan de vormvereisten bepaald in het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole. De aanhef van het besluit werd aangepast aan deze procedurestappen zoals deze werden geschetst in de voorafgaande bemerkings van de Raad van State.

HOOFDSTUK I. — *Beoordeling*

Artikel 1.

Dit artikel definieert de begrippen "evaluator" en "personeelslid" door te verwijzen naar de wettelijke bepalingen die, voor elk der onderscheiden graden binnen de rechterlijke orde, het verloop van de beoordelingsprocedure voorschrijven.

De wettelijke bepalingen terzake voorzien dat een beoordelingsstaat wordt opgemaakt voor alle personeelsleden, zowel degenen die een graad bekleden opgenomen in het Gerechtelijk Wetboek (algemene graden), als degenen benoemd in een bijzondere graad (ingesteld krachtens artikel 185 Ger.W.). Voorts is uitdrukkelijk bepaald dat naast de vast benoemde personeelsleden ook het bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel onderworpen is aan de beoordelingsregeling.

## Art. 2.

Afin d'assurer une application correcte mais surtout cohérente de cette réglementation, un gestionnaire de système sera désigné dans le ressort de chaque cour d'appel. Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, si le gestionnaire de système ne fournit pas la preuve de la connaissance de la langue néerlandaise et française, un adjoint appartenant à l'autre régime linguistique peut être désigné.

Ce système d'évaluation est une réforme importante dans la gestion du personnel au sein des greffes et des secrétariats de parquet. Dans la phase initiale du système certainement, des questions pourront surgir concernant l'application des dispositions en vigueur. C'est pourquoi la présente disposition prévoit, dans chaque ressort, une personne de contact, chargée d'assister les évaluateurs et les évalués à chaque étape de la procédure, aussi bien au point de vue de la technique juridique (interprétation de la réglementation) qu'au niveau de l'application pratique (résolution des problèmes individuels), sans cependant pouvoir s'ingérer dans l'évaluation individuelle d'un membre du personnel.

Lors de l'introduction de l'évaluation, le gestionnaire du système interviendra dans la diffusion d'informations et la formation des évaluateurs. Il participera également aux réunions de coordination des gestionnaires de système afin d'assurer l'uniformité dans l'application.

Les gestionnaires de système doivent constituer les forces portantes non seulement lors de l'introduction du nouveau système d'évaluation mais également au niveau du suivi de la réglementation. A ce titre, il leur revient de faire une appréciation du système et de l'utilisation de celui-ci. Une telle analyse peut mener à des propositions relatives à des améliorations ponctuelles du système (en rapport avec les critères d'évaluation, les coefficients de pondération, les indicateurs de comportement).

Pour éviter une interprétation limitative de ses compétences, il a été décidé de ne pas insérer expressément dans le texte cette description de tâche, comme l'avait suggéré le Conseil d'Etat. Il faut néanmoins souligner que la fonction d'assistance du gestionnaire de système, conformément d'ailleurs à la dénomination choisie, se limite strictement au fonctionnement de la procédure en elle-même. En aucun cas, le gestionnaire de système ne peut s'occuper d'évaluations individuelles (à l'exception, il est vrai, de l'évaluation qu'il doit faire, le cas échéant, en qualité d'évaluateur au sein de sa propre juridiction du personnel soumis à son autorité hiérarchique). Il ne peut pas non plus prononcer de jugement relatif à l'opportunité d'une évaluation donnée. Le Conseil d'Etat laisse entendre, à juste titre, que toute autre position porterait préjudice aux prérogatives qui sont attribuées par la loi aux évaluateurs visés à l'article 287ter du Code judiciaire.

De même, les gestionnaires de système sont tenus au respect des dispositions en vigueur et le but poursuivi n'a jamais été, comme le fait remarquer le Conseil d'Etat, de leur donner la compétence d'adapter à une situation concrète la façon d'évaluer.

Il s'agit d'un choix délibéré de prendre comme point de départ des grilles d'évaluation prédéterminées dans lesquelles des critères fixes sont repris suivant le grade attribué et dans lesquelles des pondérations standard sont également données aux critères retenus afin que leur valeur relative soit invariablement fixée. Le Conseil d'Etat note que cette rigidité s'écarte du système d'évaluation instauré pour les fonctionnaires fédéraux par l'arrêté royal du 7 août 1939 relatif à l'évaluation et à la carrière du personnel de l'Etat. On ne peut cependant que constater que cette option respecte la volonté formelle du législateur dans la mesure où celui-ci affirmait que "pour obtenir une évaluation complète et comparable de tous les membres du personnel, il faut tendre à l'uniformité et définir... un bulletin d'évaluation type, avec des critères consacrés" (*Doc. Parl., Sénat, 1995-1996, 147/1, p 6*).

On ne peut ignorer, en effet, la structure complexe de nos institutions judiciaires, ni le grand nombre de juridictions, chacune de grandeur différente et ayant une certaine autonomie. Remplir de façon flexible les critères d'évaluation mènerait à une application disparate de la réglementation d'évaluation et, par conséquent, à un traitement inégal des membres du personnel. Le Conseil d'Etat reconnaît d'ailleurs lui-même dans son avis que, à l'égard de l'évaluation du personnel de l'Etat, "le contexte est fort différent puisque l'organisation de la fonction publique repose sur un système de hiérarchie qui ne peut être transposé à l'organisation des greffes et des parquets des juridictions".

## Art. 2.

Teneinde een correcte en vooral coherente toepassing van deze regeling te verzekeren zal in elk rechtsgebied van het hof van beroep een systeembeheerder worden aangeduid. In het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel kan, indien de systeembeheerder niet het bewijs levert van de kennis van de Nederlandse en de Franse taal, tevens een adjunct worden aangeduid behorende tot het andere taalstelsel.

De beoordelingsregeling is een belangrijke vernieuwing in het personeelsbeleid binnen de griffies en parketsecretariaten. Zeker in de inloophase van het systeem kunnen vragen rijzen omtrent de toepassing van de geldende bepalingen. Huidige bepaling stelt daarom in elk rechtsgebied een contactpersoon aan die wordt belast met het bieden van bijstand aan de evaluatoren en aan de geëvalueerden in alle stappen van de procedure, zowel op juridisch-technisch vlak (interpretatie van de regelgeving) als op het vlak van de praktische toepassing (oplossen individuele probleemgevallen), zonder zich evenwel te mogen inlaten met de individuele beoordeling van een personeelslid.

Tijdens de invoering van de beoordeling zal de systeembeheerder worden ingeschakeld bij de informatieverstrekking en opleiding van de evaluatoren. Hij zal tevens deelnemen aan de coördinatievergaderingen van systeembeheerders teneinde de uniformiteit in de toepassing te verzekeren.

De systeembeheerders dienen de dragende kracht te zijn niet enkel bij de invoering van dit nieuwe beoordelingssysteem, maar ook bij de verdere opvolging van de regeling. Hierbij komt het hen toe een appreciatie te maken van het systeem zelf alsook het gebruik ervan. Dergelijke analyse kan leiden tot voorstellen inzake systeemgerichte verbeteringen (m.b.t. evaluatiecriteria, wegingscoëfficiënten, gedragsindicatoren).

Om limitatieve interpretaties van zijn bevoegdheid te vermijden, werd ervoor geopteerd om deze taakomschrijving niet uitdrukkelijk in de tekst op te nemen zoals de Raad van State had gesuggereerd. Niettemin moet worden onderlijnd dat de bijstandsfunctie van de systeembeheerder, conform de gekozen benaming trouwens, zich strikt beperkt tot de werking van de procedure op zich. Onder geen beding mag de systeembeheerder zich inlaten met individuele beoordelingen (met uitzondering weliswaar van de beoordeling die hij, in voorkomend geval, in hoedanigheid van evaluator binnen zijn eigen rechtsmacht moet uitbrengen over het personeel onderworpen aan zijn hiërarchisch gezag). Evenmin mag hij enige uitspraak doen omtrent de opportuniteit van een gegeven beoordeling. Terecht laat de Raad van State verstaan dat enige andere houding afbreuk zou doen aan de prerogatieven die wettelijk werden toebedeeld aan de evaluatoren bedoeld in artikel 287ter Ger.W.

Evenzo zijn de systeembeheerders gehouden tot respect voor de geldende bepalingen en kan het inderdaad nooit in de bedoeling liggen, zoals de Raad van State opmerkt, hen de bevoegdheid te geven om de wijze van beoordelen aan te passen aan een concrete situatie.

Het is evenwel een bewuste keuze dat de tekst uitgaat van voorafbepaalde beoordelingsroosters waarin vaste criteria zijn opgenomen naargelang de toegekende graad en waarbij tegelijk aan de weerhouden criteria standaardwegingen worden gegeven teneinde hun relatieve waarde onveranderlijk vast te leggen. De Raad van State geeft aan dat deze rigiditeit afwijkt van het evaluatiesysteem ingevoerd voor de federale ambtenaren bij koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel. Men kan evenwel niet anders dan vaststellen dat deze optie de uitdrukkelijke wil van de wetgever respecteert voor zover deze stelde dat "om een omstandig en vergelijkbaar beoordelingsbeeld te krijgen van alle personeelsleden past het derhalve om eenvormigheid na te streven en een modelbeoordelingsstaat met geijkte criteria vast te leggen" (*Parl. besch., Senaat, 1995-1996, 147/1, pg. 6*).

Men mag immers niet blind zijn voor de complexe structuur van onze gerechtelijke instellingen, noch voor het grote aantal van de rechtsmachten, elk van verschillende grootte en elk met een zekere autonomie. Een flexibele invulling van de beoordelingscriteria zou leiden tot een versnipperde toepassing van de beoordelingsregeling en bijgevolg tot een ongelijke behandeling van de personeelsleden. De Raad van State erkent trouwens zelf in zijn advies dat ten aanzien van de evaluatie van het rijkspersoneel "de context sterk verschilt, aangezien de organisatie van de overheidsdiensten gebaseerd is op een hiërarchisch systeem dat niet kan worden uitgebreid tot de organisatie van de griffies en de parketten van de rechtscolleges".

Pour garantir une gestion et un contrôle optimaux lors de l'introduction de l'évaluation, l'accent a été mis sur l'égalité et l'uniformité.

Ne perdons pas non plus de vue que le personnel de l'Etat est déjà familiarisé depuis longtemps avec l'évaluation. La réglementation en vigueur est le résultat d'un processus de croissance. L'évaluation au sein des greffes et des secrétariats de parquet est au contraire toute nouvelle.

#### Art. 3.

Cet article détermine le contenu des dossiers d'évaluation de chaque membre du personnel et détermine les pièces qui en font partie (la fiche de carrière; la fiche de formation; la fiche individuelle d'évaluation; la grille d'évaluation provisoire et les avis; le bulletin d'évaluation avec la grille d'évaluation).

Par ailleurs, la notion de chef fonctionnel est introduite dans cette disposition. Vu le grand nombre de membres du personnel que comptent certaines juridictions, le greffier en chef ou le secrétaire en chef (ou éventuellement l'évaluateur désigné) peut faire appel à un tel chef fonctionnel comme maillon intermédiaire dans la circulation des informations relatives au fonctionnement des membres du personnel. La notion de chef fonctionnel ne se retrouve dans aucune autre disposition légale ou réglementaire de l'ordre judiciaire. Pour le bon ordre, le Conseil d'Etat souligne que cette notion ne peut être exclusivement utilisée que dans le contexte du système d'évaluation et que l'introduction de cette notion ne peut contenir de modification implicite des prérogatives des greffiers en chef et des secrétaires en chef. Ceci est bien entendu évident.

Dans cet ordre d'idée, il faut d'ailleurs préciser qu'en ce qui concerne l'inscription des faits ou des constatations qui devraient pouvoir être utilisées comme fondement de l'évaluation, le chef fonctionnel ne peut que rapporter ces faits à l'évaluateur déterminé par la loi. Il revient exclusivement à ce dernier de les inscrire effectivement sur la fiche individuelle du membre du personnel intéressé. Contrairement à ce qui pourrait être déduit des remarques du Conseil d'Etat (Cf. les remarques relatives à l'article 1 du projet de texte soumis), le chef fonctionnel ne peut donc pas apporter librement et de façon indépendante des inscriptions sur la fiche individuelle.

Sur proposition du Conseil d'Etat, le texte prévoit que les chefs fonctionnels, au sein du service judiciaire où le membre du personnel travaille, sont expressément désignés par les greffiers en chef ou les secrétaires en chef, ou par l'évaluateur qu'ils ont désigné à cet effet. Ils sont cependant limités dans leur choix au personnel nommé à titre définitif revêtu d'un grade plus élevé (par nomination ou par délégation à une fonction supérieure) que le membre du personnel.

#### Art. 4 et 5.

L'évaluation est réalisée au moyen d'une grille reprise en annexe à l'arrêté. Cette grille reproduit les différents critères sur base desquels les membres du personnel sont évalués.

L'article 5 prédétermine les critères et les coefficients de pondération qui sont utilisés pour les différents grades. Le but poursuivi est donc que les personnes engagées dans un même grade satisfassent aux mêmes critères clés et aux mêmes critères pertinents en ce qui concerne l'évaluation. Avec la référence aux "membres du personnel titulaires des grades", le législateur a délimité le terrain et inscrit de manière explicite à l'article 287ter, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa du Code judiciaire, un lien obligé entre un grade attribué et un bulletin d'évaluation déterminé. De plus, cette méthodologie, répond au souhait d'uniformité, tel qu'il a été exposé ci-dessus.

Sur base de la nature et du niveau des fonctions au sein des juridictions, des familles de fonction ont été proposées, en tenant compte du profil général exigé pour l'exercice de la fonction en question. Vu l'approche globale de la définition et de la caractérisation des fonctions reprises à l'article 5, un nombre large de critères ont été retenus pour chaque fonction déterminée afin de pouvoir englober toutes les caractéristiques de la fonction. Le Conseil d'Etat suggérait de diminuer les critères pour un certain nombre de fonctions. Ceci serait toutefois contraire à la méthodologie adoptée, laquelle vise à établir un profil global d'une fonction déterminée (à partir d'une même approche et de critères égaux) et dans le cadre de laquelle l'évaluation individuelle permet de comparer, dans son ensemble, le fonctionnement du membre du personnel par rapport à ce profil. Les objections formulées par le Conseil d'Etat, selon lesquelles cette méthodologie userait de critères et de pondérations qui ne correspondent pas toujours entièrement avec les prestations effectivement accomplies par l'intéressé, sont précisément annihilées par la multiplicité des critères. En

Om een optimaal beheer en een optimale beheersbaarheid te waarborgen bij de invoering van de beoordeling werd daarom de nadruk gelegd op gelijkheid en uniformiteit.

Vergeten we ook niet dat het Rijkspersoneel al veel langer vertrouwd is met een evaluatie. De geldende regeling is het resultaat van een groeiproces. De beoordeling binnen griffies en parketsecretariaten daarentegen is helemaal nieuw.

#### Art. 3.

Dit artikel bepaalt de inhoud van het beoordelingsdossier van elk personeelslid en omschrijft de stukken die hiervan deel uitmaken (de loopbaanfiche; de opleidingsfiche; de individuele beoordelingsfiche; het voorlopige beoordelingsrooster en de adviezen; de beoordelingsstaat met het beoordelingsrooster).

Voorts wordt in deze bepaling het begrip functionele chef geïntroduceerd. Gelet op het grote aantal personeelsleden van sommige rechtsmachten kan de hoofdgriffier of de hoofdsecretaris (of eventueel de aangewezen evaluator) beroep doen op dergelijke functionele chef als tussenschakel bij de informatiedoorstroming omtrent het functioneren van de personeelsleden. Het begrip functionele chef is nergens anders in een wets- of verordeningsbepaling van de rechterlijke orde opgenomen. Voor de goede orde onderlijnt de Raad van State dat dit begrip uitsluitend in de context van het evaluatiesysteem mag worden gebruikt en de invoering van deze notie geen impliciete wijziging kan inhouden van de prerogatieven van de hoofdgriffiers en hoofdsecretarissen. Uiteraard is dit vanzelfsprekend.

In dit verband moet trouwens worden verduidelijkt dat, wat betreft de inschrijving van feiten of bevindingen die als beoordelingsgrond zouden kunnen worden aangewend, de functionele chef uitsluitend de bevoegdheid heeft deze feiten aan te brengen bij de wettelijk bepaalde evaluator. Slechts deze laatste kan de gegevens effectief inschrijven op de individuele fiche van betrokken personeelslid. Anders dan wat zou kunnen worden afgeleid uit de bemerkingen van de Raad van State (cfr. de bemerkingen omtrent artikel 1 van de voorgelegde ontwerp tekst), kan de functionele chef dus niet vrij en zelfstandig inschrijvingen op de individuele fiche aanbrengen.

Op voorstel van de Raad van State voorziet de tekst dat de functionele chefs, binnen de gerechtelijke dienst waar het personeelslid werkt, uitdrukkelijk worden aangeduid door de hoofdgriffiers of hoofdsecretarissen, of door de daartoe door hen aangewezen evaluator. Zij zijn in hun keuze evenwel beperkt tot de vast benoemde personeelsleden die een hogere graad bekleden (bij benoeming of door delegatie in een hogere functie) dan het personeelslid.

#### Art. 4 en 5.

De beoordeling wordt verricht door middel van een rooster opgenomen in bijlage van het besluit. Dit rooster geeft de verschillende criteria weer op grond waarvan de personeelsleden worden beoordeeld.

Het artikel 5 legt bij voorbaat de criteria en de wegingscoëfficiënten vast die worden gehanteerd voor de verschillende graden. Het is dus de bedoeling dat alle personen die in eenzelfde graad werden aangesteld aan dezelfde sleutelcriteria en aan dezelfde relevante criteria op het stuk van de beoordeling moeten voldoen. Met de verwijzing naar de "personeelsleden die een graad bekleden" (in de Franse tekst "personnel titulaires des grades") heeft de wetgever het terrein afgebakend en een verplichte koppeling tussen een toegekende graad en een bepaalde beoordelingsstaat expliciet in artikel 287ter, § 1, 1e lid van het Gerechtelijk Wetboek ingeschreven. Bovendien sluit deze werkwijze aan bij het streven naar uniformiteit, zoals hierboven werd uiteengezet.

Op grond van de aard en het niveau van de ambten bij de rechtscollages werden functiefamilies samengesteld, rekening houdend met het algemeen profiel vereist voor de betrokken ambtsuitoefening. Gezien deze totaalbenadering bij de profilering en de typering van de in artikel 5 weergegeven ambten, werden voor elke bepaalde functie een ruim aantal criteria weerhouden teneinde alle karakteristieken van dat ambt te omvatten. De Raad van State suggereerde voor een aantal ambten de criteria te verminderen. Dit past evenwel niet binnen de gehanteerde methodiek waarbij (uitgaande van een gelijke behandeling en gelijke criteria) wordt getracht een globaal beeld te scheppen van een welbepaald ambt, en bij de individuele beoordeling het functioneren van het personeelslid in zijn geheel wordt getoetst aan dit beeld. De bezwaren die de Raad van State uit als zou met deze werkwijze criteria en wegingen worden gehanteerd die niet altijd ten volle overeenstemmen met wat betrokkene effectief als arbeidsprestaties verricht, komen nu net te vervallen door de veelheid van de criteria. Het spreekt immers voor zich dat in de vastgestelde functiefamilies, indien een voldoende

effet, il va de soi que dans les différentes familles de fonctions établies, le fait de retenir un nombre suffisant de critères a pour effet de réduire la valeur relative d'un critère déterminé qui ne serait pas entièrement transposable à la situation d'un membre du personnel.

Par contre, nous pouvons nous rallier à l'avis du Conseil d'Etat lorsqu'il évoque l'utilité de définir le contenu de chacun des critères afin d'éviter que certains d'entre eux puissent donner lieu à des interprétations divergentes. L'établissement d'indicateurs de comportement, qui, sur la base d'attitudes observables définies, confèrent à chaque critère une orientation précise, se révélera très certainement utile pour les évaluateurs lorsqu'il s'agira de mettre ce système en pratique. Le Conseil d'Etat propose de mentionner ces indicateurs dans le rapport au Roi. Or, le principal objectif du rapport au Roi est d'explicitier les fondements et la philosophie d'un texte. La description des critères à l'aide de ces indicateurs de comportement doit dès lors plutôt figurer dans les directives ou recommandations (p. ex. circulaire ministérielle) qui devront inévitablement accompagner l'entrée en vigueur de ce système. Il convient d'ailleurs de constater que dans le cadre du système d'évaluation des agents de l'Etat, de tels indicateurs de comportement ont même été mis à disposition de manière informelle.

La rédaction de ces indicateurs de comportement n'est reprise dans aucune disposition réglementaire, de telle sorte qu'ils ne peuvent donner qu'une orientation et n'être qu'indicatifs. On ne peut leur accorder aucun caractère contraignant, de sorte que les évaluateurs bénéficient d'une souplesse pour les adapter à la fonction concrète qu'un membre du personnel exerce.

#### Art. 6.

Cette disposition règle la façon dont chaque critère doit être coté séparément. Ensuite est fixée la manière dont le pourcentage final de l'évaluation est obtenu.

#### Art. 7.

Sur base du pourcentage obtenu, cet article détermine quelle mention finale le membre du personnel doit obtenir, conformément aux dispositions légales.

#### Art. 8.

Si on aborde l'évaluation comme un instrument qui doit contribuer à la bonne gestion du potentiel humain et comme un outil de dialogue entre les évalués et les évaluateurs, la transparence du système s'impose; les évalués doivent, à priori, savoir suivant quels critères ils seront évalués

Dans cet ordre d'idée, le texte stipule que les intéressés, chaque fois qu'ils sont appelés à exercer une nouvelle fonction (que ce soit par nomination ou par délégation), reçoivent connaissance dans le mois des critères d'évaluation en vigueur, et le cas échéant, du nouvel évaluateur et/ou du nouveau chef fonctionnel. Pour mettre les évaluateurs en mesure, d'une part de s'imprégner de la nouvelle réglementation et d'autre part, de prendre les mesures nécessaires à son implémentation, ce délai est, dans la phase de démarrage, prolongé à trois mois (cfr. l'article 27 de l'arrêté royal).

Cette règle (notification dans le mois après le changement de fonction) est également applicable si les membres du personnel, conformément aux articles 330 et 330bis du Code judiciaire, sont délégués à des fonctions égales ou supérieures dans des départements ou cabinets ministériels, dans des commissions, institutions ou services gouvernementaux.

Comme le Conseil d'Etat le signale, il est en outre indiqué de traiter ces derniers cas de façon adaptée.

Vu le fait que ces membres du personnel ne sont pas occupés dans un greffe ou un parquet, il est fort possible qu'un ou plusieurs critères soient totalement inadaptés à l'exercice réel de la fonction. Le texte admet par conséquent que l'on s'écarte de la fixité des critères d'évaluation : l'évaluateur peut modifier les critères sur base des informations qu'il recueille à ce sujet auprès des personnes sous la direction desquelles l'intéressé se trouve. Il peut supprimer ou ajouter des critères et en modifier la pondération. Son choix doit être motivé.

Remarquons encore que le Conseil d'Etat avait proposé cette possibilité comme une mesure transitoire lors de l'entrée en vigueur de l'arrêté, mais il a été opté pour une formulation de ces propositions comme une règle définitive parce qu'il est à prévoir que les difficultés esquissées par le Conseil d'Etat pourront également se poser dans le futur.

aantal criteria worden weerhouden, de relatieve waarde afneemt van één bepaald criterium dat niet volledig transposeerbaar zou zijn op de toestand van een personeelslid.

De Raad van State kan wel worden bijgetreden voor zover deze het nut aanhaalt van een inhoudelijke omschrijving van alle criteria, dit om te voorkomen dat uiteenlopende interpretaties zouden ontstaan van sommige beoordelingscriteria. De vaststelling van gedragsindicatoren, die elk criterium een duidelijke oriëntatie meegeven aan de hand van omschreven observeerbare gedragingen, zal zeker een bruikbaar instrument zijn voor de evaluatoren bij de praktische toepassing van het systeem. De Raad van State stelt voor deze indicatoren in het verslag aan de Koning op te nemen. Dergelijk verslag strekt er evenwel hoofdzakelijk toe de grondslagen en de filosofie van een tekst toe te lichten. De omschrijving van de criteria via deze gedragsindicatoren vindt dan ook beter zijn plaats in de richtlijnen of aanbevelingen (bijv. bij ministeriële omzendbrief) die onvermijdelijk de inwerkingtreding van deze regeling zullen moeten begeleiden. Er dient trouwens vastgesteld dat bij het evaluatiesysteem van het rijkspersoneel dergelijke gedragsindicatoren zelfs informeel ter beschikking werden gesteld.

De redactie van deze gedragsindicatoren is in geen enkele reglementaire bepaling opgenomen, zodat ze slechts indicatief en richtinggevend kunnen zijn. Er kan hen geen bindend karakter worden toebedeeld, zodat de evaluatoren hier een soepelheid vinden om deze aan te passen aan de concrete functie die een personeelslid uitoefent.

#### Art. 6.

Deze bepaling regelt de wijze waarop elk criterium afzonderlijk dient te worden gequoteerd. Voorts wordt vastgesteld op welke manier het eindpercentage van de beoordeling wordt verkregen.

#### Art. 7.

Op grond van het behaalde percentage bepaalt dit artikel welke eindvermelding het personeelslid, overeenkomstig de wettelijke bepalingen, dient te verkrijgen.

#### Art. 8.

Indien men de beoordeling benadert als een instrument dat dient bij te dragen tot het goed beheer van menselijk potentieel en als middel tot dialoog tussen beoordeelenden en evaluatoren, kan men niet anders dan hieruit de doorzichtigheid van de regeling afleiden : de beoordeelenden dienen, a priori, te weten volgens welke criteria zij zullen worden beoordeeld.

In dit verband bepaalt de tekst dat betrokkenen, telkenmale zij geroepen worden een nieuwe functie uit te oefenen (zij het door een benoeming of bij delegatie), binnen de maand kennis krijgen van de geldende beoordelingscriteria, en, in voorkomend geval, van de nieuwe evaluator en/of de nieuwe functionele chef. Teneinde de verschillende evaluatoren in de gelegenheid te stellen, enerzijds de nieuwe reglementering te doorgronden en anderzijds de nodige schikkingen te treffen voor de implementatie ervan, wordt (als overgangsmaatregel) hiervoor vermelde termijn in de opstartfase verlengd tot drie maanden (cfr. artikel 27 van het koninklijk besluit).

Dit voorschrift (kennisgeving binnen de maand na de wijziging van de functie) geldt ook indien personeelsleden, overeenkomstig de artikelen 330 en 330bis van het Gerechtelijk Wetboek, de opdracht krijgen om een gelijk of een hoger ambt te vervullen in ministeriële departementen of kabinetten, in regeringscommissies, -instellingen of -diensten.

Zoals de Raad van State het aangeeft, is het daarenboven aangewezen deze laatste gevallen op een aangepaste wijze te behandelen.

Door het feit dat deze personeelsleden niet in een griffie of een parket zijn tewerkgesteld is het inderdaad mogelijk dat een of meerdere criteria totaal onaangepast zijn aan het werkelijk uitgeoefende ambt. De tekst laat bijgevolg toe dat wordt afgeweken van de vastheid der beoordelingscriteria : de evaluator kan de criteria wijzigen, op grond van de inlichtingen die hij dienaangaande inwint bij de personen onder wier leiding betrokken staan. Hij kan criteria schrappen of toevoegen en de weging ervan aanpassen. Zijn keuze dient te worden gemotiveerd.

Merken we nog op dat de Raad van State deze laatste mogelijkheid had voorgesteld als een overgangsmaatregel bij de inwerkingtreding van het ontworpen besluit, maar er werd voor geopteerd deze voorstellen te formuleren als een definitieve maatregel omdat is te voorzien dat de door de Raad geschetste moeilijkheden zich ook in de toekomst kunnen stellen.



## Art. 9.

La carrière d'un membre du personnel déterminé peut être soumise à d'importants changements. Certaines modifications dans la situation administrative auront sans aucun doute leur répercussion sur la manière dont quelqu'un sera évalué. Cette disposition tente donc aussi de régler un nombre d'hypothèses particulières.

Il est ainsi tenu compte du cas d'un membre du personnel qui, pendant une même période d'évaluation, exerce différentes fonctions (que ce soit par promotion ou par l'attribution d'une délégation à une fonction supérieure). Si on part du principe que le grade attribué pendant le délai de l'évaluation (en principe 2 ans) est déterminant pour la grille d'évaluation que l'on doit remplir, il faut en déduire qu'un changement limité et/ou temporaire ne peut être d'une influence déterminante : on est évalué dans le grade dans lequel on est engagé ou nommé et que l'on a exercé en principe de façon déterminante pendant la période de référence visée. D'un autre côté, on peut difficilement ignorer les changements qui, au moment de l'évaluation, ont duré suffisamment longtemps : on est donc principalement évalué dans la fonction que l'on a remplie pendant six mois sans interruption au moment de l'évaluation. Il découle de l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent arrêté, que les promotions et les fonctions supérieures que l'on a exercées pendant au moins 6 mois sans interruption au moment de l'évaluation sont prises en considération. Le même principe vaut lors de l'achèvement de fonctions supérieures. Si cette délégation, au moment de l'évaluation, est achevée depuis plus de six mois, on est alors évalué dans son grade de base.

Une disposition particulière est également inscrite pour le cas où un membre du personnel a été occupé dans différentes juridictions. Dans ce cas (si le membre du personnel n'est pas occupé depuis six mois dans la juridiction concernée), il revient à l'évaluateur de recueillir les renseignements nécessaires près de celui qui, en tant qu'évaluateur, serait intervenu dans l'ancienne juridiction de l'intéressé (article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du présent arrêté). Le Conseil d'Etat a également donné comme solution possible qu'un membre du personnel, en cas de changement récent de juridiction, soit évalué par son précédent chef de corps. Cette solution n'a pas été retenue, compte tenu du fait que celle-ci serait contraire aux dispositions légales qui définissent l'évaluateur comme étant, selon le cas, le magistrat-chef de corps, le greffier en chef ou le secrétaire en chef de la juridiction où l'intéressé exerce ses fonctions au moment de l'évaluation. Une telle prescription serait également incompatible avec l'article 3 du présent arrêté qui stipule que le dossier d'évaluation suit le membre du personnel pendant sa carrière.

Les absents posent un problème particulier dans le cadre de l'évaluation. Si l'absence est de courte durée, le problème est relativement limité vu que cette absence n'est pas de nature à estomper la relation de travail entre le chef de corps et son membre du personnel. Il peut dans ce cas se rapporter à une présence suffisante pour formuler son évaluation. En ce qui concerne une éventuelle absence de longue durée (par exemple pour interruption de carrière, disponibilité pour convenances personnelles,...), il est en effet difficile d'émettre une évaluation vu que les membres du personnel n'ont pas pendant un certain temps (ou pas du tout) fourni de prestations de travail qui servent de base à leur évaluation. C'est pourquoi, sur proposition du Conseil d'Etat, l'article 9, § 2, du présent arrêté prévoit que les intéressés conservent leur dernière mention.

Cette dernière disposition ne peut évidemment s'appliquer que si une première mention a déjà été attribuée. L'entrée en vigueur de ce système ne résout dès lors pas le problème des absents, lequel demeure entier puisque ceux-ci n'ont antérieurement jamais fait l'objet d'une évaluation. A cet égard, il convient cependant d'en référer à l'article 287ter, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, qui, en termes généraux, dispose que le bulletin d'évaluation doit être établi pour la première fois "entre le neuvième et le douzième mois de service effectif". Il en résulte que ce délai ne s'applique pas uniquement aux engagements nouveaux et à venir, mais qu'il indique également quelle est, à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la période au cours de laquelle les membres du personnel en fonction doivent être évalués pour la première fois. Ceci est d'ailleurs formellement confirmé par les dispositions de l'article 28 de l'arrêté en projet et par le commentaire contenu dans le présent rapport à propos de cette disposition. Il va de soi que les absents ne peuvent être considérés comme étant en service effectif; à leur égard, le délai précité peut dès lors uniquement commencer à courir à partir du jour où les intéressés reprennent leurs fonctions.

Comme déjà indiqué, des membres du personnel peuvent être chargés, conformément aux articles 330 et 330bis du Code judiciaire, d'exercer des fonctions égales ou supérieures dans des départements

## Art. 9.

De loopbaan van een bepaald personeelslid kan aan belangrijke veranderingen zijn onderworpen. Bepaalde wijzigingen in de administratieve toestand zullen ongetwijfeld een weerslag hebben op de manier waarop iemand zal worden beoordeeld. Deze bepaling tracht dan ook een aantal bijzondere hypothesen te regelen.

Zo wordt rekening gehouden met het geval van een personeelslid dat tijdens eenzelfde evaluatietermijn verscheidene ambten uitoefent (zij het door bevordering, of door de toekenning van een opdracht in een hogere functie). Indien men vertrekt van het uitgangspunt dat de toegekende graad tijdens de beoordelingsstermijn (in beginsel 2 jaar) determinerend is voor het beoordelingsrooster dat moet worden ingevuld, moet men hieruit afleiden dat een beperkte en/of tijdelijke wijziging van geen bepalende invloed mag zijn : men wordt beoordeeld in de graad waarin men werd aangeworven of benoemd, en die men in bedoelde referentieperiode in beginsel overwegend heeft uitgeoefend. Anderzijds kan men evenwel moeilijk wijzigingen negeren die zich, op het moment van de beoordeling, voldoende in de tijd hebben bestendigd : in hoofdzaak wordt men dan ook beoordeeld in het ambt dat men op het moment van de beoordeling gedurende zes maanden ononderbroken heeft vervuld. Uit artikel art. 9, § 1, eerste lid van dit besluit volgt derwijze dat bevorderingen of hogere functies die men op het moment van de beoordeling minstens zes maanden ononderbroken heeft verworven in acht worden genomen. Hetzelfde beginsel geldt bij de beëindiging van een hogere functie. Werd deze opdracht, op het moment van de beoordeling, al langer dan zes maanden stopgezet, dan wordt men geëvalueerd in zijn basisgraad.

Tevens wordt een bijzondere bepaling ingeschreven voor de gevallen waarbij een personeelslid in verschillende rechtsmachten werd tewerkgesteld. In dit geval (als het personeelslid nog geen zes maanden in betrokken gerecht is tewerkgesteld) komt het de evaluator toe om de nodige inlichtingen in te winnen bij diegene die als evaluator zou zijn opgetreden in de voormalige rechtsmacht van betrokkene (art. 9, § 1, tweede lid van dit besluit). De Raad van State gaf tevens als mogelijke oplossing dat een personeelslid, bij recente wijziging van rechtsmacht, zou worden beoordeeld door zijn vroegere korpschef. Hieraan werd evenwel geen gevolg gegeven, gezien dit strijdig zou zijn met de wettelijke bepalingen die de evaluator omschrijven, naar gelang van het geval, als de magistraat-korpschef of de hoofdgriffier of hoofdsecretaris van het gerecht waar betrokkene zijn ambt vervult op het moment van de beoordeling. Een dergelijk voorschrijf zou tevens onverenigbaar zijn met het artikel 3 van dit besluit, dat bepaalt dat het beoordelingsdossier het personeelslid tijdens zijn loopbaan volgt.

De afwezigen stellen een bijzonder probleem in het kader van de beoordeling. Indien de afwezigheid van korte duur is (minder dan zes maanden), is het probleem relatief beperkt gezien deze afwezigheid niet van die aard is om de arbeidsrelatie tussen de korpschef en zijn personeelslid te laten vervagen. Hij kan dan ook terugblikken op een voldoende aanwezigheid om zijn oordeel te formuleren. Betreft het evenwel afwezigheden van lange duur (bv. loopbaanonderbreking, beschikbaarheid voor persoonlijke aangelegenheden,...) is het uiteraard moeilijk een beoordeling uit te brengen gezien betrokken personeelsleden geruime tijd (of zelfs helemaal) geen arbeidsprestaties hebben verricht die als grondslag dienen voor hun beoordeling. Op voorstel van de Raad van State voorziet artikel 9, § 2 van dit besluit daarom dat betrokkenen hun laatste vermelding behouden.

Deze laatste bepaling is uiteraard slechts toepasbaar indien reeds een eerste beoordeling werd toegekend. Bij de inwerkingtreding van deze regeling blijft het probleem van de afwezigen dan ook acuut, gezien deze nooit eerder aan een beoordeling werden onderworpen. In dit verband moet men evenwel verwijzen naar het artikel 287ter, § 4, eerste lid van het Gerechtelijk Wetboek. Hier wordt in algemene bewoordingen gesteld dat de beoordelingsstaat voor de eerste maal wordt opgemaakt "tussen de negende en twaalfde maand effectieve dienst". Hieruit volgt dat deze termijn niet alleen bij de nieuwe en toekomstige indiensttredingen moet worden toegepast, maar deze tevens de periode aangeeft waarbinnen de personeelsleden in dienst voor de eerste maal moeten worden beoordeeld vanaf de inwerkingtreding van dit besluit. Het artikel 28 van het ontworpen koninklijk besluit bepaalt dit trouwens uitdrukkelijk, waarbij tevens kan worden verwezen naar de toelichting omtrent deze bepaling die is opgenomen in dit verslag. Uiteraard kunnen afwezigen geen effectieve dienst worden aangerekend, zodat deze termijn slechts kan lopen vanaf de dienstherleving van betrokkenen.

Zoals hoger reeds vermeld, kunnen overeenkomstig de artikelen 330 en 330bis van het Gerechtelijk Wetboek, personeelsleden de opdracht krijgen om een gelijk of een hoger ambt te vervullen in ministeriële

ou cabinets ministériels ou au sein de commissions, institutions ou services du gouvernement. L'article 9, § 3, permet à l'évaluateur de recueillir, au moment de procéder à l'évaluation, des renseignements utiles auprès des personnes qui assument la direction à l'égard des intéressés.

Art. 10.

La loi prévoit que les évaluateurs désignés peuvent déléguer leurs compétences conformément aux règles fixées par le Roi (article 287ter, § 1<sup>er</sup>, in fine, du Code judiciaire). En ce qui concerne la compétence d'évaluation accordée aux magistrats-chefs de corps, la délégation de compétence a été limitée à l'évaluation des conseillers en médiation et des assistants de médiation. Aucune délégation de compétence n'a été prévue pour l'évaluation des greffiers en chef et des secrétaires en chef. Pour le reste, les greffiers en chef et les secrétaires en chef peuvent uniquement déléguer à leur tour leurs propres compétences d'évaluation aux greffiers-chefs de service et aux secrétaires-chefs de service.

Art. 11.

L'article 11 arrête les modalités de notification de l'évaluation définitive et ne requiert pas de commentaire particulier.

CHAPITRE II. — *Des chambres de recours*

Art. 12 à 16

Ces dispositions tendent à mettre à exécution l'article 287quater, §§ 4 et 5, du Code judiciaire. Elles fixent notamment les critères de désignation des membres des chambres de recours et déterminent quels sont les membres des chambres appelés à siéger en fonction de la catégorie de personnel à laquelle appartient le requérant.

En outre, elles contiennent une définition de la notion de "catégorie de juridiction" et imposent comme condition complémentaire qu'un membre au moins des chambres en question doit appartenir à la même catégorie de juridiction que le requérant. Le Conseil d'Etat accepte cette manière de procéder, eu égard notamment à la difficulté de déterminer quelles étaient les intentions du législateur lorsqu'il a introduit cette notion et quel contenu il convenait d'y attribuer.

Le Conseil d'Etat évoque un tableau récapitulatif qui lui a été remis à titre de document de travail et joint d'ailleurs ce tableau à son avis. Or, ce tableau devait uniquement servir, au cours de la phase préparatoire du présent arrêté royal, à illustrer la lecture conjointe de toutes les dispositions réglementaires ayant trait à la composition et au fonctionnement des chambres de recours, et ne traduit pas l'état définitif du texte, ni les différentes nuances au niveau des cours d'appel respectives (p.ex. la présence exclusive de juridictions militaires dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles). S'il est vrai qu'un tel tableau permet d'offrir un aperçu clairement établi de ces chambres, il n'est toutefois pas incorporé au présent rapport, compte tenu de sa technicité. Les tableaux récapitulatifs nécessaires seront par contre intégrés dans une circulaire ministérielle à ce sujet.

Art. 17 à 19.

Un secrétariat est institué auprès des chambres de recours. Ces dispositions déterminent les compétences du secrétaire-rapporteur, lequel est désigné par le procureur général compétent parmi les membres des greffes et des secrétariats de parquet.

Art. 20 à 22.

Ces dispositions réglementent la récusation ou l'empêchement de membres de la chambre de recours. L'article 21 reproduit l'adage "*nemo iudex in causa sua*", qui est un principe juridique général et qui doit dès lors également être appliqué aux chambres de recours.

Art. 23 à 26.

Ces dispositions précisent les règles de fonctionnement des chambres de recours. A la demande du Conseil d'Etat, l'article 23 stipule que l'accès au dossier est réservé, d'une part, au requérant et à son défenseur et, d'autre part, à l'auteur de l'évaluation ou de l'avis. Par ailleurs, il est précisé à l'article 26 que (outre les membres de la chambre de recours, le requérant et son défenseur) le secrétaire-rapporteur peut lui aussi bénéficier du remboursement des frais de parcours et de séjour, conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Art. 27 à 29.

Ces articles contiennent les dispositions finales. L'arrêté royal en projet entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

departementen of kabinetten, in regeringscommissies, -instellingen of -diensten. Artikel 9, § 3 laat aan de evaluator toe om, op het moment van de beoordeling, dienstige inlichtingen in te winnen bij de personen onder wiens leiding betrokken staan.

Art. 10.

De wet bepaalt dat de vastgestelde evaluatoren hun bevoegdheden mogen overdragen, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde regels (art. 287ter, § 1, in fine Ger.W.). Wat betreft de bevoegdheid inzake beoordeling toegekend aan de magistraten-korpschef, werd de overdracht van bevoegdheid beperkt tot de beoordeling van de bemiddelingsadviseurs en -assistenten. Inzake de beoordeling van de hoofdgriffiers en hoofdsecretarissen werd geen overdracht van bevoegdheid weerhouden. Voor het overige kunnen de hoofdgriffiers en hoofdsecretarissen, wat betreft hun eigen bevoegdheden als evaluator, deze op hun beurt slechts overdragen aan griffiers-hoofden van dienst en secretarissen-hoofden van dienst.

Art. 11.

Het artikel 11 regelt de wijze van kennisgeving van de eindbeoordeling en behoeft geen bijzondere toelichting.

HOOFDSTUK II. — *Raden van beroep*

Art. 12 tot 16.

Deze bepalingen leggen het artikel 287quater, §§ 4 en 5 van het Gerechtelijk Wetboek ten uitvoer. Zij stellen inzonderheid de criteria vast voor de aanwijzing van de leden in de raden van beroep en bepalen welke leden van de raden zitting nemen volgens de categorie van personeel waartoe de verzoeker behoort.

Bovendien wordt een definitie gegeven van het begrip "categorie van het gerecht" en wordt de bijkomende voorwaarde opgelegd dat in de vermelde raden ten minste een persoon behorend tot dezelfde categorie van het gerecht als de verzoeker zetelt. De Raad van State aanvaardt deze werkwijze, mede gelet op het feit dat moeilijk is te achterhalen wat de intenties waren van de wetgever bij de introductie van dit begrip, evenals de inhoud die hieraan moet worden toegekend.

De Raad van State verwijst naar een samenvattende tabel die hem als werkdocument was overhandigd, en voegt deze zelfs bij zijn advies. Deze tabel diende, in de voorbereidingsfase van voorliggend koninklijk besluit, enkel als illustratie bij samenlezing van alle betrokken reglementaire bepalingen omtrent de samenstelling en de werking van de raden van beroep, en is niet aangepast aan de definitieve stand van de tekst noch aan de verschillende nuances in de onderscheiden hoven van beroep (bijv. de uitsluitende aanwezigheid van militaire rechtbanken in het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel). Wel kan worden gesteld dat dergelijke tabel een duidelijk overzicht biedt van deze raden. Gelet op het technische aspect wordt ze evenwel niet in huidig verslag opgenomen. De nodige overzichtstabellen zullen hun plaats vinden in een ministeriële omzendbrief terzake.

Art. 17 tot 19.

Een secretariaat wordt opgericht bij de raden van beroep. In deze bepalingen worden de bevoegdheden van de secretaris-rapporteur, aangewezen door de bevoegde procureur-generaal onder de leden van de griffies en de parketsecretariaten, vastgelegd.

Art. 20 tot 22.

Deze bepalingen regelen de wraking en de verhindering van een lid van de raad van beroep. Het artikel 21 is de weergave van het adagium "*nemo iudex in causa sua*", welk een algemeen rechtsbeginsel is en bijgevolg ook dient te worden toegepast voor de raden van beroep.

Art. 23 tot 26.

Deze bepalingen stellen nadere regels samen voor de werkwijze van de raden van beroep. Op verzoek van de Raad van State wordt in artikel 23 aangegeven dat de inzage in het dossier is beperkt tot de verzoeker en zijn verdediger enerzijds, en de steller van de beoordeling of het advies anderzijds. Tevens wordt in artikel 26 verduidelijkt dat (naast de leden van de raad, de verzoeker en zijn verdediger) de secretaris-rapporteur eveneens kan genieten van de reis- en verblijfkosten, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

Art. 27 tot 29.

Betreft de slotbepalingen. Het ontworpen besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Au moment de l'entrée en vigueur du système d'évaluation, on ne peut toutefois pas ignorer le délai fixé à l'article 287ter. Conformément à cette disposition, laquelle est formulée sous la forme d'une règle générale, le bulletin d'évaluation doit être établi pour la première fois "entre le neuvième et le douzième mois de service effectif". Il résulte dès lors de la lecture conjointe des dispositions légales et de l'arrêté royal en projet qu'il convient de respecter une période d'au moins neuf mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté et, par conséquent, que les membres du personnel en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté doivent se voir attribuer leur première mention entre le neuvième et le douzième mois à dater de la publication du présent arrêté. Par souci de clarté, le lien direct entre la mise en oeuvre du système d'évaluation et le délai visé à l'article 287ter, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, a été formellement inscrit dans le texte de l'arrêté royal. En effet, l'article 28 dispose que, pour l'application du système d'évaluation, les membres du personnel en fonction sont censés être entrés en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 9 juin 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'évaluation du personnel des greffes et des parquets des cours et tribunaux et aux chambres de recours", a donné le 5 novembre 1998 l'avis suivant

#### Examen du Projet Formalités Préalables

Dans sa lettre de demande d'avis, le ministre indique que :

« le projet a été soumis à l'avis de l'inspecteur des Finances le 8 avril 1998. Celui-ci a estimé que le présent projet n'est pas de nature à susciter des dépenses nouvelles. Il n'a dès lors pas été soumis pour accord au Ministre du Budget. »

L'article 26 du projet prévoit cependant que des indemnités pour frais de séjour et de parcours sont accordées aux membres des chambres de recours, au requérant si l'avis de la chambre lui est favorable ainsi qu'au défenseur s'il est occupé dans un service de l'état.

Cette disposition est de nature à entraîner des dépenses nouvelles de sorte que, conformément à l'article 5, 2°, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, le projet doit être soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget.

C'est sous réserve de l'accomplissement de cette formalité que le présent projet est examiné.

#### Préambule

Un texte réglementaire ne pouvant être référé à titre de fondement d'un autre texte de même intensité de force obligatoire, les alinéas 2 à 4 doivent être omis.

Le préambule doit être complété afin de viser l'accord du Ministre du Budget.

#### Dispositif

#### Article 1<sup>er</sup>

Cette disposition contient plusieurs définitions dont celle de "chef fonctionnel".

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, cette notion n'est pas consacrée par un texte légal ou réglementaire relatif à l'ordre judiciaire.

Elle s'inspire, dans une certaine mesure, de la notion de "supérieur hiérarchique immédiat", consacrée par l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat.

Bij de inwerkingtreding van de beoordelingsregeling mag men evenwel de termijn bepaald in artikel 287ter niet uit het oog verliezen. Overeenkomstig deze bepaling, die als een algemene regel is geformuleerd, wordt de beoordelingsstaat voor de eerste maal opgemaakt "tussen de negende en de twaalfde maand effectieve dienst". De samenlezing van de wettelijke bepalingen met het ontworpen koninklijk besluit houdt dan ook in dat minimaal een periode van negen maanden moet worden gerespecteerd vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, en dus, voor de personeelsleden in dienst op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit de eerste beoordeling moet worden gegeven tussen de negende en twaalfde maand vanaf de datum van publicatie van dit besluit. Om redenen van duidelijkheid wordt het rechtstreeks verband tussen de opstartfase van de beoordelingsregeling en de termijn bedoeld in artikel 287ter, § 4, eerste lid uitdrukkelijk in het koninklijk besluit ingeschreven. Het artikel 28 van de tekst voorziet daarom dat de personeelsleden in dienst, voor de toepassing van de beoordelingsregeling geacht worden in dienst getreden te zijn op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 juni 1998 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de beoordeling van het personeel van de griffies en de parketten van de hoven en rechtbanken en de raden van beroep", heeft op 5 november 1998 het volgende advies gegeven :

#### Onderzoek van het ontwerp

#### Voorafgaande vormvoorschriften

De minister merkt in zijn adviesaanvraag het volgende op :

« le projet a été soumis à l'avis de l'inspecteur des Finances le 8 avril 1998. Celui-ci a estimé que le présent projet n'est pas de nature à susciter des dépenses nouvelles. Il n'a dès lors pas été soumis pour accord au Ministre du Budget. »

Artikel 26 van het ontwerp bepaalt evenwel dat vergoedingen voor reis- en verblijfkosten worden toegekend aan de leden van de raden van beroep, aan de verzoeker, indien de raad een gunstig advies ten aanzien van hem uitbrengt, en aan de verdediger, indien hij bij een overheidsdienst werkzaam is.

Deze bepaling kan nieuwe uitgaven meebrengen, zodat het ontwerp overeenkomstig artikel 5, 2°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole vooraf ter goedkeuring moet worden voorgelegd aan de Minister van Begroting.

Het onderhavige ontwerp wordt onderzocht onder het voorbehoud dat dit vormvereiste wordt vervuld.

#### Aanhef

Aangezien een verordeningstekst niet als rechtsgrond kan worden aangevoerd voor een tekst van dezelfde rangorde, moeten het tweede, het derde en het vierde lid vervallen.

De aanhef moet worden aangevuld met de akkoordbevinding van de Minister van Begroting.

#### Bepalend gedeelte

#### Artikel 1

Deze bepaling bevat verscheidene definities, waaronder die van "functionele chef".

Dit begrip is niet in een wets- of verordeningbepaling betreffende de rechterlijke orde vastgelegd, wat door de gemachtigde ambtenaar wordt bevestigd.

Het begrip "functionele chef" is tot op bepaalde hoogte gebaseerd op het begrip "onmiddellijke hiërarchische meerdere", vastgelegd in artikel 1, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Il convient cependant de noter que le contexte est fort différent puisque l'organisation de la fonction publique repose sur un système de hiérarchie qui ne peut être transposé à l'organisation des greffes et des parquets des juridictions.

L'utilisation d'un tel concept ne peut avoir pour effet de modifier les dispositions du Code judiciaire réglant les prérogatives des greffiers en chef des juridictions et des secrétaires en chef des parquets.

La notion de "chef fonctionnel" doit, dès lors, se limiter strictement au domaine de l'évaluation.

En outre, d'après les explications du fonctionnaire délégué, le rôle de ces "chefs fonctionnels" sera non négligeable. En effet, étant en nombre réduit, les évaluateurs que la loi désigne, ne pourront assumer seuls ces évaluations.

Les observations qu'ils pourront faire apparaître sur la fiche individuelle d'évaluation, en vertu de l'article 3, 3°, du projet, seront souvent déterminantes.

Compte tenu de cette prérogative, il y a lieu de clarifier dans le 2° en projet la notion de "fonctions dirigeantes" et d'habiliter les chefs de corps à désigner ces chefs fonctionnels.

#### Article 2

##### 1. L'alinéa 3 prévoit que :

« Le gestionnaire de système est notamment chargé de fournir une assistance aux évaluateurs et aux évalués dans toutes les phases de la procédure relative à l'évaluation. » (1).

Interrogé sur les missions précises que devra assumer le "gestionnaire de système", le fonctionnaire délégué a indiqué qu'il serait chargé dans un premier temps, de la formation des évaluateurs, et dans un deuxième temps, de la coordination des pratiques d'évaluation au sein de chaque ressort de cour d'appel. Le texte en projet ne rend pas compte des missions précises qu'a mentionnées le fonctionnaire délégué. Il y a lieu de revoir le texte en projet afin de faire apparaître clairement les missions du "gestionnaire de système".

2. A la différence du système d'évaluation mis en œuvre par l'arrêté royal du 7 août 1939, précité, les critères d'évaluation-clés et les critères pertinents sont, dans l'arrêté en projet, déterminés pour chaque catégorie de fonctions ou emplois. Dans le système de la fonction publique fédérale, ces critères sont également fixés mais il revient au conseil de direction ou au collège des chefs de service de déterminer l'importance de ces critères par rapport à la fonction exercée par l'agent.

Il se peut, en effet, que tel agent occupe telle fonction mais qu'en réalité il soit amené à assumer d'autres tâches que celles qui lui incombent en principe. Le système d'évaluation de la fonction publique fédérale est, dans cette optique, mieux adapté aux réalités concrètes.

La volonté de l'auteur du projet est, dans le cas d'espèce, de soumettre toutes les personnes appartenant à une même catégorie [de fonctions] aux mêmes critères d'évaluation-clés et critères pertinents, peu importe que certaines d'entre-elles accomplissent des tâches différentes de celles qui leur incombent en principe. Selon le fonctionnaire délégué, il reviendra au gestionnaire de système d'assouplir les pratiques d'évaluation à ces différentes situations. Pareille méthode d'évaluation ne peut être admise car elle dénature la notion d'évaluation objective.

Selon les auteurs de la proposition de loi (2), devenue la loi du 17 février 1997 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets :

« L'évaluation a pour but de fournir pour chaque membre du personnel un état de service objectif, reflétant ses capacités et son dévouement et permettant aussi d'exclure toute forme d'arbitraire lors des promotions.

(...)

A cet effet, il convient, à l'aide de critères simples — la simplicité et la clarté devant exclure tout risque d'arbitraire — d'établir de la manière la plus précise les mérites respectifs de chaque membre du personnel. ».

Il va de soi qu'une telle appréciation ne peut être opérée que par rapport à la fonction concrète exercée par l'agent et non par rapport à la catégorie de fonction dans laquelle il aurait été rangé (3).

Le contenu de la mission du gestionnaire de système et la faculté qui lui serait reconnue "d'assouplir les pratiques d'évaluation (aux) différentes situations" sont en outre incompatibles avec la rédaction de l'article 5 de l'arrêté en projet et avec le contenu de la grille d'évaluation qui en est l'Annexe III.

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 7280.)

Er valt evenwel op te merken dat de context sterk verschilt, aangezien de organisatie van de overheidsdiensten gebaseerd is op een hiërarchisch systeem dat niet kan worden uitgebreid tot de organisatie van de griffies en de parketten van de rechtscolleges.

Het hanteren van zulk een begrip mag niet tot gevolg hebben dat de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de prerogatieven van de hoofdgriffiers van de rechtscolleges en de hoofdsecretarissen van de parketten worden gewijzigd.

Het begrip "functionele chef" mag dus uitsluitend in de context van het evaluatiesysteem worden gebruikt.

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar zullen die "functionele chefs" bovendien een niet onbelangrijke rol vervullen. Aangezien de wettelijk aangewezen evaluatoren gering in aantal zijn, zullen zij die evaluaties niet alleen kunnen doen.

De opmerkingen die zij krachtens artikel 3, 3°, van het ontwerp op de persoonlijke evaluatiekaarten kunnen aanbrengen, zullen vaak beslissend zijn.

Gelet op dat prerogatief moet het begrip "leidende functie" in het ontwerp onderdeelt 2° worden verduidelijkt en moeten de korpschefs de bevoegdheid krijgen om die functionele chefs aan te wijzen.

#### Artikel 2

##### 1. Het derde lid bepaalt :

« De systeembeheerder wordt onder meer belast met het bieden van bijstand aan de evaluatoren en aan de geëvalueerden in alle stappen van de beoordelingsprocedure. » (1).

Op de vraag welke taken de "systeembeheerder" precies zal moeten vervullen, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat hij in eerste instantie belast wordt met de opleiding van de evaluatoren en dat hij in tweede instantie de evaluatie binnen elk rechtsgebied van de hoven van beroep moet coördineren. In de ontworpen tekst wordt geen gewag gemaakt van de precieze taken die de gemachtigde ambtenaar heeft vermeld. De ontworpen tekst moet worden herzien zodat de taken van de "systeembeheerder" duidelijk tot uiting komen.

2. In tegenstelling met het evaluatiesysteem dat bij het voormelde koninklijk besluit van 7 augustus 1939 is ingevoerd, zijn de sleutelcriteria en de relevante criteria op het stuk van de beoordeling in het ontwerp besluit per categorie van functies of betrekkingen vastgesteld. Bij het evaluatiesysteem van de federale overheid zijn die criteria ook vastgesteld, maar daar is de directieraad of het college van diensthoofden bevoegd om het gewicht van die criteria vast te stellen naargelang van het ambt dat het personeelslid uitoefent.

Een personeelslid kan immers een bepaald ambt bekleden, maar in werkelijkheid andere taken vervullen dan die welke het in principe zijn opgedragen. Het evaluatiesysteem van de federale overheid is vanuit dat oogpunt beter op de concrete werkelijkheid afgestemd.

In het onderhavige geval is het de bedoeling van de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat alle personen die tot eenzelfde (ambts-)categorie behoren, aan dezelfde sleutelcriteria en aan dezelfde relevante criteria op het stuk van de beoordeling moeten voldoen, ook al vervullen sommigen van hen andere taken dan die welke hun in principe zijn opgedragen. Volgens de gemachtigde ambtenaar zal de systeembeheerder de wijze van evalueren moeten aanpassen aan die verschillende situaties. Zulk een evaluatiemethode is onaanvaardbaar, want ze zou het begrip objectieve evaluatie uithollen.

Volgens de initiatiefnemers van het wetsvoorstel (2) dat de wet van 17 februari 1997 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en parketten is geworden :

« (heeft) de beoordeling (...) tot doel een objectieve dienststaat van elk personeelslid te leveren, die een beeld geeft van zijn bekwaamheid en inzet, maar dient (zij) evenzeer om bij de bevorderingen iedere vorm van willekeur uit te sluiten.

(...)

Met dit voor ogen, past het met behulp van eenvoudige criteria — waarvan de eenvoud en de klaarheid elk gevaar voor willekeur horen uit te sluiten — op de meest nauwkeurige wijze de respectieve verdiensten van elk personeelslid vast te stellen. »

Het spreekt vanzelf dat bij zulk een beoordeling alleen kan worden uitgegaan van de concrete functie die het personeelslid uitoefent, en niet van de ambtscategorie waarbij het is ingedeeld (3).

De inhoud van de taak van de systeembeheerder en de mogelijkheid die hem zou worden geboden "om de wijze van evalueren aan te passen aan (de) verschillende situaties" zijn bovendien onvereenigbaar met artikel 5 van het ontwerp besluit en met de inhoud van het evaluatierooster, dat als bijlage III bij dat besluit gaat.

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 7280.)

## Article 3

Il ne convient pas d'insérer une phrase incidente dans une énumération. Il est, dès lors, proposé de déplacer les deuxième et troisième phrases du 3° sous un nouvel alinéa 2 qui sera rédigé comme suit :

« Les faits ou constatations visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, ne peuvent... ses observations éventuelles. »

L'alinéa 2 deviendra l'alinéa 3.

## Article 4

Afin qu'il n'y ait pas de divergences d'interprétation de certains critères d'évaluation repris dans l'Annexe III du projet, il serait utile que l'arrêté en projet soit accompagné d'un rapport au Roi explicitant davantage ces différents critères.

A titre d'exemple, quelle différence faut-il faire du point de vue de leur contenu, entre les critères n° 5, 12 et 21 ?

Il convient de réduire le nombre de ces critères pour mieux les cibler.

## Article 5

Il serait utile de préciser dans le rapport au Roi les raisons objectives qui ont présidé au choix des critères pour chaque catégorie de personnes et à leur classement en critères-clés ou critères pertinents.

La question est d'autant plus délicate que certains critères-clés sont assez semblables l'un à l'autre, ce qui va évidemment aggraver, compte tenu de leur pondération, la note donnée sur ces critères.

## Article 6

A l'alinéa 1<sup>er</sup>, on remplacera le mot "cotation" par le mot "notation" utilisé à l'alinéa 2. De même, on remplacera le mot "cote" par le mot "note" dans la suite du texte.

## Article 8

1. Le projet ne comprend pas d'article 7. Il y a, dès lors, lieu d'adapter la numérotation de ceux-ci à partir de l'article 8. En outre, il convient, à défaut de paragraphe 2, de supprimer les mots "§ 1<sup>er</sup>".

2. Le premier alinéa de l'article 8 (devenant l'article 7) doit être omis dans la mesure où il paraphrase l'article 287ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du Code judiciaire.

## Article 9 (devenant l'article 8)

Cette disposition prévoit que "l'évaluateur qui, au moment où il doit procéder à l'évaluation, n'a pas eu le membre du personnel sous sa direction pendant les trois derniers mois, recueille tous les renseignements nécessaires aux sources utiles pour établir l'évaluation de l'intéressé".

Des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que l'évaluateur devra s'adresser aux personnes qui ont dirigé le membre du personnel durant les trois derniers mois qui précèdent l'évaluation. Ces personnes sont, notamment, soit des greffiers en chef ou des secrétaires en chef, soit, si le membre du personnel n'était pas en fonction au sein d'un greffe ou du secrétariat d'un parquet, mais dans un service de la fonction publique ou dans un cabinet ministériel par exemple, le ou les personnes qui avaient autorité sur lui.

Il est permis de s'interroger sur la praticabilité d'un tel système. L'évaluation se fait sur la base des critères énumérés dans l'Annexe III du projet, critères qui sont adaptés à des fonctions précises. Or, il se peut que l'intéressé n'ait pas assumé ces fonctions auparavant. Dans ce cas, on voit mal comment réaliser l'évaluation.

Afin d'éviter des problèmes de cet ordre dans le déroulement de la carrière, il serait préférable de prévoir une disposition analogue à celle de l'article 13 de l'arrêté royal du 7 août 1939, précité, qui dispose que

« L'agent qui, au 1<sup>er</sup> septembre de l'année d'évaluation, est absent depuis au moins trois mois conserve la mention qui lui a été attribuée en dernier lieu. »

Par ailleurs, on pourrait également prévoir que celui qui travaillait dans un autre greffe ou secrétariat, durant les trois mois qui précèdent son évaluation, reste évalué par son ancien chef de corps.

En outre, le projet est en défaut d'envisager le cas de l'agent qui, au cours de la même période d'évaluation, exerce successivement plusieurs fonctions, notamment, dans le cadre de l'exercice de fonctions supérieures (4).

## Artikel 3

In een opsomming mag geen tussenzin worden ingevoegd. Er wordt dan ook voorgesteld de tweede en de derde zin van 3° op te nemen in een nieuw tweede lid, luidende :

« De in het eerste lid, 3°, genoemde feiten of bevindingen mogen slechts... erop noteert. »

Het tweede lid wordt dan het derde lid.

## Artikel 4

Om te voorkomen dat er uiteenlopende interpretaties ontstaan van sommige beoordelingscriteria die in bijlage III bij het ontwerp zijn opgenomen, zou het nuttig zijn bij het ontworpen besluit een verslag aan de Koning te voegen, waarin die verschillende criteria nader worden omschreven.

Wat is bijvoorbeeld inhoudelijk het verschil tussen de criteria nrs. 5, 12 en 21 ?

Het aantal criteria zou verminderd moeten worden, om ze gericht te maken.

## Artikel 5

Het zou nuttig zijn om in het verslag aan de Koning de objectieve redenen op te geven die ten grondslag liggen aan de keuze van de criteria voor iedere categorie personen, en aan de indeling daarvan in sleutelcriteria of relevante criteria.

Deze aangelegenheid is des te delicateser daar sommige sleutelcriteria vrij veel op elkaar gelijken, waardoor, rekening houdend met de weging ervan, de beoordeling op basis van die criteria zwaarder gaat doorwegen.

## Artikel 6

In het tweede lid moeten de woorden "de notering die" vervangen worden door de woorden "het cijfer dat", welke termen reeds in het eerste lid worden gebruikt.

## Artikel 8

1. Het ontwerp heeft geen artikel 7. De artikelen moeten dus vanaf artikel 8 vernummerd worden. Bovendien moeten de woorden "§ 1" vervallen, aangezien er geen paragraaf 2 is.

2. Het eerste lid van artikel 8 (dat artikel 7 wordt) moet vervallen, aangezien het een parafrase is van artikel 287ter, § 1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

## Artikel 9 (dat artikel 8 wordt)

Deze bepaling schrijft het volgende voor : "De evaluator, die op het tijdstip, waarop hij de beoordeling moet verrichten, het personeelslid tijdens de drie laatste maanden niet onder zijn leiding heeft gehad, wint bij de nuttig geachte bronnen alle inlichtingen in die voor het opmaken van de beoordeling dienstig zijn".

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar vloeit voort dat de evaluator zich zal moeten wenden tot de personen onder wier leiding het personeelslid heeft gestaan tijdens de drie laatste maanden die aan de beoordeling voorafgaan. Die personen zijn inzonderheid hetzij de hoofdgriffiers of de hoofdsecretarissen, hetzij, als het personeelslid niet tewerkgesteld was bij een griffie of het secretariaat van een parket, maar bijvoorbeeld in een overheidsdienst of een ministerieel kabinet, de persoon of de personen onder wier gezag hij stond.

De vraag rijst of zulk een regeling wel werkbaar is. De evaluatie geschiedt op basis van de criteria vermeld in bijlage III bij het ontwerp, welke criteria aan specifieke ambten zijn aangepast. De kans bestaat echter dat de betrokkene die ambten voordien nog niet heeft uitgeoefend. In dat geval is niet duidelijk hoe een evaluatie kan worden opgemaakt.

Om in de ontwikkeling van de loopbaan problemen van die aard te voorkomen, is het raadzaam een bepaling op te nemen in de zin van artikel 13 van het voormelde koninklijk besluit van 7 augustus 1939, dat het volgende bepaalt :

« De ambtenaar die op 1 september van het evaluatiejaar sedert ten minste drie maanden afwezig is, behoudt de laatste vermelding die hem werd toegekend. »

Overigens zou eveneens kunnen worden bepaald dat degene die tijdens de drie maanden voor zijn evaluatie in een andere griffie of in een ander secretariaat heeft gewerkt, door zijn korpschef van toen geëvalueerd wordt.

Voorts houdt het ontwerp geen rekening met het geval van een personeelslid dat tijdens dezelfde evaluatietermijn achtereenvolgens verscheidene ambten uitoefent, inzonderheid in het kader van de uitoefening van hogere functies (4).

Il y aurait encore lieu d'ajouter une disposition transitoire pour la mise en œuvre de la première évaluation, les personnes concernées par l'arrêté en projet n'ayant jamais été soumises à une évaluation auparavant.

Pour les agents qui, au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, ne seraient pas en service auprès d'un greffe ou d'un parquet, il est proposé que l'évaluateur puisse recueillir des informations utiles auprès de ceux ou celles qui dirigent actuellement ces personnes ou qui les ont dirigées et que l'évaluateur apprécie quels sont les critères-clés et critères pertinents parmi ceux figurant dans l'Annexe III du projet qui doivent être retenus pour procéder à l'évaluation de ces personnes en tenant compte des fonctions qu'elles exercent actuellement.

Compte tenu de ces remarques, cette disposition doit être fondamentalement repensée en envisageant les différentes hypothèses décrites ci-dessus.

#### Article 10 (devenant l'article 9)

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il y a lieu de préciser que les procureurs généraux et les procureurs du Roi peuvent déléguer leurs compétences en matière d'évaluation aux magistrats visés par les articles 144, 145 et 151 du Code judiciaire.

#### Article 13 (devenant l'article 12)

1. L'article 13 en projet met en œuvre l'alinéa 2 du paragraphe 4 de l'article 287*quater* du Code judiciaire.

Cette disposition prévoit que les désignations des membres des chambres de recours nationale et des différents ressorts de cour d'appel s'effectuent selon les critères établis par le Roi et que :

« ... pour chaque catégorie de juridiction, chacune des fonctions énumérées aux §§ 2 et 3 doit être représentée soit par un membre, soit par un suppléant. »

D'une manière générale, la lecture du paragraphe 4, précité, est difficilement compréhensible. La notion de "catégorie de juridiction" n'est pas du tout définie et les travaux préparatoires sont, sur ce point, muets. Il est, dès lors, impossible de déterminer la volonté réelle du législateur.

Le système envisagé par l'arrêté en projet tend à garantir, d'une part, que chaque chambre de recours comprenne au moins une personne exerçant les mêmes fonctions que le requérant et, d'autre part, qu'un membre au moins appartienne à la même "catégorie de juridiction" que le requérant.

Cette dernière condition n'est pas exprimée en tant que telle par le deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article 287*quater* du Code judiciaire mais est admissible si l'on considère qu'elle est un critère de désignation que le Roi est habilité à prendre en vertu de cette même disposition.

Afin d'éviter des divergences d'interprétation quant à la portée réelle de cette disposition du Code judiciaire et de sa compatibilité avec l'article 13, en projet, il serait utile de joindre en annexe au projet le tableau remis à l'auditeur-rapporteur indiquant les différentes hypothèses de désignation des membres des chambres de recours ainsi que leur composition en fonction de la qualité des requérants. Ce tableau est joint en annexe au présent avis.

2. Le Conseil d'état constate que l'arrêté en projet ne comporte pas de dispositions particulières quant à l'organisation des chambres de recours sur un plan linguistique. Aux termes de l'article 287*quater*, § 1<sup>er</sup>, alinéas 6 et 7, du Code judiciaire, les chambres de recours :

« ... comprennent autant de sections qu'il y a de régimes linguistiques parmi les membres du personnel qui peuvent demander à être entendus.

Le régime linguistique du requérant détermine la section devant laquelle il comparaît. »

Il convient de veiller à ce que le système de composition des chambres de recours prévu par l'arrêté en projet soit conciliable avec cette exigence légale, notamment par rapport aux requérants germanophones.

3. Au 2°, il est proposé de remplacer les mots "§§ 2 et 3 de cet article" par les mots "§§ 2 et 3 du même article".

Daarnaast zou nog een overgangsbepaling moeten worden opgenomen voor de opmaak van de eerste evaluatie, aangezien de personen op wie het ontworpen besluit betrekking heeft nooit eerder aan een evaluatie onderworpen zijn.

Voor de personeelsleden die bij de inwerkingtreding van het ontworpen besluit niet in een griffie of een parket tewerkgesteld zijn, wordt voorgesteld de evaluator toe te staan dienstige inlichtingen in te winnen bij de personen onder wier leiding de betrokkenen thans staan of onder wier leiding zij hebben gestaan en de evaluator te laten oordelen welke van de criteria vermeld in bijlage III bij het ontwerp sleutelcriteria zijn en welke criteria relevant zijn en in aanmerking dienen te worden genomen om de evaluatie van de betrokkenen op te maken, gelet op de ambten die zij thans uitoefenen.

Gelet op deze opmerkingen dient deze bepaling grondig te worden herdacht, rekening houdend met de onderscheiden gevallen die hiervoren beschreven zijn.

#### Artikel 10 (dat artikel 9 wordt)

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat er dient te worden aangegeven dat de procureurs-generaal en de procureurs des Konings hun bevoegdheid inzake evaluatie aan de magistraten vermeld in de artikelen 144, 145 en 151 van het Gerechtelijk Wetboek kunnen opdragen.

#### Artikel 13 (dat artikel 12 wordt)

1. Het ontworpen artikel 13 legt artikel 287*quater*, § 4, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek ten uitvoer.

Die bepaling schrijft niet alleen voor dat de aanwijzingen van de leden bij de nationale raad van beroep en bij de raden van beroep van de onderscheiden rechtsgebieden van de hoven van beroep geschieden volgens de door de Koning vastgestelde criteria, maar ook dat

« voor iedere categorie van gerecht... elk van de ambten opgesomd in de §§ 2 en 3 vertegenwoordigd (moet) zijn, hetzij door een lid, hetzij door een plaatsvervanger. »

Algemeen gesproken is de voormelde paragraaf 4 moeilijk leesbaar. Voor het begrip "categorie van gerecht" is geen enkele definitie opgegeven en in de parlementaire voorbereiding ervan staat daarover niets te lezen. Er kan dan ook onmogelijk worden nagegaan wat de wetgever precies voor ogen had.

De regeling die in het ontworpen besluit wordt voorgesteld, strekt ertoe te garanderen dat in elke raad van beroep ten minste een persoon zitting heeft die hetzelfde ambt uitoefent als de verzoeker en dat ten minste een lid tot dezelfde "categorie van gerecht" als verzoeker behoort.

De laatstgenoemde voorwaarde is niet als zodanig uitgedrukt in artikel 287*quater*, § 4, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, maar kan worden aanvaard als men er van uitgaat dat ze een criterium voor de aanwijzing is dat de Koning krachtens diezelfde bepaling kan uitvoeren.

Teneinde te voorkomen dat de reële draagwijdte van die bepaling van het Gerechtelijk Wetboek en het samengaan ervan met het ontworpen artikel 13 op uiteenlopende wijze worden geïnterpreteerd, zou het raadzaam zijn om als bijlage bij het ontwerp de tabel te voegen die aan de auditeur rapporteur is bezorgd en waarin de onderscheiden mogelijkheden van aanwijzing van leden bij de raden van beroep worden vermeld, alsook de samenstelling van die raden naargelang van de hoedanigheid van de verzoekers. Die tabel is als bijlage bij het onderhavige advies gevoegd.

2. De Raad van State stelt vast dat het ontworpen besluit geen specifieke bepalingen bevat wat de organisatie van de raden van beroep uit het oogpunt van de taalstelsels betreft. Artikel 287*quater*, § 1, zesde en zevende lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt het volgende :

« In deze raden (van beroep) zijn er zoveel afdelingen als er taalstelsels zijn voor de personeelsleden die kunnen vragen om door de raden te worden gehoord.

Het taalstelsel van de verzoeker bepaalt voor welke afdeling hij verschijnt. »

Er moet worden op toegezien dat de regeling voor de samenstelling van de raden van beroep waarin het ontworpen besluit voorziet met dat wettelijk vereiste kan samengaan, inzonderheid wat de Duitstalige verzoekers betreft.

3. Er wordt voorgesteld om in onderdeel 2° de woorden "§§ 2 en 3 van dit artikel" te vervangen door de woorden "§§ 2 en 3 van datzelfde artikel".

## Article 16 (devenant l'article 15)

Pour éviter tout risque d'erreur lors de la lecture de cette disposition, il est suggéré d'insérer une virgule entre les mots "articles 14, 1° et 2°" et les mots "et 15, 1° et 2°".

## Article 17 (devenant l'article 16)

La disposition en projet n'apporte aucune précision quant aux exigences de désignation du secrétaire-rapporteur.

Tel qu'il est rédigé, le texte en projet permet la désignation de n'importe quelle personne.

Il y a lieu de préciser que cette personne doit à tout le moins être membre d'un greffe ou d'un secrétariat de parquet.

Dans une telle hypothèse, il est nécessaire de prévoir, tout comme pour le gestionnaire de système, que des mesures appropriées seront prises au sein de la juridiction à laquelle appartient le secrétaire-rapporteur, afin que celui-ci puisse disposer du temps nécessaire à l'exercice de sa tâche.

## Article 21 (devenant l'article 20)

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

« Art. 20. Est en outre récusé, le membre qui est intervenu à un titre quelconque dans la procédure d'évaluation du membre du personnel qui a introduit la réclamation. »

## Article 23 (devenant l'article 22)

Il est évident que les membres effectifs et suppléants convoqués doivent prendre connaissance des dossiers. Cette précision peut dès lors être omise.

Tout comme à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet, l'article 23 utilise les termes "les parties intéressées".

Ces termes sont trop vagues. Il ressort de l'article 287<sup>quater</sup>, § 5, alinéa 4, du Code judiciaire que sont entendus par la chambre de recours, le requérant et son défenseur ainsi qu'éventuellement, les auteurs de l'avis ou du bulletin d'évaluation contestés.

L'article 1<sup>er</sup> en projet définit l'évaluateur comme étant le rédacteur du bulletin d'évaluation.

Il y a, dès lors, lieu de penser que "les parties intéressées" qui prendront connaissance des dossiers à traiter sont le requérant et son défenseur et éventuellement l'évaluateur.

Le texte en projet doit clairement désigner les personnes habilitées à consulter les dossiers d'évaluation.

## Article 24

Il est proposé de remplacer les termes "dans l'assemblée" par les termes "au sein de la chambre".

## Article 25

Le troisième alinéa en projet doit préciser à quelles personnes des copies et des extraits du registre, des minutes et des documents destinés à la chambre de recours, peuvent être transmis.

## Article 26 (devenant l'article 25)

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il convient de préciser que les frais de séjour et de parcours seront calculés respectivement selon les dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères et de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Le Conseil d'état n'aperçoit pas pour quelles raisons le secrétaire-rapporteur ne pourrait pas bénéficier des indemnités visées.

## Observations finales

1. A l'article 1<sup>er</sup>, on écrira :

« Article 1<sup>er</sup>... ».

Mieux vaut insérer un article défini avant les mots qui sont définis par la disposition en projet ("l'évaluateur", "le chef fonctionnel",...).

Sous les 1° et 3° de l'article 1<sup>er</sup>, il est suggéré de remplacer les mots "tel que défini à" par le mot "visé à".

2. Afin de faciliter la référence aux dispositions, il convient de remplacer les tirets par une subdivision en a), b), c),...

Cette observation vaut pour les articles 5, 13, 14 et 15.

## Artikel 16 (dat artikel 15 wordt)

Teneinde zoveel mogelijk te voorkomen dat deze bepaling verkeerd zou worden gelezen, wordt voorgesteld om te schrijven: "Onder de leden die met toepassing van de artikelen 14, 1° en 2°, en 15, 1° en 2°, opgeroepen worden om zitting te hebben,..."

## Artikel 17 (dat artikel 16 wordt)

De ontworpen bepaling bevat geen enkele nadere bepaling betreffende de vereisten voor de aanwijzing van de "secretaris-verslaggever" (beter: "secretaris-rapporteur").

Zoals de ontworpen tekst gesteld is, komt welke persoon ook in aanmerking om voor die functie te worden aangewezen.

Er behoort te worden gepreciseerd dat die persoon op zijn minst lid van een griffie of van een secretariaat van een parket dient te zijn.

In dat geval dient, net als voor de systeembeheerder, te worden bepaald dat binnen het gerecht waartoe de secretaris-rapporteur behoort passende maatregelen dienen te worden getroffen opdat deze over de noodzakelijke tijd kan beschikken om die taak uit te oefenen.

## Artikel 21 (dat artikel 20 wordt)

Dit artikel zou beter als volgt worden gesteld :

« Art. 20. Het lid dat in enige hoedanigheid is opgetreden in de procedure inzake de beoordeling van het personeelslid dat het beroep heeft ingesteld, wordt eveneens gewraakt... ».

## Artikel 23 (dat artikel 22 wordt)

Het spreekt voor zich dat de werkende en plaatsvervangende leden die opgeroepen zijn van de dossiers inzake moeten nemen. Die precisering dient dan ook te vervallen.

Terwijl in artikel 19, eerste lid, van het ontwerp de woorden "de betrokken partijen" worden gebruikt, worden in artikel 23 de woorden "de belanghebbende partijen" gebezigd.

De termen zijn te vaag. Uit artikel 287<sup>quater</sup>, § 5, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek blijkt dat de raad van beroep de verzoeker en diens verdediger hoort, alsook, eventueel, degenen die het betwiste advies of de betwiste beoordelingsstaat hebben opgemaakt.

In het ontworpen artikel 1 wordt de evaluator gedefinieerd als degene die de beoordelingsstaat opmaakt.

Er is dan ook grond om aan te nemen dat "de belanghebbende partijen" die van de te behandelen dossiers inzake zullen nemen de verzoeker en diens verdediger zijn, alsook, eventueel, de evaluator.

In de ontworpen tekst dient duidelijk te worden aangegeven welke personen van de beoordelingsdossiers inzake mogen nemen.

## Artikel 24

Er wordt voorgesteld om de woorden "in de zaal" te vervangen door de woorden "in de raad".

## Artikel 25

In het ontworpen derde lid behoort te worden aangegeven aan welke personen afschriften van en uittreksels uit het register, de minuten en de bescheiden bestemd voor de raad van beroep mogen worden bezorgd.

## Artikel 26 (dat artikel 25 wordt)

De gemachtigde ambtenaar is het erme eens dat er behoort te worden bepaald dat de vergoedingen voor reis- en verblijfskosten respectievelijk volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries zullen worden berekend.

De Raad van State ziet niet in om welke redenen de secretaris-rapporteur de vergoedingen in kwestie niet zou kunnen genieten.

## Slotopmerkingen

1. In artikel 1 schrijve men :

« Artikel 1... »

Het is raadzaam de woorden die in de ontworpen bepaling worden gedefinieerd door het bepaald lidwoord te laten voorafgaan ("de evaluator", "de functionele chef",...).

Er wordt voorgesteld om in de onderdelen 1° en 3° van artikel 1 de woorden "zoals bepaald in" te vervangen door de woorden "bedoeld in".

2. Teneinde de verwijzing naar de bepalingen te vergemakkelijken dient de indeling door middel van streepjes te worden vervangen door een indeling door middel van a), b), c),...

Deze opmerking geldt voor de artikelen 5, 13, 14 en 15.

## Annexe

Principes établis par la loi :

- composition (voir colonne 1 ci-dessous);
- pour chaque catégorie de juridiction déterminée par AR : 1 membre ou 1 suppléant;
- par membre : maximum 6 suppléants;
- audience : minimum 4 membres dont au moins la moitié sont magistrats;
- membres siégeant en fonction de la catégorie de personnel à laquelle appartient le requérant (déterminés par AR).

	composition des chambres de recours (par section) (Loi)	catégorie de juridiction (AR) 1° travail 2° militaire 3° autres	Minimum 1 suppléant pour chaque catégorie de juridiction	N o m b r e nécessaires de membres (suppléants compris)	N o m b r e maximum de membres (suppléants compris)	Siègent (étant entendu qu'un membre au moins parmi les 4 doit appartenir à la même catégorie de juridiction que le requérant, art. 16 du projet d'AR) lorsque le requérant est :			
	chambre nationale					greffier en chef	secrétaire en chef	attaché	conseiller
1	Mag. Cour (siège) : 1	×3	×2	6	7	1		1	
2	Mag. cour (parquet) : 2			12	14	1	2	2	2
3	greffier en chef : 2			12	14	2			
4	secrétaire en chef : 2			12	14		2		
5	conseiller en médiation : 2			4	17				2
6	attaché : 1			2	7			1	
	chambre du ressort de la cour d'appel					personnel des greffes	personnel des parquets	assistant de médiation	
1	magistrat du (siège) : 1	×3	×2	6	7	1			
2	magistrat du parquet : 2			12	14	1	2	2	
3	greffier : 2			12	14	2			
4	secrétaire : 2			12	14		2		
5	conseiller en médiation : 1			2	7			1	
6	assistant de médiation : 1			2	7			1	

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, conseiller d'Etat, président;  
P. Lienardy et P. Quertainmont, conseillers d'Etat;  
P. Gothot et J.-M. Favresse, assesseurs de la section de législation;  
Mme B. Vigneron, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Mme P. Vandernacht, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. Jottrand, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

Y. Kreins.

## Notes

(1) La fonction de gestionnaire de système est déjà prévue dans la fonction publique (article 1<sup>er</sup>, § 3, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat).

(2) *Doc. parl.*, Sénat, session 1995-1996, n° 1-147/1, p. 5.

(3) L'auteur de la proposition de loi précise d'ailleurs que "lorsque le membre du personnel n'exerce pas la fonction qui correspond à son grade au moment de l'établissement du bulletin d'évaluation, l'évaluation devra tenir compte de l'accomplissement des fonctions supérieures que le membre du personnel exerce à ce moment-là" (*Doc. parl.*, Sénat, session 1995-1996, n° 1-147/1, p. 7).

(4) Voir notamment l'article 9, § 4, de l'arrêté royal du 7 août 1939 précité.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Y. Kreins, staatsraad, voorzitter;  
P. Lienardy en P. Quertainmont, staatsraden;  
P. Gothot et J.-M. Favresse, assessoren van de afdeling wetgeving;  
Mevr. B. Vigneron, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. Vandernacht, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. Jottrand, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

Y. Kreins.

## Nota's

(1) Bij de overheid bestaat de functie van systeembeheerder al (artikel 1, § 3, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel).

(2) *Gedr. St.*, Senaat, zitting 1995-1996, nr. 1-147/1, blz. 5.

(3) De initiatiefnemer van het wetsvoorstel stelt trouwens dat "wanneer het personeelslid niet de functie uitoefent die met zijn graad overeenstemt op het ogenblik van het opmaken van een beoordelingsstaat, (...) bij de beoordeling rekening (zal) moeten worden gehouden met de vervulling van de hogere functies die het personeelslid op dat tijdstip waarneemt (*Gedr. St.*, Senaat, zitting 1995-1996, nr. 1-147/1, blz. 7).

(4) Zie, inzonderheid artikel 9, § 4, van het voormelde koninklijk besluit van 7 augustus 1939.



**28 FEVRIER 1999. — Arrêté royal relatif à l'évaluation du personnel des greffes et des parquets des cours et tribunaux et aux chambres de recours**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 287ter, inséré par la loi du 17 février 1997 et modifié par la loi du 20 mai 1997, et 287quater, inséré par la loi du 17 février 1997;

Vu les protocoles n<sup>os</sup> 168 et 193 consignant les conclusions de la négociation au sein du Comité de secteur III - Justice, en date des 3 juin 1998 et 16 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 avril 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 novembre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — De l'évaluation

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° l'évaluateur, le rédacteur du bulletin d'évaluation visé à l'article 287ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1° à 5°, du Code judiciaire, ainsi que la personne à qui cette compétence est déléguée conformément aux dispositions du présent arrêté;

2° le membre du personnel, le membre du personnel visé à l'article 287ter, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du Code judiciaire.

**Art. 2.** Le Ministre de la Justice désigne parmi les greffiers en chef, les secrétaires en chef, les greffiers-chefs de service à une cour ou les secrétaires-chefs de service au parquet près une cour, un gestionnaire de système dans chaque ressort de cour d'appel.

Si le gestionnaire de système désigné dans le ressort de la Cour d'appel de Bruxelles ne justifie pas de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise conformément aux dispositions de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, il peut lui être affecté un adjoint appartenant à l'autre régime linguistique.

Le gestionnaire de système exerce ses fonctions sous la surveillance du procureur général, qui, au sein du Collège des procureurs généraux, est spécialisé dans l'organisation des cours et tribunaux.

Le gestionnaire de système est notamment chargé de fournir une assistance aux évaluateurs et aux évalués dans toutes les phases de la procédure relative à l'évaluation, sans qu'il puisse s'ingérer dans l'évaluation individuelle.

Les mesures appropriées seront prises au sein de la juridiction à laquelle appartient le gestionnaire de système pour que celui-ci puisse disposer du temps nécessaire à l'exercice de sa tâche.

**Art. 3.** En vue de l'établissement de l'évaluation de chaque membre du personnel, un dossier individuel d'évaluation est établi par l'évaluateur. Ce dossier contient :

1° une fiche de carrière indiquant le grade dont le membre du personnel est titulaire, son affectation ainsi que le déroulement de sa carrière;

2° une fiche de formation indiquant le ou les diplôme(s) dont le membre du personnel est porteur ainsi que les formations suivies par le membre du personnel depuis son entrée en service;

3° une fiche individuelle d'évaluation, établie conformément au modèle repris à l'annexe I du présent arrêté, qui relate les faits ou constatations, favorables et défavorables, susceptibles de servir d'éléments d'appréciation.

4° pour autant qu'ils soient requis, la grille d'évaluation provisoire et les avis;

5° le bulletin d'évaluation, établi conformément au modèle repris à l'annexe II du présent arrêté, auquel est annexée la grille d'évaluation.

**28 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de beoordeling van het personeel van de griffies en de parketten van de hoven en rechtbanken en de raden van beroep**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 287ter, ingevoegd bij de wet van 17 februari 1997 en gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997, en 287quater, ingevoegd bij de wet van 17 februari 1997;

Gelet op de protocollen nrs. 168 en 193 houdende de besluiten van de onderhandelingen van Sectorcomité III - Justitie, op datum van 3 juni 1998 en 16 februari 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 8 april 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 30 november 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Beoordeling

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° de evaluator, de steller van de beoordelingsstaat bedoeld in artikel 287ter, § 1, derde lid 1° tot 5°, van het Gerechtelijk Wetboek, alsook de persoon aan wie deze bevoegdheid wordt opgedragen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

2° het personeelslid, het personeelslid bedoeld in artikel 287ter, § 1, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

**Art. 2.** Een systeembeheerder wordt in elk rechtsgebied van het hof van beroep door de Minister van Justitie aangewezen uit de hoofdgriffiers, de hoofdsecretarissen, de griffiers-hoofden van dienst bij een hof of de secretarissen-hoofden van dienst bij het parket bij een hof.

Indien de systeembeheerder aangewezen in het rechtsgebied van het Hof van beroep te Brussel niet het bewijs levert van de kennis van de Nederlandse en van de Franse taal overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, kan een adjunct behorend tot het ander taalstelsel aangesteld worden.

De systeembeheerder oefent zijn ambt uit onder het toezicht van de procureur-generaal die, binnen het College van de procureurs-generaal, gespecialiseerd is in de organisatie van hoven en rechtbanken.

De systeembeheerder wordt onder meer belast met het bieden van bijstand aan de evaluatoren en aan de geëvalueerden in alle stappen van de beoordelingsprocedure, zonder zich te mogen inlaten met de individuele beoordeling.

Binnen het gerecht aan hetwelk de systeembeheerder verbonden is, worden de gepaste maatregelen genomen opdat hij over de nodige tijd voor het uitoefenen van zijn taak zou kunnen beschikken.

**Art. 3.** Met het oog op het vaststellen van de beoordeling van elk personeelslid, stelt de evaluator een beoordelingsdossier samen. Dit dossier bevat :

1° een loopbaanfiche met de graad waarmee het personeelslid is bekleed, zijn aanwijzing alsook het verloop van zijn loopbaan;

2° een opleidingsfiche met het of de diploma(s) waarvan het personeelslid houder is alsook de door het personeelslid sedert zijn indiensttreding gevolgde opleidingen;

3° een individuele beoordelingsfiche, opgemaakt volgens het model opgenomen in bijlage I bij dit besluit, waarop het feitenrelaas of de gunstige en ongunstige bevindingen die geschikt zijn om als beoordelingsgrond te dienen, worden opgetekend;

4° voor zover zij vereist zijn, het voorlopige beoordelingsrooster en de adviezen;

5° de beoordelingsstaat, opgemaakt volgens het model opgenomen in bijlage II bij dit besluit, waaraan het beoordelingsrooster wordt gehecht.

Le dossier individuel d'évaluation suit le membre du personnel durant sa carrière.

Les faits ou constatations visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, ne peuvent avoir trait qu'à l'exercice de la fonction et doivent être visés par le membre du personnel qui note éventuellement ses observations. Tout fait ou toute constatation que le membre du personnel ou son chef fonctionnel estime susceptible de servir d'élément d'appréciation est noté à leur demande sur la fiche individuelle par l'évaluateur qui y note ses observations éventuelles.

Le greffier en chef, le secrétaire en chef ou l'évaluateur à qui ils ont délégué cette compétence peuvent désigner, au sein du service judiciaire où travaille le membre du personnel, un chef fonctionnel tel que visé à l'alinéa précédent. Cette personne doit être nommée à titre définitif et être titulaire d'un grade supérieur à celui du membre du personnel.

**Art. 4.** L'évaluation est réalisée au moyen de la grille reprise à l'annexe III du présent arrêté, qui comporte trente-trois critères, numérotés de 1 à 33.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Les critères d'évaluation visés à l'article 4 à prendre en considération sont :

- 1° pour les greffiers en chef et les secrétaires en chef :
  - a) six critères-clés, soit les critères 4, 5, 9, 10, 12 et 14;
  - b) onze critères pertinents : soit les critères 1, 2, 3, 6, 7, 8, 11, 13, 15, 16 et 17;
- 2° pour les greffiers-chefs de service, secrétaires-chefs de service, greffiers, secrétaires, greffiers adjoints, secrétaires adjoints et attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation :
  - a) cinq critères-clés, soit les critères 8, 9, 10, 14 et 15;
  - b) douze critères pertinents, soit les critères 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 11, 12, 13, 16 et 17;
- 3° pour les conseillers en médiation :
  - a) cinq critères-clés, soit les critères 6, 10, 11, 18 et 21;
  - b) douze critères pertinents, soit les critères 1, 2, 4, 5, 7, 8, 9, 13, 15, 16, 19 et 20;
- 4° pour les ingénieurs industriels :
  - a) cinq critères-clés, soit les critères 1, 5, 8, 10 et 13;
  - b) cinq critères pertinents, soit les critères 2, 6, 12, 15 et 20;
- 5° pour les traducteurs-réviseurs :
  - a) cinq critères-clés, soit les critères 1, 6, 8, 11 et 15;
  - b) quatre critères pertinents, soit les critères 3, 10, 12 et 24;
- 6° pour les traducteurs :
  - a) cinq critères-clés, soit les critères 1, 8, 11, 15 et 23;
  - b) cinq critères pertinents, soit les critères 4, 12, 13, 17 et 24;
- 7° pour les assistants de médiation :
  - a) quatre critères-clés, soit les critères 4, 8, 11 et 25;
  - b) sept critères pertinents, soit les critères 1, 13, 15, 19, 22, 23 et 24;
- 8° pour les assistants sociaux :
  - a) quatre critères-clés, soit les critères 1, 4, 13 et 26;
  - b) sept critères pertinents, soit les critères 3, 8, 11, 15, 19, 23 et 24;
- 9° pour les gestionnaires de bibliothèque :
  - a) quatre critères-clés, soit les critères 1, 8, 15, et 17;
  - b) cinq critères pertinents, soit les critères 11, 13, 16, 22 et 23;
- 10° pour les rédacteurs et les employés :
  - a) quatre critères-clés, soit les critères 8, 12, 27 et 29;
  - b) six critères pertinents, soit les critères 1, 11, 17, 28, 30 et 31;
- 11° pour les assistants techniques judiciaires et les rédacteurs d'identification judiciaire :
  - a) quatre critères-clés, soit les critères 8, 28, 29 et 31;
  - b) six critères pertinents, soit les critères 1, 11, 12, 17, 27 et 30;
- 12° pour les agents administratifs :
  - a) trois critères-clés, soit les critères 8, 11 et 29;
  - b) sept critères pertinents, soit les critères 1, 12, 17, 27, 28, 30 et 31;

Het individueel beoordelingsdossier volgt het personeelslid tijdens zijn loopbaan.

De in het eerste lid, 3°, genoemde feiten of bevindingen mogen slechts betrekking hebben op de ambtsuitoefening en moeten geïnterpreteerd worden door het personeelslid, dat eventueel zijn opmerkingen noteert. Elk feit of elke bevinding die het personeelslid of zijn functionele chef geschikt vinden om als beoordelingsgrond te dienen wordt, op hun aanvraag, op de individuele fiche opgetekend door de evaluator die zijn eventuele opmerkingen erop noteert.

De hoofdgriffier, de hoofdsecretaris of de daartoe door hen aange- wezen evaluator, kunnen, binnen de gerechtelijke dienst waar het personeelslid werkt, een functionele chef zoals bedoeld in het vorig lid, aanwijzen. Deze persoon moet vast benoemd zijn en een hogere graad bekleden dan het personeelslid.

**Art. 4.** De beoordeling wordt verricht door middel van de rooster opgenomen in bijlage III bij dit besluit, dat drieëndertig criteria bevat, genummerd van 1 tot 33.

**Art. 5. § 1.** De beoordelingscriteria bedoeld in artikel 4 welke in aanmerking worden genomen, zijn :

- 1° voor de hoofdgriffiers en de hoofdsecretarissen :
  - a) zes sleutelcriteria, zijnde de criteria 4, 5, 9, 10, 12 en 14;
  - b) elf relevante criteria, zijnde de criteria 1, 2, 3, 6, 7, 8, 11, 13, 15, 16 en 17;
- 2° voor de griffiers-hoofden van dienst, de secretarissen-hoofden van dienst, griffiers, secretarissen, adjunct-griffiers, adjunct-secretarissen, attachés bij de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie :
  - a) vijf sleutelcriteria, zijnde de criteria 8, 9, 10, 14 en 15;
  - b) twaalf relevante criteria, zijnde de criteria 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 11, 12, 13, 16 en 17;
- 3° voor de bemiddelingsadviseurs;
  - a) vijf sleutelcriteria, zijnde de criteria 6, 10, 11, 18 en 21;
  - b) twaalf relevante criteria, zijnde de criteria 1, 2, 4, 5, 7, 8, 9, 13, 15, 16, 19 en 20;
- 4° voor de industriële ingenieurs :
  - a) vijf sleutelcriteria, zijnde de criteria 1, 5, 8, 10 en 13;
  - b) vijf relevante criteria, zijnde de criteria 2, 6, 12, 15 en 20;
- 5° voor de vertalers-revisors :
  - a) vijf sleutelcriteria, zijnde de criteria 1, 6, 8, 11 en 15;
  - b) vier relevante criteria, zijnde de criteria 3, 10, 12 en 24;
- 6° voor de vertalers :
  - a) vijf sleutelcriteria, zijnde de criteria 1, 8, 11, 15 et 23;
  - b) vijf relevante criteria, zijnde de criteria 4, 12, 13, 17 et 24;
- 7° voor de bemiddelingsassistenten :
  - a) vier sleutelcriteria, zijnde de criteria 4, 8, 11 et 25;
  - b) zeven relevante criteria, zijnde de criteria 1, 13, 15, 19, 22, 23 et 24;
- 8° voor de maatschappelijke assistenten :
  - a) vier sleutelcriteria, zijnde de criteria 1, 4, 13 et 26;
  - b) zeven relevante criteria, zijnde de criteria 3, 8, 11, 15, 19, 23 et 24;
- 9° voor de bibliotheekbeheerders :
  - a) vier sleutelcriteria, zijnde de criteria 1, 8, 15, en 17;
  - b) vijf relevante criteria, zijnde de criteria 11, 13, 16, 22 et 23;
- 10° voor de opstellers en de beambten :
  - a) vier sleutelcriteria, zijnde de criteria 8, 12, 27 et 29;
  - b) zes relevante criteria, zijnde de criteria 1, 11, 17, 28, 30 et 31;
- 11° voor de gerechtelijk technische assistenten en de opstellers bij de gerechtelijke identificatie :
  - a) vier sleutelcriteria, zijnde de criteria 8, 28, 29 et 31;
  - b) zes relevante criteria, zijnde de criteria 1, 11, 12, 17, 27 et 30;
- 12° voor de administratieve agenten :
  - a) drie sleutelcriteria, zijnde de criteria 8, 11 et 29;
  - b) zeven relevante criteria, zijnde de criteria 1, 12, 17, 27, 28, 30 et 31;

13° pour les ouvriers :

- a) trois critères-clés, soit les critères 8, 28 et 29;
- b) sept critères pertinents, soit les critères 1, 11, 12, 17, 27, 30 et 31;

Les critères d'évaluation visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont complétés, pour les membres du personnel chargés de l'évaluation depuis au moins deux ans, par les critères spécifiques 32 et 33, dont le premier est un critère-clé.

§ 2. Les critères d'évaluation visés au § 1<sup>er</sup> sont pondérés de la manière suivante :

- 1° deux points pour un critère-clé;
- 2° un point pour un critère pertinent.

**Art. 6.** Une notation est donnée à chaque critère de la manière suivante :

- 1° l'aptitude "excellent" donne lieu à la note 2;
- 2° l'aptitude "très bon" donne lieu à la note 1,5;
- 3° l'aptitude "bon" donne lieu à la note 1;
- 4° l'aptitude "insuffisant" donne lieu à la note 0.

Le total s'obtient en multipliant la notation obtenue pour chaque critère par le coefficient de pondération accordé à chacun des critères conformément à l'article 5, § 2.

Pour la détermination du pourcentage final, si le résultat obtenu compte des décimales, le total est ramené au chiffre inférieur si celles-ci sont inférieures à 0,5. Il est porté au chiffre supérieur si les décimales sont égales ou supérieures à 0,5.

**Art. 7.** La mention "très bon" est attribuée au membre du personnel qui a obtenu au moins 70 % de la note globale.

La mention "bon" est attribuée au membre du personnel qui a obtenu de 50 % à 69 % de la note globale.

La mention "insuffisant" est attribuée au membre du personnel qui n'a pas obtenu 50 % de la note globale.

**Art. 8.** Lorsque le membre du personnel est appelé à exercer de nouvelles fonctions, les critères d'évaluation à prendre en considération conformément à l'article 5 lui sont communiqués par l'évaluateur dans le mois.

Lorsque le membre du personnel est appelé à exercer ses fonctions ailleurs que dans un greffe ou un parquet, l'évaluateur recueille auprès du responsable du service concerné, les renseignements nécessaires en vue de déterminer la nature des nouvelles fonctions qui lui seront confiées. Par dérogation à l'article 5, l'évaluateur apprécie, sur base des renseignements recueillis, quels sont les critères-clés et les critères pertinents parmi ceux figurant dans l'annexe III du présent arrêté qui doivent être retenus en tenant compte des fonctions qui seront exercées par le membre du personnel. Son choix doit être motivé. Le membre du personnel en est informé conformément à l'alinéa précédent.

A chaque changement d'évaluateur ou de chef fonctionnel, les membres du personnel concernés en sont informés par le nouvel évaluateur ou le nouveau chef fonctionnel dans le mois.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel qui, au moment où il doit être procédé à son évaluation, n'a pas exercé les fonctions qui sont les siennes à ce moment de façon ininterrompue depuis au moins six mois, est évalué sur base des fonctions exercées antérieurement.

En outre, pour procéder à l'évaluation du membre du personnel qui travaillait dans un autre greffe ou parquet durant les six mois qui précèdent le moment où il doit être procédé à cette évaluation, l'évaluateur recueille tous les renseignements qu'il juge nécessaires auprès de celui qui aurait évalué le membre du personnel s'il était resté en fonction à ce greffe ou ce parquet.

§ 2. Le membre du personnel qui, au moment où il doit être procédé à son évaluation, est absent depuis au moins six mois, conserve la mention qui lui a été attribuée en dernier lieu.

§ 3. Pour établir l'évaluation du membre du personnel qui n'exerce pas ses fonctions dans un greffe ou un parquet au moment où il doit être procédé à cette évaluation, l'évaluateur recueille tous les renseignements nécessaires aux sources qu'il juge utiles.

13° voor de arbeiders :

- a) drie sleutelcriteria, zijnde de criteria 8, 28 en 29;
- b) zeven relevante criteria, zijnde de criteria 1, 11, 12, 17, 27, 30 en 31;

De in het eerste lid bedoelde beoordelingscriteria worden, voor de personeelsleden die sedert ten minste twee jaar met de beoordeling belast zijn, aangevuld met de specifieke evaluatiecriteria 32 en 33, waarvan het eerste een sleutelcriterium is.

§ 2. De weging van de in § 1 bedoelde beoordelingscriteria wordt als volgt opgemaakt :

- 1° twee punten voor een sleutelcriterium;
- 2° één punt voor een relevant criterium.

**Art. 6.** Aan elk criterium wordt een cijfer toegekend als volgt :

- 1° de geschiktheid "uitstekend" geeft aanleiding tot het cijfer 2;
- 2° de geschiktheid "zeer goed" geeft aanleiding tot het cijfer 1,5;
- 3° de geschiktheid "goed" geeft aanleiding tot het cijfer 1;
- 4° de geschiktheid "onvoldoende" geeft aanleiding tot het cijfer 0;

Het eindtotaal wordt verkregen door het cijfer dat voor elk criterium behaald is te vermenigvuldigen met de wegingscoëfficiënt die aan elk van de criteria is toegekend overeenkomstig artikel 5, § 2.

Voor de bepaling van het eindpercentage zal het resultaat in het geval het decimalen bevat worden afgerond naar de onmiddellijk lagere eenheid indien de decimalen lager zijn dan 0,5. Indien de decimalen gelijk zijn aan of groter zijn dan 0,5 wordt het resultaat afgerond naar de onmiddellijk hogere eenheid.

**Art. 7.** De vermelding "zeer goed" wordt toegekend aan het personeelslid dat ten minste 70 % van het totale cijfer heeft behaald.

De vermelding "goed" wordt toegekend aan het personeelslid dat van 50 % tot 69 % van het totale cijfer heeft behaald;

De vermelding "onvoldoende" wordt toegekend aan het personeelslid dat geen 50 % van het totale cijfer heeft behaald.

**Art. 8.** Wanneer een personeelslid geroepen wordt om nieuwe functies uit te oefenen, dan zal de bevoegde evaluator binnen de maand de overeenkomstig artikel 5 in acht te nemen beoordelingscriteria meedelen.

Wanneer een personeelslid geroepen wordt om zijn functies elders dan in een griffie of een parket uit te oefenen, dan zal de evaluator de nodige inlichtingen inwinnen bij de verantwoordelijke van de betrokken dienst ten einde de aard van de nieuwe functies die hem zullen toevertrouwd worden, te kunnen bepalen. In afwijking van artikel 5 oordeelt de evaluator, op basis van de ingewonnen inlichtingen en gelet op de functies die door het personeelslid zullen uitgeoefend worden, welke sleutelcriteria en welke relevante criteria in aanmerking moeten worden genomen van de criteria vermeld in bijlage III bij dit besluit. Zijn keuze wordt gemotiveerd. Het personeelslid wordt hiervan op de hoogte gebracht overeenkomstig het vorig lid.

Telkens wanneer de evaluator of de functionele chef wijzigt, worden de betrokken personeelsleden hiervan binnen de maand door de nieuwe evaluator of door de nieuwe functionele chef op de hoogte gebracht.

**Art. 9.** § 1. Het personeelslid dat, op het ogenblik waarop moet worden overgegaan tot zijn beoordeling, sedert tenminste zes maanden ononderbroken niet het ambt heeft vervuld waarin hij op dat ogenblik is aangesteld, wordt beoordeeld op basis van het eerder uitgeoefend ambt.

Bovendien wint de evaluator, voor het opmaken van de beoordeling van het personeelslid dat gedurende de zes maanden voorafgaand aan het tijdstip waarop er tot zijn beoordeling moet worden overgegaan, in een andere griffie of in een ander parket heeft gewerkt, de inlichtingen die hij nodig acht in bij degene die het personeelslid zou beoordeeld hebben indien hij in functie was gebleven bij die griffie of dat parket.

§ 2. Het personeelslid dat, op het ogenblik waarop moet worden overgegaan tot zijn beoordeling, sedert tenminste zes maanden afwezig is, behoudt de laatste vermelding die hem werd toegekend.

§ 3. Voor het opmaken van de beoordeling van het personeelslid dat, op het ogenblik waarop moet worden overgegaan tot deze beoordeling, zijn ambt niet uitoefent in een griffie of een parket, wint de evaluator de nodige inlichtingen in bij alle nuttig geachte bronnen.

**Art. 10.** Les procureurs généraux et les procureurs du Roi, chargés d'évaluer respectivement les conseillers en médiation et les assistants de médiation, peuvent déléguer leurs compétences à l'un des magistrats visés, selon le cas, aux articles 144 et 151 du Code judiciaire.

Les greffiers en chef et les secrétaires en chef peuvent déléguer leurs compétences en matière d'évaluation respectivement aux greffiers-chefs de service et aux secrétaires-chefs de service qui les assistent. Ces chefs de services ne peuvent évaluer que les membres du personnel placés sous leur direction.

**Art. 11.** La notification de l'évaluation définitive visée à l'article 287ter, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, intervient par la remise au membre du personnel en personne d'une copie du bulletin d'évaluation dûment complété, dont il accuse réception en signant le formulaire établi conformément au modèle repris à l'annexe IV du présent arrêté.

Ce formulaire renseigne également la date de remise de la copie ainsi que la possibilité offerte au membre du personnel d'introduire une réclamation contre son évaluation auprès de la chambre de recours compétente.

Lorsque la copie du bulletin d'évaluation ne peut être remise au membre du personnel en personne, celle-ci doit lui être transmise par lettre recommandée, auquel cas le délai d'introduction de la réclamation précitée prend cours le troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de la copie.

#### CHAPITRE II. — Des chambres de recours

**Art. 12.** Sont membres effectifs des chambres de recours, les membres désignés conformément à l'article 287quater, § 4, du Code judiciaire, qui, au sein de chaque catégorie de membres, occupent le rang le plus élevé ou, le cas échéant, qui peuvent se prévaloir de l'ancienneté de grade la plus grande.

Les suppléants sont classés conformément aux dispositions de l'alinéa précédent.

**Art. 13.** Pour l'application de l'article 287quater, § 4, du Code judiciaire, les juridictions sont groupées en trois catégories composées :

- a) la première, de la Cour de cassation, des cours d'appel, des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce, des justices de paix et des tribunaux de police;
- b) la deuxième, des juridictions du travail;
- c) la troisième, des juridictions militaires.

**Art. 14.** Siègent à la chambre de recours nationale :

- 1° lorsque la réclamation est introduite par un greffier en chef :
  - a) un magistrat d'une cour;
  - b) un magistrat du parquet près une cour;
  - c) deux greffiers en chef;
- 2° lorsque la réclamation est introduite par un secrétaire en chef :
  - a) deux magistrats du parquet près une cour;
  - b) deux secrétaires en chef;
- 3° lorsque la réclamation est introduite par un attaché visé à l'article 136 du Code judiciaire :
  - a) un magistrat d'une cour;
  - b) deux magistrats du parquet près une cour;
  - c) un attaché visé à l'article 136 du Code judiciaire;
- 4° lorsque la réclamation est introduite par un conseiller en médiation :
  - a) deux magistrats du parquet près d'une cour;
  - b) deux conseillers en médiation.

**Art. 10.** De procureurs-generaal en de procureurs des Konings, respectievelijk belast met de beoordeling van de bemiddelingsadviseurs en -assistenten, mogen hun bevoegdheden terzake opdragen aan een van de magistraten bedoeld, naargelang van het geval, in de artikelen 144 en 151 van het Gerechtelijk Wetboek.

De hoofdgriffiers en de hoofdsecretarissen mogen hun bevoegdheden inzake beoordeling respectievelijk opdragen aan de griffiers-hoofden van dienst en aan de secretarissen-hoofden van dienst die hen bijstaan. Deze hoofden van dienst mogen enkel de personeelsleden die onder hun leiding staan beoordelen.

**Art. 11.** De kennisgeving van de definitieve eindbeoordeling bedoeld in artikel 287ter, § 3, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, gebeurt door middel van overhandiging van een afschrift van de volledig ingevulde beoordelingsstaat aan het personeelslid in persoon, waarbij deze tekent voor ontvangst van het afschrift op een formulier opgemaakt volgens het model opgenomen in bijlage IV bij dit besluit.

Op dit formulier wordt ook de datum van afgifte van het afschrift vermeld, alsmede de bemerking dat het personeelslid de mogelijkheid heeft om bij de bevoegde raad van beroep een bezwaarschrift in te dienen tegen de over hem uitgebrachte beoordeling.

Indien de afgifte van het afschrift van de beoordelingsstaat niet in persoon aan het personeelslid kan gebeuren, dan dient hem dit afschrift per aangetekend schrijven te worden toegezonden, waarbij de termijn om voornoemd bezwaarschrift in te dienen, begint te lopen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van de verzending van het afschrift.

#### HOOFDSTUK II. — Raden van beroep

**Art. 12.** Worden werkend lid van de raden van beroep, de leden aangewezen overeenkomstig artikel 287quater, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, die, binnen elke categorie van leden, de hoogste rang bekleden, of, in voorkomend geval, die zich kunnen beroepen op de grootste graadanciënniteit.

De plaatsvervangende leden worden gerangschikt overeenkomstig de bepalingen van het vorige lid.

**Art. 13.** Voor de toepassing van artikel 287quater, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, worden de gerechten in drie categoriën ondergebracht, samengesteld :

- a) de eerste, uit het Hof van Cassatie, de hoven van beroep, de rechtbanken van eerste aanleg, de rechtbanken van koophandel, de vrederechten en de politierechtbanken;
- b) de tweede, uit de arbeidsgerechten;
- c) de derde, uit de militaire gerechten.

**Art. 14.** Nemen zitting in de nationale raad van beroep :

- 1° wanneer het beroep wordt ingesteld door een hoofdgriffier :
  - a) een magistraat van een hof;
  - b) een magistraat van het parket bij een hof;
  - c) twee hoofdgriffiers;
- 2° wanneer het beroep wordt ingesteld door een hoofdsecretaris :
  - a) twee magistraten van het parket bij een hof;
  - b) twee hoofdsecretarissen;
- 3° wanneer het beroep wordt ingesteld door een attaché bedoeld in artikel 136 van het Gerechtelijk Wetboek :
  - a) een magistraat van een hof;
  - b) twee magistraten van het parket bij een hof;
  - c) een attaché bedoeld in artikel 136 van het Gerechtelijk Wetboek;
- 4° wanneer het beroep wordt ingesteld door een bemiddelingsadviseur :
  - a) twee magistraten van het parket bij een hof;
  - b) twee bemiddelingsadviseurs.

**Art. 15.** Siègent à la chambre de recours du ressort de la cour d'appel :

1° lorsque la réclamation est introduite par un membre du greffe ou par un membre du personnel du greffe, y compris le membre du personnel titulaire d'un grade créé conformément à l'article 185, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire :

- a) un magistrat du siège;
- b) un magistrat du parquet;
- c) deux greffiers;

2° lorsque la réclamation est introduite par un membre du secrétariat du parquet, par un membre du personnel du secrétariat du parquet, y compris le membre du personnel titulaire d'un grade créé conformément à l'article 185, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire :

- a) deux magistrats du parquet;
- b) deux secrétaires;

3° lorsque la réclamation est introduite par un assistant de médiation :

- a) deux magistrats du parquet;
- b) un conseiller en médiation;
- c) un assistant de médiation.

**Art. 16.** Un membre au moins parmi ceux appelés à siéger en application des articles 14, 1° et 2°, et 15, 1° et 2°, doit appartenir à la même catégorie de juridiction que le requérant.

En outre, les membres sont appelés à siéger selon le classement établi à l'article 12.

**Art. 17.** Un secrétariat est créé au siège de la chambre de recours nationale et au siège de la chambre de recours du ressort de la cour d'appel.

Ce secrétariat est assuré par un secrétaire-rapporteur, désigné respectivement par le procureur général près la Cour de cassation et par le procureur général près la cour d'appel, parmi les membres des greffes ou les membres des secrétariats de parquet.

Le secrétaire-rapporteur assiste aux délibérations, mais n'a pas voix délibérative.

Un secrétaire-rapporteur suppléant peut être désigné de la même manière que l'effectif.

Les mesures appropriées seront prises au sein de la juridiction à laquelle appartient le secrétaire-rapporteur pour que celui-ci puisse disposer du temps nécessaire à l'exercice de sa tâche.

**Art. 18.** Toute réclamation dont la chambre de recours est saisie est inscrite par le secrétaire-rapporteur dans un registre tenu à cet effet.

Le secrétaire-rapporteur en délivre un récépissé au requérant.

**Art. 19.** Le secrétaire-rapporteur communique la date de l'audience aux membres effectifs et suppléants appelés à siéger, ainsi qu'aux parties intéressées au moins dix jours avant la date de l'audience.

La convocation adressée au requérant doit être envoyée par lettre recommandée à la poste à son domicile. Le secrétaire-rapporteur joint à cette convocation la liste des membres de la chambre de recours convoqués pour l'examen du dossier le concernant.

**Art. 20.** Le membre du personnel qui introduit une réclamation a le droit de récuser les membres de la chambre de recours. Ce droit ne peut être exercé qu'une seule fois pour un même dossier.

Dans un délai de cinq jours à partir de la date d'envoi de la liste, le requérant renvoie celle-ci, par lettre recommandée à la poste, au secrétariat en y indiquant le nom des membres qu'il récuse. La récusation doit être motivée.

Passé le délai fixé à l'alinéa 2, le membre du personnel est censé renoncer à son droit de récuser les membres de la chambre de recours.

**Art. 21.** Est en outre récusé, le membre qui est intervenu à un titre quelconque dans la procédure d'évaluation ou d'avis relatif à la candidature du membre du personnel qui a introduit la réclamation.

**Art. 15.** Nemen zitting in de raad van beroep opgericht in het rechtsgebied van het hof van beroep :

1° wanneer het beroep wordt ingesteld door een lid van de griffie of door een personeelslid van de griffie, met inbegrip van het personeelslid dat een graad bekleedt ingesteld overeenkomstig artikel 185, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek :

- a) een magistraat van de zetel;
- b) een magistraat van het parket;
- c) twee griffiers;

2° wanneer het beroep wordt ingesteld door een lid van het parketsecretariaat, door een personeelslid van het parketsecretariaat, met inbegrip van het personeelslid dat een graad bekleedt ingesteld overeenkomstig artikel 185, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek :

- a) twee magistraten van het parket;
- b) twee secretarissen;

3° wanneer het beroep wordt ingesteld door een bemiddelingsassistent :

- a) twee magistraten van het parket;
- b) een bemiddelingsadviseur;
- c) een bemiddelingsassistent.

**Art. 16.** Onder de leden die in toepassing van de artikelen 14, 1° en 2°, en 15, 1° en 2° geroepen worden om te zetelen, moet ten minste één lid behoren tot dezelfde categorie van gerecht als de verzoeker.

Bovendien worden de leden geroepen om te zetelen volgens de in artikel 12 vastgestelde rangschikking.

**Art. 17.** Een secretariaat wordt opgericht bij de zetel van de nationale raad van beroep en bij de zetel van de raad van beroep van het rechtsgebied van het hof van beroep.

Dit secretariaat wordt verzekerd door een secretaris-rapporteur die wordt aangewezen onder de leden van de griffies of de parketsecretariaten, respectievelijk door de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie en door de procureur-generaal bij het hof van beroep.

De secretaris-rapporteur woont de beraadslagingen bij, maar is niet stemgerechtigd.

Een plaatsvervangende secretaris-rapporteur wordt op dezelfde manier aangewezen als de gewone secretaris.

Binnen het gerecht aan hetwelk de secretaris-rapporteur verbonden is, worden de gepaste maatregelen genomen opdat hij over de nodige tijd voor het uitoefenen van zijn taak zou kunnen beschikken.

**Art. 18.** Elk beroep dat wordt aanhangig gemaakt, wordt ingeschreven door de secretaris-rapporteur in een daartoe bestemd register.

De secretaris-rapporteur geeft ervan aan de verzoeker een ontvangstbewijs af.

**Art. 19.** De secretaris-rapporteur deelt de datum van zitting mede aan de werkende en plaatsvervangende leden, geroepen om te zetelen, alsook aan de betrokken partijen minstens tien dagen vóór de datum van de zitting.

De oproeping gericht aan de verzoeker geschiedt per aangetekende brief aan diens woonplaats. De secretaris-rapporteur voegt bij deze oproeping de lijst van de leden van de raad van beroep die zijn opgeroepen voor het onderzoek van de het betreffende dossier.

**Art. 20.** Het personeelslid dat een beroep instelt heeft het recht de leden van de raden van beroep te wraken. Dit recht kan slechts eenmaal tijdens eenzelfde zaak worden uitgeoefend.

Binnen een termijn van vijf dagen vanaf de datum van verzending van de lijst, zendt de verzoeker bij een ter post aangetekende brief deze lijst terug naar het secretariaat met vermelding van de naam van de leden die hij wraakt. De wraking moet gemotiveerd worden.

Wanneer de in het tweede lid vastgelegde termijn verstreken is, wordt het personeelslid geacht af te zien van zijn recht om de leden van de raad van beroep te wraken.

**Art. 21.** Het lid dat in enige hoedanigheid is opgetreden in de beoordelingsprocedure of de adviesprocedure betreffende de kandidatuur van het personeelslid dat beroep heeft ingesteld, wordt eveneens gewraakt.

**Art. 22.** Lorsqu'un membre doit être remplacé, par suite de récusation ou d'empêchement légitime, porté à la connaissance du secrétariat au plus tard l'antépénultième jour avant celui de la séance, il est procédé à son remplacement conformément aux articles 12 à 16.

**Art. 23.** Le requérant et son défenseur, ainsi que les auteurs de l'avis ou du bulletin d'évaluation contestés peuvent prendre connaissance et recevoir copie du dossier à traiter au secrétariat de la chambre de recours.

**Art. 24.** Le président ouvre l'audience, dirige les débats, maintient l'ordre au sein de la chambre et clôt l'audience.

**Art. 25.** Pour chaque affaire traitée, l'avis émis fait l'objet d'un procès-verbal motivé et signé par le président et le secrétaire-rapporteur.

Pour chaque affaire traitée, le secrétaire-rapporteur inscrit au registre tenu à cet effet la date de l'audience et l'avis émis.

Le secrétaire-rapporteur a la garde du registre, des minutes et de tous les documents destinés à la chambre de recours.

**Art. 26.** Les membres de la chambre de recours, le secrétaire-rapporteur, le défenseur s'il est occupé dans un service de l'Etat, ainsi que le requérant si l'avis de la chambre lui est favorable, ont droit au remboursement :

1° de leurs frais de parcours, calculés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

2° de leurs frais de séjour, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

### CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 27.** Chaque membre du personnel est informé par l'évaluateur compétent, dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, des critères d'évaluation à prendre en considération conformément aux articles 5 et 8, alinéa 2, ainsi que, le cas échéant, de l'identité du chef fonctionnel.

**Art. 28.** Les membres du personnel en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont, pour l'application de l'article 287ter du Code judiciaire et des dispositions du présent arrêté, censés être entrés en service à ce moment.

**Art. 29.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 30.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

**Art. 22.** Wanneer een lid, ten gevolge van een wraking of van een wettige verhindering, ter kennis gebracht van het secretariaat uiterlijk de op twee na laatste dag vóór deze van de zitting, dient te worden vervangen, wordt er in zijn vervanging voorzien overeenkomstig de artikelen 12 tot 16.

**Art. 23.** De verzoeker en diens verdediger, alsook degenen die het betwiste advies of de betwiste beoordelingsstaat hebben opgemaakt, kunnen inzage nemen en afschrift bekomen van het te behandelen dossier op het secretariaat van de raad van beroep.

**Art. 24.** De voorzitter opent de zitting, leidt de debatten, handhaaft de orde in de raad en verklaart de zitting gesloten.

**Art. 25.** Voor elke behandelde zaak wordt van het gegeven advies een met redenen omkleed proces-verbaal opgemaakt dat wordt ondertekend door de voorzitter en de secretaris-rapporteur.

In het daarvoor bestemd register noteert de secretaris-rapporteur voor elke behandelde zaak de datum van de zitting en het gegeven advies.

De secretaris-rapporteur bewaart het register, de minuten en de bescheiden bestemd voor de raad van beroep.

**Art. 26.** De leden van de raad van beroep, de secretaris-rapporteur, de verdediger, indien hij tewerkgesteld is in een overheidsdienst, en de verzoeker indien het advies van de raad voor hem gunstig is, hebben recht op terugbetaling :

1° van hun reiskosten berekend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

2° van hun verblijfkosten overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoeding wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

### HOOFDSTUK III. — Overgangs- en eindbepalingen

**Art. 27.** Ieder personeelslid wordt door de bevoegde evaluator binnen de drie maanden volgend op de inwerkingtreding van dit besluit op de hoogte gebracht van de overeenkomstig de artikelen 5 en 8, tweede lid, in acht te nemen beoordelingscriteria evenals, indien nodig, de identiteit van de functionele chef.

**Art. 28.** Voor de toepassing van artikel 287ter van het Gerechtelijk Wetboek en van de bepalingen van dit besluit, worden de personeelsleden die in functie zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, geacht in dienst te zijn getreden op dat ogenblik.

**Art. 29.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 30.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

## Annexe I

## FICHE INDIVIDUELLE D'EVALUATION

Nom du membre du personnel :

Grade du membre du personnel :

Jurisdiction :

Date	Relation succincte des faits	Signature	
		de l'évaluateur	du membre du personnel

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 février 1999.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

—

## Annexe II

## BULLETIN D'EVALUATION

de (Nom et prénom du membre du personnel) .....

Grade : .....

Jurisdiction : .....

Mention finale .....

Pour la période du .....

Attribuée le .....

par (Nom et grade de l'évaluateur) .....

(signature de l'évaluateur)

Date de la prochaine évaluation .....

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 février 1999.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

## Annexe III

Nom du membre du personnel :

Grade :

Juridiction :

	Excellent 2	Très bon 1,5	Bon 1	Insuffisant 0	Pondé- ration	Cotation maximale	Cotation
1. Connaissance des matières traitées.	Exceptionnelle. Personne de référence pour ces matières.	Très bonne maîtrise des matières traitées jusque dans la plupart des détails.	Connaissance générale des matières traitées suffisante.	Connaissance insuffisante. Ne peut pas remplir ses tâches sans aide.			
2. Connaissance de l'organisation judiciaire	A une connaissance exceptionnelle de l'environnement judiciaire dont il sait faire bénéficier toute l'organisation.	A une bonne connaissance de l'environnement judiciaire, sait l'utiliser dans sa fonction.	Se situe correctement dans son environnement judiciaire immédiat.	Ne porte aucun intérêt au système judiciaire qui l'environne.			
3. Compréhension des objectifs de l'organisation.	S'approprie totalement les objectifs de l'organisation et sait les faire partager	Comprend les objectifs globaux de l'organisation et contribue à leur réalisation.	S'intéresse aux objectifs de son unité de travail, mais ne perçoit pas toujours les objectifs globaux de l'organisation.	Ne porte d'intérêt qu'à ses propres objectifs. Néglige ceux de l'organisation.			
4. Capacité d'exploiter son expérience professionnelle et sociale.	Exploite au maximum son expérience professionnelle et sociale pour anticiper et résoudre les problèmes liés à sa fonction.	Exploite très bien son expérience professionnelle et sociale pour la réalisation de ses tâches.	Peut utiliser son expérience professionnelle ou sociale dans les situations assez proches de son expérience.	Ne sait pas mettre son expérience professionnelle ou sociale au service de sa fonction.			
5. Aptitude à la gestion.	Manifeste des aptitudes exceptionnelles dans l'organisation du travail et la direction d'une équipe. Entraîne l'adhésion totale de ses collaborateurs et en obtient le meilleur.	A un très bon sens de l'organisation et du travail et de la direction d'une équipe. Sait motiver ses collaborateurs et entretenir un bon climat.	Sait organiser le travail et diriger une équipe, mais a parfois du mal à maîtriser les situations difficiles.	N'a aucune aptitude pour l'organisation du travail ou de la direction d'une équipe. Ne sait ni motiver, ni susciter la coopération.			
6. Autonomie - Responsabilité.	Recherche les responsabilités et les exerce parfaitement. Assume toutes les conséquences y compris les erreurs de ses collaborateurs.	Se saisit des problèmes, sait les résoudre de manière autonome et reconnaître les erreurs éventuelles.	Exerce les responsabilités liées à sa fonction, mais est parfois réticent à en assumer toutes les conséquences.	Evite toute prise de responsabilité et ne sait pas travailler de manière autonome.			
7. Persévérance	Suit toujours le travail jusqu'à son achèvement et respecte les délais, même au prix d'efforts personnels importants.	S'efforce de suivre le travail jusqu'à son achèvement et de respecter les délais prévus.	Fournit ce qu'on attend de lui. Epreuve parfois des difficultés à mener à bien des tâches complexes.	Ne sait pas mener à bien les tâches qui lui sont confiées.			
8. Qualité du travail.	Travail impeccable, souvent amélioré par des initiatives personnelles.	Travail soigné. Fait très peu d'erreurs et sait les rectifier.	Travail correct, mais le contrôle reste nécessaire.	Travail peu soigné. Beaucoup d'erreurs, doit toujours être contrôlé.			
9. Capacité d'analyse.	Maîtrise totalement et rapidement tous les aspects d'une situation et y apporte des solutions définitives.	Saisit les divers aspects d'une situation et les maîtrise dans la plupart des cas.	Analyse de manière satisfaisante les situations directement liées à sa fonction.	Analyse mal les situations ou de manière trop superficielle.			



	Excellent 2	Très bon 1,5	Bon 1	Insuffisant 0	Pondé- ration	Cotation maximale	Cotation
10. Capacité de synthèse.	Aptitude exceptionnelle à la synthèse, quelle que soit la complexité de la situation.	Est capable de restituer de manière claire et structurée les aspects essentiels de la plupart des situations.	Sait en général distinguer les aspects essentiels d'une situation, mais a parfois du mal à les structurer.	Confus et brouillon, ne possède aucune aptitude pour la synthèse.			
11. Intérêt pour le travail.	Manifeste un grand intérêt pour son propre travail et pour tout ce qui environne son univers de travail. Fait des suggestions pour améliorer la réalisation globale du travail.	Porte un grand intérêt à son travail, essaie d'y apporter des améliorations.	Porte un intérêt certain à accomplir le travail qui lui est confié.	Manifeste un total désintérêt pour tout travail.			
12. Relations - Travail en équipe.	Comportement exemplaire. Est un élément déterminant pour l'obtention des résultats d'un groupe. Transmet spontanément son savoir-faire.	A le souci de maintenir un bon climat. Contribue aux résultats de l'équipe par ses efforts personnels.	Entretient des relations correctes, s'intègre normalement dans une équipe.	Contacts humains difficiles, ne peut pas travailler en équipe.			
13. Aptitude à la communication.	Sait parfaitement recevoir et partager l'information significative et choisir le mode d'échange le plus adéquat.	Manifeste une grande aisance dans tous les modes d'échange d'informations. Expression claire et structurée.	Ne rencontre pas de problème majeur de communication, même s'il n'en maîtrise pas tous les aspects.	Ne manifeste aucun souci ou aucune aptitude pour la communication.			
14. Assistance au magistrat.	Capacité exceptionnelle à assister le magistrat. Suit avec une intérêt particulier l'évolution de la législation. Tient la jurisprudence à jour et retrouve rapidement la législation applicable.	Très compétent dans l'assistance au magistrat. A une très bonne vision de l'ensemble de la législation. Retrouve rapidement la jurisprudence et la législation applicable.	Compétent pour assister fidèlement le magistrat. Possède une vision suffisante de l'ensemble de la législation applicable, de même que de la jurisprudence, et sait les rechercher. Epreuve cependant des difficultés à le faire chaque fois avec le même enthousiasme.	N'est pas compétent pour assister convenablement le magistrat. Ne fait aucun effort pour suivre la législation et la jurisprudence.			
15. Souci du perfectionnement et adaptation.	A le souci constant de se perfectionner et d'améliorer ses compétences. Est volontaire pour des activités nouvelles et s'y montre efficace.	Est favorable aux propositions de changement et prend des initiatives pour améliorer sa formation.	Accepte les changements qui lui sont demandés ainsi que les formations que ces adaptations nécessitent, mais ne les recherche pas.	N'a ni la capacité ni l'envie de changer de fonction. Ne souhaite pas améliorer ses compétences.			
16. Capacité d'innovation	Grand créateur d'idées nouvelles et de solutions pertinentes. Toujours informé des innovations. Stimule la créativité de ses collaborateurs.	Créatif. Apporte souvent des idées nouvelles ou des solutions pertinentes. S'intéresse aux innovations en cours et aux techniques de créativité.	Apporte parfois des idées nouvelles ou des solutions pertinentes.	Ne cherche pas à innover et ne manifeste aucun intérêt pour l'innovation.			
17. Souci du service au client.	A un comportement irréprochable avec les clients. Sait évaluer et orienter les demandes pour qu'elles soient satisfaites dans les meilleures conditions.	Manifeste un grand souci du service au client. Essaie de satisfaire au mieux toutes les demandes qu'il reçoit.	Essaie de satisfaire les clients dans un délai raisonnable et dans les limites de sa fonction.	Se montre désagréable ou indifférent avec les clients.			

	Excellent 2	Très bon 1,5	Bon 1	Insuffisant 0	Pondération	Cotation maximale	Cotation
18. Compréhension des objectifs de la médiation.	S'approprie totalement la législation relative à la médiation ainsi que son fonctionnement et sait les faire partager	Comprend les objectifs globaux de l'organisation de législation relative à la médiation et contribue à leur réalisation.	S'intéresse aux objectifs de son unité de travail, mais ne prend pas toujours l'initiative et la responsabilité.	Ne porte d'intérêt qu'à ses propres objectifs. Néglige ceux de la législation relative à la médiation.			
19. Relations avec le secrétariat du parquet.	Comportement exemplaire. Est un élément déterminant pour l'obtention des résultats avec le secrétariat du parquet.	A le souci de maintenir un bon climat. Contribue à la bonne coopération avec le secrétariat du parquet par ses efforts personnels.	Entretient des relations correctes, s'intègre normalement parmi le personnel du secrétariat de parquet.	Contacts humains difficiles, ne peut pas travailler en équipe.			
20. Aptitude à la négociation.	Capacité exceptionnelle à entraîner l'adhésion de ses interlocuteurs.	Défend très bien ses propositions et peut convaincre la plupart de ses interlocuteurs.	Défend bien ses propositions, mais manque parfois de ténacité ou de souplesse.	N'est pas apte à la négociation ou ne la souhaite pas.			
21. Aptitude à la direction d'une équipe.	Rend son équipe très attractive. Entraîne l'adhésion totale des conseillers et des assistants et en obtient le meilleur.	Bien suivi par les conseillers et les assistants. Sait les motiver et entretenir un bon climat.	Est généralement suivi par les conseillers et les assistants. A parfois du mal à maîtriser les situations difficiles.	Mal à l'aise et maladroit en situation de direction. Ne sait ni motiver, ni susciter la coopération.			
22. Compréhension des objectifs de sa fonction.	Comprend parfaitement les objectifs de sa fonction et évalue correctement sa contribution aux objectifs de l'organisation.	Comprend très bien les objectifs de sa fonction et sait faire préciser les aspects imprécis ou en évolution.	Accepte et comprend correctement les objectifs de la fonction qui lui est assignée.	Ne sait pas à quoi sert sa fonction et ne s'en préoccupe pas.			
23. Capacité d'autonomie.	Organise parfaitement son travail. Sait toujours déterminer et réactualiser les priorités.	Organise très bien son travail, même inhabituel.	Organise son travail habituel de manière autonome.	A des difficultés pour organiser ou respecter son plan de travail.			
24. Rythme de travail et persévérance.	Rythme de travail toujours soutenu. Peut gérer les surcharges périodiques. Suit toujours le travail jusqu'à son achèvement.	Rythme de travail soutenu. S'efforce de suivre le travail jusqu'à son achèvement.	Rythme de travail satisfaisant. Epreuve des difficultés à mener à bien des tâches complexes.	Rythme de travail lent et décousu. Ne sait pas mener à bien les tâches qui lui sont confiées.			
25. Souci de la mission de médiation	A un comportement irréprochable à l'égard de la victime et de l'auteur d'un acte délictueux. Sait évaluer et orienter le dossier en vue d'aboutir à la solution la plus satisfaisante pour toutes les parties.	Manifeste un grand souci pour l'issue de la médiation. Essaie de satisfaire au mieux toutes les demandes qu'il reçoit.	Essaie de satisfaire les victimes et les auteurs d'un acte délictueux dans les limites de sa fonction.	Se montre désagréable ou indifférent à l'égard des personnes concernées dans le dossier. Travaille superficiellement.			
26. Souci du service d'accueil des victimes	A un comportement irréprochable à l'égard des victimes et de leur famille. Sait évaluer et orienter les demandes pour qu'elles soient satisfaites dans les meilleures conditions.	Manifeste un grand souci du service aux victimes et à leur famille. Essaie de satisfaire au mieux à toutes les demandes qu'il reçoit.	Essaie de satisfaire les victimes et leur famille dans un délai raisonnable et dans les limites de sa fonction.	Se montre désagréable ou indifférent à l'égard des victimes et de leur famille.			

	Excellent 2	Très bon 1,5	Bon 1	Insuffisant 0	Pondé- ra- tion	Cota- tion maximale	Cotation
27. Compréhension des directives.	Assimile immédiatement les directives les plus complexes et sait poser les questions pertinentes.	Comprend correctement les directives complexes et les assimile rapidement.	Comprend correctement les directives pour autant qu'elles restent assez élémentaires.	Ne comprend pas ou comprend mal les directives, même les plus élémentaires.			
28. Méthode dans l'exécution.	Organise parfaitement son travail, sait déterminer les priorités.	Organise son travail habituel de manière autonome.	Suit correctement son plan de travail.	Ne sait pas suivre un plan de travail.			
29. Rythme de travail.	Rythme de travail toujours soutenu. Peut gérer les surcharges périodiques.	Rythme de travail soutenu.	Rythme de travail satisfaisant.	Rythme de travail trop lent pour faire face à une charge de travail normale.			
30. Expression orale et écrite.	Expression orale et écrite très claire. A le souci de se faire comprendre de ses interlocuteurs.	Expression orale et écrite claire.	Expression orale et écrite globalement correcte.	Expression orale et écrite maladroite et peu compréhensible.			
31. Perfectionnement.	A le souci constant de se perfectionner. Améliore ses compétences.	S'intéresse à sa formation et prend des initiatives en ce sens.	Suit régulièrement les formations qui lui sont recommandées.	Ne souhaite nullement améliorer ses compétences.			
32. Capacité de différenciation	Dans sa fonction d'évaluation, fait preuve d'une remarquable capacité de différenciation dans les appréciations qu'il porte. Est souvent consulté pour sa finesse de jugement.	A le souci de différencier ses appréciations dans les cas et sur les critères les plus évidents.	Peut différencier ses appréciations dans les cas et sur les critères les plus évidents.	A fortement tendance à regrouper ses jugements d'évaluation sur les valeurs moyennes pour tous les critères et tous les membres du personnel.			
33. Utilisation de la fiche individuelle d'évaluation.	Utilise systématiquement la fiche individuelle d'évaluation afin d'y relier les faits ou constatations favorables et défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Le membre du personnel n'est pratiquement jamais amené à demander l'inscription de faits ou constatations sur sa fiche.	Utilise fréquemment la fiche individuelle d'évaluation afin d'y relier les faits ou constatations favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Le membre du personnel est peu souvent amené à demander l'inscription de faits ou constatations sur sa fiche.	Utilise de manière épisodique la fiche individuelle d'évaluation afin d'y relier les faits ou constatations favorables ou défavorables susceptibles de servir d'éléments d'appréciation. Le membre du personnel est souvent amené à demander l'inscription de faits ou constatations sur sa fiche.	N'utilise jamais la fiche individuelle d'évaluation de sa propre initiative. Le membre du personnel est amené à demander l'inscription de faits ou constatations sur sa fiche.			
Totaux :							
						%	

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

## Annexe IV

## ATTESTATION DE DELIVRANCE D'UNE COPIE DU BULLETIN D'EVALUATION

Nom du membre du personnel :

Grade du membre du personnel :

Juridiction :

Le/la soussigné(e), (nom du membre du personnel) .....  
déclare par la présente avoir reçu une copie de son bulletin d'évaluation du (date du bulletin d'évaluation)  
..... le (date du dépôt de la copie) ..... et avoir pris connaissance du prescrit de l'article 287ter,  
§ 3 du Code judiciaire, à savoir :

- qu'il/elle dispose d'un délai de dix jours pour introduire une requête contre son évaluation auprès de la chambre de recours (nom + adresse de la chambre de recours compétente) ..... et pour demander à être entendu par cette chambre;
- qu'il/elle adresse par le même courrier une copie de sa requête à l'évaluateur qui a établi le bulletin d'évaluation.

(Signature du membre du personnel)

Le soussigné (nom de l'évaluateur) ..... déclare par la présente que la délivrance d'une copie du bulletin d'évaluation n'a pas pu avoir lieu de la manière indiquée ci-dessus; que par conséquent la copie en question a été envoyée au membre du personnel précité par lettre recommandée du (date du dépôt à la poste)..... laquelle indique que le délai de dix jours dont il/elle dispose pour introduire une réclamation commence à courir à partir du troisième jour ouvrable qui suit la date de dépôt à la poste de ladite lettre. Le récépissé de dépôt portant le cachet de la poste en faisant foi est joint en annexe.

(Signature de l'évaluateur)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

## Bijlage I

## INDIVIDUELE BEOORDELINGSFICHE

Naam van het personeelslid :

Graad van het personeelslid :

Gerecht :

Datum	Beknopte weergave van de feiten	Handtekening van	
		de evaluator	het personeelslid

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 28 februari 1999.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

## Bijlage II

## BEOORDELINGSSTAAT

van (Naam en voornaam van het personeelslid) .....

Graad : .....

Gerecht : .....

Eindvermelding .....

Voor de periode van .....

Toegekend op .....

door (Naam en graad van de evaluator) .....

(handtekening van de evaluator)

Datum van de volgende beoordeling .....

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 28 februari 1999.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

## Bijlage III

Naam van het personeelslid :

Graad :

Gerechtigd :

	Uitstekend 2	Zeër goed 1,5	Goed 1	Onvoldoende 0	Vermenig- vuldigings- factor	Maximale quoting	Quoting
1. Kennis van de behandelde onderwerpen.	Uitzonderlijk. Persoon om voor deze onderwerpen naar te verwijzen.	Zeër goede beheersing van de behandelde onderwerpen tot in de meeste details.	Voldoende algemene kennis van de behandelde onderwerpen.	Onvoldoende kennis. Kan zijn taak niet zonder hulp uitvoeren.			
2. Kennis van de gerechtelijke organisatie.	Heeft een uitzonderlijke kennis van de gerechtelijke omgeving die hij ten voordele van de hele organisatie kan aanwenden.	Heeft een goede kennis van de algemene gerechtelijke omgeving en kan dit in zijn ambt gebruiken.	Vindt zijn juiste plaats in zijn onmiddellijke gerechtelijke omgeving.	Heeft geen enkele belangstelling voor het gerechtelijk systeem dat hem omringt.			
3. Begrip van de doelstellingen van de organisatie.	Maakt zich de doelstellingen van de organisatie totaal eigen en kan ze laten delen.	Begrijpt de globale doelstellingen van de organisatie en draagt bij tot hun verwezenlijking.	Heeft belangstelling voor de doelstellingen van zijn werkeenheden maar ziet niet altijd de globale doelstellingen van de organisatie.	Heeft slechts belangstelling voor zijn eigen doelstellingen. Verwaarloost die van de organisatie.			
4. Bekwaamheid zijn professionele en sociale ervaring uit te baten.	Baat zoveel mogelijk zijn professionele en sociale ervaring uit om de met zijn ambt verbonden problemen te anticiperen en op te lossen.	Baat zeer goed zijn professionele en sociale ervaring uit voor het verwezenlijken van zijn taak.	Kan zijn professionele of sociale ervaring uitbaten in de dicht bij deze ervaring staande situaties.	Kan zijn professionele of sociale ervaring niet ten dienste van zijn ambt stellen.			
5. Geschiktheid voor het beheer.	Vertoont uitzonderlijke bekwaamheid in het organiseren van het werk en in het leiden van een ploeg. Wekt de totale inzet van zijn medewerkers op en verkrijgt er het beste van.	Heeft zeer veel zin voor de organisatie van het werk en het leiden van een ploeg. Kan zijn medewerkers motiveren en een goede sfeer behouden.	Kan het werk organiseren en een ploeg leiden maar heeft soms moeite met het beheersen van moeilijke situaties.	Heeft geen enkele bekwaamheid voor het organiseren van het werk of het leiden van een ploeg. Kan niet tot medewerking motiveren en ze evenmin opwekken.			
6. Autonomie - verantwoordelijkheid.	Zoekt de verantwoordelijkheden en voert ze perfect uit. Neemt alle gevolgen op zich met inbegrip van de fouten van zijn medewerkers.	Vat problemen aan, kan ze autonoom oplossen en de eventuele fouten erkennen.	Oefent de aan zijn ambt verbonden verantwoordelijkheid uit maar aarzelt soms om alle gevolgen ervan op zich te nemen.	Vermijdt het opnemen van elke verantwoordelijkheid en kan niet autonoom werken.			
7. Doorzettingsvermogen.	Volgt altijd het werk tot het voltooid is en neemt de termijnen in acht, zelfs ten koste van aanzienlijke persoonlijke inspanningen.	Tracht het werk te volgen tot het voltooid is en de gestelde termijnen na te leven.	Doet wat men van hem verwacht. Heeft het soms moeilijk om ingewikkelde opdrachten tot een goed einde te brengen.	Slaagt er niet in de hem toevertrouwde opdrachten tot een goed einde te brengen.			
8. Kwaliteit van het werk.	Onberispelijk werk, dikwijls verbeterd door persoonlijke initiatieven.	Verzorgd werk. Begaat weinig vergissingen en kan ze verbeteren.	Correct werk, maar controle blijft noodzakelijk.	Weinig verzorgd werk. Veel vergissingen, moet altijd gecontroleerd worden.			
9. Analytisch vermogen.	Beheerst volledig en snel alle aspecten van een bepaalde toestand en draagt er definitieve oplossingen toe bij.	Vat de verschillende aspecten van een bepaalde toestand en beheerst ze in de meeste gevallen.	Analyseert op behoorlijke manier die situaties welke rechtstreeks met zijn ambt verbonden zijn.	Analyseert de situaties slecht of te oppervlakkig.			

	Uitstekend 2	Zeer goed 1,5	Goed 1	Onvoldoende 0	Vermenig- vuldigings- factor	Maximale quotering	Quotering
10. Synthetisch vermogen.	Uitzonderlijke bekwaamheid om een synthese te maken, ongeacht de complexiteit van de toestand.	Is in staat duidelijk en gestructureerd de essentiële aspecten van de meeste situaties weer te geven.	Weet over het algemeen de essentiële aspecten van een situatie te onderscheiden maar kan ze soms moeilijk structureren.	Verward en slordig, heeft niet het minste synthetisch vermogen.			
11. Belangstelling voor het werk.	Vertoont grote belangstelling voor zijn eigen werk en voor zijn hele werkomgeving. Doet suggesties om de globale uitvoering van het werk te verbeteren.	Heeft grote belangstelling voor zijn werk, probeert het te verbeteren.	Heeft een zekere belangstelling voor het verrichten van het hem toevertrouwde werk.	Vertoont geen enkele belangstelling voor gelijk welk werk.			
12. Relaties-Groepswork.	Voorbeeldig gedrag. Is een doorslaggevend element voor het verkrijgen van de resultaten van een groep. Geeft spontaan zijn kunde door.	Wil een goede sfeer behouden. Draagt bij tot de resultaten van de groep door zijn persoonlijke inspanning.	Onderhoudt correcte relaties, integreert zich normaal in een groep.	Moeilijke menselijke contacten, kan niet in groep werken.			
13. Geschiktheid tot communicatie.	Kan de betekenisvolle informatie perfect ontvangen en verdelen en de meest geschikte manier van uitwisselen kiezen.	Vertoont een grote vlotheid in alle manieren van het uitwisselen van informatie. Duidelijke en gestructureerde wijze van uitdrukken.	Ondervindt geen grote communicatieproblemen zelfs als niet alle aspecten ervan beheerst worden.	Vertoont geen enkele belangstelling of geschiktheid voor de communicatie.			
14. Bijstand aan de magistraat.	Uitzonderlijke bekwaamheid om de magistraat bij te staan. Volgt met bijzondere belangstelling de evolutie van de wetgeving, houdt de rechtspraak bij en kan heel snel de toepasselijke wetgeving terugvinden.	Zeer bekwaam om de magistraat bij te staan. Heeft een zeer goed inzicht in het geheel van de wetgeving. Kan vlug rechtspraak en toepasselijke wetgeving terugvinden.	Bekwaam om de magistraat degelijk bijstand te verlenen. Heeft voldoende inzicht in het geheel van de toepasselijke wetgeving en kan ze opzoeken, evenals de rechtspraak. Heeft echter moeite om dit steeds met volle inzet te doen.	Is niet bekwaam om de magistraat behoorlijke bijstand te verlenen. Doet geen inspanningen om wetgeving en rechtspraak op te volgen.			
15. Zin voor vervolmaking en aanpassing.	Heeft de voortdurende wens zich te vervolmaken en zijn bekwaamheid te verbeteren. Is vrijwilliger voor nieuwe activiteiten en is er doeltreffend in.	Staat gunstig tegenover voorstellen tot verandering en neemt initiatieven om zijn vorming te verbeteren.	Aanvaardt de hem gevraagde veranderingen en de door deze aanpassing gevestigde opleidingen maar zoekt ze niet.	Heeft noch de geschiktheid noch de zin om van ambt te veranderen. Wil zijn bekwaamheid niet verbeteren.			
16. Vernieuwingscapaciteit.	Groot uitvinder van nieuwe ideeën en van pertinente oplossingen. Steeds op de hoogte van vernieuwingen. Stimuleert de creativiteit van zijn medewerkers.	Creatief. Brengt vaak nieuwe ideeën of pertinente oplossingen aan. Interesseert zich aan de vernieuwingen welke aan de gang zijn en aan de creativiteitstechnieken.	Brengt soms nieuwe ideeën of pertinente oplossingen aan.	Wenst niet te vernieuwen en vertoont geen belangstelling voor vernieuwing.			
17. Bezorgdheid om de dienst aan de cliënt.	Heeft een onberispelijk gedrag met de cliënten. Kan de aanvragen evalueren en oriënteren opdat er in de beste voorwaarden zou worden aan voldaan.	Is zeer bezorgd om de dienst aan de cliënt. Probeert zo goed mogelijk aan alle aanvragen die hij krijgt te voldoen.	Probeert de cliënten te voldoen binnen een redelijke termijn en binnen de perken van zijn ambt.	Is onvriendelijk of onverschillig met de cliënten.			

	Uitstekend 2	Zeer goed 1,5	Goed 1	Onvoldoende 0	Vermenig- vuldigings- factor	Maximale quoting	Quoting
18. Begrip van de doelstellingen van de bemiddeling.	Maakt zich de bemiddelingswetgeving en -werking totaal eigen en kan er grondige uitleg over verstrekken.	Begrijpt de globale doelstellingen van de bemiddelingswetgeving en draagt bij tot de verwezenlijking ervan.	Heeft belangstelling voor de doelstellingen van zijn werkeenheden maar neemt niet altijd initiatief en verantwoordelijkheid.	Heeft slechts belangstelling voor zijn eigen doelstellingen, verwaarloost deze van de bemiddelingswetgeving.			
19. Relaties met het parketsecretariaat.	Voorbeeldig gedrag. Is een doorslaggevend element voor het verkrijgen van resultaten met het parketsecretariaat.	Wil een goede sfeer behouden. Draagt bij tot de resultaten door zijn persoonlijke inspanning. Weet over het algemeen conflicten met het parketsecretariaat te beheersen.	Onderhoudt correcte relaties, integreert zich normaal in het parketsecretariaat.	Moeilijke menselijke contacten, kan niet in groep werken of samenwerken.			
20. Geschiktheid om te onderhandelen.	Uitzonderlijke bekwaamheid om de instemming van zijn gesprekspartners te verkrijgen.	Verdedigt zijn voorstellen zeer goed en kan meestal zijn gesprekspartners overtuigen.	Verdedigt zijn voorstellen goed maar heeft soms gebrek aan volharding of soepelheid.	Is niet geschikt voor onderhandeling of wenst het niet.			
21. Geschiktheid tot het leiden van een groep.	Maakt zijn groep zeer aantrekkelijk, wekt de totale inzet van de adviseurs en assistenten en verkrijgt er het beste van.	Wordt zeer goed gevolgd door de adviseurs en assistenten, kan deze motiveren en een goede sfeer behouden.	Wordt in het algemeen door de adviseurs en assistenten gevolgd, maar heeft soms moeite met het beheersen van moeilijke situaties.	Onzeker en onhandig in een toestand waar hij moet leiden, kan niet tot medewerking motiveren en deze evenmin tot stand brengen.			
22. Begrip van de doelstellingen van zijn ambt.	Begrijpt zeer goed de doelstellingen van zijn ambt en evalueert correct zijn bijdrage tot de doelstellingen van de organisatie.	Begrijpt zeer goed de doelstellingen van zijn ambt en kan de onduidelijke of evalueerbare aspecten doen verduidelijken.	Aanvaardt en begrijpt de doelstellingen van het hem toegewezen ambt.	Weet niet waartoe zijn ambt dient en bekommert er zich niet om.			
23. Autonomiebekwaamheid.	Organiseert zijn werk perfect. Kan altijd de prioriteiten bepalen en bijwerken.	Organiseert zeer goed zijn werk, zelfs als het ongewoon is.	Organiseert autonoom zijn gewoon werk.	Kan moeilijk zijn werkplan organiseren of naleven.			
24. Werkritme en doorzettingsvermogen.	Steeds volgehouden werkritme. Kan de periodieke overlast aan. Volgt altijd het werk tot het gedaan is.	Volgehouden werkritme. Probeert het werk te volgen tot het einde.	Bevredigend werkritme. Heeft het soms moeilijk ingewikkelde taken tot een goed einde te brengen.	Traag en onsamenhangend werkritme. Kan de hem toevertrouwde taken niet tot een goed einde brengen.			
25. Bezorgdheid om de bemiddelingstaak.	Heeft een onberispelijk gedrag met dader en slachtoffer, kan het dossier evalueren en oriënteren opdat er in de beste voorwaarden zou worden aan voldaan.	Is zeer bezorgd om de afloop van de bemiddelingstussenkomenst, probeert zo goed mogelijk aan alle aanvragen die hij krijgt te voldoen.	Probeert dader en slachtoffer voldoening te geven binnen een redelijke termijn en binnen de perken van zijn ambt.	Is onvriendelijk of onverschillig met de betrokkenen in het dossier, werkt oppervlakkig.			
26. Bezorgdheid om de dienst slachtofferonthaal.	Heeft een onberispelijk gedrag met slachtoffers en hun familie, kan het dossier evalueren en oriënteren opdat er in de beste voorwaarden zou worden aan voldaan.	Is zeer bezorgd om de dienst aan de slachtoffers, probeert zo goed mogelijk aan alle opdrachten die hij krijgt te voldoen.	Probeert de slachtoffers en hun familie voldoening te geven binnen een redelijke termijn en binnen de perken van zijn ambt.	Is onvriendelijk of onverschillig met de slachtoffers en hun familie, werkt oppervlakkig.			
27. Begrip van de richtlijnen.	Assimileert onmiddellijk de meest ingewikkelde richtlijnen en kan pertinente vragen stellen.	Begrijpt de ingewikkelde richtlijnen correct en assimileert ze vlug.	Begrijpt de richtlijnen correct voor zover ze nogal elementair blijven.	Begrijpt de richtlijnen, zelfs de meest elementaire, niet of slecht.			



	Uitstekend 2	Zeer goed 1,5	Goed 1	Onvoldoende 0	Vermenig- vuldigings- factor	Maximale quoting	Quoting
28. Methode in de uitvoering.	Organiseert zijn werk perfect, kan prioriteiten bepalen.	Organiseert zijn gewoon werk autonoom.	Volgt zijn werkplan correct.	Kan geen werkplan volgen.			
29. Werkritme.	Altijd volgehouden werkritme. Kan periodieke overlast aan.	Goed volgehouden werkritme.	Bevredigend werkritme.	Te traag werkritme om een normale werklast op te vangen.			
30. Mondelinge en schriftelijke expressie.	Zeer duidelijke mondelinge en schriftelijke expressie. Wil door zijn gesprekspartners begrepen worden.	Duidelijke mondelinge en schriftelijke expressie.	Globaal correcte mondelinge en schriftelijke expressie.	Onhandige en weinig begrijpelijke mondelinge en schriftelijke expressie.			
31. Vervolmaking.	Wil zich voortdurend vervolmaken. Verbeterd aanzienlijk zijn bekwaamheid.	Interesseert zich voor zijn vorming en neemt initiatieven in die zin.	Volgt regelmatig de opleidingen die hem aanbevolen worden.	Wenst geenszins zijn bekwaamheid te verbeteren.			
32. Differentiatievermogen.	Geeft in zijn evaluatiefunctie blijk van een merkwaardig vermogen tot differentiëren in de beoordelingen die hij maakt. Wordt vaak geraadpleegd omwille van zijn scherpzinnig oordeel.	Wil duidelijk zijn beoordelingen differentiëren, criterium per criterium, en kan het rechtvaardigen.	Kan, in de duidelijkste gevallen en volgens de meest evidente criteria, zijn beoordelingen differentiëren.	Heeft een sterke neiging om zijn beoordelingen te centren op de gemiddelde waarden voor alle criteria en alle personeelsleden.			
33. Gebruik van de individuele beoordelingsfiche.	Gebruikt systematisch de individuele beoordelingsfiche om er de gunstige en ongunstige feiten of vaststellingen op weer te geven die van aard zijn om te dienen als beoordelingselementen. Het personeelslid dient omzeggens nooit te vragen om inschrijving van feiten of bevindingen op zijn fiche.	Gebruikt vaak de individuele beoordelingsfiche om er de gunstige en ongunstige feiten of vaststellingen op weer te geven die van aard zijn om te dienen als beoordelingselementen. Het personeelslid dient niet dikwijls te vragen om inschrijving van feiten of bevindingen op zijn fiche.	Gebruikt af en toe de individuele beoordelingsfiche om er de gunstige feiten of vaststellingen op weer te geven die van aard zijn om te dienen als beoordelingselementen. Het personeelslid dient vaak te vragen om inschrijving van feiten of bevindingen op zijn fiche.	Gebruikt nooit op eigen initiatief de individuele beoordelingsfiche. Het personeelslid dient steeds te vragen om inschrijving van feiten en bevindingen op zijn fiche.			
					Totalen		
						%	

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 28 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

## Bijlage IV

## BEWIJS VAN AFGIFTE VAN EEN AFSCHRIFT VAN DE BEOORDELINGSSTAAT

Naam van het personeelslid :

Graad van het personeelslid :

Gerecht :

Ondergetekende, (naam van het personeelslid) .....  
verklaart hierbij op (datum van afgifte van het afschrift) ..... een afschrift te hebben ontvangen van  
zijn/haar beoordelingsstaat van (datum van de beoordelingsstaat) ....., en kennis te hebben van het  
bepaalde vermeld in artikel 287ter, § 3 van het Gerechtelijk Wetboek, te weten :

- dat hij/zij over een termijn van tien dagen beschikt om een bezwaarschrift tegen zijn/haar beoordeling in te  
dienen bij de raad van beroep (naam + adres van de terzake bevoegde raad van beroep) .....  
en om te vragen om door deze raad te worden gehoord;

- dat hij/zij met dezelfde post een afschrift van het bezwaarschrift naar de evaluator die de beoordelingsstaat  
opmaakte dient te zenden.

(Handtekening van het personeelslid)

Ondergetekende (naam van de evaluator) ..... verklaart hierbij dat de afgifte van een afschrift van  
de beoordelingsstaat niet kon gebeuren op de hierboven vermelde wijze; dat hij/zij tengevolge daarvan het bedoelde  
afschrift bij een ter post aangetekende brief van (datum afgifte ter post) ..... toezond aan het hierboven  
genoemd personeelslid, waarbij aan dit personeelslid tevens werd gemeld dat de hierboven vermelde termijn van tien  
dagen om een bezwaarschrift in te dienen, begint te lopen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van afgifte  
ter post van deze brief. Het ter post afgestempeld afgiftebewijs wordt als bijlage bijgevoegd.

(Handtekening van de evaluator)

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 28 februari 1999.

**ALBERT**

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS  
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 99 — 647

[S - C - 99/14006]

**16 DECEMBRE 1998.** — Arrêté royal relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 3 décembre 1968 portant refonte du statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 37°, inséré par l'arrêté royal du 14 septembre 1994, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995 et 39°, inséré par l'arrêté royal du 10 avril 1995, et l'article 36 remplacé par l'arrêté royal du 17 mars 1995;

Vu l'avis du Commissaire, lequel exerce les pouvoirs qui ont été attribués au conseil de direction de l'Office régulateur de la Navigation intérieure;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 26 novembre 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 26 novembre 1997;

Vu le protocole du 2 septembre 1998 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur VI « Communications et Infrastructure »;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les grades que peuvent porter les agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure sont répartis entre les différents niveaux, sections et rangs, conformément aux tableaux annexés au présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 24 mars 1998, fixant le cadre organique de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, à l'exception de l'annexe 1 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et cesse de les produire le 1<sup>er</sup> juin 1998;

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté remplace l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, modifié par les arrêtés royaux des 17 juin 1983 et 7 février 1991, à la date mentionnée à l'article 2.

§ 2. L'arrêté royal du 31 août 1978 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, modifié par les arrêtés royaux des 17 juin 1983 et 7 février 1991, est abrogé.

**Art. 4.** Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution de cet arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

MINISTERIE VAN VERKEER  
EN INFRASTRUCTUUR

N. 99 — 647

[S - C - 99/14006]

**16 DECEMBER 1998.** — Koninklijk besluit betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart kunnen titularis zijn

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 december 1968 houdende omwerking van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3, § 1, 37°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995 en 39°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, en artikel 36, vervangen door het koninklijk besluit van 17 maart 1995;

Gelet op het advies van de Commissaris, die de bevoegdheden uitoefent welke aan de directieraad van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart verleend zijn;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 26 november 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 26 november 1997;

Gelet op het protocol van 2 september 1998 waarin de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in het sectorcomité VI « Verkeer en Infrastructuur » zijn vermeld;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De graden waarvan de ambtenaren van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart titularis kunnen zijn, worden over de verschillende niveaus, afdelingen en rangen verdeeld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabellen.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 24 maart 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, met uitzondering van bijlage I die uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1994 en ophoudt van kracht te zijn op 1 juni 1998.

**Art. 3.** § 1. Dit besluit vervangt het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de personeelsleden van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart kunnen titularis zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1983 en 7 februari 1991, en dit op de datum vermeld in artikel 2.

§ 2. Het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de personeelsleden van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart kunnen titularis zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1983 en 7 februari 1991, wordt opgeheven.

**Art. 4.** Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

## Annexe I

Hiérarchie des grades à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994  
Classement par ordre alphabétique des dénominations  
en langue française

Personnel administratif

Rang 13

Commissaire

Rang 11

Commissaire adjoint  
Inspecteur-chef de service

Grades rayés

Rang 25

Chef de bureau de tour de 1<sup>re</sup> classe

Rang 21

Adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe  
Agent technique

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 décembre 1998.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

—

## Annexe II

Hiérarchie des grades à partir du 1<sup>er</sup> juin 1998  
Classement par ordre alphabétique des dénominations  
en langue française

Personnel administratif

Rang 13

Commissaire adjoint  
Commissaire

Grades rayés

Rang 11

Commissaire adjoint  
Inspecteur chef de service

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 décembre 1998.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

—

## Bijlage I

Hiërarchie der graden vanaf 1 januari 1994  
Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen

Administratief personeel

Rang 13

Commissaris

Rang 11

Adjunct-commissaris  
Inspecteur-hoofd van dienst

Geschrapte graden

Rang 25

Chef beurtkantoor 1ste klasse

Rang 21

Administratief adjunct 2e klasse  
Technisch beambte

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 16 december 1998.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

—

## Bijlage II

Hiërarchie der graden vanaf 1 juni 1998  
Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen

Administratief personeel

Rang 13

Adjunct-commissaris  
Commissaris

Geschrapte graden

Rang 11

Adjunct-commissaris  
Inspecteur-hoofd van dienst

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 16 december 1998.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

—

F. 99 — 648

[S - C - 99/14004]

**16 DECEMBRE 1998. — Arrêté royal portant simplification de la carrière de certains agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 37°, inséré par l'arrêté royal du 14 septembre 1994 et modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995, et 39°, inséré par l'arrêté royal du 10 avril 1995;

N. 99 — 648

[S - C - 99/14004]

**16 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3, § 1, 37°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 september 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, en 39°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1998 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure;

Vu l'avis du Commissaire, lequel exerce les pouvoirs qui ont été attribués au conseil de direction de l'Office régulateur de la Navigation intérieure;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 26 novembre 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 26 novembre 1997;

Vu le protocole du 2 septembre 1998 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur VI « Communications et Infrastructure »;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'adaptation de la carrière administrative des agents titulaires de grades particuliers doit s'effectuer de la même manière que celle des agents titulaires de grades communs;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les agents qui, au 1<sup>er</sup> janvier 1994, sont titulaires d'un des grades rayés mentionnés à l'annexe I de l'arrêté royal du 16 décembre 1998 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure et repris ci-après dans la colonne de gauche, sont nommés d'office dans un des grades communs repris dans la colonne de droite :

Chef de bureau de tour 1 <sup>re</sup> classe	Chef administratif
Agent technique	Assistant administratif
Adjoint administratif 2 <sup>e</sup> classe	

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de grade des agents nommés au grade de chef administratif (rang 22), les services admissibles accomplis dans un grade des rangs 24 et 25 sont censés l'avoir été dans le nouveau grade du rang 22.

§ 3. Pour le calcul de l'ancienneté de grade des agents nommés au grade d'assistant administratif (rang 20), les services admissibles accomplis dans un grade des rangs 20, 21 et 22 sont censés l'avoir été dans le nouveau grade du rang 20.

§ 4. L'ancienneté pécuniaire acquise par l'agent est censée l'avoir été dans la nouvelle échelle de traitement.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires d'un des grades rayés mentionnés à l'annexe II de l'arrêté royal du 16 décembre 1998 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure et repris dans la colonne de gauche, sont nommés d'office dans le grade mentionné dans la colonne de droite :

Commissaire adjoint	Commissaire adjoint
Inspecteur chef de service	Conseiller adjoint

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de grade des agents nommés au grade de commissaire adjoint (rang 13), les services admissibles accomplis dans un grade du rang 11 sont censés l'avoir été dans le nouveau grade du rang 13.

§ 3. Pour le calcul de l'ancienneté de grade des agents nommés au grade de conseiller adjoint (rang 10), les services admissibles accomplis dans un grade des rangs 10 et 11 sont censés l'avoir été dans le nouveau grade du rang 10.

§ 4. L'ancienneté pécuniaire acquise par l'agent est censée l'avoir été dans la nouvelle échelle de traitement.

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1998 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart kunnen titularis zijn;

Gelet op het advies van de Commissaris, die de bevoegdheden uitoefent welke aan de directieraad van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart verleend zijn;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 26 november 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 26 november 1997;

Gelet op het protocol van 2 september 1998 waarin de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in het sectorcomité VI « Verkeer en Infrastructuur » zijn vermeld;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1 vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aanpassing van de administratieve loopbaan van de ambtenaren die titularis zijn van bijzondere graden op dezelfde wijze dient te geschieden als die van de ambtenaren die titularis zijn van gemene graden;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. De ambtenaren die op 1 januari 1994 titularis zijn van één van de geschrapte graden vermeld in bijlage I van het koninklijk besluit van 16 december 1998 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart titularis kunnen zijn en die hierna opgenomen zijn in de linker kolom, worden ambtshalve benoemd in één van de gemene graden die in de rechter kolom opgenomen worden :

Chef beurtkantoor 1 <sup>e</sup> klasse	Bestuurschef
Technische beambte	Bestuursassistent
Administratief adjunct 2 <sup>e</sup> klasse	

§ 2. Voor de berekening van de graadanciënniteit van de ambtenaren, die in de graad van bestuurschef (rang 22) worden benoemd, worden de in aanmerking komende diensten die gepresteerd zijn in een graad van de rangen 24 en 25 geacht verricht te zijn in de nieuwe graad van rang 22.

§ 3. Voor de berekening van de graadanciënniteit van de ambtenaren, die in de graad van bestuursassistent (rang 20) worden benoemd, worden de in aanmerking komende diensten die gepresteerd zijn in een graad van de rangen 20, 21 en 22 geacht verricht te zijn in de nieuwe graad van rang 20.

§ 4. De door de ambtenaar verkregen geldelijke anciënniteit wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe weddeschaal.

**Art. 2.** § 1. De ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit titularis zijn van één van de geschrapte graden vermeld in bijlage II van het koninklijk besluit van 16 december 1998 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart titularis kunnen zijn en die hierna opgenomen zijn in de linker kolom, worden ambtshalve benoemd in de graad die in de rechter kolom voorkomt :

Adjunct-commissaris	Adjunct-commissaris
Inspecteur hoofd van dienst	Adjunct-adviseur

§ 2. Voor de berekening van de graadanciënniteit van de ambtenaren, die in de graad van adjunct-commissaris (rang 13) worden benoemd, worden de in aanmerking komende diensten die gepresteerd zijn in een graad van rang 11 geacht verricht te zijn in de nieuwe graad van rang 13.

§ 3. Voor de berekening van de graadanciënniteit van de ambtenaren, die in de graad van adjunct-adviseur (rang 10) worden benoemd, worden de in aanmerking komende diensten die gepresteerd zijn in een graad van de rangen 10 en 11 geacht verricht te zijn in de nieuwe graad van rang 10.

§ 4. De door de ambtenaar verkregen geldelijke anciënniteit wordt geacht verkregen te zijn in de nieuwe weddeschaal.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 24 mars 1998 fixant le cadre organique de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, à l'exception de l'article 1, qui produit ses effets à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

**Art. 4.** Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :  
Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 24 maart 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, met uitzondering van artikel 1, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1994.

**Art. 4.** Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

F. 99 — 649

[99/14005]

**16 DECEMBRE 1998. — Arrêté royal fixant les échelles de traitement liées à des grades particuliers à l'Office régulateur de la Navigation intérieure**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment les articles 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et 7, modifié par les arrêtés royaux du 10 mai 1976 et du 10 avril 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 26 novembre 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 26 novembre 1997;

Vu le protocole du 2 septembre 1998 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur VI « Communications et Infrastructure »;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'adaptation de la carrière administrative des agents titulaires de grades particuliers doit s'effectuer de la même manière que celle des agents titulaires de grades communs; qu'il s'impose par conséquent de fixer sans délai les échelles de traitement des agents qui sont titulaires de grades particuliers à l'Office régulateur de la Navigation intérieure;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les échelles de traitement des grades particuliers à l'Office régulateur de la Navigation intérieure sont fixées comme suit :

Commissaire (rang 13) 13B

Commissaire adjoint (rang 13) :

1 018 768 — 1 514 768  
3/1 × 24 933  
11/2 × 38 291  
(Cl. 24a. - N1 - GB)

**Art. 2.** Le traitement de certains agents nommés d'office au 1<sup>er</sup> janvier 1994 à un grade commun conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 16 décembre 1998 portant simplification de la carrière de certains agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, est fixé dans l'échelle de traitement figurant au tableau I ci-annexé.

**Art. 3.** Le traitement de certains agents nommés d'office à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté à un grade particulier conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 16 décembre 1998 portant simplification de la carrière de certains agents de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, est fixé dans l'échelle de traitement figurant au tableau II ci-annexé.

N. 99 — 649

[99/14005]

**16 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij de Dienst voor Regeling der Binnenvaart**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op de artikelen 3, § 1, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, en 7, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 mei 1976 en 10 april 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 26 november 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 26 november 1997;

Gelet op het protocol van 2 september 1998 waarin de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in sectorcomité VI « Verkeer en Infrastructuur » zijn vermeld;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aanpassing van de administratieve loopbaan van de ambtenaren die titularis zijn van bijzondere graden op dezelfde wijze dient te geschieden als die van de ambtenaren die titularis zijn van gemene graden; dat bijgevolg de weddeschalen van de ambtenaren die titularis zijn van de bijzondere graden bij de Dienst voor Regeling der Binnenvaart onverwijld dienen te worden vastgesteld;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij de Dienst voor Regeling der Binnenvaart worden vastgesteld als volgt :

Commissaris (rang 13) 13B

Adjunct-commissaris (rang 13) :

1 018 768 — 1 514 768  
3/1 × 24 933  
11/2 × 38 291  
(Kl. 24j. - N1 - GB)

**Art. 2.** De wedde van bepaalde ambtenaren die ambtshalve in een gemene graad worden benoemd op 1 januari 1994 overeenkomstig artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 16 december 1998 houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, wordt vastgesteld in de weddeschaal opgenomen in de bijgevoegde tabel I.

**Art. 3.** De wedde van bepaalde ambtenaren die ambtshalve op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit in een bijzondere graad worden benoemd overeenkomstig artikel 2, § 1 van het koninklijk besluit van 16 december 1998 houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, wordt vastgesteld in de weddeschaal opgenomen in de bijgevoegde tabel II.

**Art. 4.** Les échelles de traitement liées aux grades mentionnés ci-dessous sont fixées comme suit à partir du 1<sup>er</sup> juin 1994 :

Commissaire (rang 13) :

1 226 775 — 1 974 781  
14/2 × 53 429  
(Cl. 24a. - N1 - GB)

Commissaire adjoint (rang 13) :

1 018 768 — 1 514 768  
3/1 × 24 933  
11/2 × 38 291  
(Cl. 24a. — N1 — GB)

**Art. 5.** L'agent nommé au grade de chef administratif revêtu auparavant du grade rayé du chef de bureau de tour de 1<sup>ère</sup> classe (rang 25) et qui est en service au 1<sup>er</sup> janvier 1994, conserve l'échelle de traitement spéciale mentionnée ci-après :

833 554 — 1 200 042  
3/1 × 10 676  
2/2 × 14 232  
2/2 × 28 463  
10/2 × 24 907  
(Cl. 20a. - N2 - GA)

**Art. 6.** L'agent nommé au grade de conseiller adjoint revêtu auparavant du grade rayé d'inspecteur chef de service (rang 11) et qui est en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, conserve l'échelle de traitement spéciale mentionnée ci-après :

1 036 575 — 1 532 575  
3/1 × 24 933  
11/2 × 38 291  
(Cl. 24a. - N1 - GB)

**Art. 7.** L'agent nommé au grade de commissaire adjoint revêtu auparavant du grade rayé de commissaire adjoint (rang 11) et qui est en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, conserve l'échelle de traitement spéciale mentionnée ci-après pour autant qu'elle soit plus intéressante que l'échelle mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> :

970 680 — 1 558 399  
11/2 × 53 429  
(Cl. 24a. - N1 - GB)

**Art. 8.** L'agent nommé au grade de commis revêtu auparavant du grade rayé de commis principal (rang 32) et qui a réussi avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994 l'épreuve professionnelle pour obtenir l'échelle de traitement mentionnée ci-dessous, en conserve le bénéfice, pour autant qu'elle soit plus intéressante :

559 631 — 767 680  
3/1 × 8 733  
4/2 × 10 655  
10/2 × 13 941  
(Cl. 18a. - N3 - GA)

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 24 mars 1998 fixant le cadre organique de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, à l'exception des articles 2, 5 et 8 qui produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 1994, et de l'article 4 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 1994.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les échelles de traitement liées aux grades particuliers repris à l'arrêté royal du 24 avril 1985 fixant les échelles de traitement afférentes aux grades spéciaux à l'Office régulateur de la Navigation intérieure, modifié par les arrêtés royaux des 28 février 1991, 23 avril 1991, 2 octobre 1992 et 19 février 1993, sont remplacées à partir du 1<sup>er</sup> juin 1994 par les échelles de traitement mentionnées à l'article 4.

§ 2. L'arrêté royal du 24 avril 1985 fixant les échelles de traitement afférentes aux grades spéciaux à l'Office régulateur de la Navigation intérieure, modifié par les arrêtés royaux des 28 février 1991, 23 avril 1991, 2 octobre 1992 et 19 février 1993, est abrogé.

**Art. 11.** Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution de cet arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

**Art. 4.** De weddeschalen verbonden aan de hierna vermelde graden worden als volgt vastgesteld met ingang van 1 juni 1994 :

Commissaris (rang 13) :

1 226 775 — 1 974 781  
14/2 × 53 429  
(Kl. 24j. - N1 - GB)

Adjunct-commissaris (rang 13) :

1 018 768 — 1 514 768  
3/1 × 24 933  
11/2 × 38 291  
(Kl. 24j. - N1 - GB)

**Art. 5.** De ambtenaar benoemd in de graad van bestuurschef, voorheen bekleed met de geschrapte graad van chef beurtkantoor 1e klasse (rang 25) en in dienst op 1 januari 1994, behoudt het voordeel van de hierna vermelde bijzondere weddeschaal :

833 554 — 1 200 042  
3/1 × 10 676  
2/2 × 14 232  
2/2 × 28 463  
10/2 × 24 907  
(Kl. 20j. - N2 - GA)

**Art. 6.** De ambtenaar benoemd in de graad van adjunct-adviseur, voorheen bekleed met de geschrapte graad van inspecteur-hoofd van dienst (rang 11) en in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, behoudt het voordeel van de hierna vermelde bijzondere weddeschaal :

1 036 575 — 1 532 575  
3/1 × 24 933  
11/2 × 38 291  
(Kl. 24j. - N1 - GB)

**Art. 7.** De ambtenaar benoemd in de graad van adjunct-commissaris, voorheen bekleed met de geschrapte graad van adjunct-commissaris (rang 11) en in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, behoudt het voordeel van de hierna vermelde bijzondere weddeschaal vermeld in artikel 1 :

970 680 — 1 558 399  
11/2 × 53 429  
(Kl. 24j. - N1 - GB)

**Art. 8.** De ambtenaar benoemd in de graad van klerk, voorheen bekleed met de geschrapte graad van eerste klerk (rang 32) en die voor 1 januari 1994 geslaagd is voor een beroepsproef en daardoor de hierna vermelde weddeschaal genoot, behoudt voorzover zij voordeliger is het voordeel van deze weddeschaal :

559 631 — 767 860  
3/1 × 8 733  
4/2 × 10 655  
10/2 × 13 941  
(Kl. 18j. - N3 - GA)

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 24 maart 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, met uitzondering van artikelen 2, 5 en 8 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1994 en artikel 4 dat uitwerking heeft met ingang van 1 juni 1994.

**Art. 10.** § 1. De weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden die werden opgenomen in het koninklijk besluit van 24 april 1985 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 februari 1991, 23 april 1991, 2 oktober 1992 en 19 februari 1993, worden vervangen door de weddeschalen vermeld in artikel 4 met ingang van 1 juni 1994.

§ 2. Het koninklijk besluit van 24 april 1985 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 februari 1991, 23 april 1991, 2 oktober 1992 en 19 februari 1993, wordt opgeheven.

**Art. 11.** Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

## Annexe I

Tableau de conversion des grades supprimés et des échelles de traitement y liées

Grade rayé	Echelle de traitement liée au grade supprimé	Nouveau grade	Echelle de traitement liée au nouveau grade
Chef de bureau de tour 1ère classe	25/2	chef administratif	22B
Agent technique	566 920 — 901 389 3 × 1 × 10 676 2 × 2 × 14 232 11 × 2 × 24 907	assistant	20B
Adjoint administratif 2e classe	21/2	assistant administratif	20B

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

—  
Bijlage I

Conversietabel van de geschrapte graden en de eraan verbonden weddeschalen

Geschrapte graad	Weddeschaal verbonden aan de geschrapte graad	Nieuwe graad	Weddeschaal verbonden aan de nieuwe graad
Chef beurtkantoor 1e klasse	25/2	bestuurschef	22B
Technisch beambte	566 920 — 901 389 3 × 1 × 10 676 2 × 2 × 14 232 11 × 2 × 24 907	bestuursassistent	20B
Administratief adjunct 2e klasse	21/2	bestuursassistent	20B

—  
Annexe II

Tableau de conversion des grades supprimés et des échelles de traitement y liées

Grade rayé	Echelle de traitement liée au grade supprimé	Nouveau grade	Echelle de traitement liée au nouveau grade
Commissaire	1 226 775 — 1 974 781 14/2 × 53 429	commissaire	13B
Commissaire adjoint	1 018 768 - 1 514 768 3/1 × 24 933 11/2 × 38 291	commissaire adjoint	1 018 768 — 1 514 768 3/1 × 24 933 11/2 × 38 291
Inspecteur-chef de service	11/5	conseiller adjoint	10B

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN



## Bijlage II

Conversietabel van de geschrapte graden en de eraan verbonden weddeschalen

Geschrapte graad	Weddeschaal verbonden aan de geschrapte graad	Nieuwe graad	Weddeschaal verbonden aan de nieuwe graad
Commissaris	1 226 775 — 1 974 781 14/2 × 53 429	commissaris	13B
Adjunct-commissaris	1 018 768 — 1 514 768 3/1 × 24 933 11/2 × 38 291	adjunct-commissaris	1 018 768 — 1 514 768 3/1 × 24 933 11/2 × 38 291
Inspecteur-hoofd van dienst	11/5	adjunct-adviseur	10B

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 16 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,

M. DAERDEN

F. 99 — 650

[S - C - 99/14007]

**16 DECEMBRE 1998. — Arrêté ministériel fixant pour l'Office régulateur de la Navigation intérieure des dispositions particulières qui y assurent l'exécution du statut du personnel de certains organismes d'intérêt public**

Le Ministre des Transports,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 3, 36 et 37;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1998 portant fixation du cadre organique de l'Office régulateur de la Navigation intérieure;

Vu l'avis du Commissaire, lequel exerce les pouvoirs qui ont été attribués au conseil de direction de l'Office régulateur de la Navigation intérieure;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 26 novembre 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 26 novembre 1997;

Vu le protocole du 2 septembre 1998 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur VI « Communications et Infrastructure »;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des dispositions réglementaires d'ordre général régissant la carrière des agents définitifs, la nomination à chacun des grades que peuvent porter les agents appartenant à l'Office régulateur de la Navigation intérieure a lieu aux conditions déterminées au tableau figurant en annexe.

**Art. 2.** Est abrogé :

1. L'arrêté ministériel du 23 janvier 1979 portant le règlement du personnel de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, modifié par les arrêtés ministériels des 10 juin 1983 et 24 décembre 1990;

2. L'arrêté ministériel du 24 juillet 1978 déterminant pour l'Office régulateur de la Navigation intérieure les supérieurs hiérarchiques compétents, pour établir les propositions de signalement et pour inscrire les faits à la fiche individuelle;

3. L'arrêté ministériel du 24 juillet 1978 relatif au collège des chefs de service de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 24 mars 1998 fixant le cadre organique de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

Bruxelles, le 16 décembre 1998.

M. DAERDEN

N. 99 — 650

[S - C - 99/14007]

**16 DECEMBER 1998. — Ministerieel besluit tot vaststelling voor de Dienst voor Regeling der Binnenvaart van de bijzondere bepalingen die voorzien in de uitvoering van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut**

De Minister van Vervoer,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op de artikelen 1, 3, 36 en 37;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart;

Gelet op het advies van de Commissaris, die de bevoegdheden uitoefent welke aan de directieraad van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart verleend zijn;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 26 november 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 26 november 1997;

Gelet op het protocol van 2 september 1998 waarin de conclusies van de onderhandelingen die gevoerd werden in sectorcomité VI « Verkeer en Infrastructuur », zijn vermeld,

Besluit :

**Artikel 1.** Onverminderd de verordeningsbepalingen van algemene aard die de loopbaan van de vastbenoemde ambtenaren beheersen, heeft de benoeming tot elk van de graden welke de ambtenaren kunnen bekleden die tot de Dienst voor Regeling der Binnenvaart behoren, plaats onder de voorwaarden die bepaald zijn in de bijgevoegde tabel.

**Art. 2.** Wordt opgeheven :

1. Het ministerieel besluit van 23 januari 1979 houdende het reglement van het personeel van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 10 juni 1983 en 24 december 1990;

2. Het ministerieel besluit van 24 juli 1978 tot vaststelling voor de Dienst voor Regeling der Binnenvaart van de hiërarchische meerderen die bevoegd zijn om de beoordelingsvoorstellen op te maken en om de feiten op de individuele fiche aan te tekenen;

3. Het ministerieel besluit van 24 juli 1978 betreffende het college van dienstchefs van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 24 maart 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart.

Brussel, 16 december 1998.

M. DAERDEN

## Annexe

Rang hiérarchique	Grade à conférer	Mode de nomination et, le cas échéant, grades donnant accès aux grades mentionnés en colonne 2				Conditions particulières
		Change-ment de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur	Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7
13	Commissaire	—	—	—	—	Article 4 du statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure - A.R. du 3 décembre 1968
	Commissaire adjoint	—	—	—	—	Article 4 du statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure - A.R. du 3 décembre 1968
10	Conseiller adjoint	—	—	Assistant administratif avec l'échelle 20E, ainsi que les chefs administratifs	Concours	A.R. du 20.07.1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, art. 16
22	Chef administratif	—	Assistant administratif	—	—	A.R. du 07.08.1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, art. 48
20	Assistant administratif	—	—	Agents du niveau 3	Concours	Par accession au niveau supérieur : A.R. du 07.08.1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, art. 39, § 2, 2° Par recrutement : A.R. du 17.09.1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat
30	Commis	—	—	—	—	A.R. du 17.09.1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 décembre 1998.

Le Ministre des Transports,

M. DAERDEN

## Bijlage

Rang	Toe te wijzen graad	Wijze van benoeming en, desgevallend, graden die toegang verlenen tot de in kolom 2 vermelde graden				Bijzondere voorwaarden
		Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Werving	
1	2	3	4	5	6	7
13	Commissaris	—	—	—	—	Artikel 4 van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart - K.B. van 3 december 1968
	A d j u n c t - commissaris	—	—	—	—	Artikel 4 van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart - K.B. van 3 december 1968
10	A d j u n c t - adviseur	—	—	Bestuursassistenten met weddeschaal 20E, evenals de bestuurschefs	Vergelijkend wervingsexamen	K.B. van 20.07.1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen, art. 16
22	Bestuurschef	—	Bestuursassistent	—	—	K.B. van 07.08.1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, art. 48
20	Bestuursassistent	—	—	Ambtenaren van niveau 3	Vergelijkend wervingsexamen	Door overgang naar het hogere niveau :  K.B. van 07.08.1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, art. 39, § 2, 2°  Door aanwerving :  K.B. van 17.09.1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel
30	Klerk	—	—	—	—	K.B. van 17.09.1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 16 december 1998.

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

F. 99 — 651 (98 — 1381)

[C — 99/14018]

**4 MAI 1998.** — Arrêté royal fixant les modalités d'application de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures relatives au transfert de certains agents de Belgacom à l'autorité fédérale en application de l'article 3, § 1er, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. — Errata

*Moniteur belge* du 4 juin 1998, p. 18187 à 18203 :

Dans l'arrêté royal du 4 mai 1998 fixant les modalités d'application de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures relatives au transfert de certains agents de Belgacom à l'autorité fédérale en application de l'article 3, § 1er, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, sont apportées les corrections suivantes :

1° dans le texte français et le texte néerlandais de l'article 28, § 1 l'allocation « 23 060 » correspondant à l'indice de l'échelle 203 est remplacée par « 22 320 »;

2° dans le texte français et le texte néerlandais de l'article 30, premier alinéa, « 39 » est remplacé par « 38 »;

3° dans le texte néerlandais de l'article 32, « § 1 » est ajouté immédiatement après « 32 » et le mot « minderde » est remplacé par « verminderde »;

4° dans le texte néerlandais de l'article 40 les mots « op de andere verworven rechten » sont remplacés par « op andere sociale voordelen »;

5° dans le texte français de l'article 40 les mots « aux autres droits acquis » sont remplacés par « à d'autres avantages sociaux »;

6° les tableaux en français et en néerlandais de l'annexe II sont remplacés par les tableaux suivants en français et en néerlandais :

N. 99 — 651 (98 — 1381)

[C — 99/14018]

**4 MEI 1998.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de regels voor de toepassing van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen betreffende de overdracht van sommige personeelsleden van Belgacom aan de federale overheid met toepassing van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 betreffende het realiseren van de budgettaire voorwaarden van de deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. — Errata

*Belgisch Staatsblad* van 4 juni 1998, blz. 18187 tot 18203 :

In het koninklijk besluit van 4 mei 1998 tot vaststelling van de regels voor de toepassing van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen betreffende de overdracht van sommige personeelsleden van Belgacom aan de federale overheid met toepassing van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 betreffende het realiseren van de budgettaire voorwaarden van de deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, worden de volgende verbeteringen aangebracht :

1° in de Nederlandse en Franse tekst van artikel 28, § 1 wordt tegenover de schaalindex 203 het uitkeringsbedrag « 23 060 » vervangen door « 22 320 »;

2° in de Nederlandse en Franse tekst van artikel 30, eerste lid wordt « 39 » vervangen door « 38 »;

3° in de Nederlandse tekst van artikel 32 wordt onmiddellijk na « 32 » « § 1 » toegevoegd en het woord « minderde » vervangen door « verminderde »;

4° in de Nederlandse tekst van artikel 40 worden de woorden « op de andere verworven rechten » vervangen door « op andere sociale voordelen »;

5° in de Franse tekst van artikel 40 worden de woorden « aux autres droits acquis » vervangen door « à d'autres avantages sociaux »;

6° de Nederlandse en Franse tabellen van bijlage II worden vervangen door de Nederlandse en Franse tabellen die hierna volgen :

## Annexe II

### 1. Echelles pour les agents :

	101	102	103	104	105	106
	22 × 1/26 191	22 × 1/26 191	22 × 1/26 191	22 × 1/26 191	3 × 1/24 444 20 × 1/21 388	22 × 1/26 191
0	1 307 248	951 648	1 004 029	1 082 597	998 793	1 313 067
1	1 333 439	977 839	1 030 220	1 108 788	1 023 237	1 339 258
2	1 359 630	1 004 030	1 056 411	1 134 979	1 047 681	1 365 449
3	1 385 821	1 030 221	1 082 602	1 161 170	1 072 125	1 391 640
4	1 412 012	1 056 412	1 108 793	1 187 361	1 093 513	1 417 831
5	1 438 203	1 082 603	1 134 984	1 213 552	1 114 901	1 444 022
6	1 464 394	1 108 794	1 161 175	1 239 743	1 136 289	1 470 213
7	1 490 585	1 134 985	1 187 366	1 265 934	1 157 677	1 496 404
8	1 516 776	1 161 176	1 213 557	1 292 125	1 179 065	1 522 595

	101	102	103	104	105	106
	22 × 1/26 191	22 × 1/26 191	22 × 1/26 191	22 × 1/26 191	3 × 1/24 444 20 × 1/21 388	22 × 1/26 191
9	1 542 967	1 187 367	1 239 748	1 318 316	1 200 453	1 548 786
10	1 569 158	1 213 558	1 265 939	1 344 507	1 221 841	1 574 977
11	1 595 349	1 239 749	1 292 130	1 370 698	1 243 229	1 601 168
12	1 621 540	1 265 940	1 318 321	1 396 889	1 264 617	1 627 359
13	1 647 731	1 292 131	1 344 512	1 423 080	1 286 005	1 653 550
14	1 673 922	1 318 322	1 370 703	1 449 271	1 307 393	1 679 741
15	1 700 113	1 344 513	1 396 894	1 475 462	1 328 781	1 705 932
16	1 726 304	1 370 704	1 423 085	1 501 653	1 350 169	1 732 123
17	1 752 495	1 396 895	1 449 276	1 527 844	1 371 557	1 758 314
18	1 778 686	1 423 086	1 475 467	1 554 035	1 392 945	1 784 505
19	1 804 877	1 449 277	1 501 658	1 580 226	1 414 333	1 810 696
20	1 831 068	1 475 468	1 527 849	1 606 417	1 435 721	1 836 887
21	1 857 259	1 501 659	1 554 040	1 632 608	1 457 109	1 863 078
22	1 883 450	1 527 850	1 580 231	1 658 799	1 478 497	1 889 269
23					1 499 885	
24						
25						
26						
27						
28						
29						

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

	107	201	202	203	204	205
	22 × 1/26 191	3 × 1/12 604 18 × 1/13 967 8 × 1/5 664	3 × 1/12 604 18 × 1/13 967 8 × 1/5 664	3 × 1/10 479 2 × 1/10 477 14 × 1/13 967 10 × 1/10 477	3 × 1/18 853 4 × 1/10 433 4 × 1/13 967 6 × 1/12 222 6 × 1/9 779 2 × 1/6 192	3 × 1/12 604 10 × 1/13 967 8 × 1/12 222 6 × 1/5 770
0	1 391 636	800 301	849 188	889 381	605 804	629 400
1	1 417 827	812 905	861 792	899 860	624 657	642 004
2	1 444 018	825 509	874 396	910 339	643 510	654 608
3	1 470 209	838 113	887 000	920 818	662 363	667 212
4	1 496 400	852 080	900 967	931 295	672 796	681 179
5	1 522 591	866 047	914 934	941 772	683 229	695 146
6	1 548 782	880 014	928 901	955 739	693 662	709 113
7	1 574 973	893 981	942 868	969 706	704 095	723 080
8	1 601 164	907 948	956 835	983 673	718 062	737 047
9	1 627 355	921 915	970 802	997 640	732 029	751 014
10	1 653 546	935 882	984 769	1 011 607	745 996	764 981
11	1 679 737	949 849	998 736	1 025 574	759 963	778 948
12	1 705 928	963 816	1 012 703	1 039 541	772 185	792 915
13	1 732 119	977 783	1 026 670	1 053 508	784 407	806 882
14	1 758 310	991 750	1 040 637	1 067 475	796 629	819 104
15	1 784 501	1 005 717	1 054 604	1 081 442	808 851	831 326
16	1 810 692	1 019 684	1 068 571	1 095 409	821 073	843 548
17	1 836 883	1 033 651	1 082 538	1 109 376	833 295	855 770
18	1 863 074	1 047 618	1 096 505	1 123 343	843 074	867 992
19	1 889 265	1 061 585	1 110 472	1 137 310	852 853	880 214
20	1 915 456	1 075 552	1 124 439	1 147 787	862 632	892 436
21	1 941 647	1 089 519	1 138 406	1 158 264	872 411	904 658
22	1 967 838	1 095 183	1 144 070	1 168 741	882 190	910 428
23		1 100 847	1 149 734	1 179 218	891 969	916 198
24		1 106 511	1 155 398	1 189 695	898 161	921 968
25		1 112 175	1 161 062	1 200 172	904 353	927 738
26		1 117 839	1 166 726	1 210 649		933 508
27		1 123 503	1 172 390	1 221 126		939 278
28		1 129 167	1 178 054	1 231 603		
29		1 134 831	1 183 718	1 242 080		

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

	206	301	302	303	401	402
	3 × 1/10 479 2 × 1/10 477 4 × 1/13 967 10 × 1/12 222 10 × 1/10 477	3 × 1/6 198 10 × 1/5 240 8 × 1/6 969 2 × 1/8 699	3 × 1/8 730 20 × 1/9 427 6 × 1/5 240	3 × 1/8 730 8 × 1/5 240 16 × 1/6 984 2 × 1/8 728	3 × 1/5 631 14 × 1/3 432 10 × 1/4 118	3 × 1/6 197 14 × 1/3 844 10 × 1/4 354
0	724 673	592 887	579 762	662 116	530 613	582 408
1	735 152	599 085	588 492	670 846	536 244	588 605
2	745 631	605 283	597 222	679 576	541 875	594 802
3	756 110	611 481	605 952	688 306	547 506	600 999
4	766 587	616 721	615 379	693 546	550 938	604 843
5	777 064	621 961	624 806	698 786	554 370	608 687
6	791 031	627 201	634 233	704 026	557 802	612 531
7	804 998	632 441	643 660	709 266	561 234	616 375
8	818 965	637 681	653 087	714 506	564 666	620 219
9	832 932	642 921	662 514	719 746	568 098	624 063
10	845 154	648 161	671 941	724 986	571 530	627 907
11	857 376	653 401	681 368	730 226	574 962	631 751
12	869 598	658 641	690 795	737 210	578 394	635 595
13	881 820	663 881	700 222	744 194	581 826	639 439
14	894 042	670 850	709 649	751 178	585 258	643 283
15	906 264	677 819	719 076	758 162	588 690	647 127
16	918 486	684 788	728 503	765 146	592 122	650 971
17	930 708	691 757	737 930	772 130	595 554	654 815
18	942 930	698 726	747 357	779 114	599 672	659 169
19	955 152	705 695	756 784	786 098	603 790	663 523
20	965 629	712 664	766 211	793 082	607 908	667 877
21	976 106	719 633	775 638	800 066	612 026	672 231
22	986 583	728 332	785 065	807 050	616 144	676 585
23	997 060	737 031	794 492	814 034	620 262	680 939
24	1 007 537		799 732	821 018	624 380	685 293
25	1 018 014		804 972	828 002	628 498	689 647
26	1 028 491		810 212	834 986	632 616	694 001
27	1 038 968		815 452	841 970	636 734	698 355
28	1 049 445		820 692	850 698		
29	1 059 992		825 932	859 426		

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

	403	404	405	406
	3 × 1/4 429 6 × 1/3 020 14 × 1/3 432 4 × 1/4 354	3 × 1/4 512 4 × 1/1 162 2 × 1/1 558 18 × 1/2 746	3 × 1/4 429 14 × 1/3 020 10 × 1/3 432	3 × 1/6 197 14 × 1/3 844 10 × 1/4 354
0	640 059	488 628	530 611	590 555
1	644 488	493 140	535 040	596 752
2	648 917	497 652	539 469	602 949
3	653 346	502 164	543 898	609 146
4	656 366	503 326	546 918	612 990
5	659 386	504 488	549 938	616 834
6	662 406	505 650	552 958	620 678
7	665 426	506 812	555 978	624 522
8	668 446	508 370	558 998	628 366
9	671 466	509 928	562 018	632 210
10	674 898	512 674	565 038	636 054
11	678 330	515 420	568 058	639 898
12	681 762	518 166	571 078	643 742
13	685 194	520 912	574 098	647 586
14	688 626	523 658	577 118	651 430
15	692 058	526 404	580 138	655 274
16	695 490	529 150	583 158	659 118
17	698 922	531 896	586 178	662 962
18	702 354	534 642	589 610	667 316
19	705 786	537 388	593 042	671 670
20	709 218	540 134	596 474	676 024
21	712 650	542 880	599 906	680 378
22	716 082	545 626	603 338	684 732
23	719 514	548 372	606 770	689 086
24	723 868	551 118	610 202	693 440
25	728 222	553 864	613 634	697 794
26	732 576	556 610	617 066	702 148
27	736 930	559 356	620 498	706 502
28				
29				

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO



## 2. Echelles barémiques pour le personnel contractuel :

	C22	C31	C41	C42
	3 × 1/10 479 4 × 1/5 051 22 × 1/12 222	3 × 1/5 491 10 × 1/4 365 16 × 1/6 969	3 × 1/6 352 8 × 1/3 020	3 × 1/6 352 22 × 1/2 244 14 × 1/2 244
0	503 680	462 260	448 051	447 281
1	514 159	467 751	454 403	453 633
2	524 638	473 242	460 755	459 965
3	535 117	478 733	467 107	466 337
4	540 168	483 098	470 127	468 581
5	545 219	487 463	473 147	470 825
6	550 270	491 828	476 167	473 069
7	555 321	496 193	479 187	475 313
8	567 543	500 558	482 207	477 557
9	579 765	504 923	485 227	479 801
10	591 987	509 288	488 247	482 045
11	604 209	513 653	491 267	484 289
12	616 431	518 018	493 511	486 533
13	628 653	522 383	495 755	488 777
14	640 875	529 352	497 999	491 021
15	653 097	536 321	500 243	493 265
16	665 319	543 290	502 487	495 509
17	677 541	550 259	504 731	497 753
18	689 763	557 228	506 975	499 997
19	701 985	564 197	509 219	502 241
20	714 207	571 166	511 463	504 485
21	728 429	578 135	513 707	506 729
22	738 651	585 104	515 951	508 973
23	750 873	592 073	518 195	511 217
24	763 096	599 042	520 439	513 461
25	775 317	606 011	522 683	515 705
26	787 539	612 980		
27	799 761	619 949		
28	811 983	626 918		
29	824 205	633 887		

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

## Bijlage II

## 1. Weddeschalen voor de ambtenaren :

	101	102	103	104	105	106
	22 × 1/26 191	22 × 1/26 191	22 × 1/26 191	22 × 1/26 191	3 × 1/24 444 20 × 1/21 388	22 × 1/26 191
0	1 307 248	951 648	1 004 029	1 082 597	998 793	1 313 067
1	1 333 439	977 839	1 030 220	1 108 788	1 023 237	1 339 258
2	1 359 630	1 004 030	1 056 441	1 134 979	1 047 681	1 365 449
3	1 385 821	1 030 221	1 082 602	1 161 170	1 072 125	1 391 640
4	1 412 012	1 056 412	1 108 793	1 187 361	1 093 513	1 417 831
5	1 438 203	1 082 603	1 134 984	1 213 552	1 114 901	1 444 022
6	1 464 394	1 108 794	1 161 175	1 239 743	1 136 289	1 470 213
7	1 490 585	1 134 985	1 187 366	1 265 934	1 157 677	1 496 404
8	1 516 776	1 161 176	1 213 557	1 292 125	1 179 065	1 522 595
9	1 542 967	1 187 367	1 239 748	1 318 316	1 200 453	1 548 786
10	1 569 158	1 213 558	1 265 939	1 344 507	1 221 841	1 574 977
11	1 595 349	1 239 749	1 292 130	1 370 698	1 243 229	1 601 168
12	1 621 540	1 265 940	1 318 321	1 396 889	1 264 617	1 627 359
13	1 647 731	1 292 131	1 344 512	1 423 080	1 286 005	1 653 550
14	1 673 922	1 318 322	1 370 703	1 449 271	1 307 393	1 679 741
15	1 700 113	1 344 513	1 396 894	1 475 462	1 328 781	1 705 932
16	1 726 304	1 370 704	1 423 085	1 501 653	1 350 169	1 732 123
17	1 752 495	1 396 895	1 449 276	1 527 844	1 371 557	1 758 314
18	1 778 686	1 423 086	1 475 467	1 554 035	1 392 945	1 784 505
19	1 804 877	1 449 277	1 501 658	1 580 226	1 414 333	1 810 696
20	1 831 068	1 475 468	1 527 849	1 606 417	1 435 721	1 836 887
21	1 857 259	1 501 659	1 554 040	1 632 608	1 457 109	1 863 078
22	1 883 450	1 527 850	1 580 231	1 658 799	1 478 497	1 889 269
23					1 499 885	
24						
25						
26						
27						
28						
29						

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 mei 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

	107	201	202	203	204	205
	22 × 1/26 191	3 × 1/12 604 18 × 1/13 967 8 × 1/5 664	3 × 1/12 604 18 × 1/13 967 8 × 1/5 664	3 × 1/10 479 2 × 1/10 477 14 × 1/13 967 10 × 1/10 477	3 × 1/18 853 4 × 1/10 433 4 × 1/13 967 6 × 1/12 222 6 × 1/9 779 2 × 1/6 192	3 × 1/12 604 10 × 1/13 967 8 × 1/12 222 6 × 1/5 770
0	1 391 636	800 301	849 188	889 381	605 804	629 400
1	1 417 827	812 905	861 792	899 860	624 657	642 004
2	1 444 018	825 509	874 396	910 339	643 510	654 608
3	1 470 209	838 113	887 000	920 818	662 363	667 212
4	1 496 400	852 080	900 967	931 295	672 796	681 179
5	1 522 591	866 047	914 934	941 772	683 229	695 146
6	1 548 782	880 014	928 901	955 739	693 662	709 113
7	1 574 973	893 981	942 868	969 706	704 095	723 080
8	1 601 164	907 948	956 835	983 673	718 062	737 047
9	1 627 355	921 915	970 802	997 640	732 029	751 014
10	1 653 546	935 882	984 769	1 011 607	745 996	764 981
11	1 679 737	949 849	998 736	1 025 574	759 963	778 948
12	1 705 928	963 816	1 012 703	1 039 541	772 185	792 915
13	1 732 119	977 783	1 026 670	1 053 508	784 407	806 882
14	1 758 310	991 750	1 040 637	1 067 475	796 629	819 104
15	1 784 501	1 005 717	1 054 604	1 081 442	808 851	831 326
16	1 810 692	1 019 684	1 068 571	1 095 409	821 073	843 548
17	1 836 883	1 033 651	1 082 538	1 109 376	833 295	855 770
18	1 863 074	1 047 618	1 096 505	1 123 343	843 074	867 992
19	1 889 265	1 061 585	1 110 472	1 137 310	852 853	880 214
20	1 915 456	1 075 552	1 124 439	1 147 787	862 632	892 436
21	1 941 647	1 089 519	1 138 406	1 158 264	872 411	904 658
22	1 967 838	1 095 183	1 144 070	1 168 741	882 190	910 428
23		1 100 847	1 149 734	1 179 218	891 969	916 198
24		1 106 511	1 155 398	1 189 695	898 161	921 968
25		1 112 175	1 161 062	1 200 172	904 353	927 738
26		1 117 839	1 166 726	1 210 649		933 508
27		1 123 503	1 172 390	1 221 126		939 278
28		1 129 167	1 178 054	1 231 603		
29		1 134 831	1 183 718	1 242 080		

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 mei 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

	206	301	302	303	401	402
	3 × 1/10 479 2 × 1/10 477 4 × 1/13 967 10 × 1/12 222 10 × 1/10 477	3 × 1/6 198 10 × 1/5 240 8 × 1/6 969 2 × 1/8 699	3 × 1/8 730 20 × 1/9 427 6 × 1/5 240	3 × 1/8 730 8 × 1/5 240 16 × 1/6 984 2 × 1/8 728	3 × 1/5 631 14 × 1/3 432 10 × 1/4 118	3 × 1/6 197 14 × 1/3 844 10 × 1/4 354
0	724 673	592 887	579 762	662 116	530 613	582 408
1	735 152	599 085	588 492	670 846	536 244	588 605
2	745 631	605 283	597 222	679 576	541 875	594 802
3	756 110	611 481	605 952	688 306	547 506	600 999
4	766 587	616 721	615 379	693 546	550 938	604 843
5	777 064	621 961	624 806	698 786	554 370	608 687
6	791 031	627 201	634 233	704 026	557 802	612 531
7	804 998	632 441	643 660	709 266	561 234	616 375
8	818 965	637 681	653 087	714 506	564 666	620 219
9	832 932	642 921	662 514	719 746	568 098	624 063
10	845 154	648 161	671 941	724 986	571 530	627 907
11	857 376	653 401	681 368	730 226	574 962	631 751
12	869 598	658 641	690 795	737 210	578 394	635 595
13	881 820	663 881	700 222	744 194	581 826	639 439
14	894 042	670 850	709 649	751 178	585 258	643 283
15	906 264	677 819	719 076	758 162	588 690	647 127
16	918 486	684 788	728 503	765 146	592 122	650 971
17	930 708	691 757	737 930	772 130	595 554	654 815
18	942 930	698 726	747 357	779 114	599 672	659 169
19	955 152	705 695	756 784	786 098	603 790	663 523
20	965 629	712 664	766 211	793 082	607 908	667 877
21	976 106	719 633	775 638	800 066	612 026	672 231
22	986 583	728 332	785 065	807 050	616 144	676 585
23	997 060	737 031	794 492	814 034	620 262	680 939
24	1 007 537		799 732	821 018	624 380	685 293
25	1 018 014		804 972	828 002	628 498	689 647
26	1 028 491		810 212	834 986	632 616	694 001
27	1 038 968		815 452	841 970	636 734	698 355
28	1 049 445		820 692	850 698		
29	1 059 992		825 932	859 426		

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 mei 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

	403	404	405	406
	3 × 1/4 429 6 × 1/3 020 14 × 1/3 432 4 × 1/4 354	3 × 1/4 512 4 × 1/1 162 2 × 1/1 558 18 × 1/2 746	3 × 1/4 429 14 × 1/3 020 10 × 1/3 432	3 × 1/6 197 14 × 1/3 844 10 × 1/4 354
0	640 059	488 628	530 611	590 555
1	644 488	493 140	535 040	596 752
2	648 917	497 652	539 469	602 949
3	653 346	502 164	543 898	609 146
4	656 366	503 326	546 918	612 990
5	659 386	504 488	549 938	616 834
6	662 406	505 650	552 958	620 678
7	665 426	506 812	555 978	624 522
8	668 446	508 370	558 998	628 366
9	671 466	509 928	562 018	632 210
10	674 898	512 674	565 038	636 054
11	678 330	515 420	568 058	639 898
12	681 762	518 166	571 078	643 742
13	685 194	520 912	574 098	647 586
14	688 626	523 658	577 118	651 430
15	692 058	526 404	580 138	655 274
16	695 490	529 150	583 158	659 118
17	698 922	531 896	586 178	662 962
18	702 354	534 642	589 610	667 316
19	705 786	537 388	593 042	671 670
20	709 218	540 134	596 474	676 024
21	712 650	542 880	599 906	680 378
22	716 082	545 626	603 338	684 732
23	719 514	548 372	606 770	689 086
24	723 868	551 118	610 202	693 440
25	728 222	553 864	613 634	697 794
26	732 576	556 610	617 066	702 148
27	736 930	559 356	620 498	706 502
28				
29				

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 mei 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,

E. DI RUPO

## 2. Weddeschalen voor het contractueel personeel :

	C22	C31	C41	C42
	3 × 1/10 479 4 × 1/5 051 22 × 1/12 222	3 × 1/5 491 10 × 1/4 365 16 × 1/6 969	3 × 1/6 352 8 × 1/3 020	3 × 1/6 352 22 × 1/2 244 14 × 1/2 244
0	503 680	462 260	448 051	447 281
1	514 159	467 751	454 403	453 633
2	524 638	473 242	460 755	459 965
3	535 117	478 733	467 107	466 337
4	540 168	483 098	470 127	468 581
5	545 219	487 463	473 147	470 825
6	550 270	491 828	476 167	473 069
7	555 321	496 193	479 187	475 313
8	567 543	500 558	482 207	477 557
9	579 765	504 923	485 227	479 801
10	591 987	509 288	488 247	482 045
11	604 209	513 653	491 267	484 289
12	616 431	518 018	493 511	486 533
13	628 653	522 383	495 755	488 777
14	640 875	529 352	497 999	491 021
15	653 097	536 321	500 243	493 265
16	665 319	543 290	502 487	495 509
17	677 541	550 259	504 731	497 753
18	689 763	557 228	506 975	499 997
19	701 985	564 197	509 219	502 241
20	714 207	571 166	511 463	504 485
21	728 429	578 135	513 707	506 729
22	738 651	585 104	515 951	508 973
23	750 873	592 073	518 195	511 217
24	763 096	599 042	520 439	513 461
25	775 317	606 011	522 683	515 705
26	787 539	612 980		
27	799 761	619 949		
28	811 983	626 918		
29	824 205	633 887		

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 mei 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

7° le tableau en français et en néerlandais de l'annexe IV est remplacé par le tableau suivant en français et en néerlandais :

7° de Nederlandse en Franse tabel van bijlage IV wordt vervangen door de Nederlandse en Franse tabel die hierna volgt :

## Annexe IV

	Mention	Prime fixe (*)	Variable (% prog.)		Variable (% fixe)	
Directeur	Mention 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 3 =	0	20,8 %	M	0,00 %	E
	Mention 4 =	0	25,4 %	M	0,00 %	E
	Mention 5 =	0	32,3 %	M	0,00 %	E
Ingénieur conseiller (Payé dans l'échelle 107)	Mention 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 3 =	0	16,0 %	M	3,87 %	E
	Mention 4 =	0	18,8 %	M	3,87 %	E
	Mention 5 =	0	22,0 %	M	3,87 %	E
Ingénieur conseiller (Payé dans l'échelle 106)	Mention 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 3 =	0	7,4 %	M	3,87 %	E
	Mention 4 =	0	10,0 %	M	3,87 %	E
	Mention 5 =	0	13,0 %	M	3,87 %	E
Ingénieur conseiller (Payé dans l'échelle 105)	Mention 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 3 =	0	2,0 %	M	3,87 %	E
	Mention 4 =	0	3,6 %	M	3,87 %	E
	Mention 5 =	0	6,0 %	M	3,87 %	E
Conseiller (administratif ou technique) (Payé dans l'échelle 104)	Mention 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 3 =	0	7,8 %	M	3,87 %	E
	Mention 4 =	0	10,4 %	M	3,87 %	E
	Mention 5 =	0	13,4 %	M	3,87 %	E
Conseiller (administratif ou technique) (Payé dans l'échelle 103 et ayant plus de 8 ans d'ancienneté de grade)	Mention 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 3 =	0	6,4 %	M	3,87 %	E
	Mention 4 =	0	8,6 %	M	3,87 %	E
	Mention 5 =	0	11,6 %	M	3,87 %	E
Conseiller (administratif ou technique) (Payé dans l'échelle 103 et ayant moins de 8 ans d'ancienneté de grade)	Mention 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 3 =	0	2,0 %	M	3,87 %	E
	Mention 4 =	0	3,6 %	M	3,87 %	E
	Mention 5 =	0	6,0 %	M	3,87 %	E
Conseiller (administratif ou technique) (Payé dans l'échelle 102)	Mention 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Mention 3 =	0	2,0 %	M	3,87 %	E
	Mention 4 =	0	3,6 %	M	3,87 %	E
	Mention 5 =	0	6,0 %	M	3,87 %	E

	Mention	Prime fixe (*)	Variable (% prog.)		Variable (% fixe)	
Chef de section (administratif ou technique)	Mention 1 =	0	0,0 %	E	0,00 %	E
	Mention 2 =	14.400	0,0 %	E	0,00 %	E
	Mention 3 =	14.400	1,1 %	E	3,87 %	E
	Mention 4 =	14.400	2,4 %	MA	3,87 %	E
	Mention 5 =	14.400	3,4 %	MA	3,87 %	E
Autres agents et le personnel contractuel	Mention 1 =	0	0,0 %		0,00 %	E
	Mention 2 =	14.400	0,0 %		0,00 %	E
	Mention 3 =	14.400	1,1 %	E	3,87 %	E
	Mention 4 =	14.400	2,0 %	MA	3,87 %	E
	Mention 5 =	14.400	3,0 %	MA	3,87 %	E

Avec M = Traitement annuel brut maximum de l'échelle de traitement dans laquelle le membre du personnel est rémunéré au 31/12 de l'année sur laquelle porte l'évaluation;

MA = Traitement annuel brut maximum de l'échelle de traitement dans laquelle le membre du personnel est rémunéré au 31/12 de l'année sur laquelle porte l'évaluation, majoré, le cas échéant, de l'allocation d'ancienneté indexée;

E = Traitement annuel brut au 31/12 de l'année sur laquelle porte l'évaluation.

(\*) Comme les salaires, liés aux variations de l'indice des prix à la consommation.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

—  
Bijlage IV

	Vermelding	Vaste premie (*)	Variabele (prog. %)		Variabele (vast %)	
Directeur	Vermelding 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 3 =	0	20,8 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 4 =	0	25,4 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 5 =	0	32,3 %	M	0,00 %	E
Ingenieur-adviseur (Betaald in de schaal 107)	Vermelding 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 3 =	0	16,0 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 4 =	0	18,8 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 5 =	0	22,0 %	M	3,87 %	E
Ingenieur-adviseur (Betaald in de schaal 106)	Vermelding 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 3 =	0	7,4 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 4 =	0	10,0 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 5 =	0	13,0 %	M	3,87 %	E
Ingenieur-adviseur (Betaald in de schaal 105)	Vermelding 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 3 =	0	2,0 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 4 =	0	3,6 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 5 =	0	6,0 %	M	3,87 %	E



	Vermelding	Vaste premie (*)	Variabele (prog. %)		Variabele (vast %)	
Adviseur (administratief of technisch) (Betaald in de schaal 104)	Vermelding 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 3 =	0	7,8 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 4 =	0	10,4 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 5 =	0	13,4 %	M	3,87 %	E
Adviseur (administratief of technisch) (Betaald in de schaal 103 en met meer dan 8 jaar weddeschaalanciënniteit)	Vermelding 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 3 =	0	6,4 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 4 =	0	8,6 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 5 =	0	11,6 %	M	3,87 %	E
Adviseur (administratief of technisch) (Betaald in de schaal 103 en met minder dan 8 jaar weddeschaalanciënniteit)	Vermelding 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 3 =	0	2,0 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 4 =	0	3,6 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 5 =	0	6,0 %	M	3,87 %	E
Adviseur (administratief of technisch) (Betaald in de schaal 102)	Vermelding 1 =	0	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 2 =	14.400	0,0 %	M	0,00 %	E
	Vermelding 3 =	0	2,0 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 4 =	0	3,6 %	M	3,87 %	E
	Vermelding 5 =	0	6,0 %	M	3,87 %	E
Sectiechef (administratief of technisch)	Vermelding 1 =	0	0,0 %	E	0,00 %	E
	Vermelding 2 =	14.400	0,0 %	E	0,00 %	E
	Vermelding 3 =	14.400	1,1 %	E	3,87 %	E
	Vermelding 4 =	14.400	2,4 %	MA	3,87 %	E
	Vermelding 5 =	14.400	3,4 %	MA	3,87 %	E
Andere ambtenaren en het contractueel personeel	Vermelding 1 =	0	0,0 %		0,00 %	E
	Vermelding 2 =	14.400	0,0 %		0,00 %	E
	Vermelding 3 =	14.400	1,1 %	E	3,87 %	E
	Vermelding 4 =	14.400	2,0 %	MA	3,87 %	E
	Vermelding 5 =	14.400	3,0 %	MA	3,87 %	E

Met M = Maximum jaarlijkse brutobezoldiging van de weddeschaal waarin het personeelslid bezoldigd wordt op 31/12 van het jaar waarop de evaluatie betrekking heeft;

MA = Maximum jaarlijkse brutobezoldiging van de weddeschaal waarin het personeelslid bezoldigd wordt op 31/12 van het jaar waarop de evaluatie betrekking heeft, vermeerderd, in voorkomend geval, met de geïndexeerde anciënniteitsbijdrage;

E = Jaarlijkse brutobezoldiging op 31/12 van het jaar waarop op evaluatie betrekking heeft.

(\*) Zoals de wedden, gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijsen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 mei 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES  
ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 652

[99/16037]

10 JANVIER 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, notamment l'article 21;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 décembre 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 décembre 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le montant de la taxe forfaitaire prévu à l'article 21 de l'arrêté royal du 3 avril 1995, portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, est fixé à F 1 500 pour toute demande en obtention, en remplacement, en modification ou en renouvellement de l'autorisation d'activités ambulantes.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il est publié au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture  
et des Petites et Moyennes Entreprises,  
K. PINXTEN

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND  
EN LANDBOUW

N. 99 — 652

[99/16037]

10 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, inzonderheid artikel 21;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 december 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 16 december 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het bedrag van de forfaitaire taks, bedoeld in artikel 21 van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, wordt vastgesteld op F 1 500 voor alle aanvragen tot verkrijging, vervanging, wijziging op hernieuwing van een machtiging tot het uitoefenen van een ambulante activiteit.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die tijdens dewelke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw  
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 653

[S - C - 98/22004]

2 DECEMBRE 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment les articles 9bis, inséré par la loi du 30 décembre 1988, et 68, alinéa premier;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à des initiatives d'habitations protégées et aux associations d'institutions et de services psychiatriques;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 653

[S - C - 98/22004]

2 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 9bis, ingevoegd bij de wet van 30 december 1998, en op artikel 68, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 1990 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de initiatieven van beschut wonen en op de samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 15 octobre 1998;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques permet la création d'une association comme plate forme de concertation dans les régions comptant au minimum 200 000 habitants et au maximum 1 000 000 d'habitants;

Considérant que chaque communauté ne compte pas 200 000 habitants;

Considérant qu'il est important que chaque communauté dispose de sa propre plate forme de concertation pour, au mieux, prendre en charge ses patients dans leur langue;

Considérant qu'il est, dès lors, urgent de prévoir la création d'une association comme plate forme de concertation pour la Communauté germanophone;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques est complété comme suit :

« , étant entendu que chaque Communauté doit disposer au minimum d'une association. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 15 oktober 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten de oprichting toestaat van een samenwerkingsverband als overlegplatform in een gebied met minstens 200 000 en hoogstens 1 000 000 inwoners;

Overwegende dat niet elke Gemeenschap 200 000 inwoners telt;

Overwegende dat het van belang is dat elke Gemeenschap over een eigen overlegplatform beschikt om haar patiënten zo goed mogelijk in hun eigen taal te kunnen opvangen;

Overwegende dat het derhalve hoogdringend is te voorzien in de oprichting van een samenwerkingsverband als overlegplatform voor de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten wordt als volgt aangevuld :

« , met dien verstande dat elke Gemeenschap minstens over een samenwerkingsverband moet beschikken ».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 654

[99/22056 ]

**16 DECEMBRE 1998.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 février 1996 déterminant les règles suivant lesquelles certaines données statistiques minimales psychiatriques doivent être communiquées au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 86;

Vu l'arrêté royal du 25 février 1996 déterminant les règles suivant lesquelles certaines données statistiques minimales psychiatriques doivent être communiquées au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

N. 99 — 654

[99/22056]

**16 DECEMBER 1998.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 februari 1996 houdende bepaling van de regels volgens welke bepaalde minimale psychiatrische statistische gegevens moeten worden medegedeeld aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 86;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1996 houdende bepaling van de regels volgens welke bepaalde minimale psychiatrische statistische gegevens moeten worden medegedeeld aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Vu l'urgence;  
 Considérant qu'il est urgent que cette garantie de fiabilité puisse être offerte sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté royal du 25 février 1996 déterminant les règles suivant lesquelles certaines données statistiques minimale psychiatriques doivent être communiquées au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, est complété d'un article 6bis, rédigé comme suit :

« Art. 6bis. A partir de la deuxième période d'enregistrement 1998, les supports magnétiques contenant les données doivent être transmis au moyen d'une lettre d'accompagnement, que le médecin en chef, après contrôle et validation, signera comme preuve de l'authenticité des données.

A partir de la date fixée par Nous, les supports magnétiques doivent, après contrôle et validation, être assortis de la signature électronique du médecin en chef comme preuve de l'authenticité des données, et ce selon les modalités définies par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

A l'hôpital, les documents attestant que les données ont été contrôlées et validées, doivent pouvoir être consultés à tout moment. »

**Art. 2.** Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent avis.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
 M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,  
 Mme M. DE GALAN

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend geboden is aan de ziekenhuizen instructies te geven met betrekking tot de gegevens die worden verstrekt, teneinde de fiabiliteit van bedoelde gegevens te volle te garanderen;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is dat voormelde garantie van fiabiliteit onmiddellijk kan in werking treden;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het koninklijk besluit van 25 februari 1996 houdende bepaling van de regels volgens welke bepaalde minimale psychiatische statistische gegevens moeten worden medegedeeld aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, wordt aangevuld met een artikel 6bis luidend als volgt :

« Art. 6bis. De magnetische drager met de gegevens dienen, vanaf de tweede registratieperiode van 1998 overgemaakt te worden via een begeleidende brief, waarop de hoofdgeneesheer, na controle en validering, ten bewijze van de waarachtigheid van de gegevens, getekend heeft.

Vanaf de door Ons bepaalde datum dienen de magnetische dragers, na controle en validering en ten bewijze van de waarachtigheid van de gegevens de elektronische handtekening van de hoofdgeneesheer te dragen volgens de modaliteiten bepaald door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

In het ziekenhuis moeten de stukken waaruit de controle en validering van de gegevens blijkt, ten alle tijde ter inzage ter beschikking zijn. »

**Art. 2.** Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
 M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,  
 Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 655

[C - 99/22143]

**4 FEVRIER 1999.** — Arrêté royal réglant le financement de l'aide urgente et de l'accueil en faveur des personnes envoyées par le Centre d'accueil "Petit Château" en vue d'un accueil temporaire, et en faveur des victimes de la traite des êtres humains en 1999

ALBERT II, Roi des Belges,  
 A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1998 contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1999;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 55;

Vu la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, notamment l'article 11, par. 1 et par. 2, modifié par la loi du 9 juillet 1971;

Considérant que certaines catégories de personnes qui ont le statut de personne déplacée ou de demandeur d'asile dignes d'intérêt ne peuvent être accueillis dans les centres d'accueil organisés par l'Etat belge ou la Croix-Rouge de Belgique;

N. 99 — 655

[C - 99/22143]

**4 FEBRUARI 1999.** — Koninklijk besluit houdende financiering van de noodhulp en van opvang verleend aan personen die voor een tijdelijke opvang doorgestuurd worden door het Onthaalcentrum "Klein-Kasteeltje" en aan de slachtoffers van mensenhandel in 1999

ALBERT II, Koning der Belgen,  
 Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1998 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1999;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 55;

Gelet op de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun, verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 11, par. 1 en par. 2, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1971;

Overwegende dat bepaalde behartigenswaardige categorieën van personen met het statuut van ontheemde of van asielzoeker niet in de door de Belgische Staat of het Belgische Rode Kruis georganiseerde opvangcentra kunnen worden opgevangen;

Considérant qu'il est nécessaire d'aider les personnes victimes de la traite des êtres humains auxquelles l'Office des Etrangers a accordé un permis de séjour temporaire;

Considérant qu'il est opportun que l'accueil de ces personnes soit organisé par des associations spécialisées;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances donné le 8 janvier 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un montant global de trente millions de francs, à imputer à l'allocation de base 26.55.32.33.26 du Budget général des dépenses pour 1999, est réservé pour "Thuislozenzorg Vlaanderen", l'Association des Maisons d'Accueil et les membres du Comité belge d'Aide aux Réfugiés en ce qui concerne l'accueil des personnes qui ont le statut de personne déplacée ou de demandeur d'asile, et pour les Centres d'accueil "Payoke", "Pag-Asa" et "Sürya" en ce qui concerne l'accueil des victimes de la traite des êtres humains.

§ 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne Thuislozenzorg Vlaanderen, l'Association des Maisons d'Accueil et les membres du Comité Belge d'Aide aux Réfugiés ce montant est destiné à couvrir les frais de l'aide accordée aux demandeurs d'asile ou aux personnes déplacées envoyés par le Centre d'accueil Petit Château en vue d'un accueil temporaire.

§ 2. En ce qui concerne "Payoke", "Pag-Asa" et "Sürya" ce montant est destiné à couvrir les frais d'accueil exposés pour des personnes victimes de la traite des êtres humains qui ont obtenu un permis de séjour temporaire pour rester à la disposition de la justice à ce titre. L'accueil peut avoir lieu dans ces maisons d'accueil mêmes, dans des familles d'accueil ou dans des lieux tenus secrets pour des raisons de sécurité.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. La liquidation de l'intervention de l'Etat prendra la forme de versements mensuels, sur présentation des pièces justificatives des dépenses qui doivent rester dans les limites de l'article 11, par. 1<sup>er</sup>, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les C.P.A.S. ainsi que de l'arrêté ministériel du 30 janvier 1995 réglant le remboursement par l'Etat des frais relatifs à l'aide accordée par les centres publics d'aide sociale à un indigent qui ne possède pas la nationalité belge et qui n'est pas inscrit au registre de population.

§ 2. Lorsque les organisations ont récupéré des montants ayant fait l'objet d'une subvention partielle ou totale de l'Etat, ces organisations vireront les montants récupérés dus à l'Etat sur le compte chèque postal de la Direction d'administration de l'aide sociale ou l'Etat déduira les montants récupérés de la prochaine subvention.

§ 3. Le Ministre peut autoriser que le remboursement de l'aide accordée aux mineurs d'âge étrangers isolés dépasse les plafonds de remboursement, fixés en vertu du § 1 de cet article, en tenant compte de l'encadrement de personnel nécessaire et l'octroi d'argent de poche à ces jeunes.

**Art. 3.** Au cas où elles feraient appel à cette intervention de l'Etat, les organisations s'engagent à informer mensuellement la Direction d'administration de l'Aide sociale du nom, du nombre et de la nationalité des personnes aidées ainsi que des modalités de l'aide accordée et ce afin d'éviter une éventuelle double intervention.

En ce qui concerne l'accueil des demandeurs d'asile ou des personnes déplacées, il y a lieu d'ajouter une copie du réquisitoire du Petit Château lors de la première demande de l'intervention de l'Etat.

En ce qui concerne l'accueil des personnes victimes de la traite des êtres humains, une copie du permis de séjour temporaire sera ajoutée. Une copie de l'attestation de l'introduction de la plainte sera également envoyée à la Direction d'administration après la période de 45 jours.

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de personen die het slachtoffer zijn van mensenhandel en aan wie de Dienst Vreemdelingenzaken een tijdelijke verblijfsvergunning heeft toegekend, ondersteund worden;

Overwegende dat het wenselijk is dat de opvang van deze personen gebeurt door gespecialiseerde organisaties;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 8 januari 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een globaal bedrag van dertig miljoen frank aanrekenbaar op basisallocatie 26.55.32.33.26 van de Algemene Uitgavenbegroting 1999, wordt gereserveerd voor Thuislozenzorg Vlaanderen, de "Association des Maisons d'Accueil" en de leden van het Belgisch Comité voor Hulp aan Vluchtelingen wat de opvang van personen met het statuut van ontheemde of van asielzoeker betreft, en voor de Opvangcentra "Payoke", "Pag-Asa" en «Sürya» wat de opvang van slachtoffers van mensenhandel betreft.

§ 1. Wat Thuislozenzorg Vlaanderen, de Association des Maisons d'Accueil en de leden van het Belgisch Comité voor Hulp aan Vluchtelingen betreft, is dit bedrag bestemd voor het vergoeden van de kosten van bijstand verleend aan asielzoekers of ontheemden die voor een tijdelijke opvang doorgestuurd worden door het Onthaalcentrum Klein-Kasteeltje.

§ 2. Wat Payoke, Pag-Asa en Sürya betreft, heeft dit bedrag tot doel de kosten van de opvang te vergoeden verleend aan personen die het slachtoffer zijn van mensenhandel en die een tijdelijke verblijfsvergunning hebben bekomen om in deze hoedanigheid ter beschikking van het gerecht te blijven. De opvang kan plaatsvinden in de opvanghuizen zelf, in gastgezinnen, of op plaatsen die om veiligheidsredenen geheim dienen te blijven.

**Art. 2.** § 1. De uitbetaling van de Staatstussenkomst zal gebeuren in de vorm van maandelijks storting na voorlegging van de verantwoordingsstukken van de uitgaven, die binnen de grenzen moeten blijven bepaald in artikel 11, par. 1, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de O.C.M.W.'s en in het ministerieel besluit van 30 januari 1995 tot regeling van de terugbetaling door de Staat van de kosten van de dienstverlening door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toegekend aan een behoeftige die de Belgische nationaliteit niet bezit en die niet in het bevolkingsregister is ingeschreven.

§ 2. Indien de organisaties de bedragen, waarvoor de Staat geheel of gedeeltelijk tussenkwam, teruggevorderd hebben, zullen deze organisaties de teruggevorderde bedragen die verschuldigd zijn aan de Staat, overschrijven op de postchequerekening van de Bestuursafdeling van het Maatschappelijk Welzijn of zal de Staat de teruggevorderde bedragen afhouden van de volgende tussenkomst.

§ 3. De Minister kan toestaan dat de terugbetaling van de steun, verleend aan alleenstaande minderjarige vreemdelingen, de terugbetalingsgrenzen, vastgesteld in § 1 van dit artikel overschrijdt, rekening houdend met de nodige personeelsomkadering en de toekenning van zakgeld aan deze jongeren.

**Art. 3.** Deze organisaties verbinden zich ertoe, ingeval zij een beroep doen op deze Staatstussenkomst, de Bestuursdirectie van het Maatschappelijk Welzijn maandelijks in te lichten over de naam, het aantal en de nationaliteit van de gesteunde personen evenals de modaliteiten van de toegekende steun en dit om een eventuele dubbele steunverlening te vermijden.

Wat de opvang van asielzoekers of ontheemden betreft, zal een afschrift van de doorverwijsbrief van het Klein Kasteeltje toegevoegd worden bij de eerste aanvraag tot tussenkomst van de Staat.

Wat de opvang van slachtoffers van mensenhandel betreft, zal een afschrift van de tijdelijke verblijfsvergunning toegevoegd worden. Na de periode van 45 dagen zal een afschrift van het bewijs dat een klacht werd ingediend eveneens aan de Bestuursdirectie worden verzonden.

**Art. 4.** Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement,

J. PEETERS

**Art. 4.** Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,

J. PEETERS

F. 99 — 656

[99/22141]

**5 FEVRIER 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 57, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 56;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des accidents du travail du 15 juin 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 56, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, les jetons de présence et les indemnités de frais de séjour des présidents des comités techniques sont déterminés, par réunion, à un onzième de l'indemnité forfaitaire annuelle du président du comité de gestion, sans pouvoir dépasser sur une base annuelle, cette dernière indemnité. »

**Art. 2.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

N. 99 — 656

[99/22141]

**5 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 57, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 56;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen van 15 juni 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 56, eerste lid, van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 wordt aangevuld met de volgende zin :

« Evenwel worden het presentiegeld en de vergoeding voor verblijf-kosten van de voorzitter van de technische comités per vergadering vastgesteld op één elfde van de jaarlijkse forfaitaire vergoeding van de voorzitter van het beheerscomité, zonder dat, op jaarbasis de laatstgenoemde vergoeding kan worden overschreden. »

**Art. 2.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 februar 1999.

ALBERT

Par le Roi :

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 657

[99/22140]

**12 FEVRIER 1999.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 novembre 1993 fixant les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes porteurs du titre professionnel particulier en soins d'urgence, ainsi que des maîtres de stage et des services de stage en soins d'urgence

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 35<sup>sexies</sup>, inséré par la loi du 19 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire, modifié par les arrêtés royaux du 22 juin 1993 et du 8 novembre 1995;

Vu l'arrêté ministériel du 12 novembre 1993 fixant les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes porteurs du titre professionnel particulier en soins d'urgence, ainsi que des maîtres de stage et des services de stage en soins d'urgence;

Vu l'avis du Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes; donné le 6 novembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'adapter les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage pour la spécialité en soins d'urgence en fonction des normes d'organisation qui sont requises par l'arrêté royal du 10 août 1998 fixant les normes auxquelles doit répondre une fonction « service mobile d'urgence » (SMUR) pour être agréée;

Considérant qu'il convient d'adapter les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage pour la spécialité en soins d'urgence en fonction des normes d'organisation qui sont requises par l'arrêté royal du 27 avril 1998 fixant les normes auxquelles doit répondre une fonction « soins urgents spécialisés » pour être agréée;

Considérant que la durée de la formation visée par l'article 5, § 2, 2°, b) du présent arrêté est de deux ans et qu'il est donc urgent d'informer les médecins candidats des modifications en cours, étant donné que les délais des dispositions transitoires expirent également après deux années, tel que déterminées par l'article 13 de l'arrêté royal du 27 avril 1998 fixant les normes auxquelles doit répondre une fonction « soins urgents spécialisés » pour être agréée, et par l'article 18 de l'arrêté royal du 10 août 1998 fixant les normes auxquelles doit répondre une fonction « service mobile d'urgence » (SMUR) pour être agréée,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 12 novembre 1993 est complété comme suit :

« A partir du 1<sup>er</sup> décembre 1998, un service d'urgence est une fonction reconnue soins urgents spécialisés, telle que définie à l'arrêté royal du 27 avril 1998 fixant les normes auxquelles doit répondre une fonction « soins urgents spécialisés » pour être agréée; ».

N. 99 — 657

[99/22140]

**12 FEBRUARI 1999.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 november 1993 tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten houders van de bijzondere beroepstitel in de urgentiegeneskunde, alsook van de stagemeesters en stagediensten in de urgentiegeneskunde

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35<sup>sexies</sup>, ingevoegd door de wet van 19 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 22 juni 1993 en van 8 november 1995;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 november 1993 tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten houders van de bijzondere beroepstitel in de urgentiegeneskunde, alsook van de stagemeesters en stagediensten in de urgentiegeneskunde;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten en van huisartsen; gegeven op 6 november 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het passend is, de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten, stagemeesters en stagediensten voor het specialisme van de urgentiegeneskunde aan te passen aan de organisatorische normen die vereist zijn door het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 houdende vaststelling van de normen waaraan een functie « mobiele urgentiegroep » (MUG) moet voldoen om te worden erkend;

Overwegende dat het passend is, de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten, stagemeesters en stagediensten voor het specialisme van de urgentiegeneskunde aan te passen aan de organisatorische normen die vereist zijn door het koninklijk besluit van 27 april 1998 tot vaststelling van de normen waaraan een functie « gespecialiseerde spoedgevallenzorg » moet beantwoorden om erkend te worden;

Overwegende dat de opleidingsduur van de opleiding, bedoeld in artikel 5, § 2, 2° b) van dit besluit, twee jaar bedraagt en dat het bijgevolg dringend is de kandidaat-geneesheren in te lichten over de geplande wijzigingen, omdat de termijn van de overgangsmatregelen eveneens na twee jaar verstrijkt, met name zoals bepaald in artikel 13 van het koninklijk besluit van 27 april 1998 tot vaststelling van de normen waaraan een functie « gespecialiseerde spoedgevallenzorg » moet beantwoorden om erkend te worden, en zoals bepaald in artikel 18 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 houdende vaststelling van de normen waaraan een functie « mobiele urgentiegroep » (MUG) moet voldoen om te worden erkend,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1, lid 1 van het ministerieel besluit van 12 november 1993, wordt aangevuld als volgt :

« Vanaf 1 december 1998 is een spoedgevallendienst een erkende functie gespecialiseerde spoedgevallenzorg, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 27 april 1998 tot vaststelling van de normen waaraan een functie « gespecialiseerde spoedgevallenzorg » moet beantwoorden om erkend te worden; ».

**Art. 2.** L'article 2, § 1<sup>er</sup> du même arrêté ministériel est complété comme suit :

« 13° - neurologie. »

**Art. 3.** L'article 5, § 2, 2°, b), du même arrêté ministériel est complété comme suit :

« Ces médecins envoient à l'administration de l'Art de Guérir du Ministère de la Santé publique une copie certifiée conforme à l'original des documents probants relatifs à la formation théorique et au stage pratique précités; »

**Art. 4.** L'article 6 du même arrêté ministériel est complété comme suit :

« § 4. Les médecins agréés avant le 1<sup>er</sup> décembre 2000 dans l'une des spécialités énumérées à l'article 2, § 1<sup>er</sup> du présent arrêté, sont considérés comme ayant suivi la formation visée à l'article 5, § 2, 2°, b), du présent arrêté à condition qu'une attestation délivrée et signée par le médecin chef du ou des établissements dans lequel/lesquels ils travaillent prouve qu'ils ont participé durant les deux années précédant le 1<sup>er</sup> décembre 2000 de manière régulière, compétente et multidisciplinaire à la permanence médicale dans le service d'urgence.

La validité des attestations visées à l'alinéa précédant est toutefois subordonnée à la remise préalable et au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2001 d'une copie certifiée conforme à l'original adressée à l'administration de l'Art de Guérir du Ministère de la Santé publique.

Les médecins spécialistes visés au premier alinéa du présent paragraphe gardent leurs droit découlant de cette assimilation à condition de pratiquer de manière régulière dans des services d'urgence et d'y entretenir leurs connaissances et leurs compétences. »

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 12 février 1999.

M. COLLA

**Art. 2.** Artikel 2, §1 van hetzelfde ministerieel besluit, wordt aangevuld als volgt :

« 13° - neurologie. »

**Art. 3.** Artikel 5, § 2, 2°, b), van hetzelfde ministerieel besluit, wordt aangevuld als volgt :

« Deze artsen moeten bij het bestuur Geneeskundepraktijk van het ministerie van Volksgezondheid een eensluidend verklaard afschrift indienen van de bewijsstukken met betrekking tot de bovenvermelde theoretische opleiding en praktische stage; »

**Art. 4.** Artikel 6 van hetzelfde ministerieel besluit, wordt aangevuld als volgt :

§ 4. De artsen erkend in een van de specialiteiten opgenomen in artikel 2, § 1 van dit besluit en die erkend zijn vóór 1 december 2000, worden geacht de opleiding, bedoeld in artikel 5, § 2, 2°, b), van dit besluit, te hebben gevolgd, op voorwaarde dat een attest afgeleverd en ondertekend door de hoofdgeneesheer van de instelling(en) waar zij werken, aantoot dat ze gedurende de twee jaren voorafgaand aan 1 december 2000 op een regelmatige bekwame en multidisciplinaire wijze deelgenomen hebben aan de permanentie in de spoedgevallendienst;

De geldigheid van de in het vorige lid bedoelde attesten hangt evenwel af van de voorafgaande indiening bij het bestuur Geneeskundepraktijk van het ministerie van Volksgezondheid, uiterlijk op 1 maart 2001, van een eensluidend verklaard afschrift.

De geneesheren-specialisten bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf behouden hun rechten die voortvloeien uit deze gelijkstelling, op voorwaarde dat ze op een regelmatige wijze blijven werken in de spoedgevallendiensten en hun kennis en hun kunde blijven onderhouden.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 12 februari 1999.

M. COLLA

#### MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 99 — 658 (98 — 3396)

[C - 99/02015]

**2 DECEMBRE 1998.** — Arrêté royal autorisant des administrations et autres services des ministères et des organismes d'intérêt public à engager des contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel. — Errata

Au *Moniteur belge* du 18 décembre 1998, page 40288, le point II,2.23 est remplacé comme suit :

Service public — Overheidsdienst	Nombre — Aantal		Niveau ou grade — Niveau of graad	Durée — Duur
		Transformé — Omgevormd		
2.23. Secrétariat général : communication	1		conseiller adjoint adjunct-adviseur	"
Secretariaat generaal : communicatie	3		N2+	"

Page 40289, au point III,1.1. il y a lieu de lire dans la colonne durée « voir art. 3 AR » au lieu de « 01.01.1999-31.12.1999 ».

#### MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 99 — 658 (98 — 3396)

[C - 99/02015]

**2 DECEMBER 1998.** — Koninklijk besluit waarbij administraties en andere diensten van de ministeries en instellingen van openbaar nut gemachtigd worden contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 18 december 1998, blz. 40288, wordt punt II,2.23. als volgt vervangen :

Op blz. 40289, punt III,1.1., moet in de kolom duur « zie art. 3 KB » gelezen worden in plaats van « 01.01.1999-31.12.1999 ».



**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

N. 99 — 659

[C - 99/35252]

**9 FEBRUARI 1999. — Decreet houdende goedkeuring van de volgende internationale akte : de kaderovereenkomst inzake handel en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten enerzijds, en de republiek Korea anderzijds, met bijlage en gemeenschappelijke verklaringen, ondertekend in Luxemburg op 28 oktober 1996 (1)**

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.

**Art. 2.** De kaderovereenkomst inzake handel en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten enerzijds, en de republiek Korea anderzijds met bijlage, ondertekend in Luxemburg op 28 oktober 1996, zal wat de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest betreft, volkomen uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 februari 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,  
Vlaams minister van Buitenlands Beleid, Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie,

L. VAN DEN BRANDE

De minister vice-president van de Vlaamse regering,  
Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,

S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,

Th. KELCHTERMANS

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting,

L. PEETERS

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

E. BALDEWIJNS

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,

L. MARTENS

De Vlaamse minister van Economie, KMO, Landbouw en Media,

E. VAN ROMPUY

De Vlaamse minister van Brusselse Aangelegenheden en Gelijkekansenbeleid,

B. GROUWELS

Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

*Stukken.* — Ontwerp van decreet : 1224 — Nr. 1. — Verslag : 1224 — Nr. 2.

*Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 27 januari 1999.

## TRADUCTION

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 659

[C - 99/35252]

**9 FEVRIER 1999.** — Décret portant approbation de l'acte international suivant : l'Accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, l'Annexe et les Déclarations communes, signés à Luxembourg le 28 octobre 1996 (1)

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle des matières communautaires et régionales.

**Art. 2.** L'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, et l'Annexe, signés à Luxembourg le 28 octobre 1996, sortiront leur plein et entier effet, en ce qui concerne la Région flamande.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*,  
Bruxelles, le 9 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre Vice-Président du Gouvernement flamand,  
Ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire

S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Th. KELCHTERMANS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,

L. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

E. BALDEWIJNS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,

E. VAN ROMPUY

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances,

B. GROUWELS

—  
Note

(1) *Session 1998-1999*

*Documents.* — Projet de décret : 1224 — N° 1. — Rapport : 1224 — N° 2.

*Annales.* — Discussion et adoption. Séance du 27 janvier 1999.

N. 99 — 660

[C - 99/35102]

**22 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering  
betreffende de toelage voor anderstalige nieuwkomers in het basisonderwijs**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet betreffende het basisonderwijs van 25 februari 1997, inzonderheid op het artikel 67, § 2;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 20 juli 1998,

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering, gegeven op 21 april 1998, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 2 juli 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op het gewoon lager onderwijs, erkend, gefinancierd of gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap.

**Art. 2.** § 1. Scholen die op basis van het besluit van 17 juni 1997 betreffende de personeelsformatie in het gewoon basisonderwijs aanspraak kunnen maken op aanvullende lestijden voor anderstalige nieuwkomers krijgen per anderstalige nieuwkomer een toelage.

§ 2. De toekenning van deze toelage gebeurt als volgt :

1° als op 1 september ten minste vier anderstalige nieuwkomers als regelmatige leerling ingeschreven zijn, ontvangt de onthaalschool voor elk van hen een toelage van 5 000 fr.;

2° zodra in de loop van het schooljaar het aantal anderstalige nieuwkomers vier bedraagt, of het aantal anderstalige nieuwkomers het aantal dat als basis heeft gediend voor de vorige vaststelling met ten minste vier overschrijdt, wordt een extra toelage van 500 fr. per anderstalige nieuwkomer toegekend per volledige maand vanaf de datum van de inschrijving tot het einde van het schooljaar.

**Art. 3.** De toelage voor anderstalige nieuwkomers wordt uitbetaald op het einde van juni.

**Art. 4.** Het besluit van de Vlaamse regering van 20 juli 1994 houdende bijzondere maatregelen voor anderstalige nieuwkomers in het gewoon lager onderwijs wordt opgeheven.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

**Art. 6.** De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 september 1998

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

—  
TRADUCTION

F. 99 — 660

[C - 99/35102]

**22 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand  
relatif à l'allocation pour primo-arrivants allophones dans l'enseignement fondamental**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, notamment l'article 67, § 2;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 20 juillet 1998;

Vu la délibération du Gouvernement flamand du 21 avril 1998 relatif à la demande d'avis auprès du Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 2 juillet 1998, par application de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique à l'enseignement primaire ordinaire, agréé, financé ou subventionné par la Communauté flamande.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Aux écoles qui, sur la base de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire, peuvent prétendre à des périodes de cours complémentaires pour primo-arrivants, il est attribué une subvention par primo-arrivant.

§ 2. L'octroi de cette subvention s'effectue comme suit :

1° si au 1<sup>er</sup> septembre au moins quatre primo-arrivants allophones sont inscrits comme élèves réguliers, l'école d'accueil reçoit pour chacun d'entre eux une subvention de BEF 5 000;

2° au cours de l'année scolaire, à partir du moment où le nombre de primo-arrivants allophones est de quatre, ou à partir du moment où le nombre de primo-arrivants allophones dépasse d'au moins quatre le nombre ayant servi de base pour la constatation précédente, une subvention supplémentaire de BEF 500 par primo-arrivant allophone est octroyée par mois entier à partir de la date d'inscription jusqu'à la fin de l'année scolaire.

**Art. 3.** La subvention pour primo-arrivants allophones est payée fin juin.

**Art. 4.** L'arrêté du Gouvernement flamand du 20 juillet 1994 portant des mesures spéciales pour des primo-arrivants parlant une autre langue dans l'enseignement primaire ordinaire est abrogé.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1998.

**Art. 6.** Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 22 septembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE



N. 99 — 661

[C - 99/35260]

**9 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering houdende de inwerkingtreding van sommige artikels van het decreet van 7 juli 1998 betreffende de openbare instelling Toerisme Vlaanderen en de Vlaamse Raad voor het Toerisme**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 7 juli 1998 betreffende de openbare instelling Toerisme Vlaanderen en de Vlaamse Raad voor het Toerisme, inzonderheid op artikel 48;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 januari 1999;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Buitenlands Beleid, Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1, 2, 3, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 44 en 45, 1° van het decreet van 7 juli 1998 betreffende de openbare instelling Toerisme Vlaanderen en de Vlaamse Raad voor het Toerisme treden in werking op 1 november 1998.

**Art. 2.** De Vlaamse minister van Buitenlands Beleid, Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 februari 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,

en de Vlaamse minister van Buitenlands Beleid, Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie,

L. VAN DEN BRANDE

—  
TRADUCTION

F. 99 — 661

[C - 99/35260]

**9 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand portant l'entrée en vigueur de certains articles du décret du 7 juillet 1998 relatif à l'institution publique "Toerisme Vlaanderen" et au Conseil flamand pour le Tourisme**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 7 juillet 1998 relatif à l'institution publique "Toerisme Vlaanderen" et au Conseil flamand pour le Tourisme, notamment l'article 48;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 janvier 1999;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 44 et 45, 1° du décret du 7 juillet 1998 relatif à l'institution publique "Toerisme Vlaanderen" et au Conseil flamand pour le Tourisme, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1998.

**Art. 2.** Le Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand

et le Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,

L. VAN DEN BRANDE

N. 99 — 662

[C - 99/35270]

**1 DECEMBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder afzonderlijke jachtterreinen vrijwillig tot grotere beheereenheden kunnen worden samengevoegd en van de criteria waaronder beheereenheden kunnen worden erkend. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 12 februari 1999 (blz. 4135) en 20 februari 1999 (blz. 5185).

In de publicatie van het genoemd besluit in het Nederlands en van het erratum zijn fouten geslopen.

Hierna volgen de correcte artikels 9, 10 en 11.

« HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 9.** In het besluit van de Vlaamse regering van 10 mei 1989 tot uitvoering van artikel 4 van de Jachtwet van 28 februari 1882 voor het Vlaamse Gewest, wordt een artikel *2bis* ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *2bis*. Een erkende wildbeheereenheid zoals bedoeld in het besluit van de Vlaamse regering van 1 december 1998 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder afzonderlijke jachtterreinen vrijwillig tot grotere beheereenheden kunnen worden samengevoegd en van de criteria waaronder beheereenheden kunnen worden erkend, kan een plan dat de jachtterreinen van alle leden-jachtrechthouders omvat, neerleggen bij de bevoegde arrondissementscommissaris onder dezelfde voorwaarden die gelden voor individuele jachtrechthouders en voorzover in dit plan de volgende gegevens zijn opgenomen :

1° de vermelding "Plan neergelegd op grond van artikel 7 van het Jachtdecreet door ondergetekenden, houders van het jachtrecht";

2° een lijst met de namen, adressen en handtekeningen van de leden-jachtrechthouders.

Dit plan vervangt de individuele plannen van de leden-jachtrechthouders van de betrokken wildbeheereenheden. »

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** De wildbeheereenheden die vóór het van kracht worden van dit besluit verschillende jachtrechthouders groeperen die hun jachtrechten hebben overgedragen aan de wildbeheereenheid, zijn vrijgesteld van de verplichting vermeld in artikel 2, tweede lid, 2°, op voorwaarde een plan als bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Vlaamse regering van 10 mei 1989 tot uitvoering van artikel 4 van de Jachtwet van 28 februari 1882 voor het Vlaamse Gewest, te hebben neergelegd bij de bevoegde ambtenaar.

Deze overgangsmaatregel houdt op van kracht te zijn één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 11.** De Vlaamse minister, bevoegd voor de landinrichting en het natuurbehoud, is belast met de uitvoering van dit besluit. »

(*Dit erratum heft het erratum gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 20 februari 1999, blz. 5185, op en vervangt het.*)

TRADUCTION

F. 99 — 662

[C - 99/35270]

**1<sup>er</sup> DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand établissant les conditions de groupement volontaire de terrains de chasse distincts en des unités de gestion plus grandes et les critères d'agrément des unités de gestion. — Erratum**

Au *Moniteur belge* des 12 février 1999 (p. 4135) et 20 février 1999 (p. 5185).

Dans la publication du texte néerlandais de l'arrêté susmentionné et de l'erratum se sont glissées des erreurs.

Ci-après suivent les articles corrects 9, 10 et 11.

« HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 9.** In het besluit van de Vlaamse regering van 10 mei 1989 tot uitvoering van artikel 4 van de Jachtwet van 28 februari 1882 voor het Vlaamse Gewest, wordt een artikel *2bis* ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *2bis*. Een erkende wildbeheereenheid zoals bedoeld in het besluit van de Vlaamse regering van 1 december 1998 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder afzonderlijke jachtterreinen vrijwillig tot grotere beheereenheden kunnen worden samengevoegd en van de criteria waaronder beheereenheden kunnen worden erkend, kan een plan dat de jachtterreinen van alle leden-jachtrechthouders omvat, neerleggen bij de bevoegde arrondissementscommissaris onder dezelfde voorwaarden die gelden voor individuele jachtrechthouders en voorzover in dit plan de volgende gegevens zijn opgenomen :

1° de vermelding "Plan neergelegd op grond van artikel 7 van het Jachtdecreet door ondergetekenden, houders van het jachtrecht";

2° een lijst met de namen, adressen en handtekeningen van de leden-jachtrechthouders.

Dit plan vervangt de individuele plannen van de leden-jachtrechthouders van de betrokken wildbeheereenheden. »

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** De wildbeheereenheden die vóór het van kracht worden van dit besluit verschillende jachtrechthouders groeperen die hun jachtrechten hebben overgedragen aan de wildbeheereenheid, zijn vrijgesteld van de verplichting vermeld in artikel 2, tweede lid, 2°, op voorwaarde een plan als bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Vlaamse regering van 10 mei 1989 tot uitvoering van artikel 4 van de Jachtwet van 28 februari 1882 voor het Vlaamse Gewest, te hebben neergelegd bij de bevoegde ambtenaar.

Deze overgangsmaatregel houdt op van kracht te zijn één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 11.** De Vlaamse minister, bevoegd voor de landinrichting en het natuurbehoud, is belast met de uitvoering van dit besluit. »

(*Cet erratum annule et remplace celui publié au Moniteur belge du 20 février 1999, p. 5185.*)

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 99 — 663

[C - 99/27140]

**25 FEVRIER 1999. — Décret modifiant le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Peuvent prendre l'initiative de créer un parc naturel :

- 1° la Région wallonne représentée par son Gouvernement;
- 2° la commune ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles le parc naturel est envisagé;
- 3° la province sur le territoire de laquelle le parc naturel est envisagé;
- 4° les communes et la ou les provinces sur le territoire desquelles le parc naturel est envisagé;
- 5° l'association de la Région wallonne, représentée par son Gouvernement, de la ou des communes et éventuellement de la ou des provinces sur le territoire desquelles le parc naturel serait compris.

L'autorité qui a pris l'initiative de créer un parc naturel est le pouvoir organisateur de ce parc. »

**Art. 2.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, insérer après le premier alinéa un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Si le pouvoir organisateur est constitué de plusieurs communes, une intercommunale est constituée au plus tard au moment de l'établissement du projet. »

**Art. 3.** A l'article 7, apporter les modifications suivantes :

1. Les §§ 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. La commission de gestion est composée comme suit :

1° des membres proposés par les conseils communaux des communes sur le territoire desquelles s'étend le parc naturel, soit :

- si le parc naturel s'étend sur le territoire d'une commune, six membres;
- s'il s'étend sur le territoire de deux communes, quatre membres par commune;
- s'il s'étend sur le territoire de trois ou quatre communes, deux membres par commune;
- s'il s'étend sur le territoire de plus de quatre communes, un membre par commune;

2° un membre proposé par chacun des conseils provinciaux des provinces sur le territoire desquelles s'étend le parc naturel;

3° un membre proposé par le Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;

4° trois membres proposés par le pouvoir organisateur dont un au moins représente les associations culturelles qui ont exercé et qui exercent leur activité sur le territoire du parc naturel et, s'il échet, un représentant des entreprises qui exercent leurs activités sur le territoire du parc naturel;

5° deux membres locaux proposés par des associations qui ont pour objet la conservation de la nature et qui exercent leur activité en tout ou en partie sur le territoire du parc naturel;

6° trois membres locaux proposés par des associations professionnelles d'agriculteurs, de sylviculteurs et d'artisans, et qui sont eux-mêmes agriculteurs, sylviculteurs ou artisans;

7° un membre proposé par des organisations locales s'occupant du développement du tourisme;

8° deux fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne, appartenant l'un au service compétent pour la conservation de la nature, l'autre au service compétent pour l'aménagement du territoire.

§ 3. Le pouvoir organisateur sollicite les différents organismes et institutions chargés de proposer les membres visés au § 2, 1° à 7°, en vue de la constitution de la commission de gestion.

Les propositions de candidats visés au § 2, 1° à 7°, sont adressées sur une liste double au pouvoir organisateur dans un délai de deux mois à partir de la date à laquelle le pouvoir organisateur a sollicité les différents organismes et institutions mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Si le pouvoir organisateur n'est pas la Région wallonne, il transmet les propositions de candidats au Gouvernement.

Au moins l'un des deux candidats figurant sur chaque liste est domicilié dans l'une des communes sur le territoire desquelles s'étend le parc naturel. »

2. Dans le § 6, il est inséré, après l'alinéa 2, les alinéas suivants :

« En vue du renouvellement de la commission de gestion, le pouvoir organisateur sollicite les différents organismes et institutions chargés de proposer les membres visés au § 2, 1° à 7°.

Les propositions de candidats visés au § 2, 1° à 7°, sont adressées sur une liste double au pouvoir organisateur au plus tard deux mois avant la date d'expiration des mandats de la commission de gestion.

Si le pouvoir organisateur n'est pas la Région wallonne, il transmet les propositions de candidatures au Gouvernement un mois avant la date à laquelle les mandats des membres de la commission de gestion doivent prendre fin.

A défaut de décision du Gouvernement à l'expiration des mandats, ceux-ci sont prolongés pour la durée nécessaire à leur renouvellement. »

**Art. 4.** A l'article 10, il est ajouté, in fine, l'alinéa suivant :

« L'octroi de ces subventions est lié au respect des dispositions du décret. »

**Art. 5.** A l'article 11, remplacer les termes « à l'article 40 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme » par les termes « aux articles 40 et 53 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. »

**Art. 6.** L'article 12 du même décret est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« 6° la construction d'une installation de stockage de déchets légèrement radioactifs. »;

2° cet article est complété par les alinéas suivants :

« La décision de la commission de gestion est immédiatement notifiée au demandeur de l'autorisation, à l'autorité chargée de délivrer le permis et à la ou les communes qui en assurent la publicité par voie d'affichage selon les modalités définies par le Gouvernement.

Un recours peut être introduit contre la décision de la commission de gestion prise en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article :

— dans les trente jours de l'affichage de la décision, si le recours est introduit par un tiers intéressé;

— dans les trente jours qui suivent la notification, si le recours est introduit par le demandeur.

Il est créé auprès du Gouvernement un collège des recours qui a son siège à Namur et dont les membres sont nommés par le Gouvernement.

Le recours est introduit auprès du collège des recours qui statue dans les trente jours.

Les décisions sont prises à la majorité des membres du collège.

Le collège des recours comprend huit membres nommés par le Gouvernement :

— un membre de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (C.R.A.T.) choisi parmi les personnes proposées;

— un membre du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature choisi parmi les personnes proposées;

— un membre du Conseil économique et social de la Région wallonne (C.E.S.R.W.) choisi parmi les personnes proposées;

— le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement (D.G.R.N.E.) ou son représentant;

— le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine (D.G.A.T.L.P.) ou son représentant;

— le Ministre ayant la Conservation de la Nature dans ses attributions ou son représentant;

— le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions ou son représentant;

— le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions ou son représentant.

Le collège est présidé par le Ministre ayant la Conservation de la Nature dans ses attributions.

Les membres d'une commission de gestion d'un parc naturel ne peuvent pas également être membres du collège des recours.

Le Gouvernement arrête les modalités de composition et de fonctionnement du collège des recours. »

**Art. 7.** L'article 17 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Les limites d'un parc naturel peuvent être modifiées à l'initiative du pouvoir organisateur. Cette modification peut entraîner celle de la dénomination et du plan de gestion du parc.

Le pouvoir organisateur établit un projet sans avoir à consulter un comité d'étude. Les articles 4 et 5 sont d'application pour le surplus.

La commission de gestion est consultée sur l'ensemble du projet.

§ 2. Toute commune limitrophe d'un parc naturel peut demander l'intégration de tout ou d'une partie de son territoire dans ce parc.

Dans ce cas, le pouvoir organisateur prend en considération la demande, en informe le Gouvernement wallon, prend l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature et consulte la commission de gestion. Il prend une décision motivée en fonction des objectifs prévus à l'article 1<sup>er</sup> et à l'article 6, 1°, du présent décret et en informe le Gouvernement.

Lorsque la décision du pouvoir organisateur est favorable à la demande d'intégration adressée par une commune limitrophe, le pouvoir organisateur établit un projet de modification des limites du parc conformément au § 1<sup>er</sup> du présent article, au plus tard dans les six mois qui suivent la décision.

§ 3. Le plan de gestion d'un parc peut être modifié par le pouvoir organisateur, sur proposition de la commission de gestion.

Aucune modification ne peut cependant y être apportée pendant les trois premières années qui suivent la création du parc naturel en ce qui concerne les objectifs poursuivis, visés à l'article 6, 1°.

§ 4. Si la modification des limites du parc naturel a pour conséquence une modification de la composition de la commission de gestion, cette modification doit être effectuée dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement qui décide ou qui approuve la modification.

§ 5. Si la modification des limites du parc naturel vise à l'intégration d'une partie du territoire d'une commune déjà membre du pouvoir organisateur, les consultations prévues à l'article 4, § 2, se limitent à la commune concernée et au Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature. »

**Art. 8.** L'article 25 du même décret est abrogé.

**Art. 9.** Dans l'ensemble du décret, les termes « l'Exécutif » sont remplacés par les termes « le Gouvernement ».

**Art. 10.** Dans l'ensemble du décret, les termes « permis de bâtir » sont remplacés par les termes « permis d'urbanisme ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCION

—————  
Note

(1) *Session 1998-1999.*

*Documents du Conseil.* — 251 (1996-1997) n<sup>os</sup> 1 à 4.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 10 février 1999. Discussion et vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 663

[C - 99/27140]

**25. FEBRUAR 1999 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel 2 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - Können die Initiative zur Errichtung eines Naturparks ergreifen:

- 1° die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung;
- 2° die Gemeinde(n), in deren Gebiet der Naturpark beabsichtigt wird;
- 3° die Provinz, in deren Gebiet der Naturpark beabsichtigt wird;
- 4° die Gemeinden und die Provinz(en), in deren Gebiet der Naturpark beabsichtigt wird;
- 5° die Vereinigung der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung, der Gemeinde(n) und gegebenenfalls der Provinz(en), in deren Gebiet der Naturpark liegen würde.

Die Behörde, die die Initiative zur Errichtung eines Naturparks ergriffen hat, ist die veranstaltende Behörde dieses Parks.»

**Art. 2** - In Artikel 4 § 1 wird ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut nach dem ersten Absatz eingefügt:

«Wenn die veranstaltende Behörde aus mehreren Gemeinden besteht, wird spätestens zum Zeitpunkt des Entwurfs des Projekts eine Interkommunale gegründet.»

**Art. 3** - In Artikel 7 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. § 2 und § 3 werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 2. Die Zusammensetzung der Verwaltungskommission ist die folgende:

1° Mitglieder, die von den Gemeinderäten der Gemeinden, in deren Gebiet der Naturpark liegt, vorgeschlagen werden, d.h.:

- wenn sich der Naturpark über das Gebiet einer Gemeinde erstreckt: sechs Mitglieder;
- wenn er sich über das Gebiet zweier Gemeinden erstreckt: vier Mitglieder pro Gemeinde;
- wenn er sich über das Gebiet von drei oder vier Gemeinden erstreckt: zwei Mitglieder pro Gemeinde;
- wenn er sich über das Gebiet von mehr als vier Gemeinden erstreckt: ein Mitglied pro Gemeinde;

2° ein Mitglied, das von jedem der Provinzialräte der Provinzen, in deren der Naturpark liegt, vorgeschlagen wird;

3° ein Mitglied, das von dem « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur) vorgeschlagen wird;

4° drei Mitglieder, die von der veranstaltenden Behörde vorgeschlagen werden, worunter mindestens ein Vertreter der Kulturvereinigungen, die ihre Tätigkeit in dem Gebiet des Naturparks ausüben oder ausgeübt haben, und gegebenenfalls ein Vertreter der Unternehmen, die ihre Tätigkeiten in dem Gebiet des Naturparks ausüben;

5° zwei lokale Mitglieder, die von den Vereinigungen vorgeschlagen werden, die die Naturerhaltung zur Zweckbestimmung haben und ihre Tätigkeiten ganz oder teilweise in dem Gebiet des Naturparks ausüben;



6° drei lokale Mitglieder, die von den Berufsverbänden von Landwirten, von Forstwirten und von Handwerkern vorgeschlagen werden und die selbst Landwirt, Forstwirt oder Handwerker sind;

7° ein Mitglied, das von den lokalen Organisationen vorgeschlagen wird, die sich mit der Förderung des Tourismus beschäftigen;

8° zwei Beamte des Ministeriums der Wallonischen Region: ein Beamter von der für die Naturerhaltung zuständigen Dienststelle und der andere von der für die Raumordnung zuständigen Dienststelle.

§ 3. Die veranstaltende Behörde richtet sich zwecks der Errichtung der Verwaltungskommission an die verschiedenen Einrichtungen und Organe, die damit beauftragt sind, die in § 2 1° bis 7° erwähnten Mitglieder vorzuschlagen.

Die Bewerbungsvorschläge von in § 2 1° bis 7° erwähnten Kandidaten werden der veranstaltenden Behörde binnen einer Frist von zwei Monaten ab dem Datum, an dem sich die veranstaltende Behörde die verschiedenen in Absatz 1 erwähnten Einrichtungen und Organe gerichtet hat, auf einer doppelten Liste übermittelt.

Wenn die veranstaltende Behörde nicht die Wallonische Region ist, übermittelt sie der Regierung die Vorschläge von Kandidaten.

Mindestens einer der beiden auf jeder Liste stehenden Kandidaten hat seinen Wohnsitz in einer der Gemeinden, über deren Gebiet sich der Naturpark erstreckt. »

2. In § 6 werden die folgenden Absätze nach dem 2. Absatz eingefügt:

«Zwecks der Erneuerung der Verwaltungskommission richtet sich die veranstaltende Behörde an die verschiedenen Einrichtungen und Organe, die damit beauftragt sind, die in § 2 1° bis 7° erwähnten Kandidaten vorzuschlagen.

Die Bewerbungsvorschläge von in § 2 1° bis 7° erwähnten Kandidaten werden der veranstaltenden Behörde binnen einer Frist von zwei Monaten ab dem Datum, an dem die Mandate der Verwaltungskommission ablaufen, auf einer doppelten Liste übermittelt.

Wenn die veranstaltende Behörde nicht die Wallonische Region ist, übermittelt sie der Regierung die Bewerbungsvorschläge einen Monat vor dem Datum, an dem die Mandate der Mitglieder der Verwaltungskommission ablaufen.

In Ermangelung eines Beschlusses der Regierung am Ablauf der Mandate werden diese um die für ihre Erneuerung notwendige Dauer verlängert.»

**Art. 4** - Am Ende von Artikel 10 wird der folgende Absatz eingefügt:

«Die Erteilung von Zuschüssen hängt von der Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets ab.»

**Art. 5** - In Artikel 11 werden die Wörter «in Artikel 40 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches» durch die Wörter «in Artikeln 40 und 53 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe» ersetzt.

**Art. 6** - Artikel 12 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° der 1. Absatz wird wie folgt ergänzt:

«6° den Bau einer Anlage zur Lagerung von leicht radioaktiven Abfällen.»;

2° dieser Artikel wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

«Der Beschluß der Verwaltungskommission wird sofort dem Antragsteller der Genehmigung, der mit der Erteilung der Genehmigung beauftragten Behörde und der bzw. den Gemeinden, die für seine Veröffentlichung durch Anschlag nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten sorgen, übermittelt.

Ein Einspruch kann gegen den gemäß dem 1. Absatz von diesem Artikel gefaßten Beschluß eingelegt werden, und zwar:

— innerhalb dreißig Tagen ab dem Anschlag des Beschlusses, wenn der Einspruch durch eine beteiligte Drittperson eingelegt wird;

— innerhalb dreißig Tagen ab der Notifizierung, wenn der Einspruch durch den Antragsteller eingelegt wird.

Bei der Regierung wird ein Berufungskollegium errichtet, das seinen Sitz in Namur hat und dessen Mitglieder von der Regierung ernannt werden.

Der Einspruch wird beim Berufungskollegium eingelegt, das innerhalb dreißig Tagen darüber entscheidet.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Mitglieder des Kollegiums gefaßt.

Das Berufungskollegium besteht aus acht Mitgliedern, die von der Regierung ernannt werden:

— ein Mitglied der «Commission régionale d'Aménagement du Territoire» (C.R.A.T.) (Regionalauschuß für Raumordnung), das unter den vorgeschlagenen Personen ausgewählt wird;

— ein Mitglied des «Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature» (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur), das unter den vorgeschlagenen Personen ausgewählt wird;

— ein Mitglied des «Conseil économique et social de la Région wallonne» (C.E.S.R.W) (Sozial- und Wirtschaftsrat der Wallonischen Region), das unter den vorgeschlagenen Personen ausgewählt wird;

— der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt (D.G.R.N.E.) oder sein Stellvertreter;

— der Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes (D.G.A.T.L.P.) oder sein Stellvertreter;

— der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, oder sein Stellvertreter;

— der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, oder sein Stellvertreter;

— der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, oder sein Stellvertreter.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, führt den Vorsitz des Kollegiums.

Die Mitglieder einer Verwaltungskommission eines Naturparks sind nicht berechtigt, ebenfalls Mitglieder des Berufungskollegiums zu sein.

Die Regierung legt die Modalitäten der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des Berufungskollegiums fest. »

**Art. 7** - Artikel 17 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1. Die Grenzen eines Naturparks können auf Initiative der veranstaltenden Behörde abgeändert werden. Diese Abänderung kann zur Abänderung der Benennung und des Verwaltungsplans des Naturparks führen.

Die veranstaltende Behörde entwirft ein Projekt, ohne dabei den Rat eines Fachausschusses einholen zu müssen. Für das übrige sind Artikel 4 und 5 anwendbar.

Die Verwaltungskommission wird über das gesamte Projekt zu Rate gezogen.

§ 2. Jede einen Naturpark angrenzende Gemeinde kann die Aufnahme ihres gesamten Gebiets oder eines Teils davon in diesen Park beantragen.

In diesem Fall nimmt die veranstaltende Behörde den Antrag in Betracht. Sie informiert die Wallonische Regierung darüber, holt die Stellungnahme des «Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature» ein und zieht die Verwaltungskommission zu Rate. Sie faßt einen Beschluß, der aufgrund der in Artikel 1 und in Artikel 6 1° des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Ziele begründet wird und sie informiert die Regierung darüber.

Wenn der Beschluß der veranstaltenden Behörde dem von einer angrenzenden Gemeinde gestellten Antrag auf Aufnahme in den Park stattgibt, entwirft die veranstaltende Behörde spätestens innerhalb sechs Monaten nach dem Beschluß ein Projekt über die Abänderung der Grenzen des Parks gemäß dem § 1 dieses Artikels.

§ 3. Der Verwaltungsplan eines Parks kann auf Vorschlag der Verwaltungskommission von der veranstaltenden Behörde abgeändert werden.

Was die in Artikel 6 1° erwähnten, verfolgten Ziele betrifft, darf jedoch keine Abänderung an dem Verwaltungsplan während der ersten drei Jahre nach der Errichtung des Naturparks vorgenommen werden.

§ 4. Wenn die Abänderung der Grenzen des Naturparks eine Abänderung der Zusammensetzung der Verwaltungskommission zur Folge hat, dann muß diese Abänderung innerhalb drei Monaten nach dem Inkrafttreten des Erlasses der Regierung, der die Abänderung beschließt oder genehmigt, erfolgen.

§ 5. Wenn die Abänderung der Grenzen des Naturparks die Aufnahme eines Teils des Gebiets einer Gemeinde, die schon Mitglied der veranstaltenden Behörde ist, bezweckt, werden die in Artikel 4 § 2 erwähnten Beratungen auf die betroffene Gemeinde und auf den «Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature» beschränkt.

**Art. 8** - Artikel 25 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 9** - Im gesamten Dekret wird das Wort « Exekutive » durch das Wort « Regierung » ersetzt.

**Art. 10** - Im gesamten Dekret wird das Wort « Baugenehmigung » durch das Wort « Städtebaugenehmigung » ersetzt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,  
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCIEN

—  
Note

(1) *Sitzung 1998-1999.*

*Dokumente des Rats.* — 251 (1996-1997), Nrn. 1 bis 4.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll.* — Öffentliche Sitzung vom 10. Februar 1999. Diskussion und Abstimmung.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 663

[C - 99/27140]

**25 FEBRUARI 1999.** — **Decreet tot wijziging van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 2. Mogen het initiatief nemen tot het inrichten van een natuurpark :

1° het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering;

2° de gemeente(n) op het gebied waarvan het natuurpark voorzien is;

- 3° de provincie op het gebied waarvan het natuurpark voorzien is;  
 4° de gemeenten en de provincie(s) op het gebied waarvan het natuurpark voorzien is;  
 5° de vereniging van het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering, de gemeente(n) en, in voorkomend geval, de provincie(s) op het gebied waarvan het natuurpark voorzien zou zijn.

De overheid die het initiatief nam voor de inrichting van een natuurpark is de inrichtende macht van dat park. »

**Art. 2.** In artikel 4, § 1, na het eerste alinea, een als volgt opgesteld alinea invoegen :

« Indien de inrichtende macht uit meerdere gemeenten bestaat wordt een intercommunale opgericht laatstens op het ogenblik van het opmaken van het project. »

**Art. 3.** In artikel 7 volgende wijzigingen aanbrengen :

1. §§ 2 en 3 worden vervangen door volgende bepalingen :

« § 2. Het beheercomité is samengesteld als volgt :

1° de leden voorgedragen door de gemeenteraden van de gemeenten op het grondgebied waarvan het natuurpark zich uitstrekt, ofwel :

- indien het natuurpark zich over het grondgebied van een gemeente uitstrekt, zes leden;
- indien het natuurpark zich over het grondgebied van twee gemeenten uitstrekt, vier leden per gemeente;
- indien het natuurpark zich over het grondgebied van drie of vier gemeenten uitstrekt, twee leden per gemeente;
- indien het natuurpark zich over het grondgebied van meer dan vier gemeenten uitstrekt, een lid per gemeente;

2° een lid voorgedragen door ieder van de provinciale raden van de provincies op het grondgebied waarvan het natuurpark zich uitstrekt;

3° een lid voorgedragen door de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud;

4° drie leden voorgedragen door de inrichtende macht waarvan ten minste één de culturele verenigingen vertegenwoordigt die hun activiteit uitoefend hebben of uitoefenen op het grondgebied van het natuurpark en, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de bedrijven die hun activiteiten uitoefenen op het grondgebied van het natuurpark;

5° twee plaatselijke leden voorgedragen door verenigingen die het natuurbehoud tot doel hebben en die hun activiteit uitoefenen geheel of ten dele op het grondgebied van het natuurpark;

6° drie plaatselijke leden voorgedragen door beroepsverenigingen van landbouwers, bosbouwers en ambachtslieden en die zelf landbouwer, bosbouwer of ambachtsman zijn;

7° een lid voorgedragen door de plaatselijke organisaties die zich bezighouden met de ontwikkeling van het toerisme;

8° twee ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest, behorend de ene tot de dienst bevoegd voor het natuurbehoud, de andere tot de dienst bevoegd voor ruimtelijke ordening.

§ 3. De inrichtende macht doet beroep op de verschillende organismen en instellingen die de in § 2, 1° tot 7°, bedoelde leden moeten voordragen om het beheercomité samen te stellen.

De in § 2, 1° tot 7°, bedoelde kandidaten worden op een dubbele lijst voorgesteld aan de inrichtende macht binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum waarop de inrichtende macht beroep heeft gedaan op de verschillende organismen en instellingen bedoeld in het eerste alinea.

Indien de inrichtende macht niet het Waalse Gewest is, maakt zij de lijst van de voorgedragen kandidaten over aan de Regering.

Minstens één van de twee kandidaten voorkomend op iedere lijst dient gedomicilieerd te zijn in één van de gemeenten op het grondgebied waarvan het natuurpark zich uitstrekt. »

2. In § 6 worden volgende alinea's na het tweede alinea ingevoegd :

« Om het beheercomité te vernieuwen doet de inrichtende macht beroep op de verschillende organismen en instellingen die de in § 2, 1° tot 7°, bedoelde leden moet voorstellen.

De in § 2, 1° tot 7°, bedoelde kandidaten worden voorgesteld op een dubbele lijst aan de inrichtende macht laatstens twee maanden voor de datum waarop de mandaten van het beheercomité verstreken zijn.

Indien de inrichtende macht niet het Waalse Gewest is, maakt zij de lijst van de voorgedragen kandidaten over aan de Regering een maand voor de datum waarop de mandaten van de leden van het beheercomité zullen verstrijken.

Indien de Regering geen beslissing neemt bij het verstrijken van de mandaten worden zij verlengd zolang nodig is om in hun vernieuwing te voorzien. »

**Art. 4.** Bij artikel 10 wordt, in fine, het volgende alinea gevoegd :

« De toekenning van deze toelagen is verbonden aan de naleving van de bepalingen van het decreet. »

**Art. 5.** In artikel 11 dienen de woorden « artikel 40 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw » te worden vervangen door « artikelen 40 en 53 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium ».

**Art. 6.** Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. Het eerste alinea wordt aangevuld als volgt :

« 6° de constructie van een opslaginstallatie voor licht radioactieve afval. »

2. Dit artikel wordt aangevuld door volgende alinea's :

« De beslissing van het beheercomité wordt onmiddellijk betekend aan de aanvrager van de machtiging, aan de overheid die de vergunning aflevert en aan de gemeente(n) die voor de bekendmaking ervan zorgen door aanplakbiljetten overeenkomstig de door de Regering vastgestelde wijze.

Een beroep kan ingediend worden tegen de beslissing van het beheercomité genomen krachtens alinea 1 van dit artikel :

— binnen dertig dagen na de bekendmaking van de beslissing door aanplakbiljetten, indien het beroep ingediend werd door een derde belanghebbende;

— binnen dertig dagen na de bekendmaking van de beslissing, indien het beroep ingediend werd door de aanvrager.

Er wordt een college van de beroepen bij de Regering opgericht, waarvan de zetel te Namen is gevestigd en waarvan de leden door de Regering aangesteld worden.

Het beroep wordt ingediend bij het college van de beroepen dat een beslissing neemt binnen dertig dagen.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid der leden van het college.

Het college van de beroepen bestaat uit acht door de Regering aangestelde leden :

— een lid van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire (C.R.A.T.) » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) dat onder de voorgedragen personen wordt gekozen;

— een lid van de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud) dat onder de voorgedragen personen wordt gekozen;

— een lid van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest) dat onder de voorgedragen personen wordt gekozen;

— de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (D.G.R.N.E.) of zijn vertegenwoordiger;

— de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium (D.G.A.T.L.P.) of zijn vertegenwoordiger;

— de Minister bevoegd voor Natuurbehoud of zijn vertegenwoordiger;

— de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening of zijn vertegenwoordiger;

— de Minister bevoegd voor Economie of zijn vertegenwoordiger.

Het college wordt voorgezeten door de Minister bevoegd voor Natuurbehoud.

De leden van een beheercomité van een natuurpark mogen niet tegelijk lid zijn van het college van de beroepen.

De Regering bepaalt de samenstellings- en werkingswijzen van het college van de beroepen. »

**Art. 7.** Artikel 17 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De begrenzings van een natuurpark kunnen gewijzigd worden op initiatief van de inrichtende macht. Deze wijziging kan deze van de benaming en van het beheerplan van het park meebrengen.

De inrichtende macht stelt een ontwerp op zonder een studiec comité hoeven te raadplegen. Voor het overige zijn artikelen 4 en 5 van toepassing.

Het beheercomité wordt geraadpleegd omtrent het volledig ontwerp.

§ 2. Iedere aangrenzende gemeente van een natuurpark kan de volledige of gedeeltelijke integratie van haar grondgebied in dat park vragen.

In dat geval overweegt de inrichtende macht de aanvraag, stelt de Waalse Regering in kennis hiervan, vraagt het advies van de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud en raadpleegt het beheercomité. Zij neemt een beslissing die gemotiveerd is door de in artikel 1 en in artikel 6, 1°, van dit decreet bedoelde doelstellingen en stelt de Waalse Regering in kennis hiervan.

Wanneer de inrichtende macht een gunstige beslissing neemt voor de aanvraag tot integratie ingediend door een aangrenzende gemeente maakt de inrichtende macht een project tot wijziging van de grenzen van het park op overeenkomstig paragraaf 1 van dit artikel, ten laatste binnen zes maanden na de beslissing.

§ 3. Het beheerplan van een park kan, op voorstel van het beheercomité, door de inrichtende macht gewijzigd worden.

Voor wat betreft de in artikel 6, 1°, bedoelde doelstellingen die nagestreefd worden, kan echter geen wijziging plaatsvinden binnen de drie eerste jaren na de oprichting van het natuurpark.

§ 4. Indien de wijziging van de begrenzings van het natuurpark een gevolg heeft voor de samenstelling van het beheercomité moet deze wijziging gebeuren binnen drie maanden na de inkrachttrading van het besluit van de Regering tot bepaling of goedkeuring van de wijziging.

§ 5. Indien de wijziging van de begrenzings van het natuurpark de integratie beoogt van een deel van het grondgebied van een gemeente die reeds deel uitmaakt van de inrichtende macht beperken de in artikel 4, § 2, voorziene raadplegingen zich tot de betrokken gemeente en tot de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud. »

**Art. 8.** Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 9.** In de volledige tekst van het decreet worden de woorden « de Executieve » vervangen door de woorden « de Regering ».

**Art. 10.** In de volledige tekst van het decreet worden de woorden « bouwvergunning » vervangen door de woorden « stedenbouwvergunning ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

—  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Raad.* — 251 (1996-1997), nrs. 1 tot 4.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 10 februari 1999. Bespreking en stemming.



F. 99 — 664

[C — 99/27141]

**11 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 182, § 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> octobre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 février 1999;

Vu la nécessité d'adapter la liste des sites d'intérêt régional telle qu'annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998, eu égard au fait qu'en date du 26 août 1998, la ville de Fontaine-l'Évêque a délivré à la société CARBOCERAM un permis de valorisation du terrier n° 2 emportant de droit les permis d'urbanisme et d'exploiter une usine pour la fabrication d'objets en céramique sur le site dit « Briqueterie SURCHISTE » et que dès lors il n'y a plus lieu de considérer ce site, ni comme un site d'activité économique désaffecté, ni comme un site d'intérêt régional;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La liste annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 est remplacée par la liste annexée au présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 3.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

## Annexe : liste des sites d'intérêt régional

NOM	COMMUNE
Province du Brabant wallon	
Henricot II	COURT-ST-ETIENNE
Laiterie Gervais-Danone	ORP-JAUCHE
Centrale électrique d'OISQUERCQ	TUBIZE
Site de Clabecq	TUBIZE
Province du Hainaut	
Glaverbel - Verrerie de la Discipline (pie)	CHARLEROI
Mambourg - Siège n° 2	CHARLEROI
Imprimerie CATALA	CHARLEROI
Aciérie Léonard GIOT	CHARLEROI
Poteries Guyaux et voisines	CHATELET
Céramique de Bourlers	CHIMAY
Ancien siège social charb. d'Hornu-Wasmes	COLFONTAINE
Site de l'Estacade	COURCELLES
Levant de Mons	ESTINNES
PETRIA, propriété Magi-Meuble	FONTAINE-L'EVEQUE
Site n° 109 « Ste Caroline est » (bâtiments)	FRAMERIES
Crachet - Prop. Carette	FRAMERIES
Ateliers d'Haine-St-Pierre et Lesquin	LA LOUVIERE
Charbonnage du Quesnoy	LA LOUVIERE
Ateliers CABAY - JOURET	LA LOUVIERE
Site « BN » à Bellecourt	MANAGE
Site des Laminoirs de Longtain (pie)	MANAGE
Sites Cockerill - Sambre (trains 300 - 500 et 600)	MARCHIENNE-AU-PONT
Siège 26 des produits	MONS
Siège 25 des produits	MONS
Craibel - Ancienne usine de craies à Cuesmes	MONS
Site LUMAT	MONTIGNIES S/SAMBRE
Cimenteries et Crayères de Cronfestu	MORLANWELZ
Sièges 1 et 2a du Rieu du cœur	QUAREGNON
Laminoir de Hourpes	THUIN
Province de Liège	
Fonderie Mazy	AMAY
E.I.B. (Electricité industrielle de Belgique)	DISON
N.T.M.	FLEMALLE
Fonderie de Fer	HERSTAL
Petite Bacnure	HERSTAL
Dépôt de pneus Swennen	LIEGE
Machines textiles Hoeck	LIMBOURG
Numeric	PEPINSTER
Cimenteries d'Ougrée	SERAING
Place de l'Avenir (Entr. FERRARI)	SERAING
Bureaux du Charbonnage de Gosson-Kessails	ST NICOLAS
Usine textile Martin Frères	VERVIERS
Quartier Hodimont	VERVIERS
Ateliers Snoeck	VERVIERS
Darse	WISE
Province de Luxembourg	
Moulins d'Arlon	ARLON

NOM	COMMUNE
Province de Namur	
Port de Sclaigneaux – Ets « Gautier et Chericoux »	ANDENNE
Belref	ANDENNE
Ets Paul	ANDENNE
Pharmacies populaires – E.P.C.	CINEY
Fonderie St-Joseph, rive gauche	COUVIN
Fonderie St-Joseph, rive droite et SOMY	COUVIN
Bouchonnerie	COUVIN
Brasserie St Antoine	COUVIN
Boulonnerie et forges de Franière	FLOREFFE
Papeteries Intermills	NAMUR
Criée de WEPION	NAMUR
Ets SOGEMAT (Port du Bon Dieu pie)	NAMUR
Carrières et fours à chaux du Falji	SAMBREVILLE
Aciéries Belgo-Luxembourgeoises	SAMBREVILLE
Charbonnage Sainte-Eugénie	SAMBREVILLE
Tannerie Houben	VIROINVAL

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 relatif aux sites d'intérêt régional.

Namur, le 11 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 664

[C — 99/27141]

**11. FEBRUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998  
über die Standorte von regionalem Interesse**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des durch das Dekret vom 27. November 1997 ersetzten Artikels 182 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 über die Standorte von regionalem Interesse;

Aufgrund des am 13. Juli 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 1998 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 über die Standort von regionalem Interesse;

Aufgrund des am 3. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, die dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 über die Standorte von regionalem Interesse, in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 1998 abgeänderten Fassung, als Anlage beigefügte Auflistung der Standorte von regionalem Interesse anzupassen, da die Stadt Fontain-l'Évêque der Firma CARBOCERAM eine Genehmigung zur Erschließung des Haldes Nr. 2 erteilt hat, durch welche die Städtebau- und Betriebsgenehmigungen für ein Keramikwerk auf dem « Ziegelei SURCHISTE » genannten Gelände von Rechts wegen erteilt werden, und daß dieser Standort infolgedessen nicht mehr als stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände, noch als Standort von regionalem Interesse zu betrachten ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die als Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 über die Standorte von regionalem Interesse, in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 1998 abgeänderten Fassung, beigefügte Auflistung wird durch die zum vorliegenden Erlaß beigefügte Auflistung ersetzt.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

**Art. 3** - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

—  
Anlage: Liste der Standorte von regionalem Interesse

NAME	GEMEINDE
Provinz Wallonisch-Brabant	
Henricot II	COURT-ST-ETIENNE
Molkerei Gervais-Danone	ORP-JAUCHE
Kraftwerk von OISQUERCQ	TUBIZE
Standort von Clabecq	TUBIZE
Provinz Hennegau	
Glaverbel - Verrerie de la Discipline (pie)	CHARLEROI
Mambourg - Sitz Nr. 2	CHARLEROI
Druckerei CATALA	CHARLEROI
Stahlwerke Léonard GIOT	CHARLEROI
Töpferei Guyaux und benachbarte Töpfereien	CHATELET
Keramikwerke von Bourlers	CHIMAY
Ehemaliger Gesellschaftssitz Kohlenbergwerke von Hornu-Wasmès	COLFONTAINE
Standort der Estacade	COURCELLES
"Levant de Mons"	ESTINNES
PETRIA, Besitz von Magi-Meuble	FONTAINE-L'EVEQUE
Standort Nr. 109 "Ste Caroline est" (Gebäude)	FRAMERIES
Crachet - Prop. Carette	FRAMERIES
Werkstätten Haine-St-Pierre und Lesquin	LA LOUVIERE
Kohlenbergwerke des Quesnoy	LA LOUVIERE
Werkstätten CABAY - JOURET	LA LOUVIERE
Standort « BN » à Bellecourt	MANAGE
Standort der "Laminoirs de Longtain (pie)"	MANAGE
Standorte Cockerill-Sambre (Züge 300-500 und 600)	MARCHIENNE-AU-PONT
Sitz 26 der Erzeugnisse	MONS
Sitz 25 der Erzeugnisse	MONS
Craibel - Ehemaliges Kreidewerk von Cuesmes	MONS
Standort LUMAT	MONTIGNIES S/SAMBRE
Zementfabrik und Kreidewerke Cronfestu	MORLANWELZ



NAME	GEMEINDE
Sitze 1 und 2a des "Rieu du cœur"	QUAREGNON
Walzwerk Hourpes	THUIN
Provinz Lüttich	
Gießerei Mazy	AMAY
E.I.B. (Electricité industrielle de Belgique)	DISON
N.T.M.	FLEMALLE
Eisengießerei	HERSTAL
Petite Bacnure	HERSTAL
Reifenlager Swennen	LÜTTICH
Textilmaschinen Hoeck	LIMBOURG
Numeric	PEPINSTER
Zementwerke Ougrée	SERAING
Place de l'Avenir (Fa. FERRARI)	SERAING
Bürräume des Kohlenbergwerks Gosson-Kessales	ST NICOLAS
Textilfabrik Martin frères	VERVIERS
Quartier Hodimont	VERVIERS
Werkstätte Snoeck	VERVIERS
Hafenbecken	WISE
Provinz Luxemburg	
Moulins d'Arlon	ARLON
Provinz Namur	
Hafen Sclaigneaux - Ets "Gautier et Chericoux"	ANDENNE
Belref	ANDENNE
Ets Paul	ANDENNE
Pharmacies populaires - E.P.C.	CINEY
Gießerei St-Joseph, linkes Ufer	COUVIN
Gießerei St-Joseph, rechtes Ufer und SOMY	COUVIN
Korkenfabrik	COUVIN
Brauerei St Antoine	COUVIN
Schraubenfabrik und Schmiedewerkstätte Franière	FLOREFFE
Papierfabrik Intermills	NAMUR
Criée de WEPION	NAMUR
Ets SOGEMAT (Port du Bon Dieu pie)	NAMUR

NAME	GEMEINDE
Steinbruch und Kalkofen des Falji	SAMBREVILLE
Aciéries Belgo-Luxembourgeoises	SAMBREVILLE
Kohlenbergwerke Sainte-Eugénie	SAMBREVILLE
Lohgerberei Houben	VIROINVAL

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 über die Standorte von regionalem Interesse beigefügt zu werden.  
Namur, den 11. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON  
Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

—  
VERTALING

N. 99 — 664

[C - 99/27141]

**11 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998  
betreffende de bedrijfsruimten van gewestelijk belang**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 182, § 1, vervangen bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 tot regeling van haar werking, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 oktober 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 betreffende de bedrijfsruimten van gewestelijk belang;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 betreffende de bedrijfsruimten van gewestelijk belang;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 februari 1999;

Overwegende dat de lijst van de bedrijfsruimten van gewestelijk belang, die gevoegd is bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 betreffende de bedrijfsruimten van gewestelijk belang, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998, aangepast moet worden daar de stad Fontaine-l'Evêque op 26 augustus 1998 een vergunning tot ontsluiting van de steenberg n° 2 heeft afgeleverd aan de maatschappij CARBOCERAM, hetgeen van rechtswege een stedenbouwkundige vergunning en een vergunning tot uitbating van een ceramiekenfabriek in de bedrijfsruimte "Briqueterie SURCHISTE" inhoudt, en dat deze laatste dan ook niet meer als een afgedankte bedrijfsruimte of als een bedrijfsruimte van gewestelijk belang beschouwd moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

**Artikel 1.** De lijst die gevoegd is bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 betreffende de bedrijfsruimten van gewestelijk belang, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998, wordt vervangen door de bij dit besluit gevoegde lijst.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 3.** De Minister van Ruimtelijke Ordening wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

## Bijlage : Lijst van de bedrijfsruimten van gewestelijk belang

NAAM	GEMEENTE
Provincie Waals-Brabant	
Henricot II	COURT-ST-ETIENNE
Laiterie Gervais-Danone	ORP-JAUCHE
Centrale électrique d'OISQUERCQ	TUBIZE
Site de Clabecq	TUBIZE
Provincie Henegouwen	
Glaverbel - Verrerie de la Discipline (pie)	CHARLEROI
Mambourg - Siège N° 2	CHARLEROI
Imprimerie CATALA	CHARLEROI
Aciérie Léonard GIOT	CHARLEROI
Poteries Guyaux et voisines	CHATELET
Céramique de Bourlers	CHIMAY
Ancien siège social charb. d'Hornu-Wasmes	COLFONTAINE
Site de l'Estacade	COURCELLES
Levant de Mons	ESTINNES
PETRIA, propriété Magi-Meuble	FONTAINE-L'EVEQUE
Site n° 109 "Ste Caroline est" (bâtiments)	FRAMERIES
Crachet - Prop. Carette	FRAMERIES
Ateliers d'Haine-St-Pierre et Lesquin	LA LOUVIERE
Charbonnage du Quesnoy	LA LOUVIERE
Ateliers CABAY-JOURET	LA LOUVIERE
Site "BN" à Bellecourt	MANAGE
Site des Laminoirs de Longtain (pie)	MANAGE
Sites Cockerill-Sambre (trains 300-500 et 600)	MARCHIENNE-AU-PONT
Siège 26 des produits	MONS
Siège 25 des produits	MONS
Craibel - Ancienne usine de craies à Cuesmes	MONS
Site LUMAT	MONTIGNIES/SAMBRE
Cimenteries et Crayères de Cronfestu	MORLANWELZ
Sièges 1 et 2a du Rieu du cœur	QUAREGNON
Laminoir de Hourpes	THUIN
Provincie Luik	
Fonderie Mazy	AMAY
E.I.B. (Electricité industrielle de Belgique)	DISON
N.T.M.	FLEMALLE
Fonderie de Fer	HERSTAL
Petite Bacnure	HERSTAL

NAAM	GEMEENTE
Dépôt de pneus Swennen	LIEGE
Machines textiles Hoeck	LIMBOURG
Numeric	PEPINSTER
Cimenteries d'Ougrée	SERAING
Place de l'Avenir (Entr. FERRARI)	SERAING
Bureaux du Charbonnage de Gosson-Kessales	ST NICOLAS
Usine textile Martin frères	VERVIERS
Quartier Hodimont	VERVIERS
Ateliers Snoeck	VERVIERS
Darse	WISE
Provincie Luxemburg	
Moulins d'Arlon	ARLON
Provincie Namen	
Port de Scaigneaux - Ets "Gautier et Chericoux"	ANDENNE
Belref	ANDENNE
Ets Paul	ANDENNE
Pharmacies populaires - E.P.C.	CINEY
Fonderie St-Joseph, rive gauche	COUVIN
Fonderie St-Joseph, rive droite et SOMY	COUVIN
Bouchonnerie	COUVIN
Brasserie St-Antoine	COUVIN
Boulonnerie et forges de Franière	FLOREFFE
Papeteries Intermills	NAMUR
Criée de WEPION	NAMUR
Ets SOGEMAT (port du Bon Dieu-pie)	NAMUR
Carrière et fours à chaux du Falji	SAMBREVILLE
Acéries Belgo-Luxembourgeoises	SAMBREVILLE
Charbonnage Sainte-Eugénie	SAMBREVILLE
Tannerie Houben	VIROINVAL

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 betreffende de bedrijfsruimten van gewestelijk belang.

Namen, 11 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[99/11036]

**Canalisations de transport de gaz. — Déclaration d'utilité publique**

Un arrêté royal du 26 novembre 1998 déclare d'utilité publique, au bénéfice de la S.A. Distrigaz, l'établissement d'installations de transport de gaz par canalisations sur le territoire des communes de Soignies, Braine-le-Comte, Rebecq et Tubize (installations de transport de gaz naturel DN 250 BP Soignies (Détente) - Tubize et les antennes DN 150 BP Soignies - Durobor, Soignies - IGH gazomètre, Soignies - IGH chaussée de Nivelles (secours), Braine-le-Comte - Interénergie (Baudriquin), Braine-le-Comte - IGH CATALA (secours), Rebecq - Interénergie (Germinal) et Tubize - Interénergie (Bassin de natation).

Un arrêté royal du 4 décembre 1998 déclare d'utilité publique, au bénéfice de la S.A. Distrigaz, l'établissement d'installations de transport de gaz par canalisations sur le territoire des communes de Zomergem, Nevele, Deinze, Sint-Martens-Latem, Nazareth, Zingem, Oudenaarde, Zwalm, Horebeke, Brakel, Flobecq, Lessines, Ath, Silly, Lens, Jurbise, Soignies, Le Rœulx, Mons et Quévy (installations de transport de gaz DN 1000 HP Zomergem-Quévy (tronçons Zomergem (Oostwinkel)-Brakel (Station) et Brakel (Station)-Quévy (Blaregnies), y compris les installations accessoires).

Un arrêté royal du 11 février 1999 déclare d'utilité publique, au bénéfice de la S.A. Distrigaz, l'établissement d'installations de transport de gaz par canalisations sur le territoire des communes de Ath, Leuze-en-Hainaut, Brugelette et Chièvres (installations de transport de gaz naturel DN 350 HP Ath-Leuze-en-Hainaut et 150 BP Leuze-Centre).

[99/11028]

**Loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation  
Radiation d'une inscription**

Par arrêté ministériel du 18 janvier 1999, pris en application de l'article 107 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, l'inscription n° 122 550, accordée à M. De Paepe, Luc, Coupure 296, 9000 Gand, est radiée pour la durée de quatre mois.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication par extrait au *Moniteur belge*.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09264]

**Ordre judiciaire**

Par arrêté royal du 27 octobre 1998, entrant en vigueur le 31 mars 1999, M. Hendrix, J., greffier en chef des justices de paix des cantons de Tongres et de Fouron-Saint-Martin, est admis à la retraite à sa demande.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 23 novembre 1998, entrant en vigueur le 20 mars 1999, M. Lamaire, G., secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Ypres, est admis à la retraite.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[99/11036]

**Gasvervoerleidingen. — Verklaring van openbaar nut**

Bij koninklijk besluit van 26 november 1998 wordt de oprichting van gasvervoerinstallaties door middel van leidingen op het grondgebied van de gemeenten Soignies, 's Gravenbrakel, Rebecq en Tubeke van openbaar nut verklaard ten voordele van de N.V. Distrigas (gasvervoerinstallaties DN 250 LD Soignies (Ontspanningsstation) - Tubeke en de aftakkingen DN 150 LD Soignies - Durobor, Soignies) IGH gazomètre, Soignies - IGH chaussée de Nivelles (secours), 's Gravenbrakel - Interénergie (Baudriquin), 's Gravenbrakel - IGH CATALA (secours), Rebecq - Interénergie (Germinal) en Tubeke - Interénergie (Zwembad).

Bij koninklijk besluit van 4 december 1998 wordt de oprichting van gasvervoerinstallaties door middel van leidingen op het grondgebied van de gemeenten Zomergem, Nevele, Deinze, Sint-Martens-Latem, Nazareth, Zingem, Oudenaarde, Zwalm, Horebeke, Brakel, Flobecq, Lessen, Aat, Silly, Lens, Jurbise, Soignies, Le Rœulx, Bergen en Quévy van openbaar nut verklaard ten voordele van de N.V. Distrigas (gasvervoerinstallaties DN 1000 HP Zomergem-Quévy (vakken Zomergem (Oostwinkel)-Brakel (Station) et Brakel (Station)-Quévy (Blaregnies), met bijhorigheden).

Bij koninklijk besluit van 11 februari 1999 wordt de oprichting van gasvervoerinstallaties door middel van leidingen op het grondgebied van de gemeenten Aat, Leuze-en-Hainaut, Brugelette en Chièvres van openbaar nut verklaard ten voordele van de N.V. Distrigas (gasvervoerinstallaties DN 350 HD Aat-Leuze-en-Hainaut en 150 LD Leuze-Centrum).

[99/11028]

**Wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet  
Doorhaling van een inschrijving**

Bij ministerieel besluit van 18 januari 1999, genomen in toepassing van artikel 107 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, wordt de inschrijving nr. 122 550, toegekend aan de heer De Paepe, Luc, Coupure 296, 9000 Gent, doorgehaald voor de duur van vier maanden.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09264]

**Rechterlijke Orde**

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 1998, in werking tredend op 31 maart 1999, is de heer Hendrix, J., hoofdgriffier van de vrederechters van de kantons Tongeren en Sint-Martens-Voeren, op zijn verzoek in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 23 november 1998, in werking tredend op 20 maart 1999, is de heer Lamaire, G., secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Ieper, in ruste gesteld.

Betrokkene mag zijn aanspraak op pensioen laten gelden en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Par arrêtés royaux du 28 février 1999, sont nommés :  
 — greffier au tribunal de première instance d'Anvers, M. Leysen, G., greffier adjoint à ce tribunal;  
 — greffier adjoint au tribunal de commerce de Bruges, Mme Crombez, H., employée au greffe du tribunal du travail de Bruges.

Par arrêté royal du 17 février 1999, M. De Backer, J., secrétaire au parquet de la cour d'appel de Bruxelles, est désigné en qualité de secrétaire-chef de service au parquet de cette cour, pour un nouveau terme de trois ans, prenant cours le 1er avril 1999.

[99/09237]

**Direction générale de la Législation civile et des Cultes**  
**Arrêtés concernant les associations internationales**  
**et les établissements d'utilité publique**

Un arrêté royal du 15 février 1999 approuve les modifications apportées aux statuts de l'association internationale « C.I.N.O.A. » (Confédération Internationale des Négociants en Œuvres d'Art), dont le siège est fixé à 1000 Bruxelles.

Bij koninklijke besluiten van 28 februari 1999 zijn benoemd tot :  
 — griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, de heer Leysen, G., adjunct-griffier bij deze rechtbank;  
 — adjunct-griffier bij de rechtbank van koophandel te Brugge, Mevr. Crombez, H., beambte bij de griffie van de arbeidsrechtbank te Brugge.

Bij koninklijk besluit van 17 februari 1999 is de heer De Backer, J., secretaris bij het parket van het hof van beroep te Brussel, aangewezen tot secretaris-hoofd van dienst bij het parket van dit hof, voor een nieuwe termijn van drie jaar, met ingang van 1 april 1999.

[99/09237]

**Directoraat-generaal Burgerlijke Wetgeving en Erediensten**  
**Besluit betreffende de internationale verenigingen**  
**en de instellingen van openbaar nut**

Bij koninklijk besluit van 15 februari 1999 worden de wijzigingen goedgekeurd, aangebracht aan de statuten van de internationale vereniging « C.I.N.O.A. » (Confédération Internationale des Négociants en Œuvres d'Art), waarvan de zetel te 1000 Brussel gevestigd is.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

**Departement Onderwijs**

[C - 99/35234]

**1 FEBRUARI 1999.— Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 9 juli 1997 tot aanstelling van de leden van de raad van beroep voor de personeelsleden van het gemeenschapsonderwijs op wie het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het gemeenschapsonderwijs van toepassing is**

De Vlaamse Minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs, inzonderheid op artikel 72;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 22 mei 1991 omtrent de evaluatie van vastbenoemde personeelsleden, de maatregelen van orde en tucht in het Gemeenschapsonderwijs, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 20 juni 1995 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse Regering;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 20 oktober 1992 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse Regering van 20 januari 1993 en 7 oktober 1993;

Besluiten :

**Artikel 1.** In artikel 1, 1<sup>a</sup> van het ministerieel besluit van 9 juli 1997 tot aanstelling van de leden van de Raad van Beroep voor de personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs op wie het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs van toepassing is, wordt Etienne Balcaen, onderwijzer aan de Basisschool van het Gemeenschapsonderwijs Destelbergen vervangen door Eddy Levis, onderwijzer aan de Basisschool van het Gemeenschapsonderwijs Evergem.

**Art. 2.** In artikel 1, 2<sup>a</sup> van voornoemd ministerieel besluit van 9 juli 1997 wordt Michel Collard, leraar aan het Koninklijk Atheneum van het Gemeenschapsonderwijs Landen, vervangen door Frans Allard, leraar aan het Koninklijk Atheneum van het Gemeenschapsonderwijs Keerbergen.

**Art. 3.** In artikel 1, 6<sup>o</sup> van voornoemd ministerieel besluit van 9 juli 1997 worden Raphael De Wispelaere, hoofdadviseur secundair onderwijs, Alex de Schutter, pedagogisch adviseur secundair onderwijs en Els Steenhaut, pedagogisch adviseur secundair onderwijs, vervangen door Roger Coenen, adviseur-coördinator, Lut Stroobants, hoofdadviseur secundair onderwijs en Vic De Wit, pedagogisch adviseur basisonderwijs.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 1999.

Brussel, 1 februari 1999.

E. BALDEWIJNS,  
 Minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### COUR D'ARBITRAGE

[C - 99/21080]

#### Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par décision du 10 décembre 1998 en cause de D. Herman, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 17 décembre 1998, la Commission d'appel instituée auprès du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 27, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, viole-t-il les principes d'égalité et de non-discrimination visés aux articles 10 et 11 de la Constitution en imposant, par référence à l'article 27, alinéa 3, de la loi du 14 juillet 1994, l'avis du Service du contrôle médical sur l'avis du Conseil technique médical rendu suite à la demande de la Commission d'appel alors que l'INAMI, par son Service du contrôle médical, est à la cause devant ladite Commission en tant que partie adverse à la partie appelante, dispensateur de soins, dans le cadre des articles 155, alinéas 3 et 6, et 156, alinéas 1, 3 et 4, de la loi du 14 juillet 1994 et alors que ce Service du contrôle médical peut faire valoir ses droits de défense dans le cadre de la procédure devant la Commission d'appel indépendamment de l'article 27, alinéa 4, susdit, notamment par des rapports du médecin-inspecteur, rapporteur devant la Commission d'appel qui présente les positions du service susdit ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1490 du rôle de la Cour.

Le greffier,  
L. Potoms.

### ARBITRAGEHOF

[C - 99/21080]

#### Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij beslissing van 10 december 1998 in zake D. Herman, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 17 december 1998, heeft de Commissie van beroep ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 27, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie bedoeld in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat het, onder referte aan artikel 27, derde lid, van de wet van 14 juli 1994, het advies van de Dienst voor geneeskundige controle oplegt over het advies van de Technische geneeskundige raad dat op verzoek van de Commissie van beroep wordt uitgebracht, terwijl het RIZIV, middels zijn Dienst voor geneeskundige controle, betrokken is in het geding voor de genoemde Commissie als tegenpartij van de appellant, zorgverlener, in het kader van de artikelen 155, derde en zesde lid, en 156, eerste, derde en vierde lid, van de wet van 14 juli 1994 en terwijl die Dienst voor geneeskundige controle zijn rechten van verdediging kan laten gelden in het kader van de rechtspleging voor de Commissie van beroep, los van artikel 27, vierde lid, voormeld, met name aan de hand van verslagen van de geneesheer-inspecteur, die verslaggever is voor de Commissie van beroep en die de standpunten van de genoemde dienst vertegenwoordigt ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1490 van de rol van het Hof.

De griffier,  
L. Potoms.

### SCHIEDSHOF

[C - 99/21080]

#### Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

In ihrer Entscheidung vom 10. Dezember 1998 in Sachen D. Herman, deren Ausfertigung am 17. Dezember 1998 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat die Berufungskommission beim Dienst für medizinische Kontrolle des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung folgende präjudizielle Frage gestellt:

« Verstoßt Artikel 27 Absatz 4 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung gegen die in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung verankerten Grundsätze der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung, indem er unter Bezugnahme auf Artikel 27 Absatz 3 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 die Stellungnahme des Dienstes für medizinische Kontrolle zu der auf Antrag der Berufungskommission abgegebenen Stellungnahme des Medizinischen Fachrates vorschreibt, während das LIKIV durch seinen Dienst für medizinische Kontrolle am Verfahren vor der genannten Kommission als Gegenpartei des Berufung einlegenden Pflegebringers im Rahmen von Artikel 155 Absätze 3 und 6 sowie von Artikel 156 Absätze 1, 3 und 4 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 beteiligt ist und während dieser Dienst für medizinische Kontrolle seine Verteidigungsrechte im Rahmen des Verfahrens vor der Berufungskommission unabhängig vom vorgenannten Artikel 27 Absatz 4 geltend machen kann, insbesondere durch Berichte des Arzt-Inspektors, der Berichterstatter vor der Berufungskommission ist und die Standpunkte des vorgenannten Dienstes vertritt? »

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1490 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,  
L. Potoms.

## ARBITRAGEHOF

[C - 99/21082]

**Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof**

Bij vonnis van 11 december 1998 in zake het openbaar ministerie, M. Grondin en S. Wauters tegen F. Rollin, C. Rollin en A. Grandgenet, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 12 januari 1999, heeft de Correctionele Rechtbank te Luik de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« 1. Roept artikel 370 van het Strafwetboek, in zoverre het enkel de vervolging ten aanzien van de mannelijke daders mogelijk maakt, geen discriminatie tussen mannen en vrouwen in het leven die de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt ?

2. Roept artikel 371 van het Strafwetboek, in zoverre het het huwelijk als verschoningsgrond voor het misdrijf bedoeld in artikel 370 van het Strafwetboek aanmerkt, geen discriminatie in het leven tussen echtparen en ongehuwde paren die de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1583 van de rol van het Hof en werd samengevoegd met de zaak met rolnummer 1413.

De griffier,  
L. Potoms.

## COUR D'ARBITRAGE

[C - 99/21082]

**Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage**

Par jugement du 11 décembre 1998 en cause du ministère public, M. Grondin et S. Wauters contre F. Rollin, C. Rollin et A. Grandgenet, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 12 janvier 1999, le Tribunal correctionnel de Liège a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 370 du Code pénal en tant qu'il ne permet de poursuites qu'à l'égard des seuls auteurs masculins ne crée-t-il pas une discrimination entre hommes et femmes qui viole les articles 10 et 11 de la Constitution ?

2. L'article 371 du Code pénal en tant qu'il érige le mariage en cause d'excuse de l'infraction visée à l'article 370 du Code pénal ne crée-t-il pas une discrimination entre couples mariés et couples non mariés qui viole les articles 10 et 11 de la Constitution ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1583 du rôle de la Cour et a été jointe à l'affaire portant le numéro 1413 du rôle.

Le greffier,  
L. Potoms.

## SCHIEDSHOF

[C - 99/21082]

**Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof**

In seinem Urteil vom 11. Dezember 1998 in Sachen der Staatsanwaltschaft, M. Grondin und S. Wauters gegen F. Rollin, C. Rollin und A. Grandgenet, dessen Ausfertigung am 12. Januar 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Strafgericht Lüttich folgende präjudizielle Fragen gestellt:

«1. Schafft Artikel 370 des Strafgesetzbuches insofern, als er die Verfolgung nur bei männlichen Tätern ermöglicht, keine gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßende Diskriminierung zwischen Männern und Frauen?

2. Schafft Artikel 371 des Strafgesetzbuches insofern, als er die Ehe als Entschuldigungsgrund für die in Artikel 370 des Strafgesetzbuches genannte Straftat betrachtet, keine gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßende Diskriminierung zwischen Ehepaaren und unverheirateten Paaren?»

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1583 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen und mit der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1413 verbunden.

Der Kanzler,  
L. Potoms.



**SECRETARIAT PERMANENT  
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT**

[C - 99/08049]

**Communiqué d'Etat**

Le Secrétariat permanent de recrutement organisera au cours du premier semestre de l'année 1999 une série d'examens linguistiques portant sur la connaissance de la langue française, de la langue néerlandaise et de la langue allemande, à l'intention des personnes qui désirent un certificat de connaissance linguistique en vue d'une candidature à des fonctions ou des emplois d'un autre rôle ou groupe linguistique que celui qui correspond à la langue véhiculaire de leurs études.

Pour obtenir des renseignements complémentaires, les postulants doivent s'adresser au Secrétariat permanent de recrutement, Cité administrative de l'Etat, quartier de l'Esplanade, boulevard Pachéco 19, bte 4, à 1010 Bruxelles, où les demandes de participation doivent parvenir pour le 1<sup>er</sup> avril 1999 au plus tard.

**VAST SECRETARIAAT  
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL**

[C - 99/08049]

**Mededeling van de Staat**

Het Vast Wervingssecretariaat organiseert in de loop van het eerste semester van het jaar 1999 een reeks taalexamens over de kennis van het Nederlands, het Frans en het Duits voor personen die een bewijs van taalkennis wensen te bekomen met het oog op hun eventuele kandidatuur voor functies of betrekkingen van een andere taalrol of taalgroep dan die welke overeenkomt met het door hen genoten onderwijs.

Voor nadere inlichtingen kunnen de belangstellenden zich wenden tot het Vast Wervingssecretariaat, Rijksadministratief Centrum, Esplanadegebouw, Pachecolaan, 19 bus 4, 1010 Brussel, waar de aanvragen om deelneming uiterlijk op 1 april 1999 dienen toe te komen.

**STÄNDIGES SEKRETARIAT FÜR ANWERBUNG DES STAATSPERSONAL**

[C - 99/08049]

**Amtliche Mitteilung**

Das Ständige Sekretariat für Anwerbung wird im Laufe des ersten Halbjahres 1999 Sprachenprüfungen über die Kenntnisse der deutschen, niederländischen und französischen Sprache abhalten für Personen, die ein Sprachkenntniszeugnis erhalten möchten, im Hinblick auf ihre eventuelle Bewerbung um Ämter oder Stellen, die einer anderen Sprachgruppe angehören als derjenigen, die mit der Muttersprache des von ihnen absolvierten Studiums übereinstimmt.

Wenn sie nähere Auskünfte wünschen, müssen die Bewerber sich an das Ständige Sekretariat für Anwerbung des Staatspersonals, Dienststelle "Sprachenprüfungen", Staatsverwaltungsquartier, Esplanadengebäude, Boulevard Pachéco, 19, B.4, 1010 Brüssel, wenden, wo die Teilnahmeanträge vor dem 1. April 1999 eingehen müssen.

**MINISTERE DES FINANCES**

[99/03105]

**Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines  
(Aliénation d'immeubles domaniaux)**

*Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923*

La Région wallonne et l'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Ville de La Louvière (ex-Trivières)

Rue de la Tondrée, une terre d'une contenance de 37 a 12 ca, cadastrée ou l'ayant été, section A, n<sup>os</sup> 296 Z2, 297 A4, 297/2 et section C, partie du numéro 3 G, tenant ou ayant tenu à la rue de la Tondrée, à la rivière « La Haine », à la Région wallonne et à la société « Garage Severino » ou représentants.

Plan de secteur de La Louvière-Soignies (planche 46/5) : zone d'aménagement différé.

Prix : 2 300 000 francs belges ou 57 015,51 euros, outre les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition d'immeubles à Charleroi, place Albert Ier 4, bte 12, à 6000 Charleroi (tel : 071/31 22 10 — ext. 230).

Référence : V.55022/126/PhB.

**MINISTERIE VAN FINANCIEN**

[99/03105]

**Administratie van de BTW, registratie en domeinen  
(Vervreemding van onroerende domeingooderen)**

*Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923*

Het Waalse Gewest en de Belgische Staat zijn voornemens uit de hand te verkopen :

Stad La Louvière (vroeger Trivières)

« Rue de la Tondrée », een grond met een oppervlakte van 37 a 12 ca, gekadastrerd of het geweest zijnde wijk A, nummers 296 Z2, 297 A4, 297/2 en wijk C, deel nummer 3 G, palende of bepaald hebbende aan de « rue de la Tondrée », aan de rivier « La Haine », aan het Waalse Gewest en aan de vennootschap « Garage Severino » of vertegenwoordigers.

Gewestplan van La Louvière Soignies (plaat 46/5) : gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat.

Prijs : 2 300 000 Belgische franken of 57 015,51 euros, buiten de kosten.

De eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te 6000 Charleroi, place Albert Ier 4, bte 12, 19e étage (tel : 071/31 22 10 — ext. 230).

Verwijzing : V.55022/126/PhB.

**MINISTERE DE LA JUSTICE**

[99/09265]

**Ordre judiciaire. — Places vacantes**

- greffier :
  - à la cour d'appel de Bruxelles : 1, à partir du 1er septembre 1999;
  - au tribunal du travail de Bruxelles : 1, à partir du 1er septembre 1999 (\*);
- greffier adjoint au tribunal de première instance d'Anvers : 1;
- secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers : 1, à partir du 1er septembre 1999;

**MINISTERIE VAN JUSTITIE**

[99/09265]

**Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen**

- griffier :
  - bij het hof van beroep te Brussel : 1, vanaf 1 september 1999;
  - bij de arbeidsrechtbank te Brussel : 1, vanaf 1 september 1999 (\*);
- adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 1;
- secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 1, vanaf 1 september 1999;

— agent administratif au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines : 1, à partir du 1er septembre 1999 (\*\*).

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel 3/P/O.J. II., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

La connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise est exigée des candidats aux emplois vacants dans le greffe des juridictions marquées d'un astérisque (\*), conformément aux dispositions des articles 53 et 54bis de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

(\*\*) Les lauréats d'un examen de recrutement pour le grade de téléphoniste ou de messenger conservent leurs titres à la nomination au grade d'agent administratif, pour autant qu'ils aient réussi l'examen organisé dans le ressort de la cour d'appel où ils postulent (article 24 de l'arrêté royal du 19 mars 1996).

— administratief agent bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen : 1, vanaf 1 september 1999 (\*\*).

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

De kennis van het Nederlands en van het Frans is vereist van de kandidaten voor de vacante plaatsen in de griffie van de gerechten die aangeduid zijn met een sterretje (\*), overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 53 en 54bis van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

(\*\*) De geslaagden voor een wervingsexamen voor de graden van telefonist of bode behouden hun aanspraken op benoeming in de graad van administratief agent, voor zover zij slaagden in het examen georganiseerd in het gerechtsgedebied van het hof van beroep waar zij zich kandidaat stellen (artikel 24 van het koninklijk besluit van 19 maart 1996).

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[99/35167]

#### Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

#### Koninklijke Academie voor Nederlandse Taal- en Letterkunde

#### Samenstelling van het comité van beheer van het Nationaal Fonds voor de Letterkunde in 1999

Het comité van beheer van het Nationaal Fonds voor de Letterkunde voor het dienstjaar 1999 werd als volgt samengesteld :

Voorzitter : Mevr. Claudine GOTHOT-MERCH

Directeur van de "Académie royale de langue et de littérature françaises"

Allée des Platanes 8c/331

4053 Embourg

Ondervoorzitter : em. prof. dr. Guido GEERTS

Voorzitter van de Koninklijke Academie voor Nederlandse Taal- en Letterkunde

Trolieberg 43

3010 Kessel-Lo

Secretaris : de heer André GOOSSE

Vast Secretaris van de "Académie royale de langue et de littérature françaises"

chaussée de Louvain 41

1320 Hamme-Mille

Leden : Prof. dr. Georges DE SCHUTTER

vast secretaris van de Koninklijke Academie voor Nederlandse Taal- en Letterkunde

Heibosstraat 7

9070 Destelbergen

em. prof. dr. Jean WEISGERBER

lid van de Koninklijke Academie voor Nederlandse Taal- en Letterkunde

Guido van Arezoplein 17, bus 3

1060 Brussel

de heer Eddy VAN VLIET

lid van de Koninklijke Academie voor Nederlandse Taal- en Letterkunde

Stefaniestraat 24

2018 Antwerpen

baron Georges SION

Vast Secretaris eershalve van de "Académie royale de langue et de littérature françaises"

Galliërslaan 3, bus 11

1040 Brussel

de heer Jean TORDEUR

Vast Secretaris eershalve van de "Académie royale de langue et de littérature françaises"

rue de Péruwelz 170

7321 Bernissart

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST****VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[99/31109]

**Recruteringsbestand**

Het College stelt voor zijn administratie een wervingsreserve samen voor : niveau B.

De toelatings- en aanwervingsvoorwaarden worden als volgt vastgesteld :

- een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
- de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- de lichamelijke geschiktheid bezitten die vereist is voor het uit te oefenen ambt;
- houder zijn van een diploma van niveau B : diploma van hoger onderwijs van één cyclus (het zogenaamde HOKT of kandidaatsdiploma), wat betekent dat gediplomeerden van het hoger onderwijs van minstens twee cycli (= universitair onderwijs en hoger onderwijs van het lange type) niet kunnen deelnemen aan deze examens.

Aan de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden moet voldaan zijn op 1 januari 1999.

Evenwel, in afwijking van de laatste voorwaarde, worden ook de laatstejaarsstudenten tot het vergelijkend aanwervingsexamen toegelaten.

Inlichtings- en inschrijvingsformulieren voor het vergelijkend aanwervingsexamen moeten aangevraagd worden bij de directie personeel, Sainctelettesquare 17, te 1000 Brussel.

Meer inlichtingen : tel. 02/208 02 54 of 02/208 02 55.

Uiterste inschrijvingsdatum : 22 maart 1999.

**PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS  
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

**Institutions régionales — Gewestelijke instellingen**

**CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[99/31113]

**Réunions publiques des commissions**

Ordre du jour

*Lundi 8 mars 1999, à 14 heures*

(Maison des Parlementaires, salle 1) (\*)

Commission de l'Environnement,  
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau

Proposition d'ordonnance (de M. Robert Garcia) visant à lutter contre la pollution de l'environnement en limitant la diffusion gratuite de papier et autres objets.

Rapporteuses : Mmes Ghislaine Dupuis et Françoise Schepmans.

— Poursuite de la discussion des articles.

A 15 h 30 m :

— Auditions de :

— M. de Lamine de la Fédération belge des entreprises de distribution (FEDIS);

— MM. Van Cleemput et Van Sintjan de l'Union des éditeurs de la presse périodique (UEP).

A l'issue des additions :

— Votes.

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJKE RAAD**

[99/31113]

**Openbare commissievergaderingen**

Agenda

*Maandag 8 maart 1999, om 14 uur*

(Huis van de Parlementsleden, zaal 1) (\*)

Commissie voor Leefmilieu,  
Natuurbehoud en Waterbeleid

Voorstel van ordonnantie (van de heer Robert Garcia) tot het bestrijden van de milieuvuiling door het beperken van het gratis verspreiden onder het publiek van papier en andere voorwerpen.

Rapporteurs : Mevr. Ghislaine Dupuis en Mevr. Françoise Schepmans.

— Voortzetting van de artikelsgewijze bespreking.

Om 15 u. 30 m. :

Hoorzittingen van :

— de heer de Lamine van de Belgische Federatie van de Distributie-ondernemingen (FEDIS);

— de heren Van Cleemput en Van Sintjan van de Unie van de Uitgevers van de periodieke pers (UUPP).

Na afloop van de hoorzittingen :

— Stemmingen.

*Mardi 9 mars 1999, à 9 heures*

(Maison des Parlementaires, salle 1) (\*)

Commission de l'Environnement,  
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau

Proposition de résolution (de Mme Marie Nagy et consorts) invitant le Gouvernement à mettre en œuvre les moyens visant à la conclusion d'accords de coopération ayant pour objectif la diminution de la pollution dans l'air ambiant résultant particulièrement de trafic routier.

Rapporteurs : M. Philippe Smits, Mme Michèle Carthé et Mme Andrée Guillaume-Vanderroost.

— Poursuite de la discussion. Eventuellement votes.

*Mercredi 10 mars 1999, à 14 h 30 m*

(Maison des Parlementaires, salle 3) (\*)

Commission du Logement et de la Rénovation urbaine

Proposition d'ordonnance (de Mme Ghislaine Dupuis) libéralisant l'accès des animaux de compagnie dans les logements sociaux.

Rapporteuse : Mme Michèle Carthé.

— Poursuite de la discussion. Eventuellement votes.

*Mercredi 10 mars 1999, à 14 h 30 m*

(Maison des Parlementaires, salle 3) (\*)

Commission de l'Infrastructure,  
chargée des Travaux publics et des Communications

Proposition de résolution (de M. Dominique Harmel) visant à favoriser le transport gratuit des enfants et des jeunes dans le cadre des activités scolaires et durant le temps scolaire par les véhicules de la STIB.

Rapporteur : M. André Drouart.

— Poursuite de la discussion. Eventuellement votes.

*Jeudi 11 mars 1999, à 14 h 30 m*

(Maison des Parlementaires, salle 1) (\*)

Commission de l'Aménagement du Territoire,  
de l'Urbanisme et de la Politique foncière

Interpellation de M. Walter Vandenbossche (N) à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des pouvoirs locaux, de l'emploi, du logement et de monuments et sites, concernant « la cité-jardin La Roue ».

—  
Note

(\*) Sauf les cas visés à l'article 33.1 a et b du Règlement, les réunions de commission sont publiques, sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 du même article.

*Dinsdag 9 maart 1999, om 9 uur*

(Huis van de Parlementsleden, zaal 1) (\*)

Commissie voor Leefmilieu,  
Natuurbehoud en Waterbeleid

Voorstel van resolutie (van Mevr. Marie Nagy cs.) waarbij de Regering wordt verzocht het nodige te doen om samenwerkingsakkoorden te sluiten die ertoe strekken de vooral door het wegverkeer veroorzaakte luchtvervuiling te verminderen.

Rapporteurs : de heer Philippe Smets, Mevr. Michèle Carthé en Mevr. Andrée Guillaume-Vanderroost.

— Voortzetting van de bespreking. Eventueel stemmingen.

*Woensdag 10 maart 1999, om 14 u. 30 m.*

(Huis van de Parlementsleden, zaal 3) (\*)

Commissie voor de Huisvesting en Stadsvernieuwing

Voorstel van ordonnantie (van Mevr. Ghislaine Dupuis) houdende de liberalisering van de toegang van de gezelschapsdieren tot de sociale woningen.

Rapporteur : Mevr. Michèle Carthé.

— Voortzetting van de bespreking. Eventueel stemmingen.

*Woensdag 10 maart 1999, om 14 u. 30 m.*

(Huis van de Parlementsleden, zaal 3) (\*)

Commissie voor de Infrastructuur,  
belast met Openbare Werken en Verkeerswezen

Voorstel van resolutie (van de heer Dominique Harmel) dat ertoe strekt het gratis vervoer van kinderen en jongeren met de voertuigen van de MIVB in het kader van schoolactiviteiten en tijdens de schooltijd te bevorderen.

Rapporteur : de heer André Drouart.

— Voortzetting van de bespreking. Eventueel stemmingen.

*Donderdag 11 maart 1999, om 14 u. 30 m.*

(Huis van de Parlementsleden, zaal 1) (\*)

Commissie voor de Ruimtelijke Ordening,  
de Stedenbouw en het Grondbeleid

Interpellatie van de heer Walter Vandenbossche (N) tot de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met plaatselijke besturen, werkgelegenheid, huisvesting en monumenten en landschappen, betreffende « de tuinwijk Het Rad ».

—  
Nota

(\*) Behalve in de gevallen bedoeld in art. 33.1 a en b van het Reglement, zijn de vergaderingen van de commissies openbaar, onder voorbehoud van de bepalingen van het tweede lid van hetzelfde artikel.

**Avis divers**  
**Verschillende berichten**

FACULTES UNIVERSITAIRES NOTRE-DAME DE LA PAIX  
NAMUR

**Faculté des sciences**

L'Epreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en sciences vétérinaires de Mlle Claire Diederich, docteur en médecine vétérinaire, aura lieu le mercredi 24 mars 1999, à 17 heures, dans l'auditoire « Aula Major », de la Faculté de philosophie et lettres, rue Grafé 1, à Namur.

Mlle Claire Diederich, née à Namur le 21 mai 1967, domiciliée à Nil-Saint-Vincent, rue Saint-Vincent 1, présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Recherche de la persistance de différences comportementales individuelles chez le chien de la naissance à l'âge de 15 mois ».

La séance est publique. (19172)

**Annonces – Aankondigingen**

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**O. Goemaere & Cie, naamloze vennootschap,  
Wolstraat 23, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 554414 – BTW 404.832.666

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering, die zal plaatshebben op de sociale zetel, Wolstraat 23, te 1000 Brussel, op 16 maart 1999, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Verslag van de commissaris-revisor. 3. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming te geven aan het resultaat. 4. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Benoemingen. 6. Bezoldigingen. 7. Allerlei.

Om geldig aanwezig of vertegenwoordigd te zijn, dienen de aandeelhouders hun aandelen neer te leggen op de Bank Degroof, Nijverheidsstraat 44, te 1040 Brussel, ten minste vijf volle dagen vóór de vergadering. (4450)

**Paparoti & Co, naamloze vennootschap,  
Vekestraat 13, bus 17, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 293196 – BTW 448.488.408

Buitengewone vergadering op 15 maart 1999, te 14 uur, bij notaris Erik Celis, kantoorhoudende te 2000 Antwerpen, Kasteelpleinstraat 59.

Dagorde :

1. Verhoging van het kapitaal van de vennootschap met BEF 2 000 000 om het te brengen van BEF 1 500 000 op BEF 3 500 000, door incorporatie van een deel van de winst van het lopend boekjaar voor eenzelfde bedrag, zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

2. Aanpassing van de statuten.
  3. Wijziging art. 7 & 11 aangaande opsplitsing van aandelen in vruchtgebruik en naakte eigendom.
- Neerlegging van de aandelen uiterlijk vijf dagen vóór de vergadering op de zetel van de vennootschap. (4451)

**Mechelen container Terminal,  
afgekort « MCT », naamloze vennootschap**

Zetel van de vennootschap : A. Vesaliuslaan 12, 1780 Wemmel

H.R. Brussel 522105 – BTW 437.831.175

De jaarvergadering zal gehouden worden te Sint-Jans-Molenbeek (1080 Brussel), Belgicalaan 35, op 15 maart 1999, te 15 uur.

Agenda :

1. Toepassing van art. 60 vennootschapswet.
2. Jaarverslagen van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1994; van de jaarrekening per 30 september 1995; van de jaarrekening per 30 september 1996; van de jaarrekening per 30 september 1997 en van de jaarrekening per 30 september 1998.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Eventuele vervroegde ontbinding van de vennootschap (art. 103-104 vennootschapswet).
7. Voorstel tot kapitaalverhoging.
8. Eventuele andere voorstellen om de continuïteit van de vennootschap te verzekeren.
9. Allerlei. (4452)

**Euro Car Center N.V. D & M Marchand,  
naamloze vennootschap,  
Brusselsesteenweg 612, 9050 Gentbrugge**

H.R. Gent 133980 – BTW 423.348.679

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 maart 1999, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Ontslag en benoeming raad van bestuur. 6. Varia. (4453)

**Patrimar, naamloze vennootschap,  
Brusselsesteenweg 614, 9050 Gentbrugge**

H.R. Gent 153516

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 maart 1999, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (4454)

**Valinco, naamloze vennootschap,  
Adolphe Lacomblélaan 59-61, 1030 Brussel**

H.R. Brussel 540332 – BTW 440.059.504

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op woensdag 17 maart 1999, om 11 uur, met navolgende agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Bijzonder verslag raad van bestuur inzake art. 103. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming. 7. Diversen. (4455)

**Dendrimo, naamloze vennootschap,  
Grote Markt 35, te 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 33328

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 15 maart 1999, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. (4456)

**Pycoma, naamloze vennootschap, te 9031 Drogen**

H.R. Gent 153665

Jaarvergadering op 15 maart 1999, te Drogen, Baarleveldestraat 88, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan de bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. (4457)

**Cosimo, naamloze vennootschap, te 9300 Aalst**

H.R. Aalst 53098

Jaarvergadering op 15 maart 1999, te 10 uur, te Aalst, Gentsesteenweg 10. — Agenda : Verslagen bestuurders. Goedkeuring jaar- en resultatenrekening op 31 december 1998. Bestemming resultaat. Ontlastingen bestuurders. Zich schikken naar artikel 22 der statuten. (4458)

**Warande, naamloze vennootschap,  
De Loock 27, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 220346 – BTW 420.217.559

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 maart 1999, te 19 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia.

Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (4459)

**Noordhoek, naamloze vennootschap,  
De Loock 27, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 225516 – BTW 421.516.864

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 maart 1999, te 19 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (4460)

**Te Boelaer, naamloze vennootschap,  
De Loock 27, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 213415

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 maart 1999, te 19 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia.

Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (4461)

**Elescom, naamloze vennootschap,  
te 8020 Oostkamp, Guido Gezellestraat 48**

H.R. Brugge 53841

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden te 8020 Oostkamp, Guido Gezellestraat 48, op 17 maart 1999, om 17 uur, met navolgende agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming. 7. Diversen. (4462)

**Euro Candy, naamloze vennootschap,  
Industrieweg 98-100, 9032 Wondelgem**

H.R. Gent 164101 – BTW 421.265.258

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op dinsdag 17 maart 1999, om 11 u. 30 m. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (4463)

**Invenco, naamloze vennootschap,  
Londenstraat 36, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 313014 – BTW 456.371.340

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 16 maart 1999, te 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Vaststelling van de vergoeding van de bestuurders. 6. Varia. Neerlegging der aandelen vijf dagen vóór de vergadering ten zetel. (4464)

**Military Services, naamloze vennootschap,  
Keesinglaan 28, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 322510 – BTW 460.406.738

De jaarvergadering zal gehouden worden op 16 maart 1999, te 18 uur, op de zetel. — Agenda : Verslag bestuurders en commissaris-revisor. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders en commissaris-revisor. Ontslag en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (4465)

**Petroleum Industrie Mechelen, naamloze vennootschap,  
Vondelstraat 23, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 5306

Gewone algemene vergadering op 15 maart 1999, te 18 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. (4466)

**R.E.D., naamloze vennootschap,  
Pimberg 58, 3360 Korbeek-Lo**

H.R. Leuven 79664 – BTW 444.427.769

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 16 maart 1999, te 17 uur. — Dagorde: Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Ontslag en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (4467)

**Schilde-Invest, naamloze vennootschap,  
Klein Waterstraat 51, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 318392 – BTW 458.780.108

De jaarvergadering zal gehouden worden op 16 maart 1999, te 18 uur, op de zetel. — Dagorde: Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Ontslag en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (4468)

**Tiboline, naamloze vennootschap,  
Madoustraat 3, 8434 Middelkerke**

H.R. Veurne 33411 – BTW 445.772.705

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 15 maart 1999, te 15 uur. — Dagorde: 1. Nazicht verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (4469)

**Unic Deevee, naamloze vennootschap,  
Sint-Jacobsnieuwstraat 119, te 9000 Gent**

Jaarvergadering d.d. 15 maart 1999, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda:

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur.
5. Verderzetting van de vennootschap. (4470)

**Verbrugge Christiane, coöperatieve vennootschap op aandelen,  
Ieperestraat 18, 8890 Moorslede**

H.R. Ieper 34555 — NN 449.532.246

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 15 maart 1999, te 15 uur. — Dagorde: 1. Nazicht verslag zaakvoerders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de zaakvoerders. 5. Diversen. (4471)

**Verholim, naamloze vennootschap,  
Koningsbaan 86, 2580 Putte (Beerzel)**

H.R. Mechelen 70469 – BTW 444.483.197

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 16 maart 1999, te 17 uur.

Agenda: Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Ontslag en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (4472)

**The Waterbed Company, naamloze vennootschap,  
Boomsesteenweg 645, 2610 Wilrijk**

Jaarvergadering op 16 maart 1999, te 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda: 1. Verslag inzake de toepassing van artikel 103 vennootschappenwet. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Voorlezen en goedkeuring jaarrekening. 4. Toewijzing van het resultaat. 5. Kwijting aan de raad van bestuur. 6. Verderzetting van de vennootschap. Zich schikken naar de statuten. (4473)

**Industriehuis N.V., naamloze vennootschap,  
Ninovestraat 106, 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 2377 – BTW 400.224.770

Jaarvergadering, op de maatschappelijke zetel, op 15 maart 1999, om 11 uur. — Dagorde: 1. Lezing van de jaarrekening op 31 december 1999; verslag. 2. Goedkeuring van deze jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Allerlei.

Om te kunnen deelnemen aan de algemene vergadering, moeten de aandeelhouders, overeenkomstig artikel 12 van de statuten, hun titels aan toonder neerleggen, ten laatste vijf dagen vóór de vergadering, op de zetel van de Generale Bankmaatschappij. (4474)

**Goethals, coöperatieve vennootschap op aandelen,  
Jonckhoffsloot 29, 8430 Middelkerke**

H.R. Oostende 48118 – BTW 445.904.842

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 15 maart 1999, te 15 uur. — Dagorde: 1. Nazicht verslag zaakvoerders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de zaakvoerders. 5. Diversen. (4475)

**Fiam, naamloze vennootschap,  
O. Van Kesbeekstraat 30, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 66252 – BTW 437.185.730

Jaarvergadering op 15 maart 1999, te 11 uur, op de zetel. — Dagorde: 1. Verslag van bestuurders. 2. Balans en resultatenrekening. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Verschillende. Zich gedragen naar de standregelen. (4476)

**Ertel, naamloze vennootschap,  
Nijvelsebaan 89, 3040 Huldenberg**

H.R. Leuven 89783 – BTW 433.096.684

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 15 maart 1999, te 21 uur.

Dagorde:

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (4477)

**Drukkerij Dils, naamloze vennootschap,  
Grote Steenweg 3, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 44682 – BTW 418.914.096

Gewone algemene vergadering op 16 maart 1999, te 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Ontslag en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (4478)

**Drukkerij Boone-Roosens, naamloze vennootschap,  
Hemelstraat 2, 1651 Lot-Beersel**

H.R. Brussel 254023 – BTW 406.953.602

De jaarvergadering zal gehouden worden op 16 maart 1999, te 18 uur, op de zetel. — Agenda : Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Ontslag en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (4479)

**Devriendt, coöperatieve vennootschap op aandelen,  
Slijpsteenweg 41, 8433 Middelkerke**

H.R. Oostende 48188 – BTW 446.489.812

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 15 maart 1999, te 15 uur. — Dagorde : 1. Nazicht verslag zaakvoerders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de zaakvoerders. 5. Diversen. (4480)

**Demiro, naamloze vennootschap,  
Spaarzaamheidstraat 33, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 47233 – BTW 443.498.747

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 15 maart 1999, te 15 uur. — Dagorde : 1. Nazicht verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen. (4481)

**Centre Mommens Center, naamloze vennootschap,  
Liefdadigheidstraat 27, 1210 Brussel**

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 maart 1999, te 11 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen.
3. Ontlasting aan de bestuurders.
4. Diversen.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf volle dagen vóór de bijeenkomst. (4482)

**C.B.R.T., naamloze vennootschap,  
Ten Poole 33, 8430 Middelkerke**

H.R. Oostende 50151 – BTW 449.366.257

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 15 maart 1999, te 15 uur. — Dagorde : 1. Nazicht verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Diversen. (4483)

**N.V. Belgian Lifting & Equipment Company,  
Fortsesteenweg 42, 2860 Sint-Katelijne-Waver**

H.R. Mechelen 75583 – BTW 452.401.664

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 maart 1999, te 16 uur.

Agenda :

Toepassing art. 60 vennootschappenwet. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor. Goedkeuring van de voorgelegde jaarrekening per 31 december 1998. Resultaatsbestemming. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor. Statutaire benoemingen. Varia. (4484)

**AWM Zaagwerken, naamloze vennootschap,  
Mechelsesteenweg 446, 2500 Lier**

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 maart 1999, te 15 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van balans en verlies- en winstrekening.
3. Decharge aan de bestuurders.
4. Allerlei.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar artikel 24 van de statuten. (4485)

**Algotrans, naamloze vennootschap,  
Karperstraat 13, te 9870 Zulte**

Jaarvergadering d.d. 17 maart 1999, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (4486)

**P.M.D.S., société anonyme,  
chaussée de Mons 5, 1400 Nivelles**

R.C. Nivelles 70144 – T.V.A. 446.556.227

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 16 mars 1999, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.



3. Affectation des résultats.
  4. Décharge aux administrateurs.
  5. Nominations statutaires.
  6. Divers.
- Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (4487)

**Credior, société anonyme, à 4800 Verviers**

R.C. Verviers 34406

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 15 mars 1999, à 10 heures, au siège social, rue des Martyrs 33, 4800 Verviers.

Ordre du jour :

1. Rapports des administrateurs. 2. Approbation des bilan et compte de résultats. 3. Décharge à donner aux administrateurs. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (4488)

**La Société anonyme Plantations de Dembia (Plantadem S.A.)**

Siège social : chaussée de Louvain 710, 1030 Bruxelles

R.C. Bruxelles 46089

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège administratif chaussée de Louvain 88, à 1380 Lasne, le lundi 15 mars 1999, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 1998.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour assister à cette assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 24 des statuts.

Le dépôt des titres ou des certificats d'inscriptions nominatives sera reçu jusqu'au 10 mars 1999 inclusivement, au siège social de la société. (4489) Le conseil d'administration.

**Immobilière Hanocq-Gevart, société anonyme,  
rue G. Boël 17, 7100 La Louvière**

Assemblée générale ordinaire le 15 mars 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. (4490)

**Parallele 52, société anonyme,  
avenue des Bouleaux 4, 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 83615 – T.V.A. 450.911.230

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 16 mars 1999, à 9 heures.

Ordre du jour :

1. Ratification de la tenue tardive de l'assemblée. 2. Rapport de gestion du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Divers. (4491)

**Famo, société anonyme,  
boulevard Belgica 35, 1080 Bruxelles (Molenbeek-Saint-Jean)**

R.C. Bruxelles 501500

*Convocation*

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 23 décembre 1998 n'ayant pas réuni le quorum légal, nous vous prions d'assister à la seconde assemblée qui se tiendra en l'étude du notaire Lucas Boels, à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, chaussée de Charleroi 74-76, le mardi 16 mars 1999, à 11 heures, et qui aura le même ordre du jour, à savoir :

Ordre du jour :

1. a) Réduction de capital à concurrence de cent vingt millions (120 000 000) de francs, pour le ramener de trois cents millions (300 000 000) de francs à cent quatre-vingts millions (180 000 000) de francs par remboursement aux actionnaires d'un montant de quarante mille (40 000) francs en espèces sur chaque action. Ce remboursement s'imputera sur le capital réellement libéré restant à rembourser et se fera conformément à l'article 72bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sans annulation d'actions, mais par une réduction proportionnelle de la valeur de fraction des actions.

b) Modification de l'article 6 des statuts pour remplacer le premier paragraphe par ce qui suit :

« Le capital s'élève à cent quatre-vingts millions (180 000 000) de francs. Il est représenté par trois mille (3 000) actions sans désignation de valeur nominale représentant chacune un/trois millième de l'avoir social. »

2. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre et pour procéder à la coordination des statuts.

Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires doivent se référer aux statuts pour les formalités. Ladite assemblée pourra délibérer quel que soit le nombre présent d'actions. (4492)

Le conseil d'administration.

**Foreign & National Investment Company, société anonyme,  
Sicav de droit belge exerçant l'activité d'OPCVM,  
place Sainte-Gudule 19, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 546796

*Convocation*

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira au siège de la société à Bruxelles, le mercredi 17 mars 1999, à 15 heures, aux fins d'entendre les rapports annuels du conseil d'administration et du commissaire-réviseur et d'adopter les propositions suivantes :

1. Approuver les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998, présentant un total au bilan de F 1 976 483 712 et un résultat bénéficiaire de F 386 702 965.

2. Approuver l'attribution de dividende intérimaire payé en cours d'exercice à raison de F 118 324 aux actions de distribution.

3. Approuver le report du solde de résultat.

4. Donner décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur de l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1998.

5. Renouveler, pour un terme de trois ans expirant à l'assemblée générale de 2002, le mandat de commissaire-réviseur conféré à la S.C.C. Deloitte & Touche, Réviseurs d'Entreprises, ayant son siège à 1831 Diegem, Berkenlaan 6, et que représente M. Jean-Louis Prignon.

6. Approuver la décision d'établir dorénavant en euros les comptes et inventaires de tous les compartiments de la société et modifier en conséquence l'alinéa 3 de l'article 8 des statuts en substituant le mot « euros » aux mots « francs belges ».

Les actionnaires désireux d'assister à l'assemblée ou de s'y faire représenter sont invités à en informer la société de bourse Petercam S.A., à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, et, le cas échéant, à y déposer leurs titres au plus tard le vendredi 12 mars 1999. (4493)

**P.A.M., société anonyme,  
Sicav de droit belge exerçant l'activité d'OPCVM,  
place Sainte-Gudule 19, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 546796

*Convocation*

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira au siège de la société à Bruxelles le mercredi 17 mars 1999, à 11 heures, aux fins d'entendre les rapports annuels du conseil d'administration et du commissaire-réviseur et de délibérer sur les propositions suivantes :

1. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998, présentant pour l'ensemble des compartiments un total au bilan de F 16 474 914 687 et un résultat bénéficiaire de F 2 213 802 466.

2. Approbation des dividendes intérimaires payés en cours d'exercice à raison de F 3 901 129 aux actions de distribution du compartiment Pam Belgian Assets, F 1 083 971 aux actions de distribution du compartiment PAM European Assets, F 8 517 171 aux actions de distribution du compartiment PAM Treasury et F 247 766 aux actions de distribution du compartiment PAM Bonds Euro.

3. Approbation du report des autres soldes de résultat.

4. Donner décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur de l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1998.

5. Désigner M. Guy Lermينياux en qualité d'administrateur pour achever le mandat de M. Léopold d'Oultremont, démissionnaire.

6. Approuver la décision d'établir dorénavant en euros les comptes et inventaires de tous les compartiments de la société et modifier en conséquence l'alinéa 3 de l'article 8 des statuts en substituant le mot « euros » aux mots « francs belges ».

Les actionnaires désireux d'assister à l'assemblée ou de s'y faire représenter sont invités à en informer la société de bourse Petercam S.A., à Bruxelles, place Sainte-Gudule 19, et, le cas échéant, à y déposer leurs titres au plus tard le vendredi 12 mars 1999. (4494)

**Cobevri, société anonyme,  
Large Voie 6, 4030 Liège**

R.C. Liège 116338 – T.V.A. 412.129.541

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 15 mars 1999, à 16 heures, au siège social, avec l'ordre du jour ci-après : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels et décharge aux administrateurs. 3. Affectation du résultat. 4. Divers.

Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (4495)

**Guisse Immobilière, société anonyme,  
rue de Waremme 48-50, à 4530 Villers-le-Bouillet**

R.C. Huy 32520 – T.V.A. 425.035.885

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 15 mars 1999, à 16 heures.

*Ordre du jour :*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (4496)

**Bonaparte, société anonyme,  
avenue Edmond Leburton 120, 4300 Waremme**

R.C. Liège 182225

Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 15 mars 1999, à 20 heures.

*Ordre du jour :*

1. Lecture et approbation du rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultat arrêtés au 30 septembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs.

Les titres seront déposés conformément à l'article 29 des statuts. (4497)

**Jalna, société anonyme,  
avenue Edmond Leburton 118, 4300 Waremme**

R.C. Liège 182226

Convocation de l'assemblée générale ordinaire du 15 mars 1999, à 20 heures.

*Ordre du jour :*

1. Lecture et approbation du rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultat arrêtés au 30 septembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs.

Les titres seront déposés conformément à l'article 29 des statuts. (4498)

**P.E.B.A.T., société civile sous forme d'une société anonyme,  
Am Kiesel 15, 4700 Eupen**

Registre des sociétés civiles  
ayant emprunté la forme commerciale, Eupen, n° 119

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 16 mars 1999, à 18 heures. – *Ordre du jour :* 1. Approbation des comptes annuels. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (4499)

**Lasim, Deghelt et Cie, société anonyme,  
chaussée Moncheur 33, 5300 Andenne**

T.V.A. 456.950.964

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 15 mars 1999, à 17 heures.

*Ordre du jour :*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (4500)

**Immobilière de La Ferrée et Extensions, société anonyme**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, place Albert 1<sup>er</sup> 26, à Charleroi, le 15 mars 1999, à 11 heures.

*Ordre du jour :*

1. Rapport de gestion.  
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.  
3. Décharge aux administrateurs.  
4. Nominations statutaires.  
5. Divers. (4501)

**Société immobilière Nisard-Invest, société anonyme,  
rue Nisard 6, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 547865

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 15 mars 1999, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (4502)

**Société patrimoniale et d'Investissement, société anonyme,  
rue du Château 17-19, 5190 Jemeppe-sur-Sambre**

R.C. Namur 60494

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 15 mars 1999, à 17 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.  
2. Approbation des comptes annuels.  
3. Affectation des résultats.  
4. Décharge aux administrateurs. (4503)

**Agences générales industrielles Pellet, société anonyme,  
avenue des Pagodes 187, 1020 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 456487 – T.V.A. 425.113.782

Assemblée générale ordinaire au siège social le 15 mars 1999, à 14 heures. – Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation comptes annuels au 30 septembre 1998. Affectation résultats. Décharge aux administrateurs. Démission, nomination administrateur délégué, adjoint. Divers. Se conformer aux statuts. (4504)

**Physiol, société anonyme,  
Parc scientifique du Sart Tilman, rue des Noisetiers, 4031 Angleur**

R.C. Liège 153672 – T.V.A. 428.242.033

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 15 mars 1999, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (4505)

**Tendeur Universel, société anonyme,  
boulevard de la Cambre 74, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 307660 – T.V.A. 402.933.941

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 16 mars 1999, à 14 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Lecture et discussion des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.  
2. Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat.

3. Décharge aux administrateurs.  
4. Réélections statutaires.  
5. Divers. (4506)

**Croc'In, société anonyme,  
boulevard des Canadiens 116, 7711 Dottignies**

R.C. Tournai 58845 – T.V.A. 423.040.754

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire du 15 mars 1999, à 10 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.  
2. Approbation des comptes au 31 décembre 1998.  
3. Affectation du résultat.  
4. Décharge aux administrateurs.  
5. Divers.  
Les associés sont obligés de se conformer aux statuts. (4507)

**Entreprises Cop & Portier, société anonyme,  
Sart d'Avette 110, 4400 Awirs (Flémalle)**

R.C. Liège 22092 – T.V.A. 402.387.573

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 15 mars 1999, à 14 heures. – Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement des mandats d'administrateurs et réviseurs. 6. Divers. (4508)

**Hostellerie du Prieuré de Conques, société anonyme,  
rue de Conques 2, 6820 Florenville (Sainte-Cécile/Conques)**

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le lundi 15 mars 1999, à 11 heures, au siège social de la société. – Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration.

Examen et approbation des comptes. Décharge à donner aux administrateurs. Divers. (4509)

**Immobilière Hayoit, société anonyme,  
rue des Vaches 44, 7390 Quaregnon**

Registre des sociétés civiles  
ayant emprunté la forme commerciale, Mons, n° 589  
NN 459.318.583

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 15 mars 1999, à 13 heures. – Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Discussion des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 1998. 3. Affectation des comptes annuels. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Emoluments. 6. Divers. (4510)

**Gesprobel, société anonyme,  
rue au Bois 370, bte 35, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 537252

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 16 mars 1999, à 11 heures. – Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration ainsi que les comptes annuels. 2. Adoption des comptes annuels au 30 septembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. (4511)

**Société de Cour-au-Mont « Cour-au-Mont », société anonyme,  
rue Nisard 6, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 547866

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 15 mars 1999, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (4512)

**Ateliers de Construction d'Ensival, société anonyme,  
rue Hodister 44, 4860 Pepinster (Wegnez)**

R.C. Verviers 1057 – T.V.A. 402.323.633

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale statutaire au siège social à 4860 Pepinster (Wegnez), le 16 mars 1999, à 14 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire-réviseur sur l'exercice social 1998. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats et de la répartition. 3. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 4. Démission, nomination d'administrateurs. 5. Nomination du commissaire-réviseur. 6. Divers. Article 27 des statuts : pour être admis à l'assemblée, les actionnaires doivent produire un certificat de dépôt de leurs titres au porteur, effectué cinq jours francs avant la réunion, au siège de la société, à 4860 Pepinster (Wegnez), ou à la Générale de Banque, avenue du Chêne 116B, à Verviers (Heusy), ou à la Banque Bruxelles Lambert, place Verte, à Verviers, ou à la Banque Drèze, rue Xhavée 3, à Verviers, ou à la Banque Paribas Belgique, place Saint-Michel 8, à 4000 Liège. (4513)

**Carrosserie Piret-Wavre, société anonyme,  
chaussée de Namur 260, 1300 Wavre**

R.C. Nivelles 59072 – T.V.A. 431.490.642

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se tiendra le 15 mars 1999, à 14 heures, chez Olinessa Management S.A., Les Gottes 38, 1390 Grez-Doiceau.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Examen des comptes annuels au 30 septembre 1998.
3. Affectation du résultat.
4. Approbation des comptes annuels.
5. Décharge aux administrateurs.
6. Divers.

Pour assister à l'assemblée générale, se conformer aux statuts. (4514)

**Société du Blocus « Blocus », société anonyme,  
rue Nisard 6, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 547868

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 15 mars 1999, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (4515)

**Ateliers Mécaniques Emile Mockel Fils S.C.A.,  
Société en commandite par actions  
Gulcherstrasse 31, 4700 Eupen**

R.C. Eupen 33918 – T.V.A. 411.953.456

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 16 mars 1999, à 18 heures. – Ordre du jour : 1. Discussion des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 1998. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge au gérant. 4. Emoluments. 5. Divers. (4516)

**Société agricole et forestière  
de la Franche Terre de Fagnolle, « Franche Terre », société anonyme,  
rue Nisard 6, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 547867

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 15 mars 1999, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (4517)

**Foricon, société anonyme,  
rue de Genève 10, bte 6, à 1140 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 609989 – T.V.A. 448.511.766

L'assemblée générale sera tenue le 25 mars 1999, à 11 heures, au siège social. – Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 octobre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations. 6. Divers. (4518)

**Thyrse-Immo, société anonyme,  
square Vergote 19, 1200 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 553377

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra le 16 mars 1999, à 16 heures, square Vergote 19, à 1200 Bruxelles, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport de gestion.
2. Approbation des comptes arrêtés au 30 septembre 1998.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Renouvellement du mandat des administrateurs.
6. Divers.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au porteur au siège social de la société cinq jours avant la date de l'assemblée. (4519)

**« Parc Management », société anonyme,  
avenue Père Damien 58, Woluwe-Saint-Pierre (1150 Bruxelles)**

T.V.A. 447.996.676

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra le mardi 16 mars 1999, à 15 heures, au siège social de la société à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport de gestion.
2. Approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 1998.

3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au porteur au siège social de la société cinq jours avant la date de l'assemblée. (4520)

**Restolink, société anonyme,**  
avenue du Château 22, 1081 Koekelberg  
R.C. Bruxelles 607777 — T.V.A. 459.158.507

Les actionnaires de la société sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra au siège social le 15 mars 1999, à 11 heures précises.

Ordre du jour :

1. Délibération sur la révocation d'un administrateur.
  2. Nomination de deux nouveaux administrateurs et fixation de leur rémunération.
  3. Divers.
- Titres au porteur à déposer avant l'assemblée. Se conformer aux statuts. (4521)

**S.A. Compagnie de Récupération, en abrégé : « Coder »,**  
société anonyme  
quai des Vicinaux 25, à 7500 Tournai

L'assemblée générale ordinaire se réunira le mardi 16 mars 1999, à 11 heures, au siège social.

Ordre du jour : 1. lecture et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1998. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations administrateurs.

Se conformer aux statuts pour le dépôt des titres.  
(4522) Le conseil d'administration.

**S.A. Bureau d'Etude fiscal, société anonyme,**  
chaussée de Tournai 65, à 7520 Ramegnies-Chin

L'assemblée générale ordinaire se réunira le mardi 16 mars 1999, à 11 heures, au siège social.

Ordre du jour : 1. Lecture et approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1998. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Nominations administrateurs.

Se conformer aux statuts pour le dépôt des titres.  
(4523) Le conseil d'administration.

**Adron, naamloze vennootschap,**  
Vinkestraat 30, 8554 Sint-Denijs

H.R. Kortrijk 120347 — BTW 439.598.555

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op zondag 21 maart 1999, om 10 uur, in de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Jaarverslag.
  2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
  3. Kwijting aan de bestuurders.
  4. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar artikel 25 van de statuten.  
(4524) De raad van bestuur.

**KBC Bank, naamloze vennootschap,**  
Havelaan 2, 1080 Brussel

H.R. Brussel 623074

Oproeping tot de jaarlijkse algemene vergadering van KBC Bank NV, die zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel te 1080 Brussel, Havelaan 2, op 18 maart 1999, te 11 uur, met de volgende agenda :

1. Kennisgeving van het jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Kennisgeving van het controleverslag van de commissaris-revisoren.
3. Voorstel tot goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998 en van de winstverdeling.
4. Voorstel tot verlening van kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisoren van KB CERA Nieuw NV, KBC Bank NV, Bank van Roeselare NV en CERA Investment Bank NV.
5. Voorstel tot vaststelling van de presentiegelden voor de leden van de raad van bestuur.
6. Rondvraag.

Deze jaarvergadering zal onmiddellijk gevolgd worden door een buitengewone algemene vergadering met als enig agendapunt :

voorstel tot omzetting van het bedrag van het maatschappelijk kapitaal in euro na kapitaalverhoging ad BEF 3 704 765 743 door incorporatie van overgedragen winst (volgens de vereenvoudigde procedure vervat in de wet van 30 oktober 1998 betreffende de euro).

Overeenkomstig artikel 26 van de statuten moeten, om tot de algemene vergadering te worden toegelaten, de houders van obligaties aan toonder deze ten minste vier werkdagen voor de algemene vergadering neerleggen op de maatschappelijke zetel van KBC Bank NV. De eigenaars van obligaties op naam moeten binnen dezelfde termijn op de maatschappelijke zetel schriftelijk hun voornemen te kennen geven om de algemene vergadering bij te wonen.  
(4525) De raad van bestuur.

**Brupa,**  
bevek naar Belgisch recht in effecten en liquide middelen  
Livingstonelaan 6, 1000 Brussel

H.R. Brussel 547436

*Bijeenroepingsbericht*

De gewone algemene vergadering van aandeelhouders van de vennootschap zal op maandag 15 maart 1999, om 15 uur, plaatsvinden op de hoofdzetel van de vennootschap, Livingstonelaan 6, 1000 Brussel.

Zij zal beraadslagen en stemmen over volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekeningen.

Voorstel tot beslissing : de vergadering keurt de jaarrekeningen goed over het boekjaar afgesloten op 31 december 1998.

4. Toewijzing van de resultaten.

Voorstel tot beslissing : de vergadering aanvaardt het voorstel van de raad van bestuur om het resultaat over het boekjaar afgesloten op 31 december 1998 te kapitaliseren in ieder compartiment.

5. Decharge te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor.

Voorstel tot beslissing : decharge verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor voor de uitoefening van hun mandaat tot 31 december 1998.

6. Bekrachtiging van de benoeming van een bestuurder.

Voorstel tot beslissing : de vergadering aanvaardt het voorstel van de raad van bestuur van 11 december 1998 om Private Kas Bank - BBL Group Asset Management NV als bestuurder te benoemen. Private Kas Bank - BBL Group Management NV zal het mandaat van bestuurder van Bank Brussel Lambert voortzetten en beëindigen.

## 7. Hernieuwing van de mandaten van de bestuurders.

Voorstel tot beslissing : de vergadering beslist tot de hernieuwing van de mandaten van de uittreedende bestuurders voor één jaar, d.w.z. tot de jaarvergadering van 2000.

## 8. Diversen.

Om aan de algemene vergadering te kunnen deelnemen of er zich te laten vertegenwoordigen dient elke aandeelhouder zijn aandelen aan toonder ten laatste op 9 maart 1999 neer te leggen, hetzij op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, hetzij aan de loketten van de Artesia Bank, Bank Brussel Lambert, waar de volmachtformulieren kunnen verkregen worden.

De beslissingen van de algemene vergadering worden, ongeacht het aantal op de vergadering vertegenwoordigde aandelen, genomen met meerderheid van stemmen. Elk aandeel geeft recht op een aantal stemmen in evenredigheid met het gedeelte van het kapitaal dat zij vertegenwoordigt, met dien verstande dat het aandeel dat het laagste bedrag vertegenwoordigt, voor één wordt aangerekend.

(4526)

De raad van bestuur.

**N.V. Slachthuizen en Markten van Anderlecht,  
naamloze vennootschap,**

Maatschappelijke zetel : Ropsy-Chaudronstraat 24, 1070 Brussel

H.R. Brussel 456869 – BTW 425.276.704

Daar de buitengewone algemene vergadering gehouden op 25 februari 1999 het wettelijk quorum niet heeft bereikt, worden de aandeelhouders opgeroepen de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op donderdag 18 maart 1999, om 17 uur, te Anderlecht, Ropsy-Chaudronstraat 24, met volgende agendapunten :

Hernieuwen van de bevoegdheid voor de raad van bestuur om het maatschappelijk kapitaal te verhogen in het kader van het toegestane kapitaal.

Voorlezing van het bijzonder verslag van de raad van bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 33bis, § 2, van de vennootschapswet.

Voorstel van besluit :

De vergadering beslist de raad van bestuur toe te laten het kapitaal te verhogen in één of meerdere malen ten belope van een maximaal bedrag van honderd miljoen frank (BEF 100 000 000) door de uitgifte van nieuwe aandelen, van converteerbare obligaties, van warrants of door omzetting van reserves.

Om aan de algemene vergadering te mogen deelnemen, worden de aandeelhouders verzocht, overeenkomstig artikel 33 van de statuten, om hun aandelen aan toonder, vijf kalenderdagen vóór vermelde algemene vergadering neer te leggen op de zetel van de vennootschap of bij de lokale agentschappen van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, van de Generale Bank, van de Kredietbank, van de Bank Brussel Lambert of van de Gesbank.

(4527)

De raad van bestuur.

**N.V. Slachthuizen en Markten van Anderlecht,  
naamloze vennootschap,**

Maatschappelijke zetel : Ropsy-Chaudronstraat 24, 1070 Brussel

H.R. Brussel 456869 – BTW 425.276.704

De obligatiehouders worden vriendelijk verzocht aanwezig te willen zijn op een algemene vergadering van obligatiehouders die zal doorgaan op donderdag 18 maart 1999, om 18 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

De vergadering heeft als enig agendapunt de verlenging van de lopende achtergestelde en converteerbare obligatielening 1994-1999 7 %, zulks overeenkomstig de bepalingen van artikel 93, 3°, van de vennootschapswet.

Overeenkomstig artikel 96 van de vennootschapswet en teneinde te worden toegelaten tot deelname aan de algemene vergadering, worden de obligatiehouders verzocht om hun obligaties overeenkomstig artikel 33 van de statuten neer te leggen op de zetel van de vennootschap, vijf kalenderdagen vóór de vermelde algemene vergadering.

Indien de eerste algemene beraadslaging niet geldig kan beraadslagen, wordt, de facto, een nieuwe algemene vergadering met dezelfde agenda gehouden op 31 maart 1999, eveneens om 18 uur en op dezelfde locatie. Onderhavige oproeping geldt tevens als oproeping voor een eventuele tweede vergadering.

(4528)

De raad van bestuur.

**Société Générale Belge-Argentine, naamloze vennootschap**

H.R. Antwerpen 2658

Jaarvergadering op 15 maart 1999, om 11 uur, op de zetel, Mechelsesteenweg 203, te 2018 Antwerpen-1. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (4529)

**Société Foncière Belge-Argentine, naamloze vennootschap**

H.R. Antwerpen 2657

Jaarvergadering op 15 maart 1999, om 10 uur, op de zetel, Mechelsesteenweg 203, te Antwerpen. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (4530)

**Alamo Groves, société anonyme,  
avenue du Bois de Sapins 2, 1200 Bruxelles-20**

R.C. Bruxelles 569632 — T.V.A. 448.417.439

Une assemblée générale extraordinaire se tiendra le 15/03/99 à 14 heures, Steenweg Naar Ninove, 125 à 1670 Pepingen. — Ordre du jour : 1. Révocation d'un administrateur. 2. Nomination. 3. Divers. (40530)

**Parc Paradisio, société anonyme,  
Domaine de Cambron, 7940 Cambron-Casteau**

R.C. Mons 85196 — T.V.A. 406.834.628

Assemblée générale ordinaire le 15/03/99 à 11 h au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Lecture du rapport du commissaire-réviseur. 3. Approbation des comptes annuels au 31/10/1998. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 6. Démissions/nominations. 7. Divers. (40531)

**AnsWARE, naamloze vennootschap,  
Doornveld 15E, 1731 Zellik**

H.R. Brussel 556177 — BTW 446.868.409

De jaarvergadering zal gehouden worden op 16 maart 1999, te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag door de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en statutaire benoemingen.
6. Rondvraag.
7. Invoering Euro met kapitaalerschikking.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70992)

**A.V.P., naamloze vennootschap,  
Prinsenmeers 30, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 47790 — BTW 448.841.071

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatshebben op 15 maart 1999.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming van de bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70993)

**Bumaser, naamloze vennootschap,  
Industriepark, 1730 Mollem**

H.R. Brussel 519737 — BTW 437.553.736

Jaarvergadering van 18 maart 1999, te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

- Verslagen bestuurders en commissaris-revisor.  
Goedkeuring jaarrekening.  
Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.  
Benoemingen. (70994)

**Epes, naamloze vennootschap,  
Ringlaan 19, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 40746 — BTW 439.914.004

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18 maart 1999, om 17 uur, welke zal doorgaan in de zetel van de vennootschap, Ringlaan 19, te 2170 Merksem.

Agenda :

- Ontslag van bestuurders.  
Verlenen van décharge aan de bestuurders.  
Aanstellen van nieuwe bestuurders.  
Voorstellen aan de Algemene Vergadering in toepassing van artikel 103 Vennootschapswetgeving.  
Bespreking van het bijzonder verslag en te nemen maatregelen.  
Goedkeuring van de jaarrekening.  
Toewijzing van het resultaat.  
Ontlasting van de bestuurders. (70995)

**Fabri Car, naamloze vennootschap,  
Koeistraat 57, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 64354 — BTW 439.715.450

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 20 maart 1999, te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de Raad van Bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70996)

**Freguco, naamloze vennootschap,  
August van Landeghemstraat 93, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 67809 — BTW 439.741.679

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 20 maart 1999, op de zetel der vennootschap om 16 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur;
2. Goedkeuring voorgelegde jaarrekening per 30.09.1998.
3. Resultaatbestemming.
4. Emolumenten bestuurders.
5. Kwijting bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat.
6. Benoemingen en ontslagen.
7. Varia.

Zich schikken naar de statuten. (70997)

**Grand Hotels International, naamloze vennootschap,  
Luikersteenweg 62, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 67923 — BTW 430.929.923

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 15 maart 1999, om 17.00 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring balans en resultatenrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Ontlasting aan bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Diversen. (70998)

**Immobiliaire Van Grimbergen, naamloze vennootschap,  
Waarbeekdreef 3, 1850 Grimbergen**

H.R. Brussel 369311

De jaarlijkse algemene vergadering der aandeelhouders zal plaatshebben op dinsdag 16 maart 1999, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de Jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de raad van bestuur;
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de voorschriften van de statuten. (70999)

**Etablissements Heddebaut, naamloze vennootschap,  
steenweg op Leuze 129, 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 10640 — BTW 400.222.295

De jaarvergadering zal gehouden worden ten zetel van de vennootschap op 16 maart 1999, om 17 uur. — Dagorde : 1. Verslagen raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Rondvraag. (71000)

**Jans en zonen, naamloze vennootschap,  
Lummense Kiezel 78, 3510 Hasselt**

H.R. Hasselt 24803 — BTW 400.953.260

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 16 maart 1999, te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (71001)

**De Kippenhoeve, naamloze vennootschap,  
Zuivelmarkt 3, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 75478 — BTW 440.021.890

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering, op 17 maart 1999, om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. verslag raad van bestuur; 2. goedkeuring van de jaarrekening; 3. bestemming van het resultaat; 4. décharge raad van bestuur. Zich richten naar de statuten. (71002)

**Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen,  
naamloze vennootschap,  
P. Vandammehuis, Isabellalaan 1, 8380 Zeebrugge**

De aandeelhouders worden verzocht te willen aanwezig zijn op de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 18 maart 1999, te 11 uur, in het P. Vandammehuis, (3e verdieping), Isabellalaan 1, 8380 Zeebrugge.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening 1998, de waarderingsregels en de bestemming van de winst.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen.

Om aan deze vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van artikel 27 van de statuten.

Tot 13 maart 1999 inbegrepen mogen de aandelen neergelegd worden op de maatschappelijke zetel; bij de Bank Brussel Lambert, de Generale Bankmaatschappij, de KBC Bank, de Artesia Bank, de Nationale Bank van België. (71003)

**Van Mallegem-Bauters, naamloze vennootschap,  
Smisstraat 11, 9681 Nukerke**

H.R. Oudenaarde 31962 — BTW 431.430.462

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 15 maart 1999, te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming van de bestuurders voor een termijn van zes jaar.
6. Herbenoeming van de gedelegeerd-bestuurder voor een termijn van zes jaar.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71004)

**Mattheus, naamloze vennootschap,  
Markt 10, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 79205 — BTW 457.180.794

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 20 maart 1999, om 10 uur.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71005)

**Etablissements Matton, naamloze vennootschap,  
Industrieterrein Neerhonderd 9, 9230 Wetteren**

H.R. Dendermonde 38652 — BTW 401.904.949

De algemene vergadering zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel, op 15 maart 1999, om 14 uur, met als agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Verslag van de commissaris-revisor; 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming van het resultaat; 5. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor; 6. Ontslagnemingen en benoemingen; 7. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71006)

**Demeco, naamloze vennootschap,  
Paul de Smet de Naeyerplein 17, 9000 Gent**

H.R. Gent 155726 — BTW 438.358.440

Jaarvergadering, op de maatschappelijke zetel op donderdag 18 maart 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. allerlei. Zich richten naar de statuten. (71007)



**De Orangerie, naamloze vennootschap,  
Fraterstraat 117, 9820 Merelbeke**

H.R. Gent 167502 — BTW 448.966.280

Jaarvergadering op maandag 15 maart 1999, om 17 uur, op de zetel.

Agenda : 1. Toepassing art. 60 Venn.wet. 2. Verslag raad van bestuur.  
3. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998. 4. Bestemming  
resultaat. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Kwijting aan bestuurders.  
7. Ontslag/benoeming bestuurders. 8. Rondvraag.

Wil u schikken naar de statuten. (71008)

**Orgacom, naamloze vennootschap,  
Adriaan Sanderslei 87, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 299300 — BTW 435.302.643

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die  
zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 18 maart 1999,  
om 20 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van  
de statuten. (71009)

**La Compagnie Immobilière et Financière du Pureau C.I.F.P., burger-  
lijke vennootschap onder de vorm van een naamloze vennoot-  
schap, Doorniksesteenweg 17, 9600 Ronse**

Register van de burgerlijke vennootschappen  
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,  
Oudenaarde, nr. 116

De jaarvergadering zal gehouden worden ten zetel van de vennoot-  
schap op 18 maart 1999, om 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van  
bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998; 3. Bestemming  
resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Rondvraag. (71010)

**R.C.K., naamloze vennootschap,  
Boerenkrijgsingel 8, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 74236 — BTW 438.673.293

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergade-  
ring die zal gehouden worden op 18 maart 1999, te 18 uur, op de  
maatschappelijk zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de  
bepalingen van de statuten. (71011)

**Stone, naamloze vennootschap,  
Autostrade km 19, 1840 Londerzeel**

H.R. Brussel 290429

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergade-  
ring, op de maatschappelijke zetel, op 18 maart 1999, te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor
5. Benoeming bestuurders en commissaris-revisor.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering zich richten  
naar de statuten. (71012)

**Stones, naamloze vennootschap,  
Autostrade km 19, 1840 Londerzeel**

H.R. Brussel 517358

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergade-  
ring op de maatschappelijke zetel op 18 maart 1999, om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de Algemene Vergadering, zich richten  
naar de statuten. (71013)

**Waasse Immobiliën Centrale, naamloze vennootschap,  
Neerbroek 109, bus 18, 2070 Zwijndrecht**

H.R. Antwerpen 226223 — BTW 421.631.185

Om uitgenodigd te worden tot de algemene vergadering  
dd. 15 maart 1999, te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten dienen de  
aandeelhouders zich te schikken naar artikel 22 van de  
statuten. (71014)

**Welders, naamloze vennootschap,  
Wijngaardveld 5, 9300 Aalst**

H.R. Aalst 46994 — BTW 405.755.651

Jaarvergadering van 19 maart 1999, om 11 uur, op de maatschappe-  
lijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per  
31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders  
en commissaris-revisor. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statu-  
ten. (71015)

**AWM Zaagwerken, naamloze vennootschap,  
Mechelsesteenweg 446, 2500 Lier**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 17 maart 1999, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (71016)

**Horma, naamloze vennootschap,  
Troliebergplein 5, 3010 Kessel-Lo**

H.R. Leuven 66027 — BTW 427.618.065

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op 17 maart 1999, om 11 uur, ter studie voor notaris Hollanders de Ouderaen, te Leuven.

Dagorde :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31.12.1998;
2. Kwijting bestuurders;
3. Benoeming - herbenoeming bestuurders;
4. Naamswijziging in INTERMED;
5. Doelsuitbreiding - Verslag van de raad van bestuur omtrent de geplande doelsuitbreiding;
6. Aanpassing artikel 1 en 4 der statuten;
7. Varia.

De aandeelhouders dienen hun aandelen te deponeren ter studie voor notaris Hollanders de Ouderaen minstens 5 dagen voor de datum van de algemene vergadering. (71017)

**Versim, naamloze vennootschap,  
Kortrijksesteenweg 218, 9800 Deinze**

H.R. Gent 125586 — BTW 419.470.560

De aandeelhouders worden uitgenodigd te verschijnen op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden ter studie van notaris Pierre De Maesschalck te Oostende, Prinses Stefanieplein, 35-37 op woensdag 17 maart 1999, om 18 uur, met volgende agenda

1. Zetelwijziging naar 9800 Deinze, Industriezone E 3 - Karreweg, 60-64.
2. Verslag van de raad van bestuur over de uitbreiding van het doel van de vennootschap met in bijlage een staat van activa en passiva afgesloten per éénendertig december negentienhonderd achtennegentig.
3. Aanpassing van het maatschappelijk doel door toevoeging aan artikel 3 van de statuten als volgt :

« d) het verwerven en aanhouden van participaties onder welke vorm ook, in alle vennootschappen, in België of in het buitenland, bestaande of op te richten, door middel van inbrengen, onderschrijvingen, overdrachten of ruilingen.

Zij kan deze participaties beheren, te gelde maken, valoriseren, onder meer door deel te nemen aan het bestuur en het toezicht van de ondernemingen waarin zij participeert en door ze technische, administratieve en financiële bijstand te verlenen.

De vennootschap beoogt verder de gunstige ontwikkeling van de vennootschappen waarin zij participeert te stimuleren, te plannen en te coördineren.

De vennootschap kan tevens in het kader van haar thesauriebeheer rechtstreeks of via vestigingen in België of in het buitenland, financiële activa verwerven of verkopen, trading- en deviezenoperaties uitvoeren, en tussenkomen in de overnamen en plaatsing van aandelen, obligaties en effecten van alle aard. »

4. Kapitaalsverhoging om het kapitaal te brengen van zesenzeventig duizend achthonder zesenzeventig euro negentienhonderd (euro)cent (76.846,99 Eur) naar tachtig duizend euro (80.000 Eur) door incorporatie bij het kapitaal van de over te dragen winst zoals die blijkt uit de balans van het boekjaar afgesloten op éénendertig december negentienhonderd achtennegentig zonder creatie van nieuwe aandelen.

5. Wijziging van de volgende artikelen der statuten : artikel 3 ivm het doel en artikel 5 en 6 ivm het kapitaal en de vorming ervan.

6. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van alle maatregelen in verband met vorengenomen beslissingen.

Om aanwezig te zijn bij de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de voorschriften van artikel 26 van de statuten. (71018)

De raad van bestuur.

## Administration publiques et Enseignement technique

### Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

#### Gemeente Machelen

Het gemeentebestuur van Machelen werft aan (m/v) in statutair verband :

Een administratief medewerk(st)er C1-3 technische dienst.

Diploma van hoger secundair onderwijs.

Minimaal drie jaar gerichte ervaring in een gelijkaardige dienst is vereist.

Drie administratief bedienden D1-3 :

voor personeels- en sociale dienst;

voor bevolkingsdienst;

voor rekendienst.

Diploma van lager secundair onderwijs.

Minimaal drie jaar gerichte ervaring in een gelijkaardige dienst is vereist.

Interesse ?

Vraag de functiebeschrijving en aanwervingsvoorwaarden aan op het nr. 02/254 12 58 en stuur uw kandidatuur, vergezeld van *curriculum vitae* en kopie van het gevraagde diploma, aangetekend naar het college van burgemeester en schepenen, Woluwestraat 1, te 1830 Machelen, ten laatste op 9 april 1999. (4531)

#### Gemeente Destelbergen

Het gemeentebestuur van Destelbergen werft aan :

1 boekhouder voor de financiële dienst (B1-B3).

Functiebeschrijving :

dagelijkse leiding van de financiële dienst;

opmaken begroting, meerjarenplanning...

Functievereisten :

in het bezit zijn van een diploma HOBU-KT (boekhouden);  
goede kennis van de gemeentewet en de overheidsopdrachten;  
kennis hebben van informaticagebruik en rekenbladen;  
zeer goed op de hoogte zijn van softwaresystemen;  
leidinggevende vaardigheden;  
slagen voor een examen.

2 politieagenten.

Algemene voorwaarden :

Belg zijn;  
een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de functie van politieagent;  
de burgerlijke en politieke rechten genieten;  
aan de dienstplichtwetten voldoen;  
een lichaamsgestalte hebben van 1,63 m zonder schoeisel;  
lichamelijk geschikt zijn;  
de leeftijd van 18 jaar hebben bereikt;  
niet bij wet ontzet zijn van het recht wapens te dragen.

Bij de aanwerving van aspirant-politieagenten doen wij beroep op de geldelijke bovenlokale wervingsreserve samengesteld door de politieacademie van de provincie Oost-Vlaanderen.

De kandidaat wordt onmiddellijk tot stagedoende politieagent benoemd als hij reeds in dienst is bij een politiekorps, voldoet aan de voorwaarden, niet langer dan drie jaar vóór de uiterste datum gesteld voor het indienen van de kandidaatstellingen geslaagd zijn voor de selectieproeven van OPAC,  
of

minimum vijf jaar als vastbenoemd politieagent of veldwachter anciënniteit hebben bij een politiekorps.

Deze betrekkingen zijn zowel toegankelijk voor mannen als vrouwen.

Indienen van de kandidaturen.

De kandidatuur moet per aangetekende brief ten laatste gepost op 26 maart 1999 aan het college van burgemeester en schepenen, Dendermondsteeweg 430, te 9070 Destelbergen, gericht worden.

Nadere inlichtingen en de inschrijvingsformulieren zijn te bekomen op de personeelsdienst, Dendermondsteeweg 430, te 9070 Destelbergen (tel. 09/228 33 09). (4532)

#### Gemeente Beveren

Aanwerving van een bestuurssecretaris « hoofd burgerzaken » (A1-A3)

In het kader van een verdere kwalitatieve invulling van haar personeelsformatie gaat de gemeente Beveren over tot de aanwerving van een bestuurssecretaris (m/v).

Deze universitaire geschoolde kracht zal in praktijk fungeren als hoofd van de afdeling burgerzaken. In deze hoedanigheid leidt betrokkene de diensten bevolking, burgerlijke stand en soc. & econ. zaken, zorgt voor een vlotte samenwerking, coördinatie en ondersteunt de medewerkers bij diverse dossiers. Het beschikken over de vereiste leidinggevende en communicatieve vaardigheden is dan ook belangrijk.

Voornaamste aanwervingsvoorwaarden :

houder zijn van één van de volgende bekwaamheidsbewijzen :  
hetzij een universitair diploma van doctor of licentiaat in de rechten;

hetzij een universitair diploma van licentiaat in de bestuurswetenschappen;

in het bezit zijn van het rijbewijs B of dit behalen binnen de proeftijd;  
slagen voor een aanwervingsexamen;  
op 27 maart 1999 de leeftijd van minstens 25 jaar bereikt hebben.

De kandidatenlijst wordt afgesloten op 27 maart 1999.

De kandidaturen met de bijhorende bewijsstukken alsook een uitvoerig *curriculum vitae* dienen aangetekend gezonden aan het college van burgemeester en schepenen, Stationsstraat 2, te Beveren.

Een volledige opgave van de voorwaarden kan bekomen worden bij de gemeente Beveren, dienst personeelszaken, Stationsstraat 2, te 9120 Beveren (tel. 03/750 16 52). (4533)

#### Stad Hasselt

Oproep tot kandidaten voor de aanwerving van vier aspirant-politieagenten (mannelijk of vrouwelijk).

Voorwaarden :

op datum van toelating de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

minimum een diploma of getuigschrift bezitten dat toelating verleent tot niveau 2 van de rijksbesturen;

geslaagd zijn in de bekwaamheids- en selectieproeven en opgenomen in de bovenlokale wervingsreserve van politieagenten, aangelegd door het P.C.V.O.-Limburg, Provinciaal Centrum voor Politiepersoneel.

Bruto maandwedge : BEF 55 724 (€ 1 381,36).

De volledige voorwaarden zijn te bekomen bij de personeelsdienst, aanwervingen (tel. 011/23 95 93).

Kandidatuurstelling : uitsluitend door middel van het sollicitatieformulier, aan te vragen bij de personeelsdienst van de stad Hasselt.

Dit sollicitatieformulier moet aangetekend of tegen ontvangstbewijs uiterlijk op 22 maart 1999 toekomen bij het college van burgemeester en schepenen van de stad Hasselt t/a de personeelsdienst, aanwervingen, Groenplein 1, 3500 Hasselt (voor de aangetekende zendingen is de datum van de poststempel bepalend). (4534)

#### Gemeente Heusden-Zolder

Het gemeentebestuur van Heusden-Zolder is een dynamisch en kleurrijk openbaar bestuur. Wij trachten op een eigentijdse, eenvoudige en klantvriendelijke wijze onze diensten te verlenen aan onze burgers. Om onze doelstellingen mee te helpen realiseren zijn wij op zoek naar volgende medewerk(st)ers :

één diensthoofd bevolking (m/v).

Wij zoeken een dynamisch en zelfstandig diensthoofd (niveau A) met leiderschapskwaliteiten om onze dienst bevolking verder functioneel uit te bouwen. Wij verwachten van de kandida(a)t(e) dat zij/hij een toekomstgerichte visie zal ontwikkelen op het vlak van klantgerichtheid en daarenboven accuraat en administratief onderlegd is.

Voor de toekomstige vacante functie diensthoofd bevolking (1 november 1999) wordt een werfreserve aangelegd voor de duur van twee jaar. De functionaris zal eerst contractueel aangesteld worden waarna een statutaire benoeming kan volgen.

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van universitair niveau.

één beroepsbrandweerman/-vrouw.

Als brandweerman/-vrouw neemt u deel aan interventies maar staat u ook in voor administratie en het onderhoud van de gebouwen en de voertuigen.

Kandidaten dienen houder te zijn van een diploma dat in aanmerking wordt genomen voor een betrekking van niveau 2 in de rijksbesturen (hoger secundair onderwijs).

Binnen het jaar na aanstelling moet u wonen binnen een straal van 2 km van de brandweerkazerne.

Naast de onmiddellijke aanwerving van één brandweerman/-vrouw wordt een werfreserve aangelegd voor drie jaar.

4 jongerenwerk(st)ers.

Als jongerenwerk(st)er staat u in voor de uitbouw van de werking rond jeugdhuizen kaderend in het gemeentelijk jeugdwerkbeleidsplan.

Deze functies zijn onmiddellijk te begeben in voltijds of deeltijds dienstverband. Kandidaten moeten houder zijn van een diploma hoger onderwijs buiten universiteit of daarmee gelijkgesteld.

Indien u interesse heeft voor deze boeiende functies kan u zich kandidaat stellen door een gemotiveerde sollicitatiebrief met uitgebreid *curriculum vitae* en een fotokopie van uw diploma aangetekend te versturen aan het college van burgemeester en schepenen, Heldenplein 1, te 3550 Heusden-Zolder. Uw kandidatuur dient uiterlijk op 22 maart 1999 te worden verzonden. De poststempel is bepalend.

Vrouwen worden extra aangemoedigd zich kandidaat te stellen.

Wij geven u graag meer informatie !

voor meer inlichtingen of voor het opvragen van de functiebeschrijvingen en de weddeschalen kan u terecht bij Mevr. Tessy Wijgaerts op de dienst personeel, 011/53 73 71. (4536)

### Gemeente Lendeledede

Het gemeentebestuur van Lendeledede zal overgaan tot de aanwerving van twee deeltijdse schoonma(a)k(st)ers (m/v) in contractueel verband (resp. 19/38 en 26/38 weekprestaties).

De kandidaturen, samen met de vereiste bewijsstukken, moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij het college van burgemeester en schepenen, Dorpsplein 1, 8860 Ledeledede, tegen uiterlijk 22 maart 1999.

Voor het bekomen van de aanwervingsvoorwaarden, alsook voor bijkomende inlichtingen, kan u zich wenden tot het gemeentesecretariaat (tel. 051/33 63 02 of 051/33 63 04). (4535)

### Gemeente Huldenberg

Het gemeentebestuur van Huldenberg deelt mede dat de betrekking van werkleider C1, technische dienst/afdeling buitendienst, in statutair verband vacant is. Voor deze functie wordt een wervingsreserve aangelegd van drie jaar.

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld.

Sollicitaties dienen bij ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 1, te 3040 Huldenberg, en dienen uiterlijk in de post afgestempeld op 29 maart 1999.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van :

1. een bewijs van goed gedrag en zeden bestemd voor openbaar bestuur; dit getuigschrift mag niet ouder zijn dan drie maanden;
2. een kopie van het vereiste diploma;
3. een bewijs van nationaliteit;
4. een militiegetuigschrift : enkel voor mannelijke kandidaten geboren vóór 31 december 1975.

Alle nuttige inlichtingen m.b.t. functiebeschrijving, toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en examens kunnen bekomen worden op het gemeentesecretariaat, tel. 02/687 70 07. (4537)

Het gemeentebestuur van Huldenberg deelt mede dat de betrekking van technisch medewerk(st)er ruimtelijke ordening en stedenbouw C1, technische dienst/administratie afdeling ruimtelijke ordening en stedenbouw, in statutair verband vacant is. Voor deze functie wordt een wervingsreserve aangelegd van drie jaar.

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld.

Sollicitaties dienen bij ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 1, te 3040 Huldenberg, en dienen uiterlijk in de post afgestempeld op 29 maart 1999.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van :

1. een bewijs van goed gedrag en zeden bestemd voor openbaar bestuur; dit getuigschrift mag niet ouder zijn dan drie maanden;
2. een kopie van het vereiste diploma;
3. een bewijs van nationaliteit;
4. een militiegetuigschrift : enkel voor mannelijke kandidaten geboren vóór 31 december 1975.

Alle nuttige inlichtingen m.b.t. functiebeschrijving, toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en examens kunnen bekomen worden op het gemeentesecretariaat, tel. 02/687 70 07. (4538)

Het gemeentebestuur van Huldenberg deelt mede dat de betrekking van technisch medewerk(st)er openbare werken C1, technische dienst/administratie afdeling openbare werken, in statutair verband vacant is. Voor deze functie wordt een wervingsreserve aangelegd van drie jaar.

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld.

Sollicitaties dienen bij ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 1, te 3040 Huldenberg, en dienen uiterlijk in de post afgestempeld op 29 maart 1999.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van :

1. een bewijs van goed gedrag en zeden bestemd voor openbaar bestuur; dit getuigschrift mag niet ouder zijn dan drie maanden;
2. een kopie van het vereiste diploma;
3. een bewijs van nationaliteit;
4. een militiegetuigschrift : enkel voor mannelijke kandidaten geboren vóór 31 december 1975.

Alle nuttige inlichtingen m.b.t. functiebeschrijving, toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en examens kunnen bekomen worden op het gemeentesecretariaat, tel. 02/687 70 07. (4539)

Het gemeentebestuur van Huldenberg deelt mede dat de betrekking van technisch medewerk(st)er milieu C1, technische dienst/administratie afdeling milieu, in statutair verband vacant is. Voor deze functie wordt een wervingsreserve aangelegd van drie jaar.

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld.

Sollicitaties dienen bij ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 1, te 3040 Huldenberg, en dienen uiterlijk in de post afgestempeld op 29 maart 1999.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van :

1. een bewijs van goed gedrag en zeden bestemd voor openbaar bestuur; dit getuigschrift mag niet ouder zijn dan drie maanden;
2. een kopie van het vereiste diploma;
3. een bewijs van nationaliteit;
4. een militiegetuigschrift : enkel voor mannelijke kandidaten geboren vóór 31 december 1975.

Alle nuttige inlichtingen m.b.t. functiebeschrijving, toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en examens kunnen bekomen worden op het gemeentesecretariaat, tel. 02/687 70 07. (4540)

Het gemeentebestuur van Huldenberg deelt mede dat de betrekking van administratief medewerk(st)er C1, dienst bevolking en burgerlijke stand, in statutair verband vacant is. Voor deze functie wordt een wervingsreserve aangelegd van drie jaar.

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld.

Sollicitaties dienen bij ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 1, te 3040 Huldenberg, en dienen uiterlijk in de post afgestempeld op 29 maart 1999.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van :

1. een bewijs van goed gedrag en zeden bestemd voor openbaar bestuur; dit getuigschrift mag niet ouder zijn dan drie maanden;
  2. een kopie van het vereiste diploma;
  3. een bewijs van nationaliteit;
  4. een militiegetuigschrift: enkel voor mannelijke kandidaten geboren vóór 31 december 1975.
- Alle nuttige inlichtingen m.b.t. functiebeschrijving, toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en examens kunnen bekomen worden op het gemeentesecretariaat, tel. 02/687 70 07. (4541)

Het gemeentebestuur van Huldenberg deelt mede dat de betrekking administratief medewerk(st)er financiën & personeel C1, financiële dienst en personeelszaken, in contractueel verband vacant is. Voor deze functie wordt een wervingsreserve aangelegd van drie jaar.

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld.

Sollicitaties dienen bij ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 1, te 3040 Huldenberg, en dienen uiterlijk in de post afgestempeld op 29 maart 1999.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van :

1. een bewijs van goed gedrag en zeden bestemd voor openbaar bestuur; dit getuigschrift mag niet ouder zijn dan drie maanden;
  2. een kopie van het vereiste diploma.
- Alle nuttige inlichtingen m.b.t. functiebeschrijving, toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en examens kunnen bekomen worden op het gemeentesecretariaat, tel. 02/687 70 07. (4542)

Het gemeentebestuur van Huldenberg deelt mede dat de betrekking van administratief medewerk(st)er financiën & boekhouding C1, financiële dienst en personeelszaken, in statutair verband vacant is. Voor deze functie wordt een wervingsreserve aangelegd van drie jaar.

De kandidaten dienen houder te zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld.

Sollicitaties dienen bij ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 1, te 3040 Huldenberg, en dienen uiterlijk in de post afgestempeld op 29 maart 1999.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van :

1. een bewijs van goed gedrag en zeden bestemd voor openbaar bestuur; dit getuigschrift mag niet ouder zijn dan drie maanden;
  2. een kopie van het vereiste diploma;
  3. een bewijs van nationaliteit;
  4. een militiegetuigschrift: enkel voor mannelijke kandidaten geboren vóór 31 december 1975.
- Alle nuttige inlichtingen m.b.t. functiebeschrijving, toelatings- en aanwervingsvoorwaarden en examens kunnen bekomen worden op het gemeentesecretariaat, tel. 02/687 70 07. (4543)

#### Stad Diksmuide

Het stadsbestuur van Diksmuide werft aan in het vast kader :

Twee aspirant-politieagenten.

U maakt deel uit van een reserve opgericht door een trainings- en opleidingscentrum, dat opgericht of erkend is door de minister van binnenlandse zaken en u voldoet aan de volgende aanwervingsvoorwaarden :

1. Belg zijn.
2. De burgerlijke en politieke rechten genieten.
3. Van onberispelijk gedrag zijn.
4. Aan de dienstplichtwetten voldoen.

5. De nodige lichamelijke geschiktheid bezitten, vast te stellen door een geneesheer aangeduid door het college van burgemeester en schepenen.

6. Op de dag van de aanwerving minimum 18 jaar.

7. Gestalte : min. 1,63 m. gemeten blootsvoets.

8. Houder zijn van een diploma of getuigschrift, die ten minste gelijkwaardig moet zijn met deze die in aanmerking worden genomen voor aanwervingen in de betrekkingen van niveau 2 bij de rijksbesturen.

9. Het is verboden handel te drijven, rechtstreeks of onrechtstreeks of door tussenpersonen of enige nevenbetrekkingen uit te oefenen die onverenigbaar wordt geacht met het ambt van politiepersoneelslid.

10. Houder zijn van rijbewijs B + bezit van geneeskundige schifting, bij benoeming in vast verband.

11. Zijn a priori verplicht de stad te bewonen binnen de zes maanden na de benoeming in vast verband. Uitzondering wordt toegestaan, mits aanvraag, aan de kandidaten die in een buurgemeente wonen binnen een straal van 15 km. gemeten in vogelvlucht vanaf de Grote Markt te Diksmuide.

12. Niet bij de wet ontzet zijn van het recht wapens te dragen. De kandidaat dient een verklaring te ondertekenen waarin hij verklaart niet te weigeren of zich te zullen onthouden op welke wijze ook gebruik te maken van wapens en van andere ter beschikking gestelde verdedigingsmiddelen onder de bij de wetten, besluiten en onderrichtingen gestelde voorwaarden.

Ook de politieagenten, die over een dienstanciënniteit beschikken van minstens vijf jaar ingaande op de vaste benoeming in een andere gemeente, komen in aanmerking voor deze twee betrekkingen.

Eén hoofdinspecteur eerste klasse.

Hiertoe dient u aan de volgende aanwervingsvoorwaarden te voldoen :

1. Lid zijn van een gemeentepolitiecorps.

2. Houder zijn van :

hetzij van brevet van officier van de gemeentepolitie, bedoeld bij het koninklijk besluit van 25 juni 1991 betreffende de opleiding van de officieren van de gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graden van officier van gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van gemeentepolitie;

hetzij een brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, dat uitgereikt wordt na te zijn geslaagd voor het examen georganiseerd door een trainings- en opleidingscentrum, dat door de minister van binnenlandse zaken is erkend;

hetzij het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie.

3. Bekleed zijn met de graad van hoofdinspecteur eerste klasse, hoofdinspecteur van politie of hoofdveldwachter, of bij ontstentenis van een kandidaat met die graad, bekleed zijn met de graad van inspecteur van politie, of bij ontstentenis van een kandidaat met de graad van inspecteur, bekleed zijn met de graad van politieagent of veldwachter.

4. Voor de titularissen van de graad van politieagent of veldwachter, ten minste negen jaar dienstanciënniteit tellen bij de gemeentepolitie.

Eén deeltijdse sportmedewerker (32 uur per week).

In de afwisselende functie van sportmedewerker worden u taken toebedeeld als :

redder, waarbij u toezicht houdt op de baders, zwemlessen geeft en begeleidt;

toezichter in de sporthal;

kassier in het zwembad, waarbij u instaat voor de recepties van baders, reservaties van deelnemers aan sportactiviteiten, bijhouden van dagelijkse statistieken,...

U beschikt over een diploma of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld onderwijs en een hoger reddingsbrevet, afgeleverd door BLOSO. U voldoet aan de volgende algemene voorwaarden :

1. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
2. de burgerlijke en politieke rechten genieten;
3. aan de dienstplichtwetten voldoen;
4. de lichamelijke geschiktheid bezitten, vereist voor dit ambt;
5. de leeftijd van achttien jaar bereikt hebben.

Voldoet u aan de eisen van één van deze functies, stel u dan kandidaat ! Breng of verstuur uw sollicitatieformulier aangetekend, met *curriculum vitae* en een copie van uw diploma, naar het college van burgemeester en schepenen, Grote Markt 6, 8600 Diksmuide. Hou er rekening mee dat uw sollicitatie op het stadsbestuur moet toekomen ten laatste op 17 maart 1999 (ontvangstbewijs of postdatum geldt als bewijs) !

Verdere inlichtingen omtrent toelatings- en aanwervingsvoorwaarden, functieomschrijving en examenprogramma kunt u bekomen op de personeelsdienst, Van Pouckestraat 1, te 8600 Diksmuide, tel. 051/51 91 32. (4544)

#### Stad Sint-Niklaas

Het stadsbestuur van Sint-Niklaas werft aan :

Deskundige schoonmaakdienst (B123) (voltijds, statutair dienstverband).

Functiedoel :

Verantwoordelijk voor de organisatie, coördinatie, werkplanning, concrete werking en resultaten van de schoonmaakdienst.

Belangrijkste voorwaarden :

burger zijn van de Europese Unie;

houder zijn van een diploma hoger onderwijs korte type : richting facilitaire dienstverlening;

slagen voor een vergelijkend wervingsexamen.

Verdere inlichtingen, functiebeschrijving en examenprogramma te bekomen ten stadhuize, departement personeel, tel. 03/760 90 82(83).

De aanvragen voor deelneming aan het wervingsexamen moeten, samen met een kopie van het diploma, gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen, Grote Markt 1, 9100 Sint-Niklaas, uiterlijk op 23 maart 1999 (postdatum).

Sint-Niklaas, 26 februari 1999. (4545)

Het stadsbestuur van Sint-Niklaas werft aan :

4 aspirant-politieagenten (« Ook vrouwen zijn welkom in het politiekorps »).

Belangrijkste voorwaarden :

Belg zijn;

op 17 maart 1999 de minimumleeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

lichaamslengte : ten minste 1,63 m.;

houder zijn van een diploma hoger secundair onderwijs of gelijkwaardig;

geslaagd zijn voor de toelatingsproeven georganiseerd door de Oost-Vlaamse Politieacademie en opgenomen zijn in de lokale wervingsreserve, d.d. 26 januari 1999;

slagen voor aanvullende proeven :

a) fysische proef (100 punten, niet vergelijkend, 60 % vereist);

b) mondelinge gedeelte (100 punten, niet vergelijkend, 60 % vereist);

c) praktische pc-proef (100 punten, niet vergelijkend, 60 % vereist);

houder zijn van een rijbewijs B op het ogenblik van de benoeming.

Verdere inlichtingen en programma aanvullende proeven te bekomen ten stadhuize, departement personeel, tel. 03/760 90 82(83).

De aanvragen voor deelneming aan de aanvullende proeven moeten, met een kopie van het diploma, attest Opac en eventueel rijbewijs, gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen, Grote Markt 1, 9100 Sint-Niklaas, uiterlijk op 17 maart 1999 (postdatum).

Sint-Niklaas, 26 februari 1999. (4546)

#### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Beveren

Het O.C.M.W. van Beveren gaat over tot de aanwerving van 2 hoofdverple(e)g(st)ers voor het RVT De Notelaar (169 bedden).

Diplomavereisten.

Houder zijn van het diploma van gegradueerde verple(e)g(st)er en :

ofwel houder zijn van een getuigschrift of attest van kaderopleiding of van licentiaat in de medisch-sociale wetenschappen of van licentiaat in de ziekenhuiswetenschappen;

ofwel één van deze getuigschriften of attesten te behalen binnen een periode van vier jaar na de benoeming op proef.

Inschrijvingsformulieren en inlichtingen zijn te bekomen op het secretariaat van het O.C.M.W., Oude Zandstraat 92, te 9120 Beveren, van maandag tot en met vrijdag. Tel. personeel, Diane Lauwers 03/750 92 09.

De kandidaturen en bewijsstukken moeten ter post aangetekend toekomen op het secretariaat uiterlijk 30 maart 1999. (4547)

#### Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Mechelen

Het O.C.M.W. van Mechelen gaat over tot aanwerving van :

2 hoofdverpleegkundigen rustoorden.

Taakinhoud :

coördineren en controleren van de werking van de verschillende afdelingen op verpleegkundig en paramedisch vlak;

formuleren van beleidsadviezen aan de directie betreffende de uitbouw en de werking van de afdelingen;

bijhouden van RIZIV-administratie.

Profiel :

grondige kennis van O.C.M.W.-wetgeving, wetgeving op de rustoorden, bejaardendecreet, RIZIV-wetgeving;

verantwoordelijkheidszin en administratief onderlegd zijn;

leidinggevende capaciteiten bezitten.

Diplomavoorwaarden : min. 4 jaar ervaring als gegradueerde verpleegkundige in een openbaar of privé-ziekenhuis of rustoord + kaderopleiding.

Inlichtingen : Mevr. Jacobs, directrice hof van Egmont (tel. 015/41 29 44).

Inschrijvingen : uiterlijk 26 maart 1999 a.s., t.a.v. Mevr. Martine Vermeir, diensthoofd personeelsorganisatie, Bruul 52, te 2800 Mechelen. (4548)

**Katholieke Universiteit Brussel**

De K.U.Brussel wenst aan te werven :

Voltijdse werkkraft (m/v) in te schakelen in de bestaande onderhoudsploeg die zorgt voor het dagelijks reinigen van het gebouw.

Vereisten :

onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Gemeenschap;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

van onberispelijk gedrag zijn;

lichamelijk geschikt zijn;

min. 5 jaar ervaring;

zeer goede kennis van het Nederlands;

slagen in praktische testen;

omwille van de uurregeling (7 tot 11 uur en 15 en 19 uur) dient geselecteerde bij voorkeur in de onmiddellijke omgeving te wonen.

Wedde :

Graad 1, schaal 1.1, (min. 480 702 - max. 550 982 per jaar) te vermeerderen met index en eventueel haard- of standplaatstoelage. Bezoldiging ten laste van het patrimonium.

Sollicitatie :

Schriftelijke aanvraag aan de personeelsdienst van K.U.Brussel, t.a.v. de heer J. De Leenheer, Vrijheidslaan 17, 1081 Brussel, met bijvoeging van uitgebreid *curriculum vitae* + foto. De aanvraag moet uiterlijk 6 april 1999 toekomen. (4549)

**Hogeschool Limburg**

Vacaturebericht CAD/VAC/99/AD

De Hogeschool Limburg is een Vlaamse Autonome Hogeschool en is werkzaam op het gebied van het hogeschoolonderwijs, de maatschappelijke dienstverlening en het projectmatig wetenschappelijk onderzoek in het kader van een samenwerking met een binnenlandse of buitenlandse universiteit of derden.

In uitvoering van artikel 272 van het decreet op de hogescholen d.d. 13 juli 1994 dient de raad van bestuur de betrekking van algemeen directeur met ingang van het academiejaar 1999-2000 vacant te verklaren.

Betrekking : algemeen directeur.

Bekwaamheidsbewijs :

De kandidaat moet beschikken over de nodige bekwaamheidsbewijzen : een diploma van de tweede cyclus van het academisch onderwijs of een diploma van de tweede cyclus van het hoger onderwijs van academisch niveau.

Statuut :

Mandaat van onbepaalde duur of contract van onbepaalde duur (weddeschaal gewoon hoogleraar).

Functieomschrijving :

De algemeen directeur is verantwoordelijk voor het goed functioneren van de hogeschool op administratief, technisch en financieel vlak en coördineert de werking van de administratieve diensten. Hij vertegenwoordigt de hogeschool in en buiten rechte.

Profielomschrijving :

Grondige kennis van de wetgeving op de hogescholen en de organisatie van het hoger onderwijs in Vlaanderen.

Leidinggevende ervaring in organisatie en beheer in een instelling van hoger onderwijs.

Ruime ervaring in het opstellen van projectvoorstellen toegepast wetenschappelijk onderzoek en met maatschappelijke dienstverlening.

Ruime ervaring in vergadertechnieken.

Aanvangsdatum : de functie dient opgenomen te worden met ingang van het academiejaar 1999-2000.

Kandidaatstelling :

Kandidatuurstellingen dienen verplicht te gebeuren aan de hand van een sollicitatieformulier dat op eenvoudige aanvraag kan bekomen worden bij de heer H. Piryns, secretaris van de raad van bestuur, tel. 011/26 00 46.

Het dossier dient per aangetekend schrijven bezorgd te worden aan :

Hogeschool Limburg, t.a.v. Luc Houbrechts, voorzitter raad van bestuur, Universitaire Campus, gebouw H, 3590 Diepenbeek, en dit ten laatste veertien kalenderdagen na het verschijnen van deze oproep in het *Belgisch Staatsblad* (postdatum geldt als bewijs) met vermelding van de betrekking waarvoor u kandideert.

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de centrale administratie van de Hogeschool Limburg, tel. 011/26 00 46. (4550)

## Actes judiciaires et extraits de jugements

### Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

#### Publication faite en exécution de l'article 490 du Code pénal

#### Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490 van het Strafwetboek

#### *Infractions liées à l'état de faillite*

#### *Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement*

Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt

Bij definitief vonnis, d.d. 20 januari 1999, heeft de correctionele rechtbank van het arrondissement Hasselt, vijftiende kamer, op tegenspraak :

Aerts, Erna Paulette Francine, bouwkundig tekenaarster, geboren te Koersel op 10 februari 1962, wonende te 3580 Beringen, Koolmijnlaan 5, en

Luts, Benny Michel, arbeider, geboren te Koersel op 8 januari 1961, en wonende te 3582 Beringen, Steenovenstraat 9.

Plichtig verklaard van te Beringen vanaf minstens 1 april 1993 tot en met 22 februari 1996 :

de eerste als afgevaardigd bestuurder en de tweede als bestuurder van *Fischerie N.V.*, H.R. Hasselt 74382, aan eenvoudige bankbreuk.

Beide veroordeeld tot :

een gevangenisstraf van drie maanden met uitstel van drie jaar, en een geldboete van honderdvijftig frank, gebracht op dertigduizend frank, subsidiair zeventien dagen gevangenisstraf, een vergoeding van 1 000 frank, een verplichte bijdrage van 2 000 frank en tot de kosten van het geding begroot op de som van 372 frank.

Legt aan de veroordeelde tevens een verbod op om gedurende een termijn van vijf jaar persoonlijk of door een tussenpersoon een koopmansbedrijf uit te oefenen.

Beveelt dat bij toepassing van artikel 490 strafwetboek huidige vonnis op kosten van beklaagde, bij uittreksel en op de wijze en vormen bepaald bij voornoemd artikel, zal bekendgemaakt worden in het *Belgisch Staatsblad*.

Hasselt, 24 februari 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, hoofd van dienst, (get.) L. Barée. (4552)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1<sup>er</sup>  
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1  
van het Burgerlijk Wetboek**

—  
*Désignation d'administrateur provisoire  
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*  
—

Justice de paix du premier canton d'Anderlecht  
—

Par ordonnance du juge de paix du premier canton d'Anderlecht, en date du 18 février 1999, faisant suite à la requête du 4 février 1999, la nommée Delporte, Germaine, née à Olloy le 10 avril 1922, domiciliée à 1070 Anderlecht, boulevard de la Révision 14, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Dierickx, Eric, avocat, juge de paix suppléant, domicilié à 1070 Anderlecht, rue Georges Moreau 160.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Luc Vandycck. (61296)

Justice de paix du canton de Florenville  
—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Florenville, en date du 16 février 1999, la nommée Yvonne Meunier, née à Freux le 17 mars 1912, domiciliée à Athus, rue Neuve 6, mais résidant actuellement à Florenville (Villers-devant-Orval), Home Saint-Jean-Baptiste, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Anne-Catherine Lepage, avocate, à 6700 Arlon, avenue Nothomb 8/4.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Pascaline Gilson. (61297)

Justice de paix du canton de Jumet  
—

Par ordonnance rendue le 22 février 1999 par M. le juge de paix du canton de Jumet, siégeant en chambre du conseil, Mme Thérèse Baijot, née à On le 4 octobre 1914, domiciliée à 6044 Roux, rue de Courcelles 12, au Home « Chant des Oiseaux », a été déclarée hors d'état de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Jean-François Dizier, avocat, domicilié à 6043 Ransart, rue Albert I<sup>er</sup> 73.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Christine Canivet. (61298)

Justice de paix du second canton de Huy  
—

Conformément aux dispositions de la loi du 18 juillet 1991, par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Huy, rendue le 23 février 1999, Me Murielle Paquot, avocat, à 4280 Hannut, rue de Tirlemont 4, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Kinable, Albine Gasparine Ghislaine, Belge, née à Ombret-Rawsa le 22 janvier 1922, veuve, domiciliée rue Marneffe 1, à 4540 Amay, résidant MRS-Mont Falise, chaussée de Waremmes 139, à 4500 Huy, incapable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Duchaine, Marie-Christine. (61299)

Justice de paix du canton de Merbes-le-Château  
—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Merbes-le-Château, en date du 24 février 1999, le nommé Eloy, Prosper, né à Gilly le 24 mars 1917, résidant actuellement à 7120 Rouveroy, rue Roi Albert 40, au Home « Le Rouveroy », domicilié à 6567 La Buissière, place du Ghoy 8, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Cuvelier, Philippe, avocat, domicilié à 6530 Thuin, place Albert I<sup>er</sup> 6, ville haute.

Pour extrait conforme : le greffier assumé, (signé) Maggi Renuart. (61300)

Justice de paix du premier canton de Mons  
—

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons, en date du 24 février 1999, la nommée Jacqueline Hutsenband, née à Montignies-sur-Sambre le 18 juillet 1957, résidant actuellement à l'hôpital psychiatrique « Le Chêne aux Haies », sis à 7000 Mons, chemin du Chêne aux Haies 24, y étant domiciliée, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Evelyne Decraux, avocat, à 7033 Cuesmes, rue Emile Vandervelde 104, les pouvoirs de l'administrateur étant limités à la période durant laquelle l'incapable aura une résidence ou un domicile effectif dans le ressort territorial de la justice de paix du premier canton de Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Christian Chatelle. (61301)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Mons, en date du 24 février 1999, la nommée Marie Irma Bourguignon, née à Frameries le 4 avril 1913, résidant actuellement à la « Résidence Les Chartriers », rue des Chartriers 12, à 7000 Mons, étant domiciliée à 7080 Frameries, rue de Lille 33/01, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Evelyne Decraux, avocat, à 7033 Cuesmes, rue Emile Vandervelde 104, les pouvoirs de l'administrateur étant limités à la période durant laquelle l'incapable aura une résidence ou un domicile effectif dans le ressort territorial de la justice de paix du premier canton de Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Christian Chatelle. (61302)

Justice de paix du canton de Paliseul  
—

Suite à la requête déposée le 9 février 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Paliseul, rendue le 25 février 1999, Mme Sampont, Renée Marcelle, née le 21 mars 1932 à Gérouville, veuve de Poncelet, Omer, sans profession, domiciliée rue de Burnaumont 71, à 6890 Anloy, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de : Me Cavellier, Christine, avocat à 6830 Bouillon, rue de l'Ange Gardien 14.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Castagne, Marie-Thérèse. (61303)

Justice de paix du canton de Seraing  
—

Suite à la requête déposée le 15 février 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing, rendue le 23 février 1999, M. Collet, Philippe Félix Willy Marcel, époux de Vellemans, Claire, de nationalité belge, né le 17 janvier 1957 à Ougrée, domicilié rue Renard 319, à 4100 Seraing, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de : Me Joël Chapelier, avocat, chaussée de Gaulle 20, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Fouarge, Jean-Marie. (61304)



## Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 26 février 1999, en suite de la requête déposée le 3 février 1999, Mme Vervisch, Marie, épouse de M. Passeleur, Ludovicus, née à Uccle le 7 novembre 1918, domiciliée rue du Bourdon 150, à 1180 Uccle, mais résidant dès le 1<sup>er</sup> mars 1999 à l'Institut national des Invalides de Guerre, avenue A. Reisdorff 36, à Uccle, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Pierre Valvekens, avocat, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, place Marie-José 6, bte 36.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (61305)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 26 février 1999, en suite de la requête déposée le 10 février 1999, Mme Gilberte Coenen, veuve de M. Goosdeel, Henri, née à Saint-Gilles le 27 septembre 1911, domiciliée rue de l'Etoile 45, à 1180 Bruxelles, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Pierre Valvekens, avocat, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, place Marie-José 6, bte 36.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (61306)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 26 février 1999, en suite de la requête déposée le 5 février 1999, Mme Maria Boschi, veuve de M. Biondi, Ettore, née à Poppi (Italie) le 9 avril 1913, domiciliée à Oudergemseweg 40, à 3080 Tervuren, mais résidant actuellement au MRS Nazareth, à 1180 Bruxelles, chaussée de Waterloo 961, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Verbaeys, Maurice, sans profession, domicilié à 3080 Tervuren, Oudergemseweg 40.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (61307)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 26 février 1999, en suite de la requête déposée le 3 février 1999, M. Passeleur, Ludovicus, époux de Mme Vervisch, Marie, né à Linkebeek le 20 février 1914, domicilié rue du Bourdon 150, à 1180 Uccle, mais résidant dès le 1<sup>er</sup> mars 1999 à l'Institut national des Invalides de Guerre, avenue A. Reisdorff 36, à Uccle, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Pierre Valvekens, avocat, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, place Marie-José 6, bte 36.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (61308)

## Justice de paix du canton de Waremme

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme, en date du 23 février 1999, mandat a été conféré à Hellin, Irène, rue Mulhoff 54D, 4300 Waremme, en sa qualité d'administrateur provisoire de : Hellin, Jacques, né à Liège le 16 juillet 1919, domicilié à 4260 Braives, drève d'Ormes 33, à la résidence « L'Acacia ».

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) G. Prinsens. (61309)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme, en date du 23 février 1999, mandat a été conféré à Jaunier, Armand, rue de l'Eglise 5, 4280 Hannut, en sa qualité d'administrateur provisoire de : Victor, Victoire, née à Saint-Gilles le 6 décembre 1918, résidant actuellement à 4300 Waremme, avenue Reine Astrid 42, à la résidence « Les Heures paisibles »

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) G. Prinsens. (61310)

## Justice de paix du canton de Wavre

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre, en date du 18 février 1999, le nommé Frooninckx, Joseph, né à Nodebais le 17 novembre 1916, résidant actuellement et domicilié à Grez-Doiceau, rue du Stampia 17, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Dandoy, Philippe, avocat, chaussée de Louvain 150, 1300 Wavre.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (61311)

## Justice de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre

Par ordonnance rendue le 26 février 1999, rep. 480, par le juge de paix de Woluwe-Saint-Pierre, les nommés :

1) M. Jules Philippen, né à Malines le 12 août 1912, et

2) son épouse, Mme Yvonne Loomans, née à Forest le 11 janvier 1909, domiciliés au Home Résidence de l'Eden, à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Tomberg 79,

ont été déclarés inaptes à gérer seuls leurs biens et ont été pourvus d'un administrateur provisoire, étant : M. Jacques Cloetens, domicilié à 1080 Bruxelles, avenue J. Dubrucq 86.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Georges Stevens. (61312)

## Vrederecht van het kanton Izegem

Bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Izegem, verleend op 15 februari 1999, werd Verhulst, Nancy, geboren te Izegem op 8 november 1970, wonende te 8770 Ingelmunster, Heirweg Zuid 11, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Lannoo, Regina, geboren te Izegem op 19 januari 1946, wonende te 8770 Ingelmunster, Heirweg Zuid 11.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) F. Duthoo. (61313)

Bij beschikking van de heer vrederechter van het vierde kanton Gent, verleend op 17 februari 1999, werd Bassiliere, Simonne, weduwe van Jaume, Jean Edgard, wonend te 9040 Gent (Sint-Amandsberg), Salviastraat 46, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Peter Van Caenegem, advocaat met kantoor te 9000 Gent, Savaanstraat 7.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 19 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) S. De Pesse-mier. (61314)

Bij beschikking van de heer vrederechter van het vierde kanton Gent, verleend op 17 februari 1999, werd Matthijs, Yvonna, geboren te Antwerpen op 24 juli 1919, wonend te 9000 Gent, Spijkstraat 12, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Van Dessel, Charel, arbeider scheidkunde, wonend te 9000 Gent, Spijkstraat 12, haar zoon.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 15 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) S. De Pesse-mier. (61315)

## Vrederecht van het kanton Leuven-1

Bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Leuven-1, verleend op 10 februari 1999, werd De Bock, François, geboren te Leuven op 17 januari 1948, gemeentearbeider, echtgenoot van Marie-Jeanne Meulemans, wonende te 3210 Linden, Rozenstraat 2, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Beelen, Robert Louis Theodore, advocaat, geboren te Tienen op 28 april 1953, gehuwd, wonende te 3440 Zoutleeuw, Panisborne 3, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20a.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) Anita Collaer. (61316)

## Vrederecht van het kanton Ninove

Bij beschikking van de heer vrederechter van het kanton Ninove, verleend op 13 januari 1999, werd Provost, Elza, weduwe van Callebaut, Victor Albert, geboren te Haaltert op 20 november 1913, verblijvende en wonende te 9470 Denderleeuw, Rusthuis « Ter Baeke », Steenweg 732, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Coppens, Rufin, Aug. De Brabanterstraat 64, te 9470 Denderleeuw.

Ninove, 1 maart 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) S. Poelaert. (61317)

## Justice de paix du deuxième canton de Bruxelles

Par ordonnance du 26 février 1999, le juge de paix du deuxième canton de Bruxelles a décidé ce qui suit:

Désignons en qualité d'administrateur provisoire de Mme Nancy Delaunoy, veuve Jean Mazy, née à Ougrée le 3 février 1916, domiciliée à 1000 Bruxelles, rue Van Eyck 40, résidant actuellement à l'hôpital Saint-Pierre, rue Haute 322 (gériatrie unité 24), M. Willy Reynders, avocat, domicilié à 1020 Bruxelles, rue Ketels 14, avec mission de gérer les biens de cette personne, avec les pouvoirs et devoirs repris à l'article 488bis, f, du code civil.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Monique Robbechts. (61319)

*Mainlevée d'administration provisoire  
Opheffing voorlopig bewind*

## Justice de paix du premier canton d'Anderlecht

Par ordonnance du juge de paix du premier canton d'Anderlecht, en date du 23 février 1999, il a été mis fin au mandat de Dierickx, Eric, avocat et juge de paix suppléant, rue Georges Moreau 160, 1070 Anderlecht, en sa qualité d'administrateur provisoire de: Vandomme, Mariette, née à Ronquières le 11 novembre 1921, domiciliée au Home Vanhellemont, rue Puccini 22, à 1070 Anderlecht, décédée à Anderlecht le 20 septembre 1998.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Luc Vandycck. (61318)

## Justice de paix du canton de Messancy

Suite à la requête déposée le 17 février 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Messancy, rendue le 24 février 1999, M. Esser, Jean-Marc, né à Saint-Mard le 2 août 1964, domicilié rue de la Gare 5, à 6760 Virton, Ethe, mais résidant à « La Vallée du Houx », rue de la Roche 8, à 6660 Houffalize, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Mme Lina Doffagne, sa mère, domiciliée à Ethe, rue de la Gare 5, en remplacement de M. Daniel Esser, décédé le 6 janvier 1999.

Pour extrait conforme: le greffier adjoint délégué, (signé) Marenne, Alfred. (61320)

## Vrederecht van het tweede kanton Hasselt

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Hasselt, verleend op 1 maart 1999, werd Dehollogne, Suzanne, wonende te 3500 Sint-Lambrechts-Herk, Kattendansstraat 3a, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, op 9 september 1994 (rolnummer 94.1234 Rep.R. 2286) tot voorlopige bewindvoerder over: Janssen, Raymond Jan Frans, geboren te Kermt op 19 juli 1938, wonende te 3500 Sint-Lambrechts-Herk, Kattendansstraat 3a, (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 21 september 1994, blz. 23903 en onder nr. 6215), met ingang van 18 februari 1999 ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Hasselt, 1 maart 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Yvan Janssens. (61321)

## Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 1 maart 1999, werd Schepmans, Jean Albert Alfons, bediende, wonende te 3540 Herk-de-Stad, Sint-Maartenstraat 18, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, op 5 mei 1997 (rolnummer 8501.97 Rep.R. 1483.97) tot voorlopige bewindvoerder over: Thys, Anna Maria, geboren te Berbroek op 27 mei 1907, wonende te 3540 Herk-de-Stad, Dr. Van Weddingenlaan 20, verblijvende, Kloosterstraat 26, te 3850 Nieuwerkerken (Limburg), met ingang van heden ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is te Nieuwerkerken op 11 januari 1999.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 8 februari 1999.

Sint-Truiden, 1 maart 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (61322)

## Vrederecht van het kanton Willebroek

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Willebroek, verleend op 26 februari 1999, werd Van Mol, André, wonende te Willebroek, Breendonkstraat 130, in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over: Van Mol, Frans, geboren te Willebroek op 14 oktober 1926, laatst verblijvende te Willebroek, RVT, Tissetsesteenweg 27, wonende te 2830 Willebroek, E. Van Der Veldestraat 50, ontheven van zijn opdracht.

Willebroek, 26 februari 1999.

De hoofdgriffier, (get.) D'Haese, Paul. (61323)

**Publication prescrite par l'article 793  
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793  
van het Burgerlijk Wetboek**

—  
*Acceptation sous bénéfice d'inventaire*  
*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Tribunal de première instance de Dinant

Suivant acte n° 76/99 dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant le 25 février 1999 :

Mme Peters, Catherine Maria Bartholomé Huberte, employée, née à Hotton le 6 mars 1944, épouse Nijssen, Georges, domiciliée à 4431 Ans, rue Deltour, agissant :

a) en son nom personnel;

b) en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Hotton le 29 décembre 1998 et à Flémalle le 4 janvier 1999 qui restera annexée au présent acte, comme mandataire de :

1. Mme Peters, Lizette Maria, née à Vlijtingen le 17 novembre 1939, employée des postes, épouse Durieux, Emile Charles Arsène Gilles, demeurant à Hotton, rue Emile Parfonry 62;

2. M. Peters, Fernand Eugène Gérard Louis, employé, né à Hotton le 2 décembre 1945, célibataire, demeurant à Liège (Grivegnée), avenue Albert I<sup>er</sup> 98;

3. M. Peters, Richard Jean Lutgard Gilles, employé, né à Hotton le 4 février 1948, époux de Severin, Nicole, demeurant à Flémalle, rue de Souxhon 420;

4. Mme Peters, Bernadette Cornélie Vincent Marie Ghislaine, employée, née à Hotton le 27 novembre 1950, épouse Poelmans, Ghislain, demeurant à Flémalle, rue Pisonchamps 39,

laquelle comparante, faisant choix de la langue française, nous a déclaré, tant en son nom personnel que pour et au nom de ses mandants préqualifiés, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui leur dévolue par le décès de leur frère, M. Peters, Jean Marie Hubert Joseph Gilles, né à Hotton le 14 juillet 1953, en son vivant retraité, époux de Pasi, Mireille, demeurant et domicilié à 5580 Jemelle, rue Joseph Wauters 37, et décédé à Rochefort en date du 3 juin 1998.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente à Me Albert De Gunst, notaire à 4030 Grivegnée, avenue Francisci Ferrer 5.

Dinant, le 25 février 1999.

Le greffier en chef, (signé) G. Feret. (4553)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le premier mars, au greffe du tribunal de première instance de Liège, ont comparu :

Compère, Jean-Marie, né le 21 juillet 1951 à Villers-l'Évêque, domicilié rue de la Traversée 21, à 4340 Awans, agissant conjointement avec son épouse :

Lacroix, Marthe, née le 10 décembre 1951 à Grivegnée, domiciliée rue de la Traversée 21, à 4340 Awans,

en qualité de représentants légaux de leur enfant mineur d'âge :

Compère, Stéphanie, née le 24 janvier 1982 à Liège, domiciliée avec ses parents,

lesquels comparants ont déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession testamentaire de Dessy, Charles Marie Constant Alphonse, né à Liège le 19 novembre 1927, de son vivant domicilié à Liège, boulevard Hector Denis 324, et décédé le 4 novembre 1998 à Liège.

Le testament se trouve au rang des minutes de Me Gérard Previnaire, notaire à Vottem.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, les comparants déclarent faire élection de domicile en l'étude de Me Philippe Crismer, notaire à 4347 Fexhe-le-Haut-Clocher, rue du Roloux 39d.

Dont acte signé, lecture faite par les comparants et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (4554)

Tribunal de première instance de Namur

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le vingt-six février, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu :

M. Stéphane Faes, cleric de notaire, domicilié à Wépion, rue de l'Eglise 27, représentant en vertu d'une procuration sous seing privé :

Mme Aubry, Michèle, veuve en secondes noces de M. Emile Tassin, et son époux, M. Petit, Yves, domiciliés ensemble à Saint-Servais, rue des Prés 34, la première agissant en sa qualité de mère et tutrice légale et le second en sa qualité de subrogé-tuteur de l'enfant mineur :

Tassin, Sadrine, née à Namur le 5 février 1991, domiciliée actuellement à Saint-Servais, rue de Prés 34,

la tutrice légale étant dûment autorisée par le conseil de famille, tenu sous la présidence de M. le juge de paix du second canton de Namur, M. Serge Monjoie, en date du 3 février 1999,

lequel comparant, a déclaré en langue française, agissant pour et au nom de ses mandants, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Tassin, Guy, domicilié en son vivant à Denée, rue Monseau 9, et décédé à Namur en date du 15 décembre 1998.

Dont acte requis par le comparant, qui après lecture, signe avec nous, Jacqueline Tholet, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Henri Logé, notaire à 5000 Namur, rue Pépin 18.

Namur, le 26 février 1999.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (4555)

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le premier mars, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par devant nous, Christian Godfurnon, greffier-chef de service, ont comparu :

Mme Lorette, Nicole, domiciliée à Namur, avenue de la Pairelle 40/12, agissant personnellement;

M. Jouniaux, Pierre, domicilié à Modave, rue Tige de Strée 2, agissant personnellement;

Mme Jouniaux, Colette, domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre, Val des Seigneurs 11/b2, agissant personnellement,

lesquels comparants ont déclaré en langue française, agissant comme ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Jouniaux, André, en son vivant domicilié à Namur, avenue de la Pairelle 40/12, et décédé à Namur en date du 20 janvier 1999.

Dont acte requis par les comparants qui après lecture signent avec nous, Christian Godfurnon, greffier-chef de service.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Etienne Michaux, notaire à 5300 Andenne, avenue Roi Albert 29.

Namur, le 1<sup>er</sup> mars 1999.

Le greffier, (signé) J. Tholet. (4556)

## Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 1 maart 1999, heeft Van de Velde, Rony Raphaël Georgette, geboren te Sint-Niklaas op 28 november 1961, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Peter Benoitstraat 54, bus 3, handelend in eigen naam;

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Van de Velde, Jozef Frans Emelia, geboren te Stekene op 1 maart 1932, in leven laatst wonende te 9250 Waasmunster, Guido Gezellestraat 5, en overleden te Sint-Niklaas op 11 augustus 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Masier, Leon, avdocaat te 9120 Beveren, Grote Markt 34.

Dendermonde, 1 maart 1999.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Colman. (4557)

**Publication faite en exécution de l'article 1253  
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 1253  
van het Burgerlijk Wetboek**

*Interdiction — Onbekwaamverklaring*

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Bij vonnis d.d. 22 februari 1999 van de eerste B kamer verleend door de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, werd op grond van art. 489 Burgerlijk Wetboek, Van Den Bosch, Alfons August, gepensioneerde, geboren te Oelegem op 2 april 1917, weduwnaar van Geudens, Maria Paula, van Belgische nationaliteit, wonende te 2000 Antwerpen, Amerikalei 239, onbekwaam verklaard.

Antwerpen, 22 februari 1999.

De griffier, (get.) M. Van Herwegen. (19170)

**Faillite – Faillissement**

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 16 februari 1999, van de vijfde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd de datum van staking van betaling in het faillissement van de B.V.B.A. Alfamagnetics, met maatschappelijke zetel te 1800 Vilvoorde, Mechelsesteenweg 181-183, H.R. Brussel A05342, BTW 426.816.826, uitgesproken bij vonnis van 6 augustus 1998 van de rechtbank van koophandel te Brussel, teruggebracht op 6 februari 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Lodewijk De Mot, Ernest Allardstraat 35-37, 1000 Brussel. (Pro deo) (4558)

Bij vonnis d.d. 23 februari 1999 werd geopend verklaard, op eigen aangifte, het faillissement van de B.V.B.A. Nimo, maatschappelijke- en uitbatingszetel te 1800 Vilvoorde, Mechelsesteenweg 281-283, H.R. Brussel 610890, BTW 454.976.025, handelsactiviteit : uitbating van paleizen en hallen voor veilingen en tentoonstellingen.

Rechter-commissaris : de heer Dellaert.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Zeven Bunderslaan 130, te 1190 Vorst.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 31 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.

(Pro deo) (4559)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 23 février 1999, la faillite de la S.P.R.L. Boutique Boniface, avec siège social à 1060 Bruxelles, rue Théodor Verhaegen 43A, T.V.A. 406.074.662, a été clôturée à défaut d'actif.

La société faillie fut déclarée non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) L. De Mot.

(Pro deo) (4560)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 23 februari 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Boutique Boniface, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, Théodor Verhaegenstraat 43A, BTW 406.074.662, gesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.

(Pro deo) (4560)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Pro Security, siège social à Schaerbeek, avenue Rogier 389, R.C. Bruxelles 560806, T.V.A. 447.887.503, activité commerciale : systèmes de protections.

Juge-commissaire : M. Dellaert.

Curateur : Me Olivier Ronse, avenue des Sept Bonniers 130, 1190 Forest.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 31 mars 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.

(Pro deo) (4561)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Pro Security, me zetel te Schaarbeek, Rogierlaan 389, H.R. Brussel 560806, BTW 447.887.503, handelsactiviteit : beveiligingssystemen.

Rechter-commissaris : de heer Dellaert.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Zeven Bunderslaan 130, te 1190 Vorst.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :  
op woensdag 31 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.  
(Pro deo) (4561)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Majestic, siège social à 1070 Anderlecht, rue Erasme 66, R.C. Bruxelles 602918, T.V.A. 457.985.302, activité commerciale : alimentation générale.

Juge-commissaire : M. Dellaert.

Curateur : Me Olivier Ronse, avenue des Sept Bonniers 130, 1190 Forest.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 31 mars 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.  
(Pro deo) (4562)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Majestic, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Erasmusstraat 66, H.R. Brussel 602918, BTW 457.985.302, handelsactiviteit : algemene voeding.

Rechter-commissaris : de heer Dellaert.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Zeven Bunderslaan 130, te 1190 Vorst.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :  
op woensdag 31 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.  
(Pro deo) (4562)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 février 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Sebille & C°, siège social et d'exploitation à 1000 Bruxelles, rue Woeringen 3, R.C. Bruxelles 500363, T.V.A. 433.032.249, activité : production de programmes TV et video et services annexes.

Juge-commissaire : M. Dellaert.

Curateur : Me Olivier Ronse, avenue des Sept Bonniers 130, 1190 Forest.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 31 mars 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.  
(Pro deo) (4563)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 februari 1999 werd geopend verklaard, op eigen aangifte, het faillissement van de B.V.B.A. Sebille & C°, met maatschappelijke en uitbatingszetel te 1000 Brussel, Woeringenstraat 3, H.R. Brussel 500363, BTW 433.032.249, handelsactiviteit : productie van TV- en videoprogramma's en aanverwante diensten.

Rechter-commissaris : de heer Dellaert.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Zeven Bunderslaan 130, te 1190 Vorst.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :  
op woensdag 31 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.  
(Pro deo) (4563)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 février 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de M. Yvan Haegeman, né le 10 avril 1957, habitant à Jette, avenue Arbre Ballon 28/5, et exploitant une boulangerie à Overijse, Stationsstraat 47, R.C. Bruxelles 432699, T.V.A. 746.060.157.

Juge-commissaire : M. Dellaert.

Curateur : Me Olivier Ronse, avenue des Sept Bonniers 130, 1190 Forest.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 31 mars 1999, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) O. Ronse.  
(Pro deo) (4564)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 23 februari 1999 werd geopend verklaard, op eigen aangifte, het faillissement van de heer Yvan Haegeman, geboren op 10 april 1957, wonende te Jette, Dikkebeuklaan 28/5, en een bakkerij uitbatend te Overijse, Stationsstraat 47, H.R. Brussel 432699, BTW 746.060.157.

Rechter-commissaris : de heer Dellaert.

Curator : Mr. Olivier Ronse, Zeven Bunderslaan 130, te 1190 Vorst.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :  
op woensdag 31 maart 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) O. Ronse.  
(Pro deo) (4564)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 février 1999 a été déclarée clôturée pour absence d'actif la faillite de la S.P.R.L. Sable et Coquillages, Galerie Louise 40-41, à 1050 Bruxelles, ayant pour objet social la vente de lingerie.

Faillite déclarée le 24 octobre 1995.

Le tribunal n'a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

le curateur : (signé) J.-P. Davreux. (Pro deo) (4565)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 februari 1999 werd bij gebreke aan actief het failliet afgesloten verklaard van de B.V.B.A. Sable et Coquillage, Louisa-galerie 40-41, te 1050 Brussel, met sociaal doel de verkoop van ondergoed.

Het failliet werd uitgesproken op 24 oktober 1995.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleent de decharge van de vereffening.

De curator : (get.) J.-P. Davreux. (Pro deo) (4565)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 février 1999 a été déclarée clôturée la faillite de la S.A. Strategic Marketing et Services, avenue de l'Émeraude 46, à 1040 Bruxelles, ayant pour objet social la publicité et l'édition.

Faillite déclarée le 21 juin 1995.

Le tribunal n'a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

le curateur : (signé) J.-P. Davreux. (Pro deo) (4566)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 februari 1999 werd het failliet afgesloten verklaard van de N.V. Strategic Marketing et Services, Smaragdlaan 46, te 1040 Brussel, met sociaal doel de publicatie en de editie.

Het failliet werd uitgesproken op 21 juni 1995.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleent de decharge van de vereffening.

De curator : (get.) J.-P. Davreux. (Pro deo) (4566)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 février 1999 a été déclarée clôturée pour insuffisance d'actif la faillite de la S.P.R.L.U. Brussels Media, avenue des Riches Claires 17, à 1000 Bruxelles.

Faillite déclarée le 12 décembre 1997.

Le tribunal n'a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

Le curateur : (signé) J.P. Davreux. (Pro deo) (4567)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 februari 1999 werd bij ontoereikend actief het failliet afgesloten verklaard van de B.V.B.A. Brussels Media, Rijkklarenstraat 17, te 1000 Brussel.

Het failliet werd uitgesproken op 12 december 1997.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleent de decharge van de vereffening.

De curator : (get.) J.P. Davreux. (Pro deo) (4567)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 février 1999 a été déclarée clôturée la faillite de la N.V. Bandhouse, rue Edouard Dekoster 2, à 1140 Evere, ayant pour objet social un studio d'enregistrement.

Faillite déclarée le 26 octobre 1995.

Le tribunal n'a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

Le curateur : (signé) J.P. Davreux. (Pro deo) (4568)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 februari 1999 werd het failliet afgesloten verklaard van de N.V. Bandhouse, Edouard Dekosterstraat 2, te 1140 Evere, met sociaal doel een opnamestudio.

Het failliet werd uitgesproken op 26 oktober 1995.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleent de decharge van de vereffening.

De curator : (get.) J.P. Davreux. (Pro deo) (4568)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 18 février 1999 a été déclarée clôturée pour insuffisance d'actif la faillite de la S.P.R.L. Distribution Bruxelloise, rue du Vieux Marché aux Grains 36, à 1000 Bruxelles, ayant pour objet social le transport.

Faillite déclarée le 1<sup>er</sup> septembre 1994.

Le tribunal n'a pas déclaré la faillie excusable.

Le jugement met fin à la mission du curateur et emporte la décharge de la liquidation.

Le curateur : (signé) J.P. Davreux. (Pro deo) (4569)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 18 februari 1999 werd bij ontoereikend actief het failliet afgesloten verklaard van de B.V.B.A. Distribution Bruxelloise, Oude Graanmarkt 36, te 1000 Brussel, met sociaal doel het vervoer.

Het failliet werd uitgesproken op 1 september 1994.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Het vonnis stelt een einde aan de taak van de curator en verleent de decharge van de vereffening.

De curator : (get.) J.P. Davreux. (Pro deo) (4569)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement prononcé le 18 février 1999, la faillite de la S.A. Celsa, avenue Louise 486, 1050 Bruxelles, T.V.A. 437.242.445, a été clôturée pour cause d'insuffisance d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick. (4570)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Door vonnis uitgesproken op 18 februari 1999 werd het faillissement van de N.V. Celsa, Louisalaan 486, 1050 Brussel, BTW 437.242.445, afgesloten wegens ontoereikend actief.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick. (4570)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement prononcé le 18 février 1999, la faillite de la S.P.R.L. Momento, rue de Namur 47, 1000 Bruxelles, T.V.A. 437.874.529, a été clôturée pour cause d'insuffisance d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick. (4571)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Door vonnis uitgesproken op 18 februari 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Momento, Naamsestraat 47, 1000 Brussel, BTW 437.874.529, afgesloten wegens ontoereikend actief.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick. (4571)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement prononcé le 18 février 1999, la faillite de la S.C. Indigo Diffusion, avenue Georges Henry 466, 1200 Bruxelles, a été clôturée pour cause d'insuffisance d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick. (4572)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Door vonnis uitgesproken op 18 februari 1999 werd het faillissement van de S.V. Indigo Diffusion, George Henrylaan 466, 1200 Brussel, afgesloten wegens ontoereikend actief.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick. (4572)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement prononcé le 18 février 1999, la faillite de la S.P.R.L. Business Phone, avenue A. Lacomble 52, 1030 Bruxelles, T.V.A. 446.491.592, a été clôturée pour cause d'insuffisance d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick. (4573)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Door vonnis uitgesproken op 18 februari 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Business Phone, A. Lacomblelaan 52, 1030 Brussel, BTW 446.491.592, afgesloten wegens ontoereikend actief.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick. (4573)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement prononcé le 18 février 1999, la faillite de la S.P.R.L. Roose & Serneels, rue du Roetaert 144, 1180 Bruxelles, T.V.A. 443.667.706, a été clôturée pour cause d'insuffisance d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick. (4574)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Door vonnis uitgesproken op 18 februari 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Roose & Serneels, Roetaertstraat 144, 1180 Brussel, BTW 443.667.706, afgesloten wegens ontoereikend actief.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick. (4574)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement prononcé le 18 février 1999, la faillite de la société de droit anglais Willojoy Ltd., rue Gheude 36, 1070 Bruxelles, a été clôturée pour cause d'absence totale d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick.

(Pro deo) (4575)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Door vonnis uitgesproken op 18 februari 1999 werd het faillissement van de vennootschap naar Engels recht Willojoy Ltd., Gheudestraat 36, 1070 Brussel, afgesloten bij gebrek aan actief.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick.

(Pro deo) (4575)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement prononcé le 18 février 1999, la faillite de la S.A. Le Cantou, avenue Georges Henry 409, 1200 Bruxelles, a été clôturée pour cause d'absence totale d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick.

(Pro deo) (4576)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Door vonnis uitgesproken op 18 februari 1999 werd het faillissement van de N.V. Le Cantou, Georges Henrylaan 409, 1200 Brussel, afgesloten bij gebrek aan actief.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick.

(Pro deo) (4576)

## Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement prononcé le 18 février 1999, la faillite de la S.P.R.L. Pub Echo, avenue de l'Exposition 410, 1020 Bruxelles, a été clôturée pour cause d'absence totale d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.M. Derick.

(Pro deo) (4577)

## Rechtbank van koophandel te Brussel

Door vonnis uitgesproken op 18 februari 1999 werd het faillissement van de B.V.B.A. Pub Echo, Tentoonstellingslaan 410, 1090 Brussel, afgesloten bij gebrek aan actief.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar was.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.M. Derick.

(Pro deo) (4577)

## Tribunal de commerce d'Arlon

Par jugement du 25 février 1999, le tribunal de commerce d'Arlon a déclaré en faillite : Mme Basseur, Nadine Céline Elisabeth, commerçante, domiciliée à 6700 Arlon, rue des Faubourgs 21, T.V.A. 724.211.995, R.C. Arlon 18394, pour un établissement à l'enseigne « Maxi Music », et pour l'activité de commerce de détail en instruments de musique.

Par même jugement, le tribunal a fixé l'époque de la cessation des paiements au 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Juge-commissaire : M. Jean-Luc Kessler.

Curateur : Me Pierre Lepage.

Dépôt des créances : avant le 28 mars 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 21 avril 1999, à 10 heures.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Lepage, Pierre. (4578)

## Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement de ce 1<sup>er</sup> mars 1999, le tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Imprimerie du Nord, avenue Reine Astrid 28, à 6280 Gerpinnes, R.C. Charleroi 187178, T.V.A. 457.646.889.

Le tribunal a fixé provisoirement la date de cessation des paiements au 25 février 1999.

Les créanciers sont avisés de ce que :

Les créances doivent être déclarées avant le 23 mars 1999.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 20 avril 1999, à 8 h 30 m, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce.

Le tribunal a désigné en qualité de :

Juge-commissaire : M. Florins.

Curateur : Me Xavier Born, avocat à 6000 Charleroi, boulevard Devreux 28.

Le curateur, (signé) X. Born. (Pro deo) (4579)

Par jugement du 24 février 1999 du tribunal de commerce Charleroi, première chambre, a été déclarée, sur aveu, la faillite de M. Patrick Tasnier, cabaretier, né à Charleroi le 31 octobre 1969, domicilié à Aiseau-Presles, rue Grande 1.

Date provisoire de cessation des paiements : le 31 décembre 1998.

Déclaration des créances : avant le 16 mars 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi : le 13 avril 1999.

Curateur : Me Catherine Knoops, rue de Dampremy 77, 6000 Charleroi.

Juge-commissaire : M. Maroquin.

Gratuité ordonnée par jugement du 24 février 1999.

Huissier commis : M. Genin.

Pour extrait conforme : (signé) Catherine Knoops, avocat. (4580)

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi en date du 1<sup>er</sup> mars 1999, a été déclarée la faillite, sur assignation, de la S.P.R.L. A.B.C. de l'Artisan, dont le siège social était sis à 7140 Morlanwelz, rue de Colombie 9, R.C. Charleroi 184284.

Le tribunal a fixé la date provisoire de la cessation des paiements de cette faillite au 1<sup>er</sup> mars 1999.

La même décision invite les créanciers à déposer leurs créances, directement, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi avant le 23 mars 1999.

La date du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 20 avril 1999 par devant la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi, à 8 h 30 m du matin.

Le jugement déclaratif de faillite a désigné en qualité de juge-commissaire, M. Fievet, et en qualité de curateur, Me Bernard Grofils, avocat au barreau de Charleroi, dont les bureaux sont sis à 6000 Charleroi, boulevard Janson 51.

Il est à noter que la gratuité a été accordée par jugement du 1<sup>er</sup> mars 1999.

Pour extraits conformes : le curateur, (signé) Bernard Grofils.

(Pro deo) (4581)



## Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du 23 février 1999, le tribunal de commerce de Dinant a prononcé la faillite de la S.C.R.L. Ener'J Viandes, ayant son siège social établi à 5620 Florennes, (Flavion), rue du Centre 2, y exploitant, ainsi qu'à Chimay, (Baileux), route Charlemagne 10P, R.C. Dinant 44530, R.C. Charleroi 191195, T.V.A. 458.296.195.

Juge-commissaire : M. Bernard Tourneur, à Cerfontaine.

Curateur : Me Meunier, Jacqueline, avocat, rue Ruisseau des Forges 7, à Florennes.

Les créanciers doivent déposer la déclaration de leur créance avec titres au greffe du tribunal de commerce de Dinant, palais de justice, à Dinant, endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification de créances : le mardi 13 avril 1999, à 9 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce de Dinant.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Meunier.  
(Pro deo) (4582)

Par jugement du 23 février 1999, le tribunal de commerce de Dinant a prononcé la faillite de M. Alain Hunin, R.C. Dinant 39692, commerçant, exerçant ses activités de gardiennage sous la dénomination « Anubis Security Entreprise », domicilié à 5651 Walcourt (Laneffe), rue Al'Mai 11.

Juge-commissaire : M. Bernard Tourneur, à Cerfontaine.

Curateur : Me Meunier, Jacqueline, avocat, rue Ruisseau des Forges 7, à Florennes.

Les créanciers doivent déposer la déclaration de leur créance avec titres au greffe du tribunal de commerce de Dinant, palais de justice, à Dinant, endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification de créances : le mardi 13 avril 1999, à 9 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce de Dinant.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Meunier.  
(Pro deo) (4583)

## Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 22 février 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.A. B and C Services, établie et ayant son siège social à 4020 Wandre, rue des Prés 60, R.C. Liège 190001, avec date du début des opérations commerciales le 17 février 1995, pour les activités suivantes : « bureau d'études, d'organisation et de conseil en matières financière, commerciale, fiscale ou sociale, commerce de gros en pièces détachées et accessoires pour véhicules à moteur », T.V.A. 454.469.348, faillite sur citation.

Le tribunal reporte au 22 août 1998 la date de cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Daniel Hay.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 6 avril 1999.

Les créances doivent être déposées dans les trente jours au cabinet de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce, palais de justice, 4000 Liège.

Le curateur, (signé) Me Maximilien Hoge. (4584)

Par jugement du 18 février 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de M. Jean-Marie Randaxhe, de nationalité belge, né à Liège le 14 juin 1966, époux de Mme Véronique Lempere, avec contrat de séparation des biens, domicilié à 4870 Trooz, rue Heid Mawet 177g, R.C. Liège 181015, avec date du début des opérations commerciales le 1<sup>er</sup> octobre 1992, pour l'exploitation d'une entreprise de construction de bâtiments, entreprise de travaux de démolition de bâtiments et d'ouvrages d'art, T.V.A. 774.116.022, faillite sur aveu.

Le tribunal reporte au 18 août 1998 la date de cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Jacques Moureau.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 30 mars 1999.

Les créances doivent être déposées dans les trente jours au cabinet de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce, palais de justice, 4000 Liège.

Le curateur, (signé) Me Maximilien Hoge. (4585)

Par jugement du 1<sup>er</sup> mars 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur assignation, la faillite de la S.C. « Topimo », établie et ayant son siège social à 4432 Ans (Alleur), rue Edouard Colson 316, R.C. Liège 181549 (venant de Bruxelles), pour les activités suivantes : affaires immobilières, entreprise de construction, de réfection et entretien des routes, travaux d'égouts, de pose de câbles et de canalisations diverses, installation de signalisation routière et marquage des routes..., T.V.A. 434.823.383.

Le même jugement reporte au 1<sup>er</sup> septembre 1998 la date de cessation des paiements de la société et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter du présent jugement.

Juge-commissaire : M. René Mathonet.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 13 avril 1999, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Jean-Luc Paquot, avocat à 4000 Liège, avenue Blondin 33. (4586)

## Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 25 février 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Taverne de Rome, dont le siège social et l'adresse de l'établissement sont sis à 5000 Namur, avenue de la Gare 22, exploitant un débit de boissons et une activité de petite restauration, R.C. Namur 61052, T.V.A. 437.900.065.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 25 février 1999, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Lahaye, Evelyne, juge consulaire.

Curateur : Me de Callatay, Brigitte, rue Ferraire 3, 5024 Gelbressée.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 22 avril 1999, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1<sup>er</sup> étage.

Pour extrait conforme : (signé) N. Lefevre. (Pro deo) (4587)

Par jugement du 25 février 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Ediplus, dont le siège social et l'adresse de l'établissement sont sis à 5002 Namur, (Saint-Servais), rue Louis Higuët 64, exerçant une activité d'entreprise de publicité, R.C. Namur 72495, T.V.A. 453.942.578.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 25 février 1999, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. François, Christian, juge consulaire.

Curateurs : Me Carlier, Véronique, rue Dewez 36, 5000 Namur; Me Carlier, Marie France, rue Dewez 36, 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 22 avril 1999, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1<sup>er</sup> étage.

Pour extrait conforme : (signé) V. Rulot. (4588)

Par jugement du 25 février 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de Chometon, Marcel Jean Pierre Emile, né à Bastogne le 26 septembre 1937, domicilié à 5030 Gembloux, avenue de la Station 111, y exerçant une activité de service de surveillance de nuit ou de jour, R.C. Namur 68413, T.V.A. 750.226.704.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 25 février 1999, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. François, Christian, juge consulaire.

Curateurs : Me Carlier, Marie France, rue Dewez 36, 5000 Namur; Me Carlier, Véronique, rue Dewez 36, 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 22 avril 1999, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1<sup>er</sup> étage.

Pour extrait conforme : (signé) V. Rulot. (4589)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 24 februari 1999, werd, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Rosh & Q.Line Trade Company, groothandel in geschenkartikelen en fantasiejuwelen, met zetel te 9190 Stekene, voorheen Koewacht 104, en thans Koewacht 12, bus 9, H.R. Sint-Niklaas 46144, BTW 435.137.545.

Staking van betaling vastgesteld : op 23 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 26 maart 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 42, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 7 maart 1999, te 15 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van voornoemde rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Kazernestraat 42, 9100 Sint-Niklaas.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Lieven D'Hooghe, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Vijfstraten 57.

Voor uittreksel : de curator, (get.) Lieven D'Hooghe. (4590)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, d.d. 26 februari 1999, werd de heer Eric Vanderplancke, wonende te 8501 Bissegem, Meensesteenweg 404, geboren te Wevelgem op 26 december 1949, H.R. Kortrijk 110994, met als activiteit : onderneming voor het bouwen van stellingen alsmede voor het invoegen en reinigen van gevels. Klusjesman (met uitzondering van de activiteiten aan een vergunning onderworpen), BTW 526.535.992, in staat van faillissement verklaard.

Datum ophouding betalingen : 26 februari 1999.

Rechter-commissaris : de heer Ignace Gheysens, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Marianne Michiels, advocaat te 8500 Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 27.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk : vóór 22 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen geschiedt op woensdag 14 april 1999, om 11 u. 15 m., ter rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Marianne Michiels. (4591)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, d.d. 26 februari 1999, werd de heer Filiep Duthoo, wonende te 8770 Ingelmunster, Stationstraat 30/2, geboren te Roeselare op 17 december 1961, H.R. Kortrijk 130202, met als activiteit : onderneming voor het bouwen van stellingen alsmede voor het invoegen en reinigen van gevels. Onderneming voor rioleringswerken, voor water- en gasvoorziening, voor het leggen van diverse kabels en leidingen, voor grondwerken, voor het plaatsen van afsluitingen, voor het plaatsen van chapes. Tussenpersoon in de handel, BTW 680.140.640, in staat van faillissement verklaard.

Datum ophouding betalingen : 26 februari 1999.

Rechter-commissaris : de heer Ignace Gheysens, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Marianne Michiels, advocaat te 8500 Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 27.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk : vóór 22 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen geschiedt op woensdag 14 april 1999, om 11 uur, ter rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Marianne Michiels.

(Pro deo) (4592)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 25 februari 1999 werd, op bekenenis, het faillissement open verklaard van de C.V.B.A. Bellissimo, restaurant-taverne, handel-drijvend onder de benaming « Het Eetcafé », met maatschappelijke zetel te 2890 Sint-Amands, Provinciale Weg 10, H.R. Mechelen 66993, BTW 438.420.994.

Datum staking van betalen : 25 februari 1999.

Rechter-commissaris : de heer P. Valckenaers, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Eric Van hoogenbemt, advocaat te 2800 Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Indienen van de schuldvorderingen : uiterlijk 26 maart 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 14 april 1999, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Eric Van hoogenbemt. (4593)

#### Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête en date du 22 février 1999, M. Hilbert, Lucien Aloyse Jeannot, invalide, et son épouse, Mme Lucas, Annick Denise Josiane, sans profession, demeurant et domiciliés ensemble à 6810 Chiny, rue de la Fontenelle 37, ont introduit devant le tribunal de première instance d'Arlon, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par Me Jean-Pierre Jungers, notaire à Florenville, le 22 février 1999.

Ledit contrat modificatif comporte modification dans la composition actuelle des patrimoines.

Florenville, le 26 février 1999.

(Signé) Jean-Pierre Jungers, notaire.

(4594)

Suivant jugement prononcé le 5 janvier 1999 par le tribunal de première instance de Bruxelles, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Mezgueldi, Abdessamad, ingénieur chimiste, né à Tanger (Maroc) le 27 mars 1957, et son épouse, Mme Chaouni, Latifa, employée, née à Wilrijk le 9 août 1968, demeurant tous deux à Bruxelles, rue de la Vanne 35, dressé par acte du notaire Didier Gyselinck, à Bruxelles, le 6 avril 1998, a été homologué. Le contrat modificatif adopte le régime de la séparation des biens.

Pour extrait conforme : (signé) Didier Gyselinck, notaire à Bruxelles. (4595)

Aux termes d'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Nivelles en date du 21 janvier 1999, le tribunal : « homologue en sa forme et teneur la modification apportée par acte advenu devant Me Olivier Jamar, notaire de résidence à Chaumont-Gistoux, le 1<sup>er</sup> septembre 1998 », au régime matrimonial de M. Gianni Riciotto Cabras, gérant de société, né à Schaerbeek le 5 janvier 1968, et son épouse, Mme Zélia Raymonde Eliane Brumagne, employée vendeuse, née à Namur le 10 octobre 1971, demeurant ensemble à 1300 Wavre, chaussée de Bruxelles 17/1, mariés à Orp-Jauche le 1<sup>er</sup> février 1997, sous le régime légal de la communauté à défaut de contrat de mariage.

Extrait dressé par le notaire Olivier Jamar, de résidence à Chaumont-Gistoux, le 24 septembre 1998.

(Signé) O. Jamart, notaire. (4596)

Par requête du 29 janvier 1999, déposée en date du 26 février 1999, auprès du greffe du tribunal de première instance à Verviers, M. Lemaitre, Jean-Pierre Léon Hubert Ghislain, exploitant forestier, né à Verviers le 20 octobre 1966, et son épouse, Mme Hajaoui, Fatiha, sans profession, née à Casablanca (Maroc) le 5 octobre 1964, tous deux domiciliés et demeurant à Jalhay, route de la Gileppe 63, époux mariés à Jalhay le 20 septembre 1990, sous le régime légal à défaut de contrat ni avant ni en cours de mariage, ont requis le tribunal d'homologuer une modification apportée à leur patrimoine commun sans modification du régime matrimonial proprement dit (apport au patrimoine commun, activement d'un bien immeuble propre et passivement d'une dette souscrite pour la transformation de cet immeuble). Cette modification au patrimoine commun qui intervient dans le cadre de l'article 1394, alinéa 5, du Code civil, a été convenue entre les époux aux termes d'un acte du ministère du notaire Emmanuel Voisin, de résidence à Dison, en date du 12 janvier 1999.

Pour extrait conforme : pour les époux, le notaire, (signé) Emmanuel Voisin, de résidence à Dison. (4597)

Bij verzoekschrift van 14 januari 1999, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, hebben de heer Felix Jean Louis Verschaeren, technicus, geboren te Brugge op 18 februari 1945, en zijn echtgenote, Mevr. Gisèle Blanche Arthur De Vuyst, bruggepensioneerde, geboren te Brugge op 21 mei 1943, samenwonende te Brugge (Assebroek), Walraetstraat 22, de homologatie gevraagd van een akte verleden voor notaris Luc De Quinnemar, te Brugge, Assebroek, op 14 januari 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvoorwaarden, en in het bijzonder inbreng door de heer Felix Verschaeren, van ondermeer de helft naakte eigendom van een woonhuis met aanhorigheden, te Mechelen, Sint-Rumoldusstraat 21.

Namens de echtgenoten Verschaeren-De Vuyst, (get.) Luc De Quinnemar, notaris te Brugge (Assebroek). (4598)

Bij verzoekschrift van 24 december 1998, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, hebben de heer Peter Vanden Broucke, bediende, geboren te Brugge op 31 december 1961, en zijn echtgenote, Mevr. Ria André Rachel Van reybrouck, handelaarster, geboren te Brugge op 13 januari 1966, samenwonende te Oostkamp, Kortrijksestraat 56, de homologatie gevraagd van een akte wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Luc De Quinnemar,

met standplaats te Brugge (Assebroek), Generaal Lemanlaan 178, op 24 december 1998, waarbij zij het wettelijk stelsel van de gemeenschap wijzigen in het stelsel van de scheiding van goederen met een gemeenschap van aanwinsten.

Namens de echtgenoten Vanden Broucke-Van reybrouck, (get.) Luc De Quinnemar, notaris te Brugge (Assebroek). (4599)

Bij verzoekschrift van 15 januari 1999, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, hebben de heer Eric Hélène Gérard Moulaert, gepensioneerde, geboren te Brugge op 16 januari 1939, en zijn echtgenote, Mevr. Germaine Martha Janssens, huisvrouw, geboren te Sint-Kruis op 9 juni 1936, samenwonende te Brugge (Sint-Kruis), Edestraat 1, de homologatie gevraagd van een akte verleden voor notaris Luc De Quinnemar, te Brugge (Assebroek), op 15 januari 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvoorwaarden, en in het bijzonder inbreng door Mevr. Germaine Janssens van het appartement op het niveau van de eerste verdieping medegaande de kelderberging en de garage in het gebouw bestemd voor garages, dit alles in het gebouw Edestraat 1, te Brugge (Sint-Kruis), en verzaking door de heer Eric Moulaert aan zijn recht op terugneming van de bedragen die door de gemeenschap betaald werden in verband met de kosten gemaakt voor de instandhouding van het hiervoor vermeld onroerend goed, eigen aan Mevr. Germaine Janssens.

Namens de echtgenoten Moulaert-Janssens, (get.) Luc De Quinnemar, notaris te Brugge (Assebroek). (4600)

Bij verzoekschrift neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 1 maart 1999, hebben de echtgenoten, de heer Eric Vandewalle, en zijn echtgenote, Mevr. Beatrijs Claeys, samenwonende te 8200 Brugge, Sint-Arnolduslaan 74/B, oorspronkelijk gehuwd onder het wettelijk stelsel bij gebrek aan huwelijkscontract, bij voormelde rechtbank om homologatie verzocht van de akte verleden voor voornoemde notaris François Blontrock, te Brugge, op 16 februari 1999, waarbij voornoemde echtgenoten besloten hebben thans hun huwelijk verder te zetten en over te gaan van het wettelijk stelsel naar het stelsel van de zuivere scheiding van goederen.

Brugge, 1 maart 1999.

(Get.) François Blontrock, notaris. (4601)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, van 23 februari 1999, werd de akte verleden voor notaris Raf Van der Veken, te Belsele, op 1 december 1998, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel van de heer Gabriele Urbano Tucci, elektricien, en zijn echtgenote, Mevr. Mathilda Helena Maria Bijnens, huisvrouw, samenwonende te De Klinge (Sint-Gillis-Waas), Burgemeester Van Hove-laan 25, gehomologeerd.

Namens de echtgenoten : (get.) Raf Van der Veken, notaris. (4602)

Bij vonnis gewezen door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, d.d. 7 januari 1999, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Anne Pede, te Merelbeke, met standplaats Bottelare, op 26 oktober 1998, tussen de heer Yves Marcel Paul Van De Steene, theatertechniker, en zijn echtgenote, Mevr. Anne Marie Christiane Angele Alice De Paepe, bejaardenhelpster, samenwonende te 9860 Oosterzele-Balegem, Vrijhem 34, gehomologeerd.

Merelbeke-Bottelare, 1 maart 1999.

Voor de verzoekers : (get.) Anne Pede, notaris. (4603)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 7 januari 1999, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Rudy Vandermander, te Evergem (Ertvelde), op 19 november 1998, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel bestaande tussen de heer Jean-Paul Lippens, arbeider, geboren te Gent op 11 november 1968, en zijn echtgenote, Mevr. Christ Vanden Eynde, bediende, geboren te Gent op 24 december 1966, samenwonende te Zelzate, Omer De Bruyckerstraat 7.

De akte behelst wijziging van het wettelijk stelsel in het stelsel van zuivere scheiding van goederen.

Voor de verzoekers : (get.) Rudy Vandermander, notaris. (4604)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, d.d. 5 januari 1999, werd gehomologeerd de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Paul De Man, te Geraardsbergen, op 14 september 1998, tussen de heer Dirk Antoine Jozef Deschuymmer, carossier, en zijn echtgenote, Mevr. Marleen Ann Firmin De Henau, bediende, samenwonende te Herzele, Kriekelaar 12.

(Get.) De Man, notaris. (4605)

Bij verzoekschrift van 11 februari 1999 hebben de heer Preuveneers, André Albert Johan, stadsarbeider, en Mevr. Bogaert, Cécile Léonie Johanna, zonder beroep, samenwonende te 9600 Ronse, Kruisstraat 165, gehuwd onder het wettelijk stelsel bij gebrek aan huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Markey, Erwin, met standplaats te Ronse, op 11 februari 1999, houdende handhaving van het huidige stelsel doch met inbreng in de huwelijksgemeenschap door de heer Preuveneers, André van een persoonlijk onroerend goed.

(Get.) Preuveneers, André; Bogaert, Cécile. (4606)

Bij verzoekschrift van 18 januari 1999 hebben de heer Valkeniers, Luc Hendrik Maria, en Van Reppelen, Marijke Josée Valentine, samenwonende te 3600 Genk, Turfstraat 162, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, een vraag ingediend tot homologatie van het contract, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Romain Janssen, te Zonhoven, op 23 december 1998.

Namens de echtgenoten Valkeneers-Van Reppelen : (get.) Romain Janssen, notaris te Zonhoven. (4607)

Bij vonnis van 20 november 1998 werd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Lucien Barthels, te Riemst/Kanne, op 7 april 1998, gehomologeerd door de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, van de heer Bastiaens, Johannes Herman Ghislanus, zaakvoerder, geboren te Maaseik op 29 oktober 1956, en zijn echtgenote, Mevr. Meesters, Godelieve Isabella Maria, medewerkende echtgenote, geboren te Eigenbilzen op 30 augustus 1957, samenwonende te Lanaken, Smisstraat 92.

Ingevolge deze wijziging heeft de heer Bastiaens, Johannes, een perceel grond te Veldwezelt, Smisstraat 94, sectie C, nr. 314/H/deel (2 a 81 ca) in de huwelijksgemeenschap gebracht.

Voor de notaris : (get.) Natalie Cabes. (4608)

#### Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance du 19 janvier 1999, le tribunal de première instance de Tournai a déclaré vacante la succession de Mme Denise Jeanne Dubrulle, née à Lessines (Deux-Acren) le 29 mai 1906, domicilié de son vivant à 7860 Lessines, rue des Moulins 30, veuve de Louis Neve,

décédée à Ath le 31 janvier 1995. Me Dominique Surquin, avocat à 7800 Ath, square Saint-Julien 20A, a été désignée curateur à ladite succession. Les créanciers et héritiers éventuels sont priés de se mettre en rapport avec le curateur dans les trois mois de la présente publication.

Ath, le vendredi 26 février 1999.

(Signé) Dominique Surquin, avocat. (4609)

Par ordonnance du 22 décembre 1998, le tribunal de première instance de Tournai a déclaré vacante la succession de Mme Marie Léopoldine Mincke, née à Maffle le 10 juin 1915, divorcée en premières noces de Chalez, Victor, veuve en secondes noces de D'Agostino, Luigi, domiciliée de son vivant à 7970 Belœil, rue de Favarcq 50, décédée à Mouscron le 29 avril 1998. Me Dominique Surquin, avocat à 7800 Ath, square Saint-Julien 20A, a été désignée curateur à ladite succession. Les créanciers et héritiers éventuels sont priés de se mettre en rapport avec le curateur dans les trois mois de la présente publication.

Ath, le vendredi 26 février 1999.

(Signé) Dominique Surquin, avocat. (4610)

Par ordonnance du 24 novembre 1998, le tribunal de première instance de Tournai a déclaré vacante la succession de M. Hebert, Yannick, né à Ath le 24 juillet 1968, célibataire, domicilié de son vivant à 7900 Leuze-en-Hainaut, rue du Pont de la Cure 1, bte 2, décédé à Tournai le 13 décembre 1997. Me Dominique Surquin, avocat à 7800 Ath, square Saint-Julien 20A, a été désignée curateur à ladite succession. Les créanciers et héritiers éventuels sont priés de se mettre en rapport avec le curateur dans les trois mois de la présente publication.

Ath, le vendredi 26 février 1999.

(Signé) Dominique Surquin, avocat. (4611)

Par ordonnance du 26 janvier 1999, le tribunal de première instance de Tournai a déclaré vacante la succession de M. Calay, Philippe Alain Michel, né à Mons le 12 octobre 1965, domicilié de son vivant à 7860 Lessines, chaussée de Grammont 1A, décédé à Silly (Hoves) le 24 mai 1998. Me Dominique Surquin, avocat à 7800 Ath, square Saint-Julien 20A, a été désignée curateur à ladite succession. Les créanciers et héritiers éventuels sont priés de se mettre en rapport avec le curateur dans les trois mois de la présente publication.

Ath, le vendredi 26 février 1999.

(Signé) Dominique Surquin, avocat. (4612)

#### Partena - Mutualité libre — Partena - Onafhankelijk ziekenfonds boulevard Anspachlaan 1, 1000 Bruxelles Anspachlaan 1, 1000 Brussel

L'assemblée générale réunie le 21 octobre 1998, a élu comme administrateur M. Frans Schotte en remplacement de M. Emile Cornet, démissionnaire.

Tijdens de algemene vergadering van 21 oktober 1998, werd de heer Frans Schotte tot beheerder verkozen, ter vervanging van de heer Emile Cornet die zijn ontslag heeft ingediend. (4613)